

Les changements en Europe et les difficultés à l'Est

Une seule Allemagne ?

Longtemps, il a été de bon ton, en particulier en France, de considérer que le problème de la réunification de l'Allemagne relevait de la politique-fiction. Mais les plus belles certitudes n'ont qu'un temps. Ainsi en va-t-il de la division de l'Allemagne, que l'Union soviétique était censée garantir, sinon imposer, bien au-delà de l'an deux mille. Comment imaginer en effet que le vent de réforme et d'agitation qui bouleversent la plupart des pays socialistes épargnent indéfiniment l'Allemagne de l'Est, cet avant-poste du pacte de Varsovie, qui n'a d'autre raison d'être que son adhésion à un marxisme pur et dur, partout ailleurs mis à mal ?

Les derniers événements semblent avoir accéléré le phénomène : écorchés par la grisaille et l'autoritarisme ambiant, ce sont près de cent mille citoyens de RDA qui l'ont quittée soit légalement, soit illégalement depuis le début de l'année. La libération intervenant en Hongrie a encore grossi le mouvement, même s'il est bloqué momentanément par les désaccords entre dirigeants de Budapest, les plus conservateurs s'opposant encore à ce que leur territoire serve de sas aux candidats est-allemands à la citoyenneté ouest-allemande.

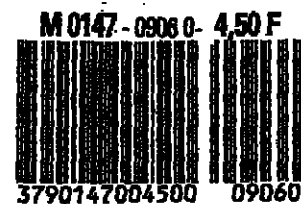
La plupart des nouveaux émigrants ne sont pas des dissidents politiques mais des médecins, des enseignants, des ouvriers qualifiés, la plupart du temps des jeunes, qui désespèrent de pouvoir vivre convenablement un jour du fruit de leur travail. A cet égard, d'un marxisme dont ils ont vérifié quotidiennement l'échec, ils ne se sentent qu'allemands, et vont rejoindre une société allemande dont ils connaissent les qualités et les défauts.

On comprend que ce mouvement de fuite affaile les dirigeants de Berlin-Est. Ils ont, en 1987, construit le mur pour cette même raison. Mais il faudrait le prolonger sur la frontière de pays frères, la Pologne et la Tchécoslovaquie. A peine peuvent-ils encore tenter d'interdire les Hongrois et de faire savoir aux réfugiés en puissance qu'il ne leur sera fait aucun mal s'ils rejoignent la RDA. Leur seul espoir réside en fait à Moscou. Mais M. Erich Honecker n'y est plus en odeur de sainteté.

Pendant ce temps, les sondages font état en Allemagne de l'Ouest d'une nette augmentation des opinions favorables à la réunification. Le chancelier Kohl en sait quelque chose, lui qui a dû, à son corps défendant, s'opposer, au printemps dernier, aux Etats-Unis à propos des armes nucléaires à courte portée. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'un homme au franc-parler bien connu comme le général Vernon Walters, le nouvel ambassadeur américain à Bonn, ait mis dimanche dernier les pieds dans le plat, affirmant qu'il pensait que la réunification était proche. L'existence de deux Etats allemands n'est pas normale, a-t-il ajouté, rappelant que les Etats-Unis étaient favorables à la réunification, à condition qu'elle ait lieu pacifiquement et à travers des élections libres.

La sortie du général Walters n'a encore entraîné aucune réaction au Kremlin, où l'ordre européen issu de la seconde guerre mondiale a pourtant toujours été considéré comme sacro-saint.

(Lire le reportage de Luc Rosenzweig à Budapest page 6.)



Azerbaïdjan : grève générale contre les Arméniens du Karabakh

Passé sous silence par les médias à Moscou, le mouvement de grève lancé lundi 4 septembre en Azerbaïdjan pourrait être annonciateur de nouvelles violences dans le Caucase. Largement suivi par les Azeris, qui ont créé un « Front populaire », il a pour but d'obtenir la confirmation du maintien de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh sous autorité azerbaïdjanaise. Il s'agit là d'un problème supplémentaire pour M. Gorbatchev, dont la rentrée s'avère très difficile.

Difficile rentrée pour M. Gorbatchev

par Michel Tatu

Depuis bientôt trois ans qu'a commencé la perestroïka « radicale », on s'était habitué à de sombres rentrées politiques à Moscou. Dès 1987, après des vacances un peu longues, et à nouveau en 1988, après l'effusion de la conférence du parti, M. Gorbatchev avait regagné son bureau du Kremlin dans un climat alourdi, marqué par toutes sortes de manœuvres de couloir, retours de bâton et appels de diverses personnalités préchant la remise au pas de la presse et des « extrémistes ».

A chaque fois, le secrétaire général avait repris l'initiative et relancé le train des réformes. On se souvient notamment du « Blitzkrieg » par lequel le numéro un, en réaménageant le bureau politique et en modifiant le fonctionnement

du secrétariat, avait, à la fin septembre 1988, sensiblement renforcé son autorité.

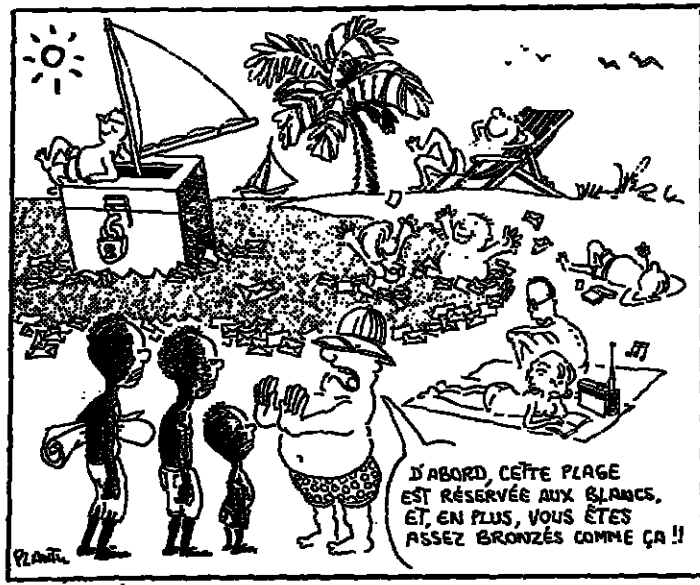
En ira-t-il de même cette fois-ci ? A nouveau, en tout cas, le climat est lourd. L'agitation dans les pays baltes et l'appel lancé le 26 août au nom du comité central servent de prétexte à une campagne de presse d'un style et d'une uniformité que l'on avait cru enterrée par la glasnost. Non seulement « les choses sont allées trop loin », comme il est dit — pour la première fois — dans la déclaration du parti, mais l'on retrouve le vocabulaire familier de la langue de bois pour dénoncer les nationalistes « petits-bourgeois », les « forces antisoviétiques » et « antisocialistes », sans oublier les « instigateurs » de l'étranger.

(Lire la suite page 5.)

Le parti du président De Klerk favori

Afrique du Sud : tension raciale pour les élections « blanches »

Les Sud-Africains blancs, indiens et métis sont appelés à élire, mercredi 6 septembre, trois Assemblées distinctes dans un climat de tension provoqué par une campagne de l'opposition anti-apartheid. Celle-ci, pour protester contre l'exclusion de la population noire de ces « élections blanches », a déclenché une grève générale de quarante-huit heures. La victoire du Parti national, au pouvoir depuis 1948, semble assurée même si sa majorité devrait être nettement réduite.



(Lire l'article de notre correspondant MICHEL BOLE-RICHARD page 3.)

M. Francis Bourgues démissionne

Son fils Martin lui succèdera à la tête du groupe

PAGE 40

Brigades rouges : arrestations à Paris

Les terroristes italiens recréent un comité exécutif

PAGE 40

Accord sur le groupe Victoire

Suez surenchérit sur son OPA et M. Vernes apporte ses titres

PAGE 38

Anniversaire au Togo

Vingt ans de parti unique

PAGE 4

« La Vie et rien d'autre »

Le nouveau film de Bertrand Tavernier

PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 40

Menaces sur la stabilité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Maquis à Bougainville

Fermée depuis le 15 mai, la grande mine de cuivre de Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a rouvert ses portes, le mardi 5 septembre, sous la protection de l'armée. En effet, cette exploitation, vitale pour le pays, est menacée, depuis six mois, par de graves incidents. Le 27 août encore, deux femmes y ont été tuées par erreur et un rebelle séparatiste y a été abattu par des soldats.

SYDNEY
de notre correspondant dans le Pacifique sud

Il s'appelle Francis Ona et il est déjà une légende à lui seul. On lui

prête une trentaine d'années. Son visage était inconnu jusqu'à ce qu'un cliché fleuve, publié récemment, le montre, le regard vissé au sol. Ses partisans ont le front ceint d'un bandeau rouge et arborent des tee-shirts frappés de quatre mots : « La vallée des larmes ». Généralement équipés en explosifs et en armes automatiques, ils sont retranchés depuis six mois dans la jungle, échappant aux huit cents soldats lancés à leurs trousses. Ils se sont proclamés Armée révolutionnaire de Bougainville et mettent aujourd'hui en péril l'économie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et donc, à terme, la stabilité politique de ce jeune Etat indépendant depuis 1975.

On sait finalement bien peu de choses de ce mystérieux mouvement qui semble tenir tout à la fois du séparatisme insulaire et du millénarisme du « cargo cult », encore vivace dans cette région de l'Océanie. Francis Ona et ses hommes sont parvenus à plonger Bougainville — éloignée de 800 kilomètres de la Grande-Terre, où est située la capitale Port-Moresby — dans un état d'insurrection larvée. Trente personnes ont déjà trouvé la mort lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, qui saccagent et brûlent en représailles les habitations des villageois jugés complices.

FREDÉRIC BOBIN

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

La montée de la cocaïne

Alors qu'elle frappe de manière inquiétante les Etats-Unis, la consommation de cocaïne commence à prendre une certaine ampleur en France. Si les chiffres concernant le nombre d'interpellations et les volumes des saisies demeurent relativement peu élevés, les études qualitatives des spécialistes de la toxicomanie soulignent la réalité du phénomène. La France ne semble toutefois pas encore concernée par le

« crack », une drogue qui fait de véritables ravages outre-Atlantique.

Au moment où l'Etat colombien entreprend, avec le soutien des Etats-Unis, de partir en guerre contre les trafiquants de cocaïne, la Suisse, après d'autres pays européens, étudie un projet de dépénalisation de la consommation de drogue.

Page 20

Lire également dans le supplément : « L'espace revisité » ; Un entretien avec Félix Guattari ; « Saga en mer ».

Pages 19 et 21

La nouvelle politique de M. Jack Lang

Patrimoine, mon beau souci

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, devait donner, mardi 5 septembre, une conférence de presse pour annoncer la traditionnelle journée « Portes ouvertes » dans les monuments historiques du dimanche 17 septembre. Il trace également les perspectives de la politique du patrimoine pour 1990.

A quoi rêve Lang II ? A sa maîtrise de Blois, à un autre portefeuille, à une lointaine ambassade ? L'ardeur des premières années de son ministère semble un souvenir. La rumeur publique le taxe d'indifférence. Pourtant, si le clinquant et les paillettes ne sont plus au rendez-vous, un travail en profondeur se fait rue de Valois. Particulièrement dans le domaine du patrimoine, un peu négligé lors de son premier passage aux affaires. Une action qui

musculera vraisemblablement des polémiques car les engagements du prochain budget laisseront des traces profondes et il sera, sur bien des points, difficile de revenir en arrière.

Les chiffres feront sans doute l'unanimité : le budget consacré au patrimoine en 1990 (1 milliard 459 millions de francs d'investissement et 313 millions de frais de fonctionnement) progresse de 16 % contre 15 % l'année précédente, alors que la loi-programme que François Léotard avait fait voter prévoyait une augmentation de 7,5 % dans ce domaine.

Ce sont surtout les bâtiments civils qui profiteront de cette manne (+21 %) ainsi que le patrimoine mobilier (+30 %). Seront ainsi protégés les meubles de la duchesse de Berry, au château de Rosny-sur-Seine, comme les appareils de photo de Man

Ray, toujours en place dans son atelier de la rue Férou, à Paris, mais aussi un microscope électronique à Châtillon-sur-Marne, une gabarre du port de La Rochelle ou un camion Berliet modèle 22 HP conservé à Lyon. Une nouvelle ligne budgétaire sera créée pour l'animation et la mise en valeur du patrimoine appartenant aux collectivités territoriales et aux propriétaires privés.

Les crédits seront multipliés pour meubler les édifices historiques — souvent vides — appartenant à l'Etat ou pour y insérer des œuvres contemporaines. En 1989, on a inauguré le pavage conçu par Deauze pour l'église Saint-Laurent du Puy-en-Velay. Soulagés doit créer les vitraux de Sainte-Foy-de-Quacques ; Roman et Albréola, ceux de la cathédrale de Nevers.

EMMANUEL DE ROUX

(Lire la suite page 14.)

Cartier

13, RUE DE LA PAIX, PARIS
42.61.58.56

Débats

ENSEIGNEMENT

Il faut casser la pyramide

PAR LOUIS RAILLON (*)

ALAIN TOURAINE avait engagé le véritable débat sur l'école, en osant évoquer, comme il l'avait fait dans le *Monde* du 24 mars, deux thèmes importants : le rôle d'éducation de l'école, l'autonomie des établissements. Ce ne sont pas, assurément, des thèmes faciles, populaires, sujets à revendication. On peut même penser que les intéressés des deux camps, celui du ministre comme celui des enseignants, se sentent remis en question par ces thèmes gênants. Il faut donc que le vrai débat ait lieu sur la place publique. Ce qui n'est pas l'endroit le plus indiqué pour un débat de ce genre, qui demande étude, rigueur et confidentialité. Et la place publique est bien encombrée.

Raison de plus pour reprendre ces deux questions majeures.

Eduquer et instruire

Il est important d'abord de préciser les termes. Les chemins de l'éducation et de l'enseignement se croisent constamment, mais leurs jalons sont si différents qu'un enseignement prématuré et contraignant peut être nocif et avoir comme conséquence (on le constate, hélas !) l'échec scolaire, le désinvestissement, les conduites de régression et d'opposition (drogue, délinquance, etc.). Enseigner, c'est transmettre une discipline avec l'intention d'obtenir un résultat objectif : enseigner l'histoire, c'est arriver à ce que les étudiants puissent devenir des professeurs ; enseigner la médecine, c'est faire des médecins capables de soigner les malades.

L'objectif de l'enseignement est tout entier dans la science, ordonnée en une programmation précise dont la connaissance est vérifiée par l'examen auquel se soumettent des candidats volontaires. En revanche, éduquer, c'est créer un milieu tel que l'être en croissance puisse développer, de façon optimale, ses aptitudes physiques, sociales, affectives, intellectuelles. L'objectif de l'éducateur est centré sur le développement de l'enfant. Éduquer, ce n'est donc pas former l'enfant aux « bonnes manières » ; ce n'est pas non plus diluer l'enseignement, comme on a prétendu le faire, dans le désordre mental qui a suivi 1968, avec les activités dites « d'éveil ». C'est permettre aux enfants que l'on réunit à l'école de développer ensemble leur vie intense de découverte, de la réguler avec celle des autres.

Cet apprentissage de la vie sociale et intellectuelle est long ; il demande beaucoup de compétence à l'adulte éducateur ; il per-

met à l'enfant de mieux se comprendre et s'exprimer lui-même en apprenant à communiquer avec les autres, par la parole et par l'écrit.

L'enfant, nous ont montré les psychologues comme Wallon, comme Piaget, est un être qui se construit ; l'école des enfants ne peut être qu'un lieu de vie où on l'aide à se construire plus avant. Il ne s'agit pas d'une vision théorique : depuis le début du siècle, des chercheurs ont suffisamment expérimenté cette manière de procéder. Il ne s'agit donc nullement de tirer un chèque en blanc sur l'avenir. Les enfants à qui l'on permet d'édifier ainsi leur personne et leur savoir font preuve non seulement d'un bon équilibre personnel (1), mais se révèlent capables d'utiliser librement les outils nécessaires de l'écriture, de la lecture, du calcul, de l'observation, de la documentation, du travail en groupe...

L'éducation et l'enseignement relèvent de deux pédagogies très différentes (2). Une réforme soucieuse d'efficacité s'appliquerait à les distinguer ; elle assignerait aux écoles une mission d'éducation, elle confirmerait les lycées dans leur mission d'enseignement conduisant aux différentes séries du baccalauréat et des brevets professionnels. Entre ces deux étapes, les collèges reçoivent les adolescents, étreints en devenir. C'est dire qu'en leur sein les deux pédagogies doivent coexister, se rencontrer et construire des formules originales. On le voit, les établissements de la scolarité obligatoire, écoles et collèges, doivent pratiquer une pédagogie d'éducation. Or celle-ci suppose non seulement une révolution dans les mentalités, dans la formation initiale et continue des personnels, mais une mutation d'ordre administratif.

Autonomie et décentralisation

En effet, la pédagogie éducative requiert une adaptation aux enfants, aux adolescents ; mais l'on ne saurait parler d'adaptation aux enfants sans travailler avec le milieu dans lequel (grâce auquel) ils se développent (3). Sans doute y a-t-il des lois du développement, des pratiques issues de l'expérimentation, mais, fort de ces connaissances, l'éducateur est plus un clinicien qu'un enseignant. Il doit non seulement pouvoir prendre des initiatives pédagogiques dans sa classe (ce que peut théoriquement (1) tout ensei-

gnant), mais coordonner son action avec celle de ses collègues et avec celle des éducateurs du milieu local et régional. Une telle pédagogie suppose non pas une « certaine autonomie » des établissements (école, collège), mais une effective décentralisation.

Dans tous les pays du monde, les institutions scolaires dépendent des autorités locales. La laïcisation de l'école, dans la France des années 1880, ne pouvait se faire, après toutes les restaurations du dix-neuvième siècle, qu'au prix d'une organisation centralisée. Les temps ont changé. Mais nous avons hérité d'un enseignement organisé comme un ordre religieux ou comme des armées civiles que sont les postes ou les chemins de fer.

Une pédagogie d'éducation, c'est-à-dire d'adaptation au terrain, est contradictoire avec la centralisation. Mais l'organisation pyramidale actuelle ne sert aucune pédagogie ; elle est si énorme qu'elle consacre toutes ses énergies non pas à servir ses objectifs, mais à se tenir debout. Parvenir à désigner un enseignant pour chaque classe, à chaque rentrée annuelle, constitue un véritable exploit, préparé des mois à l'avance et célébré par des déclarations et des conférences de presse.

Il est significatif, d'ailleurs, qu'aux échelons les plus importants de sa hiérarchie on fasse appel, depuis longtemps, non à des spécialistes des sciences de l'éducation, mais à des conseillers à la Cour des comptes ou à des énarques fêlés d'administration. Les inspecteurs généraux cultivent leur discipline d'enseignement. Les recteurs sont des supérieurs sans conseils régionaux. La hiérarchie passe sur tout le corps enseignant, dont elle cultive l'individualisme, de connivence avec les syndicats qui siègent dans les commissions paritaires. La contrainte sociale est telle que les jeunes qui voudraient prendre des initiatives pédagogiques craignent de se singulariser.

Il faut casser la pyramide. Permettre aux enseignants de retrouver leur responsabilité pédagogique et les aider à la cultiver. Beaucoup souffrent de voir leur école laisser se perpétuer des échecs. Ils doivent pouvoir émettre des projets, se grouper si nécessaire pour prendre les mesures qui s'imposent, constituer des écoles-pilotes, en ayant auprès d'eux une autorité fonctionnelle soucieuse de réussite, et non des supérieurs coincés, timorés, soucieux de « se con-

(*) Chercheur en éducation.

vrir ». Ils doivent pouvoir, en libres citoyens de la ville ou du district, trouver des alliés auprès des associations familiales, des groupements économiques, des services culturels, des groupes les plus divers qui composent la cité.

Il n'est que temps d'appliquer la loi Defferre à l'éducation nationale. La décentralisation entraînera une dynamique qui permettra aux forces latentes de se libérer et de travailler d'une façon beaucoup plus efficace. Les enseignants retrouveront, en quelques années, l'estime de la population qu'ils regrettent d'avoir perdue. Sans cette réforme préalable à toute autre, l'objectif flatter de baccalauréat pour 80 % des élèves ne sera jamais atteint et rejoindra, dans les oubliettes de la pyramide, les équipements audiovisuels, les mathématiques modernes, les ordinateurs et autres tentatives de réforme que, régulièrement, l'éducation nationale rejette en silence après avoir semblé les adopter.

- (1) Cela était souligné, dès 1967, par Françoise Dolto, dans son importante préface à *Vers la pédagogie institutionnelle*, de Fernand Oury (Maspero).
- (2) Pour plus de développements, je me permets de renvoyer à mon étude, *L'Enseignement et la Contre-Éducation*, PUF, 1984.
- (3) A qui trouverait cette affirmation un peu forte, je renvoie à Paul Duzing, *Éducation familiale, un panorama des recherches internationales* (Vigotzky, 1988).

ARMÉE

Gendarmes oubliés

par ANNE et PIERRE ROUANET (*)

POUR éclairer ou attiser les États d'âme de la gendarmerie, on met en avant le massacre de quatre gendarmes en Nouvelle-Calédonie, l'an dernier, et le désastre qu'a causé dans les casernes, parait-il, l'annulation des meurtres.

Un tel drame n'est hélas pas sans précédent ; notamment, il cède beaucoup, en ampleur comme en horreur, à celui du 24 janvier 1980 à Alger.

Ce jour-là, sur l'esplanade du Forum, vingt gendarmes, qui prouvaient leur service l'arme à la bretelle, ont été assassinés comme au tir forain sous le regard indifférent du service d'ordre parachutiste. A ce signal sanglant débute la Semaine des barricades.

A la différence de leurs successeurs d'Ouvéa, les assassins de gendarmes d'Alger ne cherchaient pas à excuser leur violence par des nécessités de révolte séparatiste. Leur crime était présenté comme la manifestation chevaleresque de leur dévouement à la France et à son armée. Les militaires de l'époque s'en seraient indignés.

Ministres, majorité, opposition, tous firent silence cinq jours durant, jusqu'à ce que le général de Gaulle (qui n'avait pas voulu avancer la date de son allocution afin de ne pas

céder aux pressions) rompe l'impudeur et honore la mémoire « des bons soldats » tombés au service de la République. Il est resté le seul ; à ses trois mots s'est limitée à jamais l'attention nationale. On n'a même pas révisé combien de gendarmes blessés dans l'affaire ont ensuite succombé dans les hôpitaux militaires.

Enfermés théâtralement dans le « réduit des facultés » les meurtriers n'eurent pas à attendre une amnistie ou une grâce : les parachutistes de l'armée française, loin de témoigner de la même impatience d'en découdre que l'an dernier, rendirent publiquement les honneurs chez eux.

Le jeune M. Chirac, qui devait se trouver alors en Algérie et qui était rompu de longue date à la diffusion des manifestes, ne passa pas à se demander, cette année-là, si les criminels « méritaient encore le nom d'hommes ». M. Le Pen (qui était déjà un vieux rhéteur parlementaire) n'eut pas davantage l'inspiration de crier vengeance au nom des gendarmes massacrés par leurs compatriotes. A la différence de l'an passé, aucun ministre ne mentionna l'urgence de « restaurer l'honneur ».

Aucune veuve d'un gendarme assassiné en 1980 n'a été menée à la télévision pour y décrire son malheur.

(*) Journalistes et écrivains.

Au courrier du Monde

CONFUSION

Niège de la catégorie B

Dans le *Monde* du 29 août, Jean-Yves Lhormeau écrit : « La réévaluation (...) des métiers de la fonction publique, singulièrement des fonctionnaires de catégorie B, où, en cette période de chômage, se multiplient les emplois occupés par des salariés surqualifiés, bardés de diplômes sans commune mesure avec le travail effectué ».

Ces propos appellent plusieurs observations. La généralisation de la catégorie B révèle une méconnaissance du problème, surtout lorsque, par la suite, il est fait état de l'amoncellement de diplômes. Les fonctionnaires appartenant à la catégorie B vont, ce n'est qu'un exemple, du secrétaire administratif (bac) à l'assistant de service social (bac + 3) ou à la puéricultrice (bac + 4).

Affirmer que dans cette catégorie se multiplient les emplois « occupés par des salariés surqualifiés » prête

à confusion. Que signifie « surqualifiés » ? M. Lhormeau veut, peut-être, dire que ces emplois sont tenus par des personnes « surdiplômées ». Ce n'est pas du tout la même chose. Accorder abondance de diplômes et qualification est une horrible confusion.

Nous avons tous des agents « bardés de diplômes » que nous préférons voir ailleurs ! Réussir aux concours, réussir aux examens, ne peut être un label, encore moins une garantie pour détenir un dossier administratif bien embrouillé. Pitié, ne mélangeons pas. J'ose croire d'ailleurs que c'est vrai pour le métier de journaliste...

Dernière observation. M. Lhormeau précise qu'il s'agit de « salariés surqualifiés, dans des emplois sans commune mesure avec le travail effectué ». Pourquoi ce mépris a priori pour les emplois de catégorie B ? Mais M. Lhormeau oublie qu'un emploi B, c'est analyser les budgets d'associations ou d'organismes très importants. C'est débrouiller des problèmes juridiques complexes de gestion de personnels. C'est établir des propositions, des

rapports, qui donneront lieu à engagements financiers non négligeables. C'est diriger des équipes de fonctionnaires de catégorie C.

JEAN REYNAUD (Paris.)

SERVICE

Revendications et frustrations

Voici que, après bien d'autres catégories de fonctionnaires, les gendarmes se lancent dans la revendication. Des salaires, horaires et conditions de travail, hiérarchie et réglementation inadéquates, cette liste ressemble beaucoup à ce que nous entendons dans d'autres corps de services de l'État.

Certes, nos amis gendarmes oublient de nous parler des nombreux avantages de leur fonction. Ils confondent allègrement heures de travail et heures de permanence, oublient de parler de leurs congés, de leur retraite, du rapport entre leur qualification à l'embauche et leur salaire, des nombreux avantages de la condition militaire, qui leur font tant d'envieux parmi les policiers.

Bref, on n'a pas vraiment envie de les plaindre, et je ne pense pas que leurs revendications puissent passer pour prioritaires, sauf à céder à des motifs politiques.

Il est cependant révélateur de replacer ces manifestations dans leur contexte. Depuis plusieurs années, les sacrifices des salariés, et notamment ceux du service public, ont permis le redressement de l'économie. Diverses études, dont celle du CERC, ont bien mis en évidence les disparités entre la progression des revenus du capital, du commerce ou des libéraux et ceux des fonctionnaires.

Les conditions de travail se sont, elles aussi, considérablement aggravées. Les travailleurs du secteur public ont pour la plupart l'impression de « bicler » leur mission, et les autorités ont trop tendance à négocier cette frustration du travail mal fait, qui peut se ressentir à n'importe quel échelon.

Enfin, les rapports hiérarchiques et l'autonomie de décision ne répondent plus au niveau culturel actuel et à la complexité des tâches ; une redéfinition générale des responsabilités est indispensable.

Il faudra bien que le gouvernement ait le courage politique de prendre les orientations de redistribution économique et de réorganisation administrative qui s'imposent. Céder, au coup par coup, aux revendications catégorielles de ceux qui ont les meilleurs moyens de pression en entretenant une atmosphère de pourrissement des conflits est une stratégie payante à court terme pour le respect des « grandes équilibres », mais catastrophique à moyen terme en ce qui concerne la qualité du travail des organismes publics et la base sociale du pouvoir.

PHILIPPE MANET (Paris.)

Georges Mink
La force ou la raison
 Histoire sociale et politique de la Pologne, 1980-1989
Le livre indispensable pour comprendre la situation en Pologne.
 Dans ce livre érudit, mais rédigé d'une plume alerte, on saisit tous les événements que l'on avait vécus sans toujours les comprendre.
Le quotidien de Paris
 Entre la théorie des jeux et les références poétiques et littéraires, la force d'une analyse géopolitique et la pertinence des références chronologiques et bibliographiques - la plus complète dont les polonologues puissent actuellement rêver - Georges Mink nous dote d'un passionnant essai d'histoire immédiate.
Témoignage Chrétien
LA DÉCOUVERTE

Le Monde
 7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
 Tél. : (1) 42-47-57-27
 Téléc. MONDOPAR 650672 F
 Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
 Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
 Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
 Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
 Capital social : 630 000 F
 Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
 Administrateur général : Bernard Wauts.
 Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
 Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
 Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2657
 Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-47-99-61

ABONNEMENTS
 BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
 Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
 PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
 Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
 PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT
 DURÉE CHOISIE
 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
 Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Localité : _____ Code postal : _____
 Pays : _____
 Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
 921 MONDO

Afrique

TOGO : le vingtième anniversaire de la création du parti unique

« Ce que vous faites est excellent, continuez »

Le général Eyadema, président du Togo, a commémoré le « discours historique » du 30 août 1969 annonçant la création du parti unique.

LOMÉ
de notre envoyé spécial

- Eyadema toujours ?
- Au pouvoir !
- Toujours, toujours et toujours ?
- Au pouvoir, au pouvoir, au pouvoir !

Le scénario est parfaitement au point. La foule, massée dans le stade de Kpalime, à 100 kilomètres de Lomé, accueille, avec une série de slogans, le général Gnassingbé Eyadema, président de la République du Togo. Ce dernier, il y a vingt ans, et dans le même stade, prononçait un discours « historique » jetant les bases du parti unique togolais.

Il faut dire qu'il aime particulièrement les anniversaires, qui semblent rythmer la vie du pays et célébrer l'union de ses quatre millions d'habitants avec son chef tout-puissant. Peut-être un jour finira-t-on même par célébrer des « non-anniversaires » juste pour le plaisir de la fête, comme le souhaitait Alice au pays des merveilles ! Si la commémoration du 27 avril 1960, date officielle de l'indépendance, est de plus en plus escamotée — le général Eyadema n'était pas encore président de la République —, les autres dates importantes sont toujours prétextes à d'importantes manifestations, du 13 janvier (1947) — le général Eyadema prend le pouvoir — au 24 janvier (1974) — il sort miraculeusement indemne d'un accident d'avion — en passant par le 30 août — il prononce son appel historique — ou le 26 septembre (1986) — il échappe à un complot.

Expérience aidant, la mise en scène de ces anniversaires est particulièrement au point. Radio, journaux, télévision, ont « chauffé » la population depuis plusieurs jours sous plusieurs semaines. Du corps diplomatique aux chefs traditionnels et aux dignitaires du parti, tout ce que le pays compte de personnalités se doit d'être à plusieurs heures à l'avance. Sur la pelouse du stade, des groupes formés à l'école nord-congolaise scandent des slogans à la gloire du chef de l'Etat. Lorsque celui-ci arrive « dans la flèche populaire », le stade est debout. Le préfet de la région prononce le discours de bienvenue. « Moment d'émotion et de jubilation... Humainement averti... La volonté de Dieu... Exorde : « Ce que vous faites est excellent, continuez, continuez, continuez ».

L'allocution du chef de l'Etat, lue sur un ton monocorde — le

général n'est pas à proprement parler un orateur, — contraste par sa modération avec les diatribes précédentes. Unité de la nation, libéralisme, démocratie, ce sont les principaux thèmes. Le défilé qui suit durera plusieurs heures, rythmé par la musique de l'armée. Nostalgie de sa jeunesse — le président était sous-officier dans l'armée française — et que ne trouble aucun complexe de colonisé, la plupart des airs tiennent davantage du folklore français que de l'authenticité africaine. Il est curieux de voir défiler les soldats togolais sur l'air de « C'est nous les

A tel point que cette exagération parviendrait même à ternir un bilan qui est, somme toute, satisfaisant. Comparé notamment à la plupart de ses voisins, le Togo fait figure, toute chose étant relative, de privilégié. La stabilité politique est indéniable puisque, avec le président Houphouët-Boigny, de Côte d'Ivoire, et le maréchal Mobutu, du Zaïre, le général Eyadema fait partie du cercle restreint des chefs d'Etat africains francophones ayant passé plus de vingt ans au pouvoir. Non sans mal, certes. Ainsi le dernier complot, en date de septembre 1986, ne fut maîtrisé que grâce à

d'avoir hébergé, voire formé les comploteurs, — on ne peut encore parler de lune de miel entre les deux frères ennemis.

Zone franche

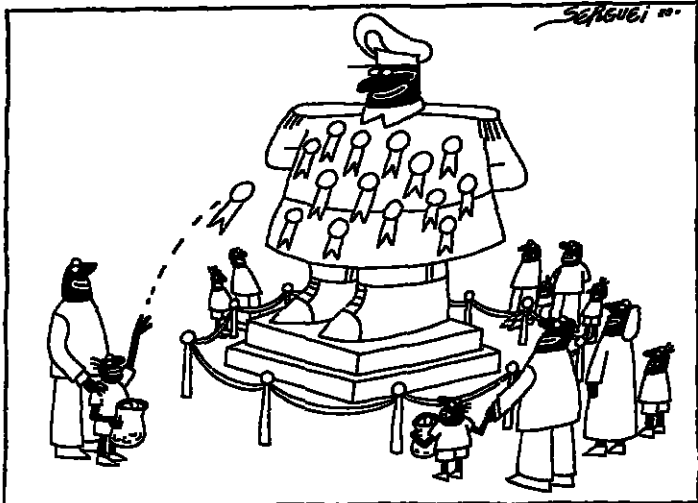
Le Togo dépend encore beaucoup de la France, économiquement mais aussi militairement. Le conseiller militaire du chef de l'Etat est un Français, de même que le commandant de la marine et celui de l'aviation. Mais, depuis quelques années, le Togo est l'objet de beaucoup de sollicitudes des Japonais, des Américains et des Occidentaux en général. Pour des raisons politiques d'abord — le général Eyadema a ainsi été l'un des instigateurs de la « reconnaissance » d'Israël par de nombreux pays africains. Mais surtout, le Togo pourrait devenir une des vitrines du libéralisme sur le continent noir, « exemplaire », affirme le vice-président de la Banque mondiale.

Non seulement le Togo s'est lancé, dès 1982, dans une politique de diminution drastique des dépenses publiques, mais il a aussi lancé un vaste programme de privatisation des sociétés d'Etat. Les résultats sont mitigés : certes le Togo a atteint l'autosuffisance alimentaire, sa croissance est satisfaisante, ses finances publiques en ordre et la corruption moins répandue qu'ailleurs. Mais la dette extérieure reste importante et, surtout, la politique de dégraissage des entreprises publiques a entraîné un chômage qui devient de plus en plus inquiétant.

Le remède miracle semble avoir été trouvé par l'annonce de la création d'une zone franche destinée à accueillir les entreprises étrangères. Celles-ci, à condition notamment qu'elles exportent 80 % de leur production, bénéficieraient notamment d'une exemption fiscale pendant dix ans. Soutenu par l'Agence américaine d'aide au développement, le projet pourrait être opérationnel dans un ou deux ans ; il suscite les espoirs les plus fous.

Ne parle-t-on pas de la création possible de 100 000 emplois ? En se fondant sur l'exemple de l'île Maurice, où la zone franche a été un succès indéniable, mais en oubliant peut-être l'échec total d'une expérience similaire à Dakar. Certains responsables togolais soulignent que cette zone puisse aussi accueillir des sociétés de services, des banques, des assurances, qui pourraient transformer le pays en paradis fiscal. Le Togo deviendrait ainsi le « Monaco de l'Afrique ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.



Africains, et Les revendeurs de quincaillerie aux sons du Petit Vin blanc ! Car les représentants de toute la région seront de la fête : des musiciens aux vendeurs de billets de loterie, des apprentis coiffeurs aux vendeurs de pagnes, des joueurs de ballon aux infirmières.

Et toujours les mêmes slogans. A la gloire du général. Celui-ci présidera un banquet de plusieurs centaines de couverts. Si le caviar et le foie gras, annoncés sur le menu, n'ont pas été servis (austérité oblige ?), les chants n'ont pas cessé, avec toujours le même thème — « Bravo Gnassingbé ! » — sur des airs de reggae, de musique traditionnelle et même de rock and roll... L'hélicoptère présidentiel ramènera ensuite le général vers Lomé.

Un homme seul

La cérémonie sera, pendant plusieurs jours, retransmise, souvent intégralement, à la télévision, à la radio, et raconte dans les journaux. Sur la place du Marché le discours, désormais historique du chef de l'Etat, amplifié par un micro de fortune, rythmera les achats. Bref, le trop ici n'est jamais ennemi du bien quand il s'agit de célébrer la gloire du général Eyadema.

une intervention des parachutistes français.

La répression, notamment dans les premières années, a été sévère. Aujourd'hui, il n'y a, selon la Croix-Rouge elle-même, plus aucun prisonnier politique au Togo et la sécurité intérieure y est assurée de manière plutôt débonnaire. Une commission nationale des droits de l'homme, présidée par un avocat, a été mise en place et le but, avoué de moins, du général Eyadema est de démocratiser davantage son régime. Seule ombre, et de taille, au tableau : cette stabilité politique repose essentiellement sur les épaules d'un homme. Qu'un nouveau complot réussisse, et...

L'activité diplomatique du chef de l'Etat, débordante, a souvent été couronnée de succès. Pour le général Eyadema, il s'agit d'abord de « ré-concilié ». Réconciliation entre le Mali et le Burkina-Faso en 1974, le Gabon et le Bénin en 1979, la Côte-d'Ivoire et le Ghana en 1981, le Congo et le Zaïre en 1986, la Sierra Leone et le Libéria ; Gnassingbé Eyadema est toujours présent. Les relations avec son voisin ghanéen restent pourtant difficiles. Si les frontières entre les deux pays ont été rouvertes en février 1987 — elles avaient été fermées après le complot de 1986, les Togolais accusant le Ghana

Diplomatie

En marge du sommet des non-alignés

M. Perez de Cuellar reprend sa médiation entre l'Irak et l'Iran

Ouvert lundi 4 septembre à Belgrade, le sommet des non-alignés a permis à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de relancer ses discussions avec l'Irak et l'Iran pour parvenir à un règlement de la guerre du Golfe. « Les discussions ont été très utiles », a dit M. Perez de Cuellar à l'issue d'un entretien d'une heure, lundi soir, avec M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères. « Nous sommes en train tous les deux de travailler à l'application de la résolution 598 » du conseil de sécurité de l'ONU. Le secrétaire général devait rencontrer mardi soir le ministre irakien des affaires étrangères.

La première journée du sommet avait été marquée par un discours de M. Yasser Arafat, qui s'exprimait pour la première fois dans cette enceinte en tant que président de l'Etat de Palestine. Le chef de l'OLP a notamment dénoncé « la guerre sanglante et destructrice » du Liban, ajoutant : « Toutes les parties impliquées dans cette catastrophe doivent s'en retirer et cesser leur agression contre le peuple libanais frère et contre les réfugiés palestiniens au Liban et au sud de ce pays ». De son côté, le roi Hussein de Jordanie a appelé le mouvement des non-alignés à mettre « tout son poids moral et politique » au service des efforts du comité tripartite

arabe afin de sauver le Liban « de la destruction et de l'oubli ».

Le chef de l'Etat yougoslave, M. Jancet Drnovsek, nouveau président pour trois ans des 102 Etats membres du mouvement des non-alignés, avait ouvert le sommet lundi matin en appelant à la tenue d'un nouveau sommet Nord-Sud. Un appel en ce sens avait été lancé — sans succès — en juillet dernier, lors du sommet de Paris des sept pays industrialisés, par quatre membres du mouvement : l'Egypte, l'Inde, le Sénégal et le Venezuela.

Commentant à Moscou l'ouverture de ce sommet, un responsable du ministère soviétique des affaires étrangères a déclaré, lundi, que l'ancienne thèse brejnevienne qui considérait le mouvement des non-alignés comme un « allié naturel » de l'URSS « n'a plus cours ». Dans le cadre de la « certaine désidéologisation », intervenue, a-t-il ajouté, l'URSS « reconnaît le mouvement en tant que facteur global indépendant » et « ne l'envisage pas à travers le prisme des différences idéologiques entre l'Est et l'Ouest ». M. Bush avait adressé, pour sa part, à Belgrade un message indiquant qu'il se réjouissait de tout « projet réaliste et concret » susceptible de fournir une base à la coopération future. — (AFP, Tass.)

Dans « le Monde diplomatique » de septembre

Au secours des économies de l'Est

Le gouvernement polonais se donne un an pour réussir à demander une aide accrue de l'Occident. La Hongrie et l'URSS le sollicitent de façon non moins pressante... Mais l'Occident redoute les nouvelles incertitudes qu'entraînent les rapides bouleversements politiques à l'Est. Dans le Monde diplomatique de septembre, Bernard Cassan mesure les implications de l'effort déployé à la CEE pour secourir la Pologne et la Hongrie et les conséquences pour l'avenir de la construction européenne. Marie Lavigne explique les enjeux du débat, aux Etats-Unis, sur l'opportunité de miser sur le marché soviétique. Ignacio Ramonet traite, lui, à la lumière de l'exemple cubain, de ces révolutions figées qui tiennent à l'écart du renouvellement de larges fractions de leurs peuples.

« Une vie à contre-courant » : ainsi Claude Julien résume-t-il l'œuvre de Hubert Beuve-Méry, l'homme qui sur concevait pour la presse une « éthique cohérente » : les vibrants hommages rendus le mois dernier au fondateur du

Monde feront-ils oublier qu'il ne fut point entendu ?

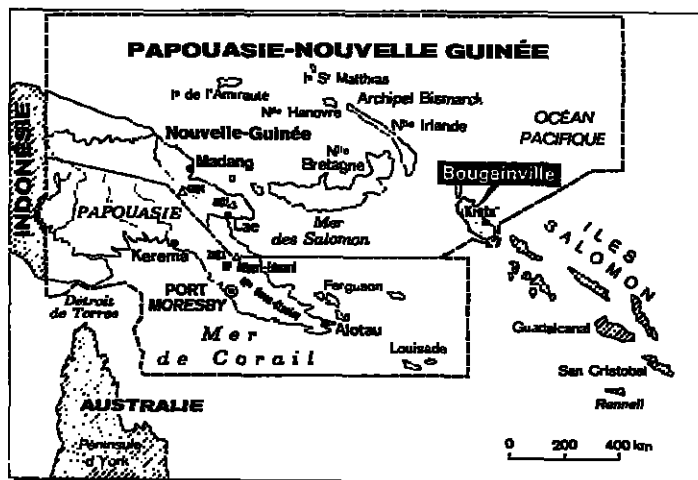
Dans ce même numéro, Florence Beaugé décrit la misère et le racisme à Washington, capitale triomphante des Etats-Unis. Yves Dezalay montre comment les appétits des hommes d'affaires encouragent le développement des services juridiques en Europe. Armand Patte d'Oie propose, pour maîtriser l'avenir de la planète, un contrat entre l'homme et la nature, tandis que, constate Arthur Riedacker, les politiques de l'énergie sont dans l'impasse.

Autres thèmes : le regain des interventions étrangères au Liban ; l'agriculture maghrébine en état d'urgence ; les effets de l'ajustement structurel en Afrique ; l'échange dette-nature, comme solution combinée des problèmes de la dette et de l'environnement ; le nouveau pillage de l'art nègre ; le roman de la résistance à l'apartheid en Afrique du Sud... Enfin, le neurobiologiste Henri Korn amorce une réflexion sur la psychanalyse « à la recherche de l'universalité ».

Océanie

Menaces sur la stabilité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Maquis à Bougainville



gainville se sent en fait culturellement beaucoup plus proche de l'archipel voisin des Salomon.

L'inquiétude de l'Australie

Déjà, en 1975, à la veille de l'indépendance, des séparatistes avaient hissé le drapeau de la République des Salomon du

Nord. Mais le jeune Etat papou était parvenu à apaiser les esprits en concédant une large décentralisation.

C'est que, pour Port-Moresby, la perte de Bougainville prendrait des allures de catastrophe. L'île est devenue un véritable poumon économique. Le cuivre extrait par BCL — premier employeur privé du pays — fournit 40 % des expor-

tations et induit des recettes fiscales représentant 20 % du budget. C'est dire l'importance du premier ministre, M. Rabbie Namaliu — qui avait pourtant fait preuve d'une modération initiale — à en finir avec la rébellion.

Cette nuée d'orages sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée empiète au plus haut point l'Australie, l'ancien tuteur colonial qui tente de colmater les brèches en maintenant le niveau exceptionnel de son aide (près du quart du budget papou). Revendicant après les crises politiques qui ont secoué Fidji en 1987 et Vanuatu en 1988, les troubles de Bougainville semblent confirmer une tendance à « l'instabilité grandissante » en Mélanésie, ainsi que le reconnaît lui-même le premier ministre australien, M. Bob Hawke (le Monde du 13 août). Mais si le cas papou donne aujourd'hui des sueurs froides à Canberra, c'est qu'il est épineux à un double titre.

D'abord, parce que la cohésion nationale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est déjà fragile. Ethniquement très fragmenté — il existe plus de 700 langues — le

pays est fréquemment le théâtre d'affrontements tribaux. Il en résulte une vie politique fluctuante, où les alliances parlementaires se nouent et se dénouent en fonction de critères plus régionaux qu'idéologiques, exposant en permanence le gouvernement à une motion de censure.

Seconde source de préoccupation : la Papouasie-Nouvelle-Guinée possède une frontière commune avec l'Indonésie, considérée comme le principal adversaire potentiel de l'Australie. Port-Moresby est un verrou essentiel dans le dispositif de défense conçu par Canberra. C'est la raison pour laquelle M. Hawke, après avoir longtemps hésité — de peur d'exposer les 2 000 expatriés australiens de Bougainville à des représailles, — a finalement consenti à fournir quatre hélicoptères à l'armée papoue, jusque-là dans l'impossibilité de progresser dans la jungle. Quitte à se voir accusé par l'extrême gauche australienne d'« impérialisme ». Mais Canberra n'est guère disposée à badiner avec sa sécurité.

FREDERIC BOBIN.

صلى الله عليه وسلم

Europe

URSS : lancé par le Front populaire azéri

Le mouvement de grève est largement suivi en Azerbaïdjan

MOSCOU
de notre correspondant

Les Azéris sont en grève à cause du Haut-Karabakh depuis lundi à Bakou et dans plusieurs autres villes d'Azerbaïdjan, un mouvement suivi à plus de 80 %, annoncent les organisateurs. Les Soviétiques ne le savent pas, les médias ayant pour le moment choisi d'appliquer un black-out absolu sur ce sujet.

Le contraste est saisissant entre ce silence et la couverture régulière de la grève des russophones de Moldavie - qui se poursuit depuis le 21 août - ou de l'agitation nationaliste dans les Républiques baltes. Dans les deux cas, la presse de Moscou voit au secours des Russes minoritaires aux marches de l'Empire. Cette fois la confrontation se joue entre Azéris et Arméniens et elle est susceptible à tout moment de tourner en de nouveaux massacres.

Les journaux ont déjà ignoré ces dernières semaines la dégradation

continue de la situation dans le Haut-Karabakh, cette enclave en territoire azerbaidjane dont les Arméniens, majoritaires, sont réticents à obtenir le rattachement à l'Arménie. M. Arkadi Volski, l'administrateur provisoire imposé par Moscou en janvier dernier, parle d'une « région au bord de la guerre civile », l'armée ne parvenant plus à rien contrôler, obligée d'escorter des convois venus d'Azerbaïdjan ou d'Arménie et sur lesquels l'une ou l'autre des deux communautés n'hésite pas à faire le coup de feu, comme si on était en Afghanistan (le Monde du 5 septembre).

La grève était totale, lundi à Bakou, chez les dockers du port sur la mer Caspienne, les transports publics ne fonctionnaient que partiellement, tandis que nombre d'usines étaient fermées.

Les installations pétrochimiques travaillaient normalement, selon les responsables locaux. Le mot d'ordre de grève d'une semaine pour tout l'Azerbaïdjan, lancé samedi, lors d'un meeting, par le tout nouveau

Front populaire azéri, ne concerne pas en effet les entreprises fonctionnant en continu ni les circuits de distribution et les écoles.

Prudentes, les autorités avaient différé la semaine dernière la rentrée de l'université et des établissements supérieurs du 1^{er} septembre au 1^{er} octobre, invitant les étudiants à participer aux récoltes « sur la base du volontariat ». Elles ont cherché ainsi à écarter les têtes chaudes les plus hostiles aux Arméniens.

L'appareil féodal du parti

Que veulent les grévistes ? D'abord le retour du Haut-Karabakh sous tutelle de l'Azerbaïdjan. Devant le chaos dans cette minuscule région de cent soixante-dix mille habitants, Moscou avait créé en janvier un comité provisoire d'administration, dirigé par une sorte de procureur. La mesure ne pouvait que déplaire aux Azéris, qui se voyaient déposés de leur tutelle administrative, et aux Armé-

niens, qui réclament le rattachement pur et simple à l'Arménie.

On voit mal maintenant comment le Kremlin pourrait satisfaire les grévistes de Bakou, d'autant que l'importante réunion à la fin du mois du plénum du comité central sur les nationalités lui interdit d'agir tant que le parti n'a pas arrêté les principes d'une nouvelle politique dans ce domaine.

Les animateurs de la grève, les quinze intellectuels qui dirigent le Front populaire créé en juillet, semblent en être conscients. Leurs motivations paraissent tout autant viser l'appareil féodal du parti communiste azéri que chercher à répondre à l'activisme arménien. C'est là le principal paradoxe de ce conflit où, au-delà d'une revendication qui catalyse spontanément toutes les énergies en Azerbaïdjan, s'affrontent un pouvoir bureaucratiquement fermé à la perestroïka et l'avant-garde des réformateurs.

Quatre autres exigences sont avancées par le Front : une session

du Parlement local sur le Karabakh, diffusée en direct à la télévision; l'annulation des élections en Azerbaïdjan au Congrès des députés de l'URSS, qualifiées de « force électorale à l'ancienne, conduite sous couvre-feu »; la reconnaissance officielle du Front populaire et l'arrêt des poursuites contre les activistes des rassemblements de novembre dernier.

« Dites bien que nous ne voulons que la démocratie et le respect de la Constitution. Nous en avons assez de la propagande arménienne qui nous présente dans le monde comme des êtres sanguinaires », ont affirmé les ouvriers grévistes.

En attendant, les Arméniens continuent à fuir l'Azerbaïdjan. Ils étaient un demi-million il y a un an, il en resterait maintenant moins de quarante mille, selon un chiffre cité par le général Iouri Chataline, vice-ministre de l'intérieur, devant des journalistes soviétiques. Le patron des troupes spéciales du ministère est spécialement venu à Bakou pour tenter d'empêcher tout débordement

anti-arménien. Mille cinq cents soldats ont été dépêchés la semaine dernière en renfort aux forces armées, qui imposent à Bakou depuis novembre un couvre-feu devenu largement théorique.

Pour le moment, la capitale azerbaidjane reste calme, les forces de l'ordre se sont montrées très discrètes, totalement absentes des rues ou des usines. Enfin presque, car devant l'entreprise où sept mille ouvriers fabriquent des climatiseurs sous licence japonaise, les journalistes ont vu arriver deux cars bondés de soldats. Ils se sont mis patiemment à faire la queue face aux grilles, d'un côté ceux équipés de mitrailleuses, de l'autre ceux armés de fusils d'assaut. Les ouvriers ont souri devant l'étonnement des étrangers : « Ils attendent leur tour pour déjouer la censure de l'usine. » « On les nourrit et on leur fait venir sur nous, nous avons assez patienté, maintenant nous ne nous arrêtons plus », a lancé l'un des grévistes.

(Indrém.)

Difficile rentrée pour M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

Que M. Gorbatchev ait appuyé cet appel, comme l'a affirmé son porte-parole, est plausible : le numéro un ne peut se permettre, pour des raisons évidentes, la sécession d'une seule de ses quinze Républiques, et il avait déjà assuré ses soutiens en décembre dernier qu'il n'en prévoyait aucune levée de main. Mais la formidable explosion qu'il a déclenchée par sa politique de démocratisation, M. Gorbatchev a beau répéter que les problèmes hérités de Staline et de Brejnev couvraient sa tâche, il lui est difficile de se débarrasser de cette accusation des dissidents conservateurs. Les dévotionnaires de l'histoire et de l'idéologie (proche des pays baltes) ne peuvent que renforcer la mauvaise humeur de l'appareil.

Certes, la situation est différente de celle que le chef du parti avait trouvée à son retour de vacances il y a un an. Il est maintenant un chef d'Etat doté de pouvoirs accrus, et surtout le Congrès des députés (qui doit tenir une deuxième session à l'automne) et son élection, le Soviet suprême, ont créé une réalité nouvelle. C'est vers cette institution, dotée d'une nouvelle légitimité, que le débat politique s'est déplacé, prenant le relais d'une presse subversive certes, mais toujours vulnérable de par sa soumission organique au parti, comme on le voit à propos des Baltes.

Quant M. Rykov
« sort du bois »

Il reste que ce parti est toujours là, bien décidé à se battre. A l'échelon moyen d'abord, où la pression des élections locales à venir (après avoir été ajournée, celles-ci pourront finalement commencer dès l'automne selon les régions) pose une question de vie ou de mort pour l'appareil. Mais aussi à l'échelon supérieur, y compris au Politburo, où les signes d'indépendance se sont multipliés ces derniers temps.

Il faut dire que ce bureau politique est peu adapté, de par sa composition même, à la situation. Sur ses douze membres titulaires, huit sont en place depuis 1986 ou avant, c'est-à-dire que leur coopération remonte à la présidence de la perestroïka. Sans doute M. Gorbatchev et l'un de ses principaux alliés, M. Chevardnadze, figurent-ils dans ce peloton des anciens. Mais, à l'exception de la nomination d'un autre fidèle allié, M. Alexandre Iakovlev, en juin 1987, la démocratisation inaugurée cette année-là n'a pas eu de réelles retombées sur la direction suprême du parti. La tumultueuse année 1988 n'a vu la promotion que d'un seul nouveau membre, M. Medvedev.

Au-delà de la majorité de l'institution reste fidèle à la conception très restrictive que l'on se faisait des réformes au lendemain de l'ère Brejnev-Tchernenko, à l'époque où l'on parlait davantage d'« accélération » que de perestroïka. Ce dernier terme est certes accueilli par tous désormais, mais beaucoup souhaitent une perestroïka « raisonnable », plus économique que politique, et se dévouant sous la stricte direction du parti. C'est le cas des conservateurs avérés que sont MM. Ligatchev et Tchebrikov, mais aussi d'un nombre important de « centristes » qui, s'abritant derrière la technicité de leur fonction officielle, se gardent jusqu'à maintenant de prendre position sur les questions politiques les plus brûlantes, et qui aujourd'hui commencent à « sortir du bois ».

Parmi ceux-ci, le cas de M. Nikolai Rykov, chef du gouvernement, retient

l'attention. Selon des informations recueillies de sources soviétiques cet été, M. Rykov, en qui M. Gorbatchev voyait jusqu'à présent un de ses plus fidèles alliés, aurait pris ses distances ces derniers temps vis-à-vis du secrétaire général. Cette impression est corroborée par la lecture d'un discours prononcé par le premier ministre le 18 juillet dernier, au cours d'une conférence des premiers secrétaires régionaux tenue à Moscou. S'exprimant pour la première fois sur le terrain de la situation politique et du rôle du parti, M. Rykov a, sans nommer personne, vivement mis en cause l'action - ou l'inaction - du secrétaire général.

Selon lui, il est encore prématuré de dire « le parti est en danger », mais il y a une « direction à « sévèrement sous-estimée la situation », en espérant notamment que les choses « s'arrangent d'elles-mêmes » dans les rapports interethniques ou pour la direction des médias. Ajoutant encore : « elle ne réagit absolument pas » aux activités des mouvements nationaux et aux meetings « d'orientation des forces » qui se tiennent dans le pays; l'« inertie » des responsables idéologiques - y compris des secrétaires du parti chargés de ce secteur - conduit à une « désidéologisation croissante » de la société; le parti ne s'est pas préparé aux élections parlementaires et le bureau politique lui-même a commis l'« erreur stratégique » de ne pas se manifester au Congrès des députés; il est enfin nécessaire que « Mikhaïl Gorbatchev accorde plus d'attention à ses fonctions dans le parti » et pour cela qu'il soit libéré des « questions de détail qui l'assailent ».

Sans doute le premier ministre a-t-il assorti son algarade de commentaires progressistes : si le parti est en retard sur l'évolution sociale, c'est qu'il ne s'est pas assez démocratisé; il doit se rendre compte que le nouveau Parlement « n'acceptera plus comme auparavant ses recommandations » et réorganiser en conséquence le triangle comité central du parti (et bureau politique) - conseil des ministres - Soviet suprême. Il reste que le parti tarde à « formuler un jugement d'ensemble sur la situation » et que M. Rykov, en rend responsable le secrétaire général.

C'est d'ailleurs ce dernier que vise directement le chef du gouvernement lorsqu'il critique ceux qui invitent les organisations locales à « agir seules en fonction des circonstances, sans attendre les instructions » : le compte n'est pas en fait de M. Gorbatchev, qui dit il y a un an à ses interlocuteurs de Krivonozhki : « N'attendez pas les instructions. » Rendant la pareille, c'est à M. Rykov, qui estimait que la discussion du 18 juillet « aurait dû avoir lieu beaucoup plus tôt » que le secrétaire général a séchement répondu : « Je ne comprends pas tout à fait les décisions de certains camarades qui affirment que nous n'avons pas eu suffisamment d'échanges de vues de ce type ».

Bref, les deux hommes sont d'accord pour signifier à tous qu'« il n'y aura pas de retour au bon vieux temps », comme l'a dit le même jour M. Gorbatchev, mais ils n'en ont pas moins « de vives discussions en ce qui concerne la tactique » : cette précision est due à M. Rykov lui-même, dans un entretien récemment publié par son bulletin gouvernemental.

A ce propos, ce regain de publicité organisé autour du premier ministre n'est sans doute pas dû au hasard. M. Rykov est assez populaire en URSS - notamment depuis son intervention sur le terrain du lendemain du séisme arménien - et il a donné à ses nombreux interlocuteurs étrangers l'image d'un technocrate compétent et moderne. Moins marqué « à droite » que M. Ligatchev ou M. Tchebrikov, il

pourrait faire figure de chef de file d'une perestroïka « raisonnable » pour le cas où M. Gorbatchev succomberait à ses innombrables difficultés.

Pour un « deuxième secrétaire »

Dans l'immédiat, ce n'est pas un hasard si les deux chefs de file du conservatisme se sont fait entendre - et eux seuls - à la fin de la semaine écoulée, dans la foulée de la proclamation « antibalte » du comité central. L'un, M. Tchebrikov, pour exiger l'« application des lois » contre les « extrémistes »; l'autre, M. Ligatchev, pour demander des mesures « politiques » contre les membres du parti coupables de déviation.

C'est en effet par le parti que le retour de bâton pourrait commencer : bien souvent, ce sont des communistes qui sont à la pointe des réformes (87 %

des députés élus en mars sont membres du parti), mais ils se mettent par là en contradiction avec les comités dont ils font partie et donc avec les principes sacrés sacro-saints du « centralisme démocratique ». On voit mal, par exemple, comment la constitution par M. Boris Eltsine et de nombreux autres communistes d'un groupe « intégrationnel » au Congrès des députés, autrement dit d'une formation à caractère politique regroupant les réformateurs, serait compatible avec ce dogme.

D'un autre côté, une exclusion de M. Eltsine et des membres du parti les plus radicaux aurait pour conséquence de pousser ces personnalités encore plus « à gauche » et d'affaiblir le parti. Pour M. Gorbatchev, ce serait un revers de taille.

En attendant, une forte pression s'exerce sur le secrétaire général pour l'amener à revenir sur l'un des principaux résultats du remaniement de sep-

tembre dernier : la suppression de fait du secrétariat du parti et sa division en commissions chargées de traiter les divers problèmes. Au cours de la réunion de juillet déjà évoquée, le premier secrétaire du parti dans la région de Sverdlovsk, M. Bobyline (un proche de M. Rykov, avec qui il a travaillé de nombreuses années), a ouvertement déploré que « le rôle du secrétariat se soit affaibli ces derniers temps » et demandé que soit désigné « un second secrétaire du comité central, quel que soit le nom que l'on donne officiellement à cette fonction ». Or ce second secrétaire était jusqu'à il y a un an M. Ligatchev, et l'un des buts de la manœuvre de 1988 était précisément de l'éloigner de ce poste-clé pour le confiner aux tâches plus ingrates de la politique agraire.

Autre coïncidence : M. Rykov, toujours lui, s'était étonné le même jour que deux membres du bureau politique

soient en charge de cette même politique agraire (M. Nikonov assiste M. Ligatchev à la tête de la commission ad hoc). De là à penser que le chef de file des conservateurs - mais en fait très actif dans les problèmes de politique générale - a trouvé des alliés pour reconquérir son ancienne fonction, il n'y a qu'un pas, qu'il est logique de franchir.

Ces problèmes ne sont qu'un aspect des énormes défis que doit affronter M. Gorbatchev sur le front des nationalités, de l'économie, dans ses rapports avec le Parlement, avec l'Armée, etc., et il est possible que les revendications des apparatchiks soient devenues plus radicales encore que ce qu'elles étaient au début de l'été. Jusqu'à maintenant, le secrétaire général a brillamment surmonté les défis, transformant les échecs et même les catastrophes en autant de marches pour consolider son autorité. Un nouveau réajustement n'est pas exclu, il est en tout cas plus que jamais nécessaire. Mais la partie est, cette fois, encore plus difficile.

MICHEL TATU.

(Publicité)

Voici mon secret pour parler avec aisance...

... et faire passer mes idées

Ayant à prendre la parole le lendemain devant le directeur de ma société, j'étais obéissant par la peur d'être ridicule ou de ne plus savoir quoi dire.

Me rendant chez mon dentiste, je découvre par hasard dans sa salle d'attente une brochure : « Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances ». Distraitement, je commence à lire, sans savoir que ce dossier allait bouleverser ma vie et faire de moi un orateur professionnel.

J'y ai découvert l'origine de mes « blocages », comment les surmonter, comment me libérer des signes extérieurs du trac : rougeurs, balbutiements, respiration courte, trous de mémoire, cœur qui bat la chamade, et transpiration excessive.

Ce dossier m'a donné toutes les clés de la confiance en soi. Depuis, si j'ai réussi dans les affaires, et si je suis souvent sollicité comme orateur (vous l'avez sans doute déjà vu à la télévision), c'est en grande partie grâce à cette méthode, l'E.L.S.

Si vous voulez, vous aussi, changer votre vie, demandez de ma part aux Editions Godefroy, leur dossier d'information : « Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances ». Actuellement elles l'accablent gratuitement à tous ceux qui en font la demande.

Thierry de Foichaigne

BON POUR UN PETIT LIVRE GRATUIT
À retourner à : Editions Godefroy, B.P. 94
92055 Châtigny Cedex

Sans engagement, envoyez-moi vite votre dossier d'information : « Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances ». C'est gratuit, et aucun démarcheur ne me rendra visite.

Nom : _____ Code : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____

EN VENTE DES AUJOURD'HUI

Le 1^{er} magazine panafricain d'informations générales fait en Afrique par des africains

VOIX D'AFRIQUE

LE CHOC RACIAL

LE SIDA

LE NÉANT DE L'AFRIQUE

VOIX D'AFRIQUE : un regard négro-africain sur le monde

Europe

HONGRIE

La question des réfugiés est-allemands divise la direction du parti

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Le départ vers la RFA des réfugiés est-allemands n'est pas aussi simple que les autorités ouest-allemandes ont tenté, jusqu'ici, de le faire croire. En effet, un entretien accordé au magazine *Stern* par M. Imre Horvath, ministre hongrois de l'intérieur, immédiatement repris par la radio hongroise en allemand, a soulevé la consternation dans les camps de réfugiés. Selon M. Horvath, « le départ des Allemands de l'Est est lié à la conclusion d'un accord sur ce point entre la RFA et la RDA ».

Le ministre de l'intérieur affirme, par ailleurs, que le règlement de ce problème pourrait prendre plusieurs semaines. Jusqu'ici on avait cru que la visite à Bonn de deux importants dirigeants hongrois, M. Nemeth, premier ministre, et M. Horn, ministre des affaires étrangères, avait abouti à la conclusion d'un accord complet sur le départ des Allemands de l'Est de Hongrie.

Pressions
de Berlin-Est

A Budapest, un porte-parole de l'ambassade ouest-allemande se déclarait « surpris » par les propos de M. Horvath. L'unanimité ne règne pas, c'est le moins qu'on puisse dire, entre les diverses factions communistes qui se disputent

le pouvoir en Hongrie sur la suite à donner à cette affaire.

L'intervention du ministre de l'intérieur survient à un moment où M. Gynia Horn, ministre des affaires étrangères et membre ex officio de l'aile réformatrice du PSOH, est absent du pays pour participer à la conférence des pays non alignés à Belgrade.

Poussinement
de la situation

Les pressions de Berlin-Est, discrètes mais efficaces, commencent à faire leur effet sur un pays qui semble maintenant se mordre les doigts d'être allé aussi loin dans la rupture des règles du jeu en vigueur dans le camp socialiste. Une seule chose paraît être définitivement acquise : les citoyens de la RDA restant actuellement en Hongrie ne seront pas renvoyés contre leur gré dans leur pays d'origine.

On espère, chez les communistes conservateurs hongrois comme chez les dirigeants est-allemands, que les pressions de la situation fassent « craquer » psychologiquement un bon nombre de candidats à l'émigration. Surtout ceux qui séjournent dans des camps inconfortables avec des enfants qui ont déjà raté la rentrée scolaire.

Pour la première fois depuis le début de la crise, des employés de l'ambassade ouest-allemande à Buda-

pest sont venus distribuer des tracts incitant les gens à rentrer chez eux et leur garantissant l'impunité en cas de retour.

Aucun mouvement dans ce sens n'a, pour l'instant, été constaté parmi les occupants des camps qui attendent chaque jour la distribution de passeports vers l'ouest-allemand que leur remettre des employés de l'ambassade. Ces derniers ont beau leur répéter que ces passeports ne leur sont, pour l'instant, d'aucune utilité pour quitter le pays, ils sont tout de même considérés comme la rupture symbolique et définitive avec la RDA.

Au dernier recensement, 4 700 personnes ont été enregistrées dans les camps de la Croix-Rouge hongroise et de l'ordre de Malte, et le nombre de citoyens est-allemands attendant passeport de la frontière autrichienne une hypothétique ouverture des vannes est estimé à plusieurs milliers par les autorités hongroises.

Le temps joue, semble-t-il, en faveur de Berlin-Est, qui, après une période de paralysie liée sans doute à la maladie de M. Erich Honecker, a réussi à profiter des divisions au sein de la direction hongroise pour reprendre l'initiative. Les dirigeants est-allemands veulent à tout prix éviter qu'une opération massive et spectaculaire ne serve d'encouragement à la mise en mouvement d'un flux continu d'immigration vers l'Ouest via la Hongrie.

LUC ROSENZWEIG.

POLOGNE

M. Lech Walesa critique l'accord conclu entre M. Mazowiecki et les communistes

Varsovie (AFP). — Le président de Solidarité, Lech Walesa, a lancé lundi 4 septembre une mise en garde implicite au premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, invitant fermement celui-ci, qui a conclu samedi un accord avec le Parti communiste (POUP), à former un gouvernement de « réformateurs », sans se soucier des étiquettes politiques.

L'accord conclu samedi entre M. Mazowiecki et la direction du POUP sur une répartition des portefeuilles au sein du futur gouvernement accordait « au moins un ou plusieurs ministères » au Parti communiste, en sus de ceux de la défense et de l'intérieur (Le Monde du 5 septembre).

M. Walesa a rappelé qu'il entendait exercer un droit de regard sur la formation du gouvernement. Il devait s'entendre, tôt mardi matin à Varsovie avant de s'envoler pour la RFA, avec le chef de l'exécutif afin de lui faire connaître ses réticences à l'égard de l'accord conclu avec les communistes.

« Il faut, a-t-il dit à des journalistes à Gdansk, qu'il y ait au gouvernement des réformateurs, indépendamment de leur appartenance politique, et non des places réservées à la nomenclature ».

Le président de Solidarité, estimant les observateurs, ne s'oppose pas à la présence de communistes au sein du gouvernement, mais veut fermement rappeler que le POUP n'est plus en mesure de dicter ses



choix : « Personne ne décrochera un poste ministériel seulement parce qu'il appartient au parti » (communiste), a-t-il souligné, ajoutant qu'il « allait protester contre cette vue des choses ».

Le quotidien de Solidarité, *Gazeta*, a approuvé pour sa part sans enthousiasme, lundi, le « compromis » passé avec le POUP, estimant que l'on avait ainsi évité le risque d'une « crise ouverte » avec les communistes. La Pologne, a souligné *Gazeta*, ne peut pas se permettre de « faire la révolution » en déclarant la guerre au POUP pour

« l'empêcher de nuire ». Le quotidien rappelle notamment que le PC est fort de deux millions de membres et qu'il est présent à tous les échelons de la vie politique et économique.

De son côté, la direction des syndicats officiels (OPZZ) a sommé, dans une déclaration rendue publique lundi après-midi, M. Mazowiecki d'accélérer la formation de son gouvernement. « La constitution du nouveau cabinet se fait beaucoup trop lentement. Les marchandages entre diverses forces politiques aggravent la désintégration de l'économie ».

Asie

CHINE

Le ministre de la culture est limogé

M. Wang Meng, âgé de cinquante-cinq ans, a été relevé, lundi 4 septembre, des fonctions de ministre de la culture qu'il occupait depuis juin 1986, à l'annonce officielle de sa démission. Selon China Nouvelle, le départ de M. Wang s'est fait à sa demande. Le ministre a indiqué à plusieurs reprises vouloir quitter son poste « afin de se consacrer à l'écriture et à la critique littéraire », a indiqué l'agence. L'agence n'a cité le nom d'aucun successeur à M. Wang. Toutefois, dans une information antérieure, China Nouvelle avait fait état de la démission de M. He Jingzhi, âgé de soixante-quatre ans, chef adjoint du département de propagande près du comité central du PC, de son poste à la commission permanente du Congrès national du peuple « après que le conseil d'Etat lui eut demandé d'entrer au ministère de la culture ».

M. Wang est le premier ministre à être relevé de ses fonctions depuis le début, le 4 juin, de la

répression en Chine. Il n'était pas apparu en public depuis. Il était considéré comme un proche de M. Zhao Ziyang, l'ancien chef du PC.

D'autre part, M. Chen Yizi, l'ancien animateur des réformes économiques en Chine, dont on était sans nouvelle depuis trois mois, se serait réfugié en France. Dans un entretien diffusé lundi par le *Washington Post*, il a appelé à un effort international pour tenter de renverser le pouvoir actuel à Pékin et critiqué l'attitude, qu'il juge trop prudente, des Etats-Unis après les massacres de début du mois de juin. M. Chen Yizi a l'intention, avec l'aide d'autres exilés, d'organiser un « Front pour une Chine démocratique » dont le siège sera à Paris. Il aurait souhaité s'installer aux Etats-Unis, « mais le gouvernement américain a semblé réticent à accorder des visas à des dissidents alors que la France s'est montrée très serviable », a-t-il dit, toujours selon le *Washington Post*.

La présence militaire américaine en Asie du Sud-Est

Une offre de Singapour suscite une controverse

Singapour s'est déclaré prêt, voilà quelques semaines, à offrir de nouvelles facilités d'accès à ses installations militaires aux Etats-Unis, une initiative intervenant à la veille des négociations entre Washington et Manille sur l'avenir des bases américaines aux Philippines, dont le bail vient à échéance en 1991.

Cette proposition, sans autre précision, a été faite par M. Georges Yeo, ministre singapourien des affaires étrangères. Une équipe technique américaine s'est déjà rendue sur place en juin, et l'amiral Huitingde Hardsley, commandant en chef de la flotte américaine dans le Pacifique, y est également allé en août. Les Américains s'intéressent en effet à cette offre. « On jette toujours un coup d'œil à ce genre de proposition, surtout quand elle est émise par des gens aussi sérieux que ceux de Singapour », nous a déclaré M. Pickering, ambassadeur américain à l'ONU, de passage à Paris fin août. « De toute façon, a-t-il dit, notre présence militaire dans la région est un facteur de stabilité ».

Bien entendu, Washington souhaite fermement maintenir ses bases aux Philippines. Il ne s'agit pas, non plus, en cas d'échec de la négociation avec Manille, d'envisager un transfert des grandes bases de Subic Bay et de Clark. Singapour ne dispose pas de l'espace nécessaire.

Mais si la cité-Etat venait à accueillir des forces américaines, et avions américains, les Etats-Unis en renforçant leurs bases situées sur l'île de Guam (ou autre part dans le

Pacifique), disposeraient d'une alternative crédible.

L'offre singapourienne devrait singulièrement aider la présidence philippine, M. Cory Aquino, qui semble personnellement en faveur de la présence des bases américaines. Confrontée à une partie de l'opinion qui n'accepte pas que l'archipel soit le seul à recevoir les troupes américaines dans la région, elle pourra désormais faire face plus aisément à ces critiques.

Réactions divergentes
au sein de l'ASEAN

Evolution, le 22 août, le fait que Washington considère ses bases aux Philippines comme essentielles à la sécurité régionale, M. Aquino a déclaré qu'il faudrait que les pays membres de l'ASEAN (1) expriment clairement s'ils sont d'accord. Avant d'ajouter qu'il serait bon de savoir si le maintien des bases américaines aux Philippines est dans l'intérêt de la région ou si la proposition de Singapour doit devenir une réalité.

En effet, les réactions au sein de l'ASEAN ne sont pas convergentes, loin s'en faut. La Malaisie a fait part de son désaccord, rappelant à ses partenaires le projet, depuis 1971, de « zone de paix, de liberté et de neutralité » (ZOPFAN). Le premier ministre malaisien, M. Mahatir, a notamment déclaré le 15 août que son pays « n'est pas contre le fait que l'armée américaine bénéficie

de services de ravitaillement et de réparations pour ses navires de guerre ou ses avions, mais est opposé à l'idée d'une base permanente à Singapour ».

Pour l'Indonésie, approuver la proposition de Singapour entamerait son crédit, alors qu'elle vise la présidence du Mouvement des non-alignés en 1992. Mais elle cherche aussi à préserver le consensus au sein de l'ASEAN. Ainsi, M. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères, a dit que tout commentaire était pour l'instant « prématuré ». Néanmoins, en privé, Djakarta ne cache pas son mécontentement. Les analystes estiment que les intérêts stratégiques à long terme de l'Indonésie pourraient être remis en question par une présence militaire américaine près de ses côtes.

Quant à la Thaïlande, elle considère officiellement le projet comme une affaire strictement bilatérale entre les Etats-Unis et Singapour. Cependant, le premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, a récemment déclaré que les bases devraient rester aux Philippines pour « garder les accès maritimes et aériens à la mer de Chine ». Une opinion que partagent sans doute les membres de l'ASEAN, qui craignent que l'offre ne soit, de toute façon, une source de désaccord durable entre eux.

PHILIPPE SCHATZLE.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

AFGHANISTAN

A Kaboul, trois prisonniers qui s'affirment pakistanais sont présentés à la presse

L'Union soviétique a mis en garde la résistance à la suite des violents tirs de roquettes contre l'aéroport de Kaboul, estimant que ceux du 2 septembre (Le Monde du 5 septembre) avaient menacé « la vie et la sécurité de citoyens soviétiques en raison des liaisons aériennes civiles entre Moscou, Tachkent et Kaboul ». « Les accords de Genève sont piétinés », a ajouté à Moscou, lundi

4 septembre, M. Vadim Perfilov, porte-parole du ministère des affaires étrangères.

D'autre part, les groupes de résistants concernés ont déclaré « sans fondement » l'information diffusée par la télévision de Kaboul et selon laquelle un Français aurait été tué et trois autres capturés la semaine dernière en Afghanistan (nos dernières éditions du 5 septembre).

KABOUL
de notre envoyé spécial

Anwar Saïd, Nabi Ahmat et Mohammad Ali ont été faits prisonniers par l'armée afghane respectivement en 1981, en 1983 et en 1982. Ils sont citoyens pakistanais, du moins le proclament-ils avec retard : ce n'est, en effet, que le lundi 2 septembre qu'ils ont « choisi » d'apparaître devant la presse internationale. Ils ont donc attendu des années dans la sinistre prison de Pul-i-Charki, près de Kaboul, où, disent-

ils, ils ont fait la connaissance du journaliste français Alain Guillot.

Tant d'années pour rien ? Au début, explique un porte-parole du ministère des affaires étrangères, ils n'étaient « pas prêts » à tenir cette conférence de presse, puis ils « attendaient des nouvelles » du Pakistan, enfin ils se sont « décidés ». Anwar Saïd a été just à huis clos et condamné, en décembre 1981, à quinze ans et demi de prison et ses deux compagnons à vingt ans de détention chacun. Motif : « Activités terroristes et espionnage ».

Leur histoire est très compliquée : représentants d'un groupe de vingt-cinq « Pakistanais » faits prisonniers (quatre sont morts en prison d'épidémie) il y a quelques années, ils sont la « preuve » tangible de l'intervention militaire pakistanaise en Afghanistan.

Activités
d'espionnage

Pourtant, aucun d'entre eux n'était soldat. Dans le récit confus d'Anwar Saïd, ce « civil » qui « fabriquait des armes », figure une rencontre, à Islamabad, avec un inconnu, puis une entrevue, à Pesh-

war, avec le général Fazle Haq, gouverneur de la province pakistanaise du Nord-Ouest et homme fort du régime de feu le président pakistanais Zia Ul Haq. Puis une autre rencontre avec Gulbadin Hekmatyar, chef extrémiste de la résistance afghane et du parti fondamentaliste Herz-i-Islami, enfin des consignes d'aller en Afghanistan, à Jalalabad, et d'y mener, si l'on comprend bien, les frères (en exil à l'époque) de Benazir Bhutto, actuel premier ministre du Pakistan. Anwar Saïd se fait prendre.

Les récits des deux autres sont de la même veine. Sans véritables preuves d'identité, il leur est difficile de prouver leur nationalité. La Croix-Rouge s'est cependant chargée d'acheminer du courrier pour leur famille... au Pakistan. Mais le chargé d'affaires pakistanaise à Kaboul refuse, disent-ils, de les reconnaître et d'avoir ainsi des activités d'espionnage. Aujourd'hui, ils ont décidé d'en appeler à la communauté internationale et aux Nations unies pour qu'on leur rende justice et que leur gouvernement vienne à leur secours. Le gouvernement du président Najibullah s'est volontiers prêté à cette démarche.

LAURENT ZECCHIN.

PHILIPPINES

Une société britannique va construire des blindés

MANILLE
correspondance

Un contrat d'armes de plusieurs millions de dollars est sur le point d'être signé entre une compagnie britannique et des sociétés philippines. Selon des sources militaires, la société anglaise GKN annonce, au plus tard dans la semaine, la formation d'une « joint venture » d'un genre nouveau aux Philippines. Ce sera la première fois qu'une société européenne empiète sur le monopole presque total des Américains dans ce secteur.

Aux termes de ce contrat, GKN, spécialiste en véhicules blindés, s'engage à fournir la technologie nécessaire pour fabriquer des transporteurs de troupes armés Simba ;

décrit comme étant « fait à partir de ce qu'il y a de mieux dans le domaine », le Simba serait un « excellent outil » dans la lutte contre l'insurrection communiste. Les Simba, dont on prévoit environ cent quarante exemplaires, devraient remplacer les V-150 construits par la firme américaine Cadillac Gage. Les V-150 sont particulièrement vulnérables aux mines qu'emportent de plus en plus fréquemment les guérillas communistes.

Le contrat, qui devra néanmoins recueillir l'accord de la présidence Aquino avant d'entrer en vigueur, prévoit que la firme anglaise livrera quelques blindés au bout d'un an. Plusieurs sociétés étrangères étaient en lice, dont une française.

KIM GORDON-BATES.

CHRISTIAN CHARTIER.

Le Monde
DE L'EDUC
LES LYCEES
LES SUJETS
EVALU
SOC
EDUCATION

مكتبة الامم المتحدة

Politique

... Le Monde • Mercredi 6 septembre 1989 7

L'accord conclu
es communistes



Michel Rocard, chef du gouvernement, a déclaré hier à Paris que le projet de loi relatif à la décentralisation des compétences, présenté par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jospin, est « profondément injuste » et qu'il croit à « son intégrité personnelle ».

AN
s'affirment pakistans
la presse

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

Philippe...

A « L'heure de vérité »

« Comment articuler la dimension économique et la dimension sociale ? » s'interroge M. Jospin

M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, ancien candidat du Parti socialiste à la mairie de Marseille, inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, figurait parmi les invités de M. Lionel Jospin lors du passage du ministre de l'Éducation nationale à « L'heure de vérité », lundi 4 septembre. Interrogé à ce sujet durant l'émission, M. Jospin a déclaré qu'il avait obéi à un « devoir d'amitié », car « ce qui arrive à Michel Pezet est profondément injuste » et parce qu'il croit à « son intégrité personnelle ».

M. Jospin a expliqué que le coût des campagnes électorales est tel que ni les ressources personnelles des candidats ni les cotisations des militants ne peuvent y suffire et que « des formes d'aides viennent d'un certain nombre de milieux ». C'est pourquoi le ministre de l'Éducation nationale est « profondément en accord » avec le projet de loi qui vise à assurer un financement public des partis et des campagnes, assorti d'un contrôle et d'une limitation des dépenses électorales. Interrogé sur l'ambiguïté que prévoit aussi ce texte pour les débits commis dans le passé en relation avec le financement des partis ou des campagnes, M. Jospin a déclaré : « Si l'on fait passer ce texte en limitant, notamment, les dépenses, je pense que l'objectif essentiel sera atteint ».

Les débats internes au PS témoignent, selon M. Jospin, d'un souci commun aux différents dirigeants socialistes : « Comment, a-t-il dit, sans casser l'économie (...), faire aussi qu'on réponde aux préoccupations des hommes et des femmes qui vivent plus difficilement ? » Le ministre n'est pas « partisan d'une politique alternative ou d'une autre politique », mais il pense qu'on peut jouer dans les marges, (...), qu'on peut faire évoluer les

choses. « Ce débat, a-t-il ajouté, a tout de même amené le premier ministre et le gouvernement à y répondre, donc il a été, d'une certaine façon, utile, mais il faut savoir le maîtriser ».

Le « sens »
du septennat

Interrogé sur la popularité de M. Michel Rocard, M. Jospin a observé qu'elle est « parallèle à celle du président de la République ». Quant au premier ministre, c'est, selon M. Jospin, « un homme de convictions, socialiste depuis longtemps », mais aussi « très préoccupé (...) de bonne gestion », ce qui est « populaire hors des milieux traditionnels de la gauche ». « Beaucoup d'hommes et de femmes », a souligné le ministre, peuvent se reconnaître dans cette approche plus réaliste, plus gestionnaire des problèmes.

A la question de savoir s'il lui arrive de penser à une éventuelle candidature à l'élection présidentielle, M. Jospin a répondu : « Non. (...) Pas maintenant. Cela n'a pas de sens. (...) Ce qui m'intéresse (...), c'est la réussite de ce septennat. C'est, aussi, qu'il prenne son sens, son caractère. (...) Il est ridicule d'être candidat à des fonctions qui ne sont pas ouvertes (...) ».

Le ministre de l'Éducation nationale a expliqué, à propos de sa position sur le rapport Prévot sur la poste (Le Monde du 2 septembre), que, s'exprimant devant des militants socialistes, il avait voulu dire : « Attention à ce dossier ! Il est très délicat, il est très sensible, il peut, même être explosif. Je pense, a-t-il ajouté, que je n'étais pas obligé d'en dire plus et d'entrer dans un ou deux détails de plus que j'ai indiqués ». M. Jospin estime que ce que

le ministre des postes et télécommunications, M. Paul Quilès, « a dit ces derniers jours (...) correspond à ce qui est souhaitable ». Quant à lui-même, « il était normal, a-t-il dit, en tant que responsable politique, que j'exprime ce message de prudence ».

M. Jospin a souligné qu'un gouvernement « qui doit veiller à la croissance économique, au déficit extérieur, aux grands équilibres », doit tenir compte, « aussi, de ce qui se passe sur le plan social, parce que si, tout à coup, un conflit qui n'a pas été maîtrisé se produit, on peut être amené à donner plus, à ce moment-là, qu'on aurait donné dans une discussion ou dans une négociation ». Selon M. Jospin, « l'ensemble du gouvernement et l'ensemble des socialistes sont confrontés à cette question (...) : Comment articuler-t-on la dimension économique et la dimension sociale ? ».

● Démission du secrétaire général adjoint de Socialisme et Judaïsme. — M. Ariel Goldmann, secrétaire général adjoint de Socialisme et Judaïsme depuis 1987, a présenté sa démission de ses fonctions et de l'association. Dans une lettre adressée à M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur socialiste, président de Socialisme et Judaïsme, M. Goldmann précise que, « depuis la visite d'Arafat jusqu'à l'assassinat d'un dirigeant palestinien par la France, il ne lui est plus moralement possible de continuer à appeler les juifs de France à se mobiliser pour des dirigeants nationaux qui pratiquent une politique déséquilibrée à l'encontre d'Israël ». Il ajoute : « Etant attaché aux valeurs du judaïsme et à une certaine image du socialisme, il me semble plus décent que chacun conserve son engagement personnel sans tenter d'entraîner avec lui une communauté juive qui se sent à chaque fois un peu plus flouée ».

Selon l'IFOP

M. Mitterrand et M. Rocard gagnent à droite et reculent à gauche

À la fin de quatorze mois passés à la tête du gouvernement, M. Michel Rocard satisfait 52 % des personnes interrogées, soit une progression de 8 points en un mois, selon les résultats du sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 3 septembre, dans le Journal du dimanche (1). Le premier ministre enregistre la son deuxième meilleur score depuis son arrivée à Matignon en mai 1988 où il avait été crédité de 53 % de bonnes opinions. Seuls 27 % des sondés (au lieu de 33 % en juillet) demeurent encore mécontents de l'action du chef du gouvernement.

La popularité de M. Rocard progresse, toutefois, essentiellement auprès des électeurs de... droite. Tandis que 53 % des sympathisants de l'UDF se déclarent satisfaits du premier ministre, soit un gain de 15 points en un mois, 42 % de ceux du RPR (au lieu de 24 %) ont une bonne opinion du chef du gouverne-

ment. De même, 52 % des agriculteurs (au lieu de 29 %) et 45 % des commerçants (au lieu de 33 %) émettent un avis favorable à l'égard de M. Rocard, alors que ces deux catégories socio-professionnelles sont plutôt de droite.

M. Rocard obéit parallèlement du terrain auprès des partisans de son camp : 75 % des sympathisants du Parti socialiste se déclarent favorables au premier ministre cette fois-ci, alors que 81 % étaient de cet avis le mois dernier. Cet affrètement est également perceptible dans le dernier baromètre SOFRES-Figaro Magazine publié samedi dernier : 82 % des sympathisants de gauche font confiance au chef du gouvernement pour régler les problèmes qui se posent à la France, alors que 87 % étaient de cet avis il y a un mois. De même, 16 % des électeurs de gauche (au lieu de 10 %) apparaissent sceptiques à son égard.

Ce glissement est également sensible dans la popularité du président de la République, crédité, selon l'enquête de l'IFOP, de 50 % de bonnes opinions (au lieu de 43 % en juillet), 32 % des interviewés (au lieu de 37 %) se déclarant toujours mécontents de son action. 41 % des électeurs de l'UDF expriment également une bonne opinion à l'égard du chef de l'État, soit un gain de 14 points en un mois ; 27 % des partisans du RPR (au lieu de 17 %) émettent également un avis favorable à son égard. M. Mitterrand enregistre parallèlement un gain de popularité de 15 points auprès des agriculteurs (41 %) et de 12 points auprès des commerçants (43 %).

(1) Sondage effectué, par téléphone, du 28 au 31 août, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

A RMC

M. Marchais assure que le gouvernement aggrave la politique d'austérité

Invité de RMC, mardi 5 septembre, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé que, même si la rentrée scolaire est meilleure que celle de l'an dernier, elle se fera avec des moyens « sans commune mesure avec les besoins ».

Le secrétaire général du PCF a réaffirmé que, si le PCF reconnaît que le PS est « à gauche », la politique menée par M. Rocard « n'est pas une politique qu'on peut caractériser comme une politique de gauche ». Pour M. Marchais, les « travaux d'Hercule » de M. Rocard, à l'exception des mesures à l'exception de la TVA sur les produits pharmaceutiques et du logement social à Paris, ne représentent qu'une

aggravation de la politique d'austérité. « Le « partage », a souligné M. Marchais, « on en parle mais dans la pratique on ne le fait pas ».

Le dirigeant communiste a jugé à ce propos que, si les chefs de courant socialistes « parlent à gauche, c'est parce qu'ils sentent bien l'existence [d'un] mécontentement profond dans le pays ». « Nous », a ajouté M. Marchais, nous ne confondons pas le langage des dirigeants du Parti socialiste avec ce que disent en bas les travailleurs socialistes. Je pense que, jamais autant qu'aujourd'hui, les conditions ont existé pour organiser un grand rassemblement de lutte pour la

satisfaction des revendications. C'est à cela que nous travaillons. Rassembler tous les travailleurs dans l'action, sur la base des objectifs définis pour eux, dans les formes de lutte déterminées par eux. Et, en même temps, nous travaillons à rassembler dans l'action avec nous les travailleurs socialistes (...). La politique du Parti communiste, c'est « union pour se défendre, union pour que ça change », et cette union implique obligatoirement que les communistes travaillent en direction des socialistes pour agir avec eux pour la justice sociale, pour la liberté, pour les « dix de Renault » et pour la défense de la paix, pour une politique de désarmement ».

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE LES LYCÉES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'insurgent. À l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

FRANÇAIS, PHILO LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION

LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

SOCIÉTÉ

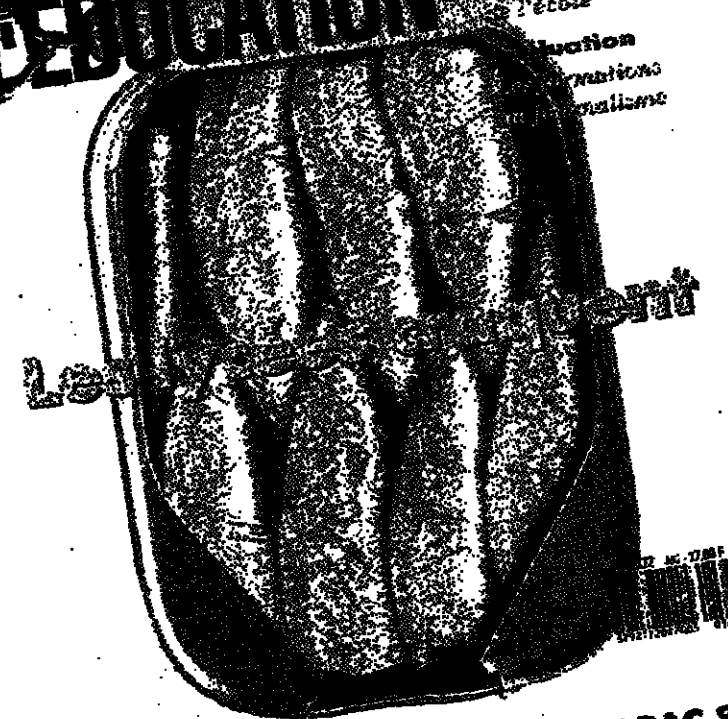
LES LANGUES RÉGIONALES À L'ASSAUT DES ÉCOLES

À l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, le Monde de l'éducation dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.

**Le Monde
DE
L'ÉDUCATION**

POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION



FRANÇAIS, PHILO : LES SUJETS DU BAC 89
AVEC DES COMMENTAIRES, DES EXERCICES ET LES CONSEILS DES CORRECTEURS

Numéro de septembre - 140 pages-17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Politique

Le plan du gouvernement en faveur des harkis

Quatre circulaires

Le nouveau plan du gouvernement en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine, présenté mercredi 30 août en conseil des ministres par le ministre de la Solidarité, M. Claude Evin, est contenu dans quatre circulaires signées par le délégué aux rapatriés, M. Maurice Benassayag et plusieurs ministres. Ces textes, adressés aux préfets, ont pour but de sortir les communautés de harkis de leur isolement, en privilégiant l'emploi et la formation.

La première circulaire, destinée à la formation professionnelle et à l'accès à l'emploi, annonce la mise en œuvre d'un crédit-formation. Dans chacune des quarante zones concernées par le dispositif, un appelé du contingent (de formation économique) aura pour mission de coordonner les différentes actions : stages AFPA, ANPE, GRETA ; accès à des écoles techniques militaires, à des établissements de l'Office

national des anciens combattants ou au centre de préparation aux concours administratifs de Dieppe ; incitation à la mobilité géographique et aide à la création d'entreprise. Des mesures destinées à inciter les entreprises à embaucher les jeunes sont également prévues, sous forme de primes ou de prise en charge partielle des indemnités versées par l'employeur à son stagiaire.

Une deuxième circulaire précise les actions envisagées dans le domaine scolaire et périscolaire. Des bourses spécifiques de 500, 3 000 ou 6 000 francs par an seront accordées aux enfants, du primaire à l'enseignement supérieur. Des bourses-vacances, dont ont profité déjà mille enfants cette année, permettront encore aux familles les plus modestes de bénéficier de séjours de quinze à dix-huit jours.

Dans quarante-deux départements, une cellule départementale

interservices assurera le suivi des enfants de rapatriés, qui seront associés aux activités des autres enfants.

Le troisième texte offre aux préfets la possibilité de conclure avec les collectivités locales des contrats d'action sociale, éducative et culturelle, par lesquels les régions, départements et municipalités s'engagent à réaliser des projets en faveur de leur communauté de harkis. La délégation aux rapatriés financera ces programmes à hauteur de 65 %.

La question du logement fait l'objet d'un dernier texte qui invite les préfets à élaborer un plan départemental d'action. La délégation apportera son soutien financier pour l'accession à la propriété et les accédants en difficulté. Ces crédits pourront aussi servir à l'amélioration des logements, aux démenagements et en cas de loyers impayés.

Djamel, lecteur français à Eton

Le 6 septembre, Djamel Oubachou devait troquer sa cravate à pois de normand contre le nœud papillon blanc des jeunes gens d'Eton, le plus huppé des collèges privés britanniques. Ce fils de harki avait déjà fait parler de lui l'an dernier pour être entré premier à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Fontenay-Saint-Cloud, option lettres. Il est aujourd'hui le premier Français jamais accepté à titre de lecteur à Eton.

A vingt et un ans, Djamel a non seulement la maîtrise de la synthèse de ses deux cultures, française et algérienne, mais il s'est aussi révélé un brillant angliciste. Dans la *Public school* des bords de la Tamise, il devrait enseigner à des élèves de terminale, tout en préparant une maîtrise dont le

sujet n'est pas étranger à la situation personnelle du jeune homme : « L'intégration des minorités ethniques dans le système scolaire anglais ».

Djamel est entré à l'ENS Fontenay-Saint-Cloud après deux années de classes préparatoires au lycée Henri-IV à Paris. Il arrivait de Thionville (Moselle), où vit sa famille. Mais quand on est fils d'ouvrier métallurgiste, rapatrié d'Algérie, issu d'une famille de sept enfants, la réussite n'a rien d'évident au départ. Toutefois, explique Djamel, « j'ai eu la chance d'être dans une région où la communauté des harkis est assez mêlée au reste de la population ». Il n'a donc pas connu ces « ghettos » du sud de la France d'où ne sortent

guère les rapatriés. De plus, M^{me} Oubachou, quoique ne parlant pas français à son arrivée en France, surveillait attentivement les devoirs de ses enfants, qui se sont tous engagés dans de bonnes études.

Djamel ne doit pas seulement à ses performances scolaires et intellectuelles son séjour à Eton. « Au mois de juin, on m'a fait venir quatre jours pour voir si je me tenais bien, dans les cocktails et autres cérémonies ». D'une belle élégance française dans sa chemise blanche, sa veste verte foncée et son pantalon noir, l'air très sérieux derrière ses lunettes, Djamel ne devrait rien avoir à envier à ses aristocratiques élèves.

CÉCILE LE COZ.

(Publicité)

HYGIÈNE ET ENVIRONNEMENT

UNE RÉELLE VOLONTÉ POLITIQUE ? L'ENJEU D'UN ARBITRAGE

Nous sommes 1 500 à travers la France à former des équipes dynamiques mobilisées pour la protection sanitaire de l'environnement.

Comme vous, Monsieur le Premier Ministre, nous croyons à un service public moderne et efficace. Notre statut actuel est départemental (souvent hébergé d'un endroit à l'autre). En application des lois de décentralisation, un statut doit nous être proposé en vue d'une intégration dans la Fonction Publique "Etat".

Notre statut "Etat" est à créer

Les projets négociés avec M. EVIN satisfont dans l'ensemble les différentes catégories de personnel. Mais Fonction Publique et Budget refusent que soient reconnus nos métiers, notre technicité et veulent nous fonder dans des statuts archaïques et inadaptables.

Le dossier est actuellement en arbitrage

Améliorer la protection de l'environnement et de la santé publique, promouvoir une administration motivée et performante : telles sont nos préoccupations ; nous savons, Monsieur le Premier Ministre, que ce sont aussi les vôtres.

Les techniciens des Services d'Hygiène du Milieu sont des agents du Ministère de la Santé.

Dans les DRASS et DDASS, ils travaillent avec l'appui des Services Communaux d'Hygiène et de Santé — la qualité des eaux d'alimentation, de baignade, l'hygiène des établissements ouverts au public (campings, piscines...), le fonctionnement des stations d'épuration, ils participent à l'élimination rationnelle des déchets, la lutte contre le bruit, et œuvrent pour le respect des règles d'hygiène alimentaire...

Conscients de l'importance de la continuité de leur mission, notamment en saison estivale, ils ont préféré dans l'immédiat — consacrer une journée de salaire à la publication de cet encart plutôt qu'à faire grève.

LES PERSONNELS TECHNIQUES DES SERVICES D'HYGIÈNE DU MILIEU DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Les planteurs de canne ont cessé leur grève

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Les planteurs de canne à sucre de la Réunion ont décidé de mettre un terme à la grève qu'ils observaient depuis une dizaine de jours. L'annonce de nouvelles mesures gouvernementales indemnifiant par anticipation les pertes de production dues au cyclone qui a frappé la Réunion au début de l'année a ramené le calme dans l'île.

Ce vaste mouvement de protestation des producteurs de canne à sucre soutenu dès le début par le Parti communiste réunionnais met une fois de plus en relief la fragilité de la seule grande production d'exportation de la Réunion, héritée de la période coloniale, au moment où se précisent les modalités du nouveau règlement sucrier européen qui entrera en application à compter de 1991. La Réunion dispose d'un quota de production de sucre de 300 000 tonnes. Ce niveau de pro-

duction, jusqu'à présent, n'a jamais été atteint, la moyenne se situant dans une fourchette comprise entre 220 000 et 260 000 tonnes.

La multiplicité de micro-exploitations (moins de 1 hectare parfois), les difficultés de mécanisation en raison du relief très accidenté de l'île, comptent parmi les principaux freins à l'économie sucrière locale. Depuis quelques années, des études sont menées avec notamment le concours du conseil général pour tenter d'adapter le « modèle sucrier hawaïen » à la Réunion (culture de la canne et campagne sucrière s'étalant sur dix-huit mois, irrigation au goutte-à-goutte, mécanisation complète des champs). Mais cette technique ne pourrait être, au mieux, appliquée que sur le tiers de la surface actuelle plantée.

La part de la canne à sucre dans la production intérieure brute a tendance à s'amoindrir sans espoir de retour et un grand nombre de plan-

teurs ont un revenu bien souvent inférieur à celui du SMIC local (78 % du SMIC métropolitain). La valeur des exportations de sucre, de mélasse ou de rhum couvre à grand peine 10 % des importations globales de l'île (8 milliards de francs) et elle est même dépassée par le montant total du RMI accordé aux familles réunionnaises (entre 800 millions et 1 milliard de francs).

A la suite des violents affrontements qui ont eu lieu mardi à Saint-Louis et au cours desquels huit gendarmes ont été blessés, le procureur de la République de Saint-Pierre a engagé des poursuites contre les manifestants. Jeudi, les gendarmes se sont rendus dans les rédactions des trois quotidiens locaux et celle de RFO-Réunion pour tenter d'obtenir les films photographiques et de télévision réalisés lors de ces événements. Les rédactions concernées ont refusé de répondre favorablement à la perquisition.

ALIX DIJOUX.

A la Réunion

Au terme d'une visite sur le territoire

Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères déclare que la Nouvelle-Calédonie « traverse une période d'espoir »

NOUMÉA

de notre correspondant

M. Russel Marshall, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, vient de terminer, une visite officielle de trois jours en Nouvelle-Calédonie. Au terme de nombreux entretiens avec l'ensemble des personnalités politiques du territoire, il a déclaré que « la Nouvelle-Calédonie traverse une période d'espoir, la plus importante qu'elle ait connue depuis longtemps ». Il a rappelé que les essais nucléaires de Mururoa restent le « seul différend » entre la France et la Nouvelle-Calédonie, les suites de l'affaire du *Rainbow Warrior* devant être réglées avec le gouvernement français « avant la fin de cette année », après que le Tribunal international d'arbitrage aura rendu ses conclusions.

Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères a estimé qu'il était trop tôt pour répondre favorablement à une éventuelle demande de la France de retirer la Nouvelle-Calédonie de la liste des Nations unies des pays à décoloniser.

M. Russel Marshall s'est rendu au cours de cette visite dans chacune des trois provinces du territoire, insistant sur la volonté de la Nouvelle-Calédonie d'aider la provincialisation. Selon le ministre, les élus de la province des Îles Loyauté ont souhaité une coopération avec la Nouvelle-Calédonie en matière d'éducation, de tourisme et de développement de la langue anglaise. Ceux de la province nord seraient intéressés par l'envoi de techniciens spécialisés dans la filière bois.

En Nouvelle-Calédonie, pour le moment, l'aide néo-zélandaise, en augmentation sensible ces dernières années, a surtout été consacrée à l'octroi de bourses d'étude. — (Interim.)

EN BREF

● M. Rausch et la « grande muette ». — M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur a déclaré, lundi 4 septembre, à propos du capitaine de frégate qui avait invité « les cadres militaires à franchir la ligne jaune pour éviter que la base ne se fasse », que « quand on est dans la grande muette, on ferme sa gueule ». Le maire de Metz qui participait au club de la presse de Nancy, a estimé que ce capitaine avait eu « le courage de s'exprimer publiquement », mais il a ajouté que M. Jean-Pierre Chevènement « avait eu raison de [le] mettre aux arrêts de rigueur ».

● M. Sarkozy approuve M. Balladur. — M. Nicolas Sarkozy, député RPR et maire de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) approuve « sans réserve les propositions constitutionnelles formulées par M. Edouard Balladur » devant le « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 3 septembre (Le Monde du 4 septembre). M. Sarkozy indique qu'il s'associe à la proposition de loi (de l'ancien ministre) qui permettrait à un tiers des députés d'obtenir un texte soit soumis à référendum, renforçant ainsi tout à la fois le rôle du Parlement, seul contre-pouvoir institutionnel et celui des citoyens qui pourront ainsi exprimer directement leurs choix.

Dans le Rhône

Deux élections municipales partielles

● RHONE : Anse (1^{er} tour).

Inscr., 2 509 ; vot., 1 695 ; abst., 32,44 % ; suffr. expr., 1 604. Liste divers droite conduite par M. Jean-Pierre Pinault, div.d., 800 voix (49,87 %) ; liste divers droite conduite par M. Daniel Pomeret, div.d., 434 (27,05 %) ; liste divers droite conduite par M. Adrien Lande-Bousquet, div.d., 370 (23,06 %). Il y a ballottage.

[Il n'a manqué que trois voix à la liste conduite par M. Pinault, ancien premier adjoint au maire d'Anse, pour obtenir la majorité absolue des suffrages dès le premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 16 juillet, de Michel Lamy (div.d.), maire d'Anse depuis 1977. Ce dernier avait été élu, en mars 1989, à la tête d'une liste (UDF-RPR-socialistes), qui avait obtenu tous les sièges. La liste conduite par M. Pomeret, ancien adjoint aux finances, qui comptait dans ses rangs la quasi-totalité de l'équipe sortante, ainsi que la veuve de l'ancien maire.

An premier tour de l'élection de mars 1989, les résultats étaient les suivants : Inscr., 2 503 ; vot., 1 391 ; abst., 44,42 % ; suffr. expr., 964. Liste divers droite conduite par M. Lamy, div.d., 964 voix, 77 ELUS.]

● RHONE : Dardilly (1^{er} tour).

Inscr., 4 147 ; vot., 2 051 ; abst., 50,54 % ; suffr. expr., 1 901. Liste divers droite

conduite par M. Bernard Thomas, div.d., 773 (40,66 %) ; liste divers droite conduite par M. Daniel Le Maire, RPR, 628 (33,03 %) ; liste PS conduite par M. Michel Charmont, PS, 500 (26,30 %). Il y a ballottage.

[Cette élection partielle était organisée à la suite de la démission prise, le 25 mai, par le tribunal administratif de Lyon, d'annuler les élections du conseil de mars dernier, en raison de la distribution tardive d'un tract émanant de la liste d'union UDF-RPR conduite par M. Bernard Thomas. Cette liste avait obtenu, au second tour, le même nombre de suffrages que la liste de gauche conduite par M. Marcel Châtel. Ces deux listes ont, cette fois-ci, fondé leur candidature de M. Thomas et arrive en tête, avec 40,66 % des voix.

An second tour du scrutin de mars 1989, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 129 ; vot., 2 387 ; abst., 32,01 % ; suffr. expr., 2 745. Liste UDF-RPR conduite par M. Thomas, div.d., 933 voix (33,98 %) ; liste divers gauche conduite par M. Châtel, div.g., 933 (33,98 %) ; liste divers droite conduite par M. Dejans, RPR, 495 (18,03 %) ; liste PS conduite par M. Charmont, PS, 384 (13,98 %). An premier tour, la liste de M. Thomas avait obtenu 798 voix (31,51 %), celle de M. Châtel, 527 (20,81 %), celle de M. Dejans, 456 (18 %). Il y avait 2 532 suffrages exprimés, 2 633 votants et 4 129 électeurs inscrits.]

CE QUE JE CROIS

Tome 1

"Les années d'espoir"

(1960-1979)

par Béchir Ben Yahmed

Indépendance d'esprit

Liberté de pensée

Liberté d'expression

Liberté de mouvement

Liberté de conscience

Liberté de religion

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

Liberté de industrie

Liberté de transport

Liberté de communication

Liberté de information

Liberté de culture

Liberté de science

Liberté de technique

Liberté de commerce

RELIGIONS

L'affaire du carmel d'Auschwitz

Les raisons du silence du pape

Après le spectaculaire évènement du week-end entre le cardinal Glemp et ses confrères archevêques de Cracovie, de Lyon, de Paris et de Bruxelles à propos de l'avenir du carmel d'Auschwitz, chacun attendant l'arbitrage du pape. La prolongation de son silence pourrait apparaître, en effet, comme une caution apportée au primat de Pologne, par une d'une remise en cause complète des accords internationaux sur le démantèlement des reliques, et ressembler à un dévouement des cardinaux Decourtray, Lustiger, Daneels et Macharski, qui ont négocié avec le communisme juif et signé ces accords.

Le pape n'avait toujours pas parlé, mardi matin 5 septembre, mais l'attitude de Radio-Vatican a montré clairement qu'il alignait les préférences romaines. La radio officielle du Saint-Siège a presque intégralement cité, lundi 4 septembre, le communiqué publié le veille par les cardinaux Decourtray, Lustiger et Daneels demandant le respect strict des accords de Genève (le Monde du 5 septembre), sans y ajouter toutefois de commentaires, alors qu'elle n'a pas évoqué le contenu de l'entretien du cardinal Glemp avec Le Monde.

Est-ce un signe suffisamment clair ? De toutes parts, Jean-Paul II est pressé de se prononcer plus explicitement. Dans France-Soir du 5 septembre, Elie Wiesel juge « constant » la silence de l'ancien archevêque de Cracovie (dont dépend Auschwitz). Les meilleurs exégètes de la pensée et de l'action du pape font valoir que Jean-Paul II n'a pas pour habitude de braver les Eglises locales (même s'il s'agit de son ancien diocèse), que jusqu'à présent dans cette affaire rien n'a pu se décider sans son aval et que son approbation des accords signés à Genève par les cardinaux Macharski, Lustiger, Decourtray

Quatre cent mille signatures

Alors que les milieux intellectuels catholiques, proches notamment de Solidarité, ont pris depuis longtemps fait et cause pour le transfert des reliques, la pétition lancée par les milieux nationalistes catholiques polonais et par le mouvement Pax prope des communistes, en vue de maintenir les camélias dans leur couvent actuel à Auschwitz, aurait déjà recueilli quatre cent mille signatures. Mgr Glemp n'avait jamais dénoncé les accords de Genève. Il avait toujours pris soin de renvoyer la responsabilité de la gestion de ce conflit à l'archevêque de Cracovie, Mgr Macharski.

Son revirement d'attitude aujourd'hui est expliqué à Paris, à Rome et en Pologne par des causes internes au pays. « C'est de plus en plus une affaire polono-polonaise », dit M. Théophile Klein, responsable de la délégation

juive à Genève, ce que confirme des intellectuels de Cracovie, pour qui le conflit est désormais ouvert entre un courant de Solidarité favorable au démantèlement des reliques et une certaine base populaire et nationaliste, indignée par l'offense qui serait faite à l'Eglise polonaise, sous la pression de milieux juifs internationaux.

Les adversaires de Solidarité cherchent-ils à exploiter cette affaire pour tenter de créer une faille entre l'Eglise et le mouvement syndical aujourd'hui au pouvoir ? Entre un clergé local souvent tout puissant dans l'histoire du pays, et une nouvelle élite de laïcs catholiques que les circonstances politiques viennent de placer à la tête du gouvernement ? C'est une hypothèse de plus en plus avancée à Paris, à Rome et par certains à Varsovie, où l'on comprend toutefois mal pourquoi le cardinal Glemp est tombé dans la piège. Si le pape a su affronter des situations autrement plus difficiles, sa prudence actuelle dans l'affaire d'Auschwitz s'explique mieux, si elle se justifie mal.

HENRI TINGO.

● Jean-Paul II en Asie du 6 au 18 octobre. — Le pape se rendra du 6 au 18 octobre dans quatre pays d'Asie, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Timor Oriental et l'île Maurice. Selon le programme de ce voyage publié le 3 septembre par le Vatican, le pape restera les 7 et 8 octobre à Séoul (où il s'était déjà rendu en 1984) pour assister au Congrès eucharistique mondial organisé par l'Eglise de Corée du Sud. Il se rendra le 9 à Jakarta, où les catholiques ne sont qu'une petite minorité en Indonésie, pays très majoritairement musulman. Le 12 octobre, il s'arrêtera à Dili, au Timor Oriental, puis à l'île Maurice avant de regagner Rome.

(Publicité)

Les cheveux en liberté

Place Vendôme. Le Centre international capillaire Ivari accueille depuis seize ans une clientèle exigeante pour qui un front dégarni, une calvitie précoce ne sont ni un atout ni un charme.

Véritable révolution dans la lutte contre la calvitie, la méthode brevetée de M. Ivari est simple et indolore, moderne et efficace. C'est pourquoi elle est aujourd'hui mondialement reconnue.

La méthode mise au point et sans cesse améliorée depuis seize ans par M. Ivari est totalement indolore, sans aucun danger. Contrairement à une intervention chirurgicale, toujours un peu traumatisante, elle ne nécessite aucune anesthésie.

En outre, comme le soulignent tous ceux qui l'ont expérimentée avec succès, elle prend parfaitement en compte la personnalité de chacun.

Chaque patient est un cas particulier, explique M. Ivari, nous devons donc prendre en compte son âge, son style, sa physiologie pour avoir une réelle approche esthétique.

Pour ce faire, un prélèvement d'échantillon capillaire, une analyse microscopique rigoureuse de la structure du cheveu, de sa couleur et de son épaisseur, permettent de sélectionner des cheveux 100 % naturels et parfaitement identiques à ceux de l'intéressé.

Dix heures seulement...

Puis il est procédé à une répartition de cheveux. Le patient assiste en direct à la reconstruction de sa chevelure pendant cette intervention qui dure une dizaine d'heures. Dix heures de travail patient et minutieux, durant lesquelles la chevelure est reconstituée, cheveu par cheveu, avec une grande méticulosité. Réalité et naturel sont véritablement retrouvés avec la participation de l'intéressé. Car le Centre Ivari se fait également le visage, dont le patient serait le stylist.

Accomplir les gestes les plus simples, les plus banals, les plus quotidiens. Passer sa main dans ses cheveux, les caresser, les brosser mais aussi les traiter comme l'on désire, les tenir dans son humeur, sans crainte, appréhension ni retenue.

Les femmes sont tout autant concernées que les hommes. Finit les cheveux claqués qui obligent à de fréquents lavages. Finit les perruques et pochettes en tous genres.

Quelques cheveux, quelques mèches ajoutés avec précision pour retrouver sa coquetterie, bien sûr, mais surtout son assurance et sa personnalité.

Ces cheveux sont devenus les vôtres.

Pouvoir aussi poursuivre une activité sociale, professionnelle, sportive ; celle que l'on a choisie ou qui, parfois, est imposée.

Dès lors, il n'est pas étonnant que des personnalités du show-biz, de la télévision, de la politique même, viennent du monde entier, place Vendôme, au Centre international Ivari pour retrouver leurs cheveux en liberté.

IVARI

Centre International Capillaire

26, place Vendôme - 75001 PARIS
Tél. : 42-86-82-00 ou 42-86-82-01

A « L'heure de vérité »

M. Jospin estime que la rentrée scolaire devrait se dérouler dans de bonnes conditions

Invité à s'exprimer lundi 4 septembre au cours de l'émission « L'heure de vérité », sur A2, M. Lionel Jospin a déclaré que la rentrée scolaire 1989 devrait se dérouler dans de meilleures conditions que les précédentes. Le ministre de l'éducation nationale, qui a décrit le dispositif humain et financier mis en place pour accueillir les élèves, dès le 5 septembre, n'a toutefois pas caché qu'il subsistait sans doute des difficultés. Le problème des effectifs, notamment, semble loin d'être résolu. « Je pense qu'au-delà de trente-cinq élèves on est réellement dans des classes surchargées », a reconnu M. Jospin, encore qu'il faille établir des différences. Le ministre a souligné qu'il lui semblait difficile d'enseigner dans des conditions honorables à des classes surpeuplées, avant d'affirmer que le budget 1990 permettrait des créations de postes plus importantes que les années précédentes. Il a indiqué qu'il n'y aurait pas de classes de lycée de plus de trente-cinq élèves après 1993.

M. Jospin a aussi insisté sur les problèmes d'orientation, en soulignant qu'il cherchait à mobiliser les personnels éducatifs autour de ce problème. « Les recteurs ont travaillé [...] pour essayer d'ajuster les flux de lycéens et les possibilités d'accueil dans l'enseignement supérieur », a-t-il expliqué, en ajoutant toutefois que le nombre des lycées professionnels lui semblait encore insuffisant. Interrogé sur une éventuelle réforme de l'orthographe, M. Jospin a considéré que le débat engagé était « le lieu de tous les extrémismes » et a souhaité « une approche plus raisonnable ».

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) a réagi de façon mesurée aux propos du ministre de l'éducation nationale. « Beaucoup de problèmes soulevés sont de nature à être résolus », observe le SNES. « Il est bien de les reconnaître, mais encore faut-il les résoudre. Or le décalage est grand entre les intentions et les actes concrets. » Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) considère que « les propositions ne sont pas de nature à nous rassurer. [...] Nous attendons du coherer, ne serait-ce qu'une annonce de programmation à moyen terme ». Les responsables de la Fédération des conseils des parents d'élèves (FCPE) ont estimé, au cours d'une séance de presse, lundi 4 septembre, que des efforts substantiels ont été consentis, mais ils sont encore insuffisants. La FCPE n'exclut pas d'organiser en septembre une action nationale de

protestation si la situation ne s'améliore pas.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) estimait vendredi 1^{er} septembre que M. Jospin avait fait « un point honnête de la situation » au cours de sa conférence de presse de rentrée, réunie le même jour, mais craignait que les « constats lucides » ne soient pas suivis des « corrections nécessaires ».

« Les moyens, estime-t-on à la FEN, malgré des efforts importants, demeurent chichement mesurés. Enfin, les deux principaux syndicats de directeurs d'écoles privées, le SPELC et le SYNADÉC, ont lancé un commun appel à une grève administrative

pour « attirer l'attention des pouvoirs publics sur la différence de situation entre public et privé ».

Les Français paraissent porter un jugement plutôt positif sur l'année scolaire, comme le montre le sondage réalisé en juillet par IPSOS pour le compte du ministère de l'éducation nationale et rendu public lundi 4 septembre. 68 % d'entre eux pensent que l'année 1988-1989 s'est bien passée, et 33 % que la rentrée 1989 sera plus facile que la précédente. En revanche, 36 % des personnes interrogées affirment que certaines dégradations se sont produites, notamment en ce qui concerne les effectifs, les moyens et les rapports entre élèves et enseignants.

Le recrutement des enseignants

Un jury trop sévère

« Tous les postes n'ont pas été pourvus, je le regrette », a déclaré M. Lionel Jospin, le 4 septembre, à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à propos des résultats aux concours de recrutement de professeurs (CAPES et agrégation). Le constat n'est pas nouveau. Depuis plusieurs années, dans les disciplines déficitaires, comme les mathématiques et la physique, le nombre de candidats de bon niveau est insuffisant pour pourvoir tous les postes créés. En 1989, la forte augmentation du nombre de postes (8 471 contre 6 050 en 1988) a favorisé un afflux de candidatures (+10,5 % à l'agrégation, +33,6 % au CAPES externe), mais n'a pas permis de faire disparaître le décalage entre l'offre de postes et le nombre de candidats : 2 500 postes sont restés vacants ; 708 candidats ont été admis en lettres modernes pour 1 060 postes ; 1 111 pour 1 343 postes en mathématiques par exemple (1).

Au-delà de ce phénomène général qui illustre cruellement la dévalorisation du métier de professeur, le ministre de l'éducation nationale a fait, à Antenne 2, un sort particulier aux résultats du CAPES d'espagnol dont le jury, a-t-il déclaré, a été « excessivement sélectiviste ». Dans cette discipline, en effet, 488 postes étaient offerts, 750 candidats ont été déclarés admissibles à l'oral, mais seulement 245 ont été définitivement admis. Pour M. Basterra, qui pré-

sident cette année le jury de ce CAPES, « le jury a considéré majoritairement qu'il n'était pas possible de descendre, pour l'admission en dessous d'une moyenne de 6,35 points sur 20, ce qui est déjà très faible ». « Au-delà, ajoute-t-il, c'est le principe même du concours qui n'aurait plus de sens. »

Le ministre ne conteste pas la décision du jury, dont il rappelle avec netteté qu'il est souverain. « C'est une règle de l'éducation nationale, c'est une règle de la démocratie. » Mais il a souligné une contradiction autrement délicate : « Je n'arrive pas à croire que, en France, des centaines de jeunes passés dans nos universités n'aient pas le niveau minimum en espagnol pour enseigner à nos élèves dans les lycées. Ou alors je me dis que, peut-être, un certain nombre de ceux qui présidaient ces jurys et qui avaient la responsabilité de l'espagnol en France depuis dix ans ne les ont peut-être pas formés aussi bien qu'ils auraient dû. »

En mathématiques, les candidats ont été reçus cette année au CAPES avec 6,5 sur 20.

(1) A partir de cette rentrée, et compte tenu de la revalorisation, le salaire de début de carrière d'un professeur certifié est de 6 800 F (inchangé), puis 7 360 F après trois ans (+ 560 F) et 7 800 F au bout d'un an (+ 440 F). Un professeur agrégé touche 7 400 F, puis 8 140 F après trois ans et 8 900 F au bout d'un an (+ 840 F).

Un congrès européen à Barcelone

Que faire des surdoués ?

Les surdoués sont bien à plaindre... Ces enfants à l'intellect éclatant attirent la compassion de ceux qui considèrent leurs capacités comme autant de chef-d'œuvres en péril. L'asso-

ciation Eurotalents, qui regroupe treize organisations européennes de défense de la précocité, vient de tenir un congrès à Barcelone sur les problèmes rencontrés par ces enfants.

BARCELONE
de notre envoyée spéciale

« L'enfant précoce est le prisonnier de sa date de naissance lorsqu'il est inséré dans un système éducatif qui ne range automatiquement dans une classe donnée selon son critère », explique M. Jean-Charles Terrassier, psychologue à Nice. Il serait tout aussi absurde de demander sa date de naissance à un enfant quand il achète des chaussures. »

A la suite des Américains qui s'intéressent depuis longtemps à l'intelligence, ceux qui s'inquiètent aujourd'hui des effets d'une éducation indifférenciée sur les enfants et adolescents précoces. « La réforme du système éducatif portugais de 1986 souligne le droit à la différence », déclare M. Luis Nazareth, président de l'association portugaise pour les enfants surdoués. L'article 5 de cette loi indique qu'il faut procéder au dépistage des déficiences et des précocités. Les solutions envisagées sont cependant variées.

Pour certains, l'éducation idéale n'est pas celle d'un système scolaire. « Il convient d'être très attentif à tous les enfants pour déceler la précocité, mais il ne faut pas séparer les surdoués des autres : de la confrontation surgit l'étincelle », souligne M^{me} Marta Mata, directrice du département de l'enseignement à la mairie de Barcelone. De son côté, M. André Inzira, professeur de psychologie à l'université de Tours, estime que la constitution de groupes homogènes n'est pas souhaitable. « Il serait préférable, affirme-t-il, que les maîtres organisent des classes-ateliers au sein desquelles les élèves apprennent à découvrir un savoir par équipes de force équivalente. » Cette solution a le mérite de l'unité. Pourquoi accorder a-

jeunes surdoués un traitement distinct, alors que l'échec scolaire guette aussi nombre d'enfants d'intelligence ordinaire ?

L'expérience de Nice

D'autres, en revanche, préconisent une éducation séparée et, parfois même, des loisirs spécifiques. Ainsi, le ministère de l'éducation nationale a autorisé l'ouverture, à la rentrée 1987, d'une classe-pilote dans une école élémentaire publique du quartier Las Planas à Nice. Un premier groupe d'une vingtaine d'élèves y a franchi, en deux ans, les quatre années séparant la « grande section » de maternelle de la fin du cours élémentaire. « Ces enfants réguleront énormément d'attention et ont besoin d'être stimulés pour ne pas céder à l'illusion de la facilité », observe M^{me} Michèle Brignone, l'institutrice qui les a pris en charge. Je pense que le passage dans cette classe diminuera beaucoup leurs risques d'échec scolaire. »

Parvenus au seuil de l'actuel cours moyen avec deux ou trois ans d'avance, ces jeunes pourraient-ils s'intégrer sans difficulté dans un cursus normal ? « En dix ans, j'ai vu plusieurs enfants de huit ans et demi ou même de huit ans entrer en sixième, et cela n'a jamais posé de problème », affirme M. André Grossette, inspecteur d'académie au rectorat de Nice. Des mesures spécifiques ont toutefois été prévues pour les jeunes précoces de Las Planas, qui pourront intégrer une classe spéciale dans un collège de taille moyenne, dont le choix n'a pas encore été fait. Ils y suivront un enseignement différencié dans certaines matières et seront mélangés aux autres, en fonction de leurs aptitudes particulières, dans les disciplines restantes.

« Cette expérience, souligne Grossette, doit faire compren-

dre, pour l'ensemble des enfants, que les anciennes divisions ne correspondent plus à une pédagogie moderne. Il faut parvenir à une pédagogie différenciée qui adapte les rythmes d'acquisition aux rythmes d'évolution. » M. Grossette ajoute que la classe-pilote semble avoir été bénéfique aux enfants, et notamment aux plus perturbés. « Certains auraient certainement fini par atterrir dans une classe de perfectionnement », explique-t-il, il s'agit d'une véritable opération de sauvetage. »

Si les solutions envisagées sont diverses, l'état d'esprit des adultes qui s'intéressent au problème ne l'est pas moins. Certains insistent sur la nécessité d'éviter la souffrance d'un enfant mal adapté et de veiller à l'égalité des chances. La précocité d'un jeune d'origine modeste risque plus que les autres de passer inaperçue. Ce désir de justice sociale cohabite toutefois avec des positions plus ambiguës et souvent fort élitistes. Certains parlent des enfants précoces en termes de « investissement » national, et M. Nazareth affirme que, pour un pays fragile économiquement comme le Portugal, la matière grise a une importance énorme.

Plus radicale, l'association espagnole Credetia d'aide au développement de la créativité et du talent réclame une « aide institutionnelle au monde de la supériorité intellectuelle ». Elle plaide pour « de vastes campagnes d'identification des individus » et des recherches poussées sur l'évolution psychique et physique des surdoués. Ce culte des élites va même, pour certains, jusqu'à un rejet de la démocratie considérée comme « niveleuse », broyeuse de talents. La défense des enfants doués devient alors le prétexte de ceux qui cherchent à promouvoir la domination d'un petit nombre d'élus. »

RAPHAËLE RÉNOLLE.

Société

JUSTICE

Au tribunal de Versailles Un lundi de correctionnelle

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles a, lundi 4 septembre, traité deux affaires au menu de son après-midi. Une vacation ordinaire, la justice est encore en vacances. On attendait Samira, l'une des accusatrices du commissaire Jobic. Elle fut écopée par les autres, les prévenus de tous les jours, ceux qui ressemblent à tout le monde et qu'ils sortent du palais de justice.

La chambre a pris d'entrée une demi-heure de retard qu'elle n'a jamais rattrapée. Albert Oliveira et Franck Pinart l'attendaient sagement, dans leurs vestes soignées. Pinart, vingt-deux ans, micro-délinquant, a un nez de boxeur. Oliveira, trente-trois ans, magasinier, n'a jamais pris la nationalité française bien qu'il ne connaisse personne en Espagne. Ils ont eu en avril dernier une « période trouble » qui s'est caractérisée par douze vols à l'arraché en dix jours, sans compter les voitures.

Les deux hommes s'en souviennent à peine à cause de la drogue, mais comme ils n'allaient pas chercher plus loin que Bourg-la-Reine ou Cachan l'épave a pu être reconstituée. Pinart demandait l'heure à la victime de la part d'Oliveira et, sans attendre la réponse, volait son sac à main. Parfois, il demandait son chemin ou, les jours d'inspiration, lui signalait un pneu crevé. Tous deux étaient héroïmanes, ils sont séropositifs, mais le tribunal n'a pas eu le temps de prendre des nouvelles de leur santé. Il a condamné Pinart à dix-huit mois d'emprisonnement et Oliveira à trois ans, assortis de trois ans d'interdiction de séjour.

Bertrand Digue, prothésiste dentaire, était jugé pour refus d'obéissance. Victime d'une offensive du 50^e régiment de chars de combat au matin du 3 août, contre sa barbe et ses cheveux châtains, le jeune homme avait contre-attaqué en refusant de porter l'uniforme. Et, étant sain de corps et d'esprit,

il avait estimé ne pas avoir sa place dans l'armée. Après quinze jours de réflexion à la prison de Bois-d'Arroy, il a accepté de rejoindre son unité mais on l'a dirigé vers l'hôpital. Une procédure de réforme est en cours. La justice l'a condamné à six mois de prison dont cinq avec sursis.

« Compliments »

Le tribunal était toujours à la poursuite de son retard. Il a expédié deux automobilistes honnêtes poursuivis pour incapacité à marcher en ligne droite les yeux fermés et refus d'intégrer la « géométrie du dégrèvement » du commissariat. Le président a ensuite sermonné Marie-Claude, trente-trois ans, employée à l'état civil, qui complaisait en sandalettes pour vol de chaussures dans un supermarché (deux mois avec sursis et 2 000 francs d'amende). La jeune femme était allée avec sa fille de onze ans « échanger » leurs quatre chaussures contre deux paires de nouvelles. « Si les parents se mettent à inculquer la délinquance aux enfants, où allons-nous ? », s'est interrogé le président Brouwers.

Un exhibitionniste de trente ans, poils vert bouteille et petit sac à dos assorti, a également été taxé par la justice. On l'aurait employé dans un service marketing, il outregeait la pudeur versaillaise dans sa voiture. La justice affligée l'a condamné à trois mois avec sursis et obligation de consulter « un médecin compétent » pendant trois ans.

Il restait encore le cou de tau-reau de Sylvain Deprun, quarante ans. Une camionnette l'avait serré de près alors qu'il venait chercher sa femme, aide-soignante à l'hôpital de Versailles, ce qui lui avait « déplaqué ». Après une course-poursuite dans l'enceinte même de l'hôpital, l'adversaire n'avait eu que le temps de se réfugier aux urgences. Le bon M. Deprun s'était ensuite vengé sur le porte-feuille

de la victime dont les papiers avaient fini dans un égout de passage. « Compliments », a jeté le président. Sa condamnation à quatre mois avec sursis et trois ans de suspension de permis de conduire ne lui a pas plus avancé : Deprun a claqué le porte du tribunal mais il n'a pas été poursuivi.

Et enfin Daniel Aegae, dix-neuf ans, qui porte avec candeur le nom de sa mère sans se souvenir, pour l'avoir peu connu, de celui de son père. Arrêté la veille, deux mois et demi après sa dernière sortie de prison. Daniel est un gamin de Paris sans souci, pourvu de larges épaules et de beaux yeux clairs. Il aime les Alfa Romeo et ne voit rien de mal à cela.

Daniel possède une Alfa mais il avait besoin de pièces de rechange. L'expédition a consisté à emprunter une voiture du même modèle, à se servir, et à rapporter ce qui restait du véhicule au commissariat le plus proche. La jeune homme a amusé jusqu'aux policiers avec le récit de ses aventures mais n'a pas enjôlé la victime, qui était venue avec tout un cartable de dossiers d'expertises. Il lui a pourtant proposé de remettre la voiture en état, et on peut lui faire confiance, a souligné l'avocate, il a un CAP de mécanicien. « Vous accepteriez cela, vous ? » La présidente était ahuri. « Et bien, oui », a répondu l'avocate, rougissante. Daniel a été condamné à quatre mois ferme et 40 000 francs pour les réparations chez un bon garagiste.

Mine d'enfant floué

On en oubliait qu'on était venu pour Lahouaria Nacel, l'ex-Samira du procès Jobic, l'une des trois prostituées dont le témoignage avait conduit le commissaire devant le tribunal correctionnel de Nanterre au printemps dernier pour proxénétisme aggravé. De nationalité algérienne, elle comparaitait pour séjour irrégulier en France. Elle n'a rien dit, elle ne dira plus

rien. Pauvre Lahouaria. Avant l'affaire Jobic, elle n'avait pas de carte de séjour, ayant été frappée de trois mesures d'expulsion entre 1986 et 1988. Au procès, elle avait témoigné sous autorisation provisoire de séjour. Le commissaire a obtenu une relaxe. Elle n'a toujours pas de carte de séjour. A peine un mois après l'expiration de son titre de séjour provisoire, des policiers de la sûreté urbaine de Versailles l'ont interpellée le 9 août, appelée, affirmant-ils, par des riverains dérangés par du « tapage nocturne ». Il était 5 h 45 du matin. Elle se trouvait dans une voiture avec un homme.

Lahouaria n'exerce plus à la chaîne rue de Budapest. Elle a entamé ce que son avocat appelle une « réinsertion » comme « hôtesse de bars » à Versailles. « Qu'est-ce que c'est que cette profession ? », s'est renseigné le président. Vingt-sept ans, sweat-shirt violet, mine d'enfant floué, Lahouaria a dû ouvrir la bouche : « On est dans une salle, on sert les gens qui veulent boire. » Une coupe de champagne au bar, la bouteille dans un petit salon, rien n'interdit aux clients d'attendre les hôtesse à la sortie du travail.

Par-dessus la vitre, le greffier lui a passé un mouchoir en papier et Lahouaria Nacel s'est essuyé les yeux, baillottée déjà par une vie qui la dépasse, et toujours sans carte de séjour. Son avocat William Bourdon a produit une lettre du ministre de l'intérieur : l'administration est prête à régulariser la situation de la jeune femme pour autant que son oncle et son travail soient réguliers. Le tribunal a estimé que le délit était constitué, mais a prononcé l'ajournement de la peine à l'audience du 6 novembre prochain et l'a remise en liberté. Et Lahouaria Nacel a été finalement la seule accusée de ce lundi de correctionnelle à remercier la justice.

CORINE LESNES.

FAITS DIVERS

Dans le Gard

Les deux pilotes d'un Fokker sont tués en combattant le feu

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Un avion bombardier d'eau Fokker-27 de la Sécurité civile s'est écrasé, lundi 4 septembre, en fin d'après-midi, au cours d'une opération de largage sur le feu de pinède de La Grand-Combe, près d'Alès (Gard). Les deux membres d'équipage : le pilote, Maurice Nogier, trente-huit ans, et le copilote, Raleb Boulton, quarante-sept ans, de nationalité canadienne, ont été tués. Quatre sapeurs-pompiers ont été légèrement blessés par des débris de l'appareil qui s'est désintégré en touchant le sol.

Une commission technique d'enquête sera chargée d'établir les causes exactes de l'accident, qui a pu être provoqué soit par une turbulence qui aurait déséquilibré l'appareil, soit par la défaillance d'un moteur, soit encore, comme on en émettait l'hypothèse au CIRCOSC (Centre inter-régional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile), par une sortie dysymétrique des volets d'intrados. Cette dernière panne, très rare, rend l'appareil incontrôlable (1).

Le Fokker-27 avait décollé du « pélicandrome » d'Anhem, peu après 17 heures, pour aller combattre un feu qui s'était déclaré dans une vallée encaissée, à Laval-Pradel, aux confins nord du département du Gard. Au moment de l'accident, le kérosène contenu dans les réservoirs a réactivé l'incendie. Des moyens terrestres supplémentaires ont dû être envoyés en renfort pour permettre aux sapeurs-pompiers de rejoindre l'appareil, qui est resté longtemps au milieu des flammes. Cinq avions bombardiers d'eau et trois hélicoptères, dont deux médicalisés, ont également été envoyés sur la zone de l'accident.

L'avion était l'un des deux Fokker-27 loués à la société canadienne Canair Aviation Ltd et exploités par la Sécurité civile.

depuis la saison dernière en vue de remplacer les deux DC6 de la base de Marignane.

Ce bimoteur propulseur, un ancien avion de transport de fabrication néerlandaise, transformé en bombardier d'eau, a une capacité de 6 300 litres. Il est généralement utilisé pour poser des barrières de produit retardant. Aux termes du contrat de location, la présence d'un second pilote était exigée pour satisfaire à la législation canadienne de l'aviation civile.

Quatorze morts depuis le début de l'année

L'accident de la Grand-Combe est le quatorzième enregistré depuis le début de l'année, par la Sécurité civile. Le 18 juin, le pilote d'un Tracker avait été tué dans le crash de son appareil alors qu'il effectuait une mission de reconnaissance dans la région de Saint-Martin-Véran, au nord du département des Alpes-Maritimes. Le 17 juillet, un hélicoptère s'était écrasé au moment de l'atterrissage, à Gémenos (Bouches-du-Rhône), provoquant la mort d'un mécanicien navigant. Enfin, il y a une semaine, un autre accident d'hélicoptère s'était produit à Seigne, dans la haute vallée de la Roya (Alpes-Maritimes). L'appareil, à bord duquel se trouvaient cinq personnes, avait été entièrement détruit, mais, par miracle, il n'y avait pas eu de victime.

An total, quatorze personnes sont mortes, depuis le début de l'année, en luttant contre les incendies dans le Sud-Est.

GUY PORTE.

A Bièvres

M. Joxe a rendu hommage aux deux policiers du RAID tués

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, accompagné de M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a rendu hommage, lundi 4 septembre à Bièvres (Essonne), aux deux policiers du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion) tués jeudi 31 août à Ris-Orangis par un forcené qu'il tentait de maîtriser (le Monde du 2 septembre). Ces deux policiers, l'inspecteur divisionnaire Christian Caron, quarante ans, et le sous-brigadier Fernand Seithier, trente et un ans, ont été par décret publiés au Journal officiel du mardi 5 septembre, cités à l'ordre de la nation comme « policiers dynamiques, courageux et d'un dévouement exemplaire, victimes du devoir dans l'accomplissement de la mission qui leur avait été confiée ».

Lors de la cérémonie organisée, lundi, dans la cour d'honneur du RAID, devant les familles des policiers tués et en présence de centaines de leurs collègues d'Ile-de-France ainsi que d'une délégation de la gendarmerie nationale, M. Pierre Joxe, il a rendu hommage « à l'ensemble de la police nationale », qui fait son métier « chaque jour avec conscience, avec compétence, avec discrétion ».

C'est le maire du Petit-Quevilly, M. François Zimeray (PS) qui a tenu à révéler personnellement cette affaire lundi 4 septembre. « Il faut faire crever l'abcès rapidement », a-t-il déclaré. Cette affaire survient après la chute en mars dernier de la municipalité communiste en place depuis la Libération, et des voix s'élevaient déjà pour reprocher à

ROUEN

de notre correspondant

Près de la moitié de l'effectif de la police municipale de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), commune de la banlieue de Rouen, est incarcérée à la maison d'arrêt de Rouen depuis le samedi 2 septembre. Cinq de ses membres ont été inculpés de vols avec effraction et placés sous mandat de dépôt.

Depuis 1988, ils profitaient de leurs rondes nocturnes pour piller des entreprises ou des stocks de marchandises entreposées sur les quais du port autonome de Rouen. Le produit des vols, portant notamment sur du matériel hi-fi ou électroménager, avait atteint plusieurs dizaines de milliers de francs.

C'est le maire du Petit-Quevilly, M. François Zimeray (PS) qui a tenu à révéler personnellement cette affaire lundi 4 septembre. « Il faut faire crever l'abcès rapidement », a-t-il déclaré. Cette affaire survient après la chute en mars dernier de la municipalité communiste en place depuis la Libération, et des voix s'élevaient déjà pour reprocher à

Inculpés de vols avec effraction

Cinq membres de la police municipale du Petit-Quevilly ont été incarcérés à Rouen

l'ancien maire, M. Robert Pages, sénateur, une certaine légèreté dans le recrutement des gardes municipaux.

Au moment où M. Zimeray annonçait son intention à la presse de « s'occuper personnellement de la police municipale », le secrétaire général de la ville, M. Pierre Farpe, en place sous l'ancienne municipalité, avait déjà présenté sa démission, acceptée par le maire. Un peu plus tard, on apprendrait que M. Zimeray, informé depuis longtemps des activités délictueuses des cinq policiers, avait déjà mis le secrétaire général en demeure d'agir pour assainir la situation.

M. Zimeray analyse cette bavure comme le dérapage d'une mission

mal définie : « La police municipale, émanation des gardes champêtres, a pour charge de surveiller les bâtiments municipaux dans une ville à forte densité urbaine », explique-t-il. « Petit à petit, les gardes ont pris l'habitude de faire des rondes la nuit, sans contrôle. »

Pressentant les difficultés, il avait recruté six nouveaux gardes municipaux après son élection. « Je ne mets pas en cause le principe de la police municipale, je veux lui donner d'autres missions que la surveillance nocturne comme un ilotage proche de la population », a conclu M. Zimeray.

ETIENNE BANZET.

Dans les Vosges

Une jeune autiste disparue depuis près d'une semaine est retrouvée saine et sauve

BELFORT
de notre correspondant

Sylvie Bousset, treize ans, disparue dans le massif vosgien du Ballon d'Alsace depuis le 28 août, a été retrouvée, lundi 4 septembre à 13 heures, saine et sauve. Autiste, la fillette avait échappé, au cours d'une promenade, à la vigilance des infirmières d'un centre psychopédagogique qui en avaient la charge. Plus de mille sauveteurs de la Haute-Saône et du territoire de Belfort (pompiers, militaires, secouristes) avaient été mobilisés pour les recherches. Mais celles-ci avaient

été abandonnées le 1^{er} septembre dans la soirée.

Au cours du week-end suivant, milliers de habitants de Belfort, le village de la famille Bousset, avaient pris le relais, maire et curé en tête. Leur obstination a été récompensée, puisque deux d'entre eux, en compagnie d'un spécialiste de la montagne, ont retrouvé Sylvie, prostrée, à 800 mètres du refuge d'où elle avait disparu, dans un endroit très escarpé situé à 1 000 mètres d'altitude.

D'après les médecins, elle a survécu en se nourrissant de fruits et en buvant de l'eau de source. Sa pathologie explique qu'elle ait constamment fui les sauveteurs en se cachant.

A Belfort, l'abandon des recherches par les pompiers et les militaires avait été très mal accueilli. « On ne laisse pas une bête blessée, on ne laisse pas une âme humaine dans la montagne », a déclaré, lundi, l'une des personnes qui ont contribué à retrouver Sylvie.

De son côté, le maire de Belfort s'était insurgé contre cette décision dans une lettre ouverte à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense et maire de Belfort, et il avait refusé de procéder à la désignation des grands électeurs en vue des élections sénatoriales.

FRANÇOIS ZIMMER.

Dans la Somme

Quatre pensionnaires d'une maison de retraite tués dans un incendie

Quatre personnes âgées dont les identités n'ont pas encore été communiquées ont trouvé la mort, mardi matin 5 septembre, dans l'incendie d'une maison de retraite de Calx près de Rosières-sur-Santerre (Somme). L'incendie s'est déclaré vers 2 h 30 du matin et a pu être circonscrit une heure plus tard par les services de secours du département. Tandis que les services de gendarmerie ouvraient une enquête pour établir les causes de ce sinistre, les autres pensionnaires de l'établissement ont été évacués et hébergés dans un bâtiment annexe de la maison de retraite.

Au ministère de l'intérieur

M^{me} Claude Baraf nommée conseiller pour la communication

M^{me} Claude Baraf, attachée de presse de M. Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication, vient de rejoindre le cabinet de M. Pierre Joxe. Nommée, le 1^{er} septembre, conseillère du ministre de l'intérieur pour la presse et la communication, M^{me} Baraf aura sous sa responsabilité l'ensemble de ce secteur. De 1982 à 1984, M^{me} Baraf avait déjà été attachée de presse du ministre de l'intérieur, à l'époque Gaston Defferre.

M^{me} Baraf sera entourée de deux collaborateurs : M. Jean-Marc Ancian, conseiller technique, plus particulièrement chargé de l'information en matière de police, et M. Romario Sulger-Buel, chargé de mission, qui est en charge de l'audiovisuel et de la communication interne. Journaliste depuis 1969 (successivement à l'ORTF, à France-Soir, à

Quest-France et au Matin), M. Ancian, âgé de trente-neuf ans, avait rejoint le cabinet de M. Joxe fin 1988. Agé de trente-six ans, M. Sulger-Buel fut notamment chargé de mission à FR 3.

[Née le 23 juillet 1951, titulaire d'une maîtrise de lettres, M^{me} Claude Baraf a collaboré de 1979 à 1981 au Monde de l'éducation, avant d'être attachée de presse de M. Roger Garraud alors qu'il était candidat à la candidature à l'élection présidentielle de 1981. Devenue attachée de presse de Gaston Defferre au ministère de l'intérieur en juin 1982, elle le suivit en 1984 au ministère du Plan. Nommée responsable de la communication du Carrefour international de la communication en 1985, elle était depuis 1986 chargée de mission à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette lorsqu'elle fut nommée, en avril 1988, attachée de presse de M^{me} Catherine Tasca.]

"43 % des Français déclarent avoir peur de la Science."

Parlons-en !

Les enjeux de la Culture scientifique et technique. Un lieu de rencontres avec des entreprises, des I.U.T., etc... une animation permanente, des débats :
• La formation initiale et continue prennent-elles suffisamment en compte les enjeux de la Culture Scientifique et Technique ?
• La télévision participe-t-elle au développement de la Culture Scientifique et Technique ?



FORUM DE LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE & TECHNIQUE

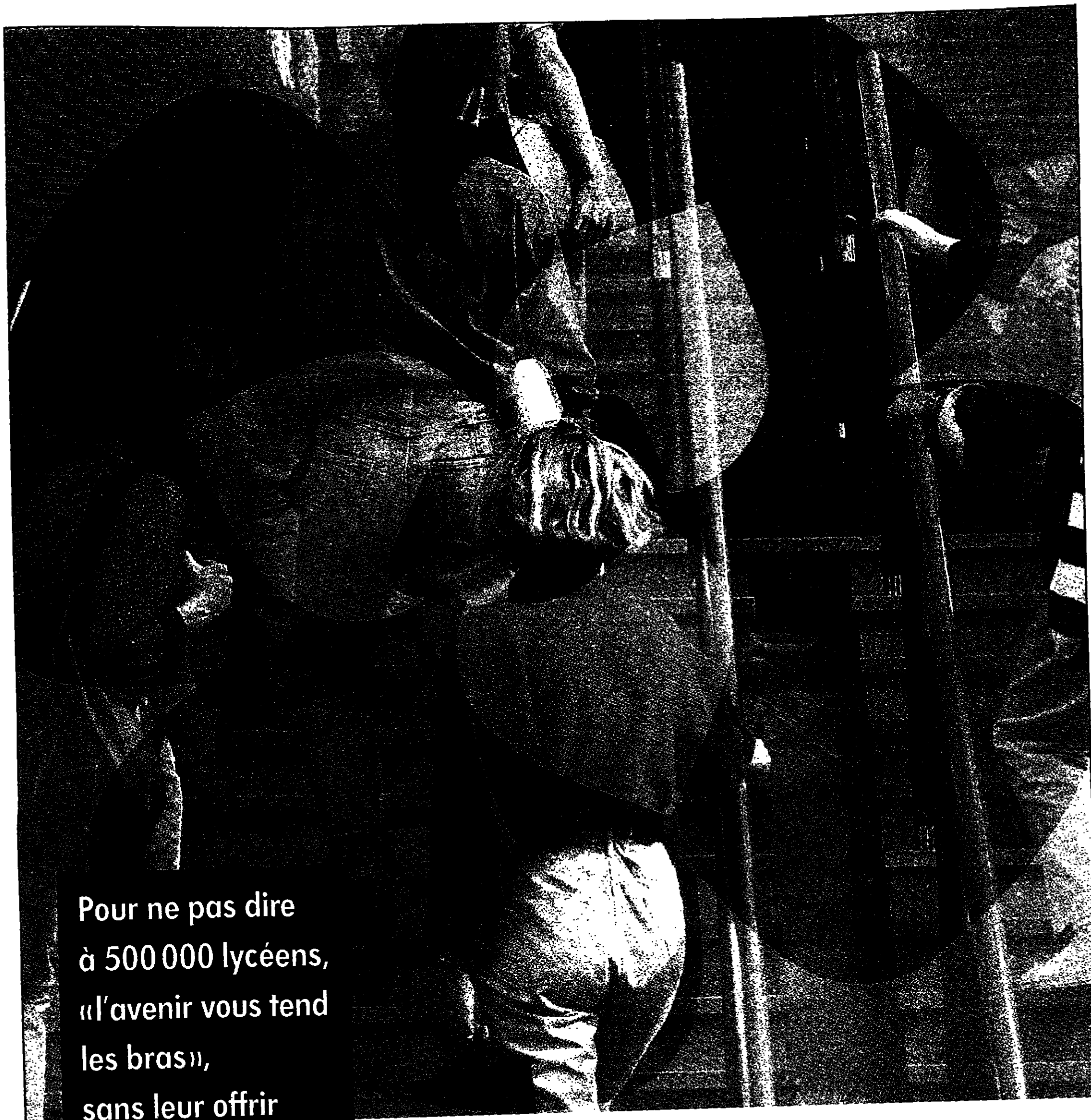
du 18 au 22 octobre 1989
• FONTENAY-SOUS-BOIS - ESPACE JACQUES BREL -
Contact : (01) 91.92.00.79
Eliane BELTRAN - Gerhard K. JACQUET



L'ÉVÈNEMENT : DES SPÉCIALISTES AU CONTACT DU GRAND PUBLIC.

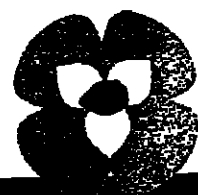
ne ne pas dire
500 000 lycéens.
l'avenir vous tend
les bras,
sans leur offrir
ou moins un siège.
nous investissons
1 milliard de francs
pour la rentrée
scolaire 1989

صلى الله عليه وسلم



Pour ne pas dire
à 500 000 lycéens,
«l'avenir vous tend
les bras»,
sans leur offrir
au moins un siège,
nous investissons
1 milliard de francs
pour la rentrée
scolaire 1989

Parce que l'avenir de la Région passe par
la formation des jeunes, le Conseil Régio-
nal d'Ile de France investit 1 milliard de
francs pour la rentrée scolaire 1989 et crée
18 500 places nouvelles en lycées.
Ainsi, près de 500 000 lycéens pourront
acquérir ce qu'il y a de plus précieux: le
savoir.



CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
NOUS FAISONS PLUS POUR VOUS CHAQUE JOUR

Société

MÉDECINE

L'épidémie de sida touche davantage les Antilles et la Guyane que la métropole

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Les Antilles et la Guyane sont les territoires français les plus gravement touchés par l'épidémie de sida. Près de 5 % des malades recensés résident en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique alors que ces trois départements représentent à peine 1,35 % de la population nationale.

Au 31 mars dernier on comptait 349 cas (245 hommes et 104 femmes) dans ces trois départements. Pour la Guyane, la présence d'une importante collectivité haïtienne immigrée semble jouer un rôle déterminant dans la diffusion de l'épidémie. Parmi les 137 cas recensés dans ce département, 88 concernent des malades d'origine haïtienne et sur l'ensemble des trois départements on compte 145 malades haïtiens.

Le mode de transmission de la maladie aux Antilles et en Guyane est différent de celui observé en métropole. Dans ces trois départements les homosexuels et les bi-sexuels ne représentent que 29 % du total. Selon les spécialistes cette forte proportion de sida chez les hétérosexuels ainsi que chez les enfants préfigure ce que devrait être l'évolution de l'épidémie dans les pays industrialisés.

Les femmes atteintes sont relativement peu nombreuses en Martinique (21 femmes et 58 hommes) et en Guadeloupe (32

femmes et 101 hommes). La proportion entre les femmes et les hommes est nettement plus élevée en Guyane : 50 femmes et 87 hommes. Les enfants malades du sida sont en proportion nettement plus nombreux aux Antilles-Guyane qu'en métropole. 7,6 % des cas contre 2,8 % en France.

● Vingt-neuf cas en Algérie. — Selon un bilan publié par le Comité médical algérien chargé de la lutte contre le sida, 29 cas ont été enregistrés depuis 1986 causant la mort de 21 personnes. Le Comité médical a désormais décidé de publier un bilan semestriel sur l'évolution du sida en Algérie. Six cas de séropositivité avaient été répertoriés en 1985, sept l'année suivante, 23 cas en 1987, 58 en 1988 et, enfin, 52 au cours du premier semestre 1989. — (AFP.)

● Dépistage systématique dans l'armée thaïlandaise. — Les officiers de l'armée thaïlandaise vont être soumis dès le mois prochain à des tests de dépistage de la contamination par le virus du sida. Cette mesure, annoncée mercredi 30 août à Bangkok, fait suite à plusieurs cas de sida parmi des militaires thaïlandais. Selon un récent bilan, 241 militaires seraient infectés par le virus. Début août, les autorités médicales de l'armée avaient annoncé que les nouveaux conscrits seraient systématiquement soumis à des tests de dépistage. — (AFP.)

● Les sidatiques polonaises traitées comme des pestiférées. — Les malades du sida sont traités comme des pestiférés en Pologne, où

En dépit de ce bilan inquiétant, il semble que l'action des services locaux de la santé ne soit pas sans effet. En 1987, on prévoyait que le nombre de cas doublerait tous les douze mois. Ce délai est actuellement de quinze mois.

E. M.

la maladie risque de faire des ravages en raison du manque d'information de la population, des préjugés des médecins et du sous-équipement dramatique des hôpitaux, s'alarme le quotidien de Solidarité.

Officiellement, seuls 16 cas ont été déclarés à ce jour, et 401 séropositifs ont été recensés. Douze personnes sont mortes, selon le ministère de la Santé. Les quatre premiers cas avaient été répertoriés en octobre 1985. La drogue est un véritable fléau en Pologne, où l'on dénombre 200 000 toxicomanes occasionnels et 30 000 « accros », selon des statistiques du ministère de l'Intérieur. — (AFP.)

● Sang européen utilisé aux Etats-Unis. — Les Etats-Unis commencent à importer du sang provenant d'Europe, à cause d'un approvisionnement local insuffisant et de coûts trop élevés pour la collecte. Sur 112 millions d'unités transfusées chaque année aux Etats-Unis, environ 280 000 sont importées d'Europe, la plupart pour être utilisées dans la région de New-York. Les principaux fournisseurs européens des Etats-Unis sont la Croix-Rouge de Belgique (RFA) et la Suisse. Les Pays-Bas devraient bientôt se joindre à cette liste. — (Reuters.)

SPORTS

TENNIS : Open des Etats-Unis

Connors : une bonne dose de miracles

Pour la première fois depuis 1983, cinq joueurs américains se sont qualifiés pour les quarts de finale de l'Open des Etats-Unis. Ce résultat correspond au renouveau du tennis outre-Atlantique. A deux détails près : le plus jeune espoir du pays, Michael Chang (dix-sept ans), éliminé par Tim Mayotte, ne fait pas partie de ce « quintette » auquel participe sa plus vieille gloire, Jimmy Connors (trente-sept ans), vainqueur de Stefan Edberg.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Jimmy Connors a établi sur les courts de tennis de nombreux records. Sa qualification, lundi 4 septembre, deux jours après son trente-septième anniversaire, pour les quarts de finale de l'Open des Etats-Unis n'en fait pas partie : l'Australien Ken Rosewall reste le joueur le plus âgé à avoir atteint ce stade du tournoi — c'était en 1974 (1), et il avait trente-neuf ans. Pourtant, la performance n'en est pas moins extraordinaire.

Samedi dernier, Connors avait battu l'Ecossais Andrew Gomey en quatre manches. Et cela avait déjà paru miraculeux. Fatigué par le régime sévère qu'il a dû suivre ces dernières semaines pour perdre 7 kilos, et par l'entraînement intensif nécessaire pour « récupérer » de deux mois de vacances complètes, « Jimbo » avait eu les cuisses étiées par des crampes. Il aurait été contraint d'abandonner si son adver-

saire avait eu la lucidité suffisante pour faire durer les échanges un tant soit peu. Mais Gomez est un gaucher au tempérament suicidaire. Connors avait donc passé le cap du troisième tour en claudiquant.

Une journée de repos pouvait-elle lui permettre de retrouver l'intégrité de ses moyens ? Personne n'y croyait vraiment. D'autant qu'il devait affronter lundi soir Stefan Edberg, de quatorze ans son cadet. L'Américain et le Suédois s'étaient affrontés huit fois auparavant ; Connors avait gagné cinq de ces matches, mais Edberg s'était imposé nettement lors des deux derniers.

Lundi soir, Flushing Meadow s'était donc préparé à une sorte de veillée funèbre. Et cela commençait bien ainsi : Edberg prit d'entrée de jeu le service de Connors et mena 2-0. Mais, à partir de ce moment, tout bascula. Qu'arriva-t-il réellement au Suédois ? Avec le lacanisme qui lui est coutumier, il s'est contenté de dire qu'il n'était plus parvenu à engager correctement. De fait, il n'a marqué que deux de ses onze jeux de service suivants.

C'était pitoyable de le voir sombrer ainsi à nouveau. Car pareille mésaventure lui était déjà arrivée, en 1985, sur ce même Stadium, contre le même Connors. Quatre ans plus tard et trois titres du grand chelem plus loin, il semblait qu'Edberg ne pourrait plus tomber dans de tels errements. Certes, il avait montré à Paris, contre Michael Chang, puis à Londres, contre Boris Becker, que sa détermination pouvait encore chanter dans les grandes occasions. Mais, lundi, la panne n'est pas venue de cela. En fait, rien ne marcha. Qu'il ait pu jouer aussi pitoyablement ce soir-là restera sans doute une énigme.

A moins que la clé du mystère n'ait été Connors lui-même. A-t-il vraiment été surpris par le public new-yorkais comme il l'a prétendu ? A-t-il mis un point d'orgueil à ne pas se faire éliminer avant Chris Evert, après la polémique qu'ils ont alimentée (le Monde daté 3-4 septembre) ? En tout cas, le quintuple vainqueur de l'Open était étrangement excité. A tel point, d'ailleurs, qu'il a été sévèrement sanctionné par l'arbitre.

L'incident s'est produit au début de la deuxième manche. Connors, qui venait d'allonger six jeux, servait à 15-30. Un juge de ligne estima un passing un peu trop long, le juge de chaise annonça 15-40. Et l'ancien champion du monde se mit en colère. Injures du joueur, avertissement de l'arbitre. Connors finit par

perdre son service. Changement de côté : en regagnant sa chaise, l'Américain lança alors la balle qui lui restait dans une poche en direction du juge de chaise. Sanction immédiate : point de pénalité. Fureur de Connors. Le superviseur est appelé sur le court. Palabras. Nouvelles injures. Cela fit monter l'échelle des sanctions : jeu de pénalité !

En ayant gardé le silence, Edberg menait donc 2-0 dans cette seconde manche. Mais cette péripétie était surtout surprenante parce qu'elle survenait à un moment où Connors avait complètement la partie en main. Or, en vingt ans de carrière, il n'avait jamais eu exactement ce genre de comportement et ce genre de victoire devraient amener l'Association des joueurs (ATP) à se poser des questions. N'est-il pas temps d'introduire les contrôles antidopage dans le tennis professionnel ? Car il y a des miracles trop répétés.

ALAIN GIRAUDE.

(1) Cette année-là, Connors avait d'ailleurs battu Rosewall en finale.

RESULTATS
DU 4 SEPTEMBRESimple messieurs
(quatrième tour)

moitié supérieure du tableau
1. Lendl (Tch., n° 1) b. A. Chesnokov (URSS, n° 16) 6-3, 4-6, 1-6, 6-4, 6-3 ; T. Mayotte (E-U, n° 9) b. M. Chang (E-U, n° 7) 7-5, 6-1, 1-6, 6-3 ; J. Connors (E-U, n° 13) b. S. Edberg (Sue., n° 3) 6-2, 6-3, 6-1 ; A. Arns (E-U, n° 6) b. J. Gragg (E-U) 6-1, 7-5, 6-3.

Simple dames
(quatrième tour)

moitié supérieure du tableau
S. Graf (RFA, n° 1) b. R. Fairbank (E-U) 6-4, 6-0 ; E. Sabatini (Tch., n° 9) b. I. Savchenko (URSS) 4-6, 6-1, 6-2 ; G. Sabatini (Arg., n° 3) b. C. Martinez (Esp., n° 15) 6-1, 6-1 ; A. Sanchez (Esp., n° 6) b. R. Paulus (Autr.) 6-2, 6-2.

Simple juniors garçons
(premier tour)

F. Santoro (Fr., n° 3) b. D. Ireland (G-B) 6-1, 6-2.

Simple juniors filles
(premier tour)

S. Tessed (Fr.) b. L. Portni (E-U, n° 16) 6-2, 6-2.

Le retour en Italie du footballeur argentin
Maradona se pose en douceurROME
de notre correspondant

« Non vraiment ». Il était « un peu fat » du voyage, il ne souhaitait pas s'exprimer. Au pied de la limousine immatriculée qui attendait la star près du Jumbo des Aerolineas Argentinas, lundi 4 septembre, à l'aéroport de Rome, le fonctionnaire de police italien suppliait : « Ils vont tout casser, vous savez... Je vous en prie. Juste un instant... »

Il était 15 h 45. Après trois bonnes semaines de suspense (le Monde du 24 août), Diego Armando Maradona reculait enfin au bercail. Le policier insistait gentiment. Il se laissa fléchir. Deux cents journalistes, qui faisaient le pied de grue depuis des heures pour être sûrs de ne pas rater le retour historique du « gosse d'or » en terre d'Italie, se jetèrent en une sauvagerie et indescriptible mêlée vers le salon d'honneur de l'aéroport.

Jeans et chemisette bariolée, barbe noire et diamant à l'oreille, « Dieguito », protégé par les carabinieri, se laissa filmer et photographier avec une impatience mal dissimulée. A tout hasard, un reporter tenta sa chance :

— Eh ! Diego, quelle est ton impression maintenant ?

— Comme à chaque fois que je rentre en Italie, pourquoi ?

— Tu ne crois pas que ton image a changé ?

— Non... Enfin, si, peut-être. Avec tout ce qu'on a raconté sur mon compte ces derniers temps...

Debout, tendu et bras croisés sur la poitrine, comme pour se protéger de quelque agression, le joueur réchappant du club de Naples n'a pas caché son amertume. « Non, je ne m'attendais pas à un bon accueil. Plutôt l'inverse. Il faut dire que Naples, la Società (le club) ne s'est vraiment pas bien comportée à mon égard. On a parlé si souvent du patrimoine Maradona et personne n'a rien fait pour le défendre quand il était constamment attaqué par certains journaux. On a parlé de mafia, de drogue et le Napoli n'a jamais défendu Maradona. Pourtant, moi, je n'ai jamais rien dit de mal sur la ville de Naples ! »

Dans le brouhaha et la boucasse, personne n'entendait plus rien. Le roi du football argentin décida alors de mettre un terme à sa conférence de presse improvisée. Une dernière plainte pourtant avant de s'engouffrer dans la limousine : « Je croyais que quinze jours de plus ou de moins, cela ne changerait rien à cinq ans d'engagement mutuel, il semble pourtant que si (...). Nous allons parler de tout cela avec le président Farina [du club de Naples] et voir ce qu'on peut faire. » Pas un mot sur l'éventuel abandon définitif du ballon rond évoqué deux jours plus tôt à Buenos-Aires par la star...

PATRICE CLAUDE.

● Automobile : Piquet chez Benetton-Ford. — Le Brésilien Nelson Piquet, champion du monde de formule 1 en 1981, 1983 et 1987, pilote une Benetton-Ford en 1989. Son coéquipier sera l'Italien Alessandro Nannini.

● Ski nautique : championnat du monde. — Le Français Patrice

Martin a remporté, lundi 4 septembre à West Palm Beach (Floride), son premier titre mondial en combiné. Trois fois champion du monde en figures dans le passé, il avait été, cette année, devancé par son compatriote Aymeric Seret dans cette spécialité.

CITROËN
CITROËN préfère TOTAL...C'EST ENCORE
POSSIBLECHEZ CITROËN,
0 F PENDANT 18 MOIS.*

Jusqu'au 18 septembre, Citroën vous offre tous les modèles de sa gamme véhicules particuliers pour 0 F pendant 18 mois. Si vous possédez une voiture qui couvre l'apport initial de votre L.O.A., laissez-la chez Citroën et repartez au volant de la voiture neuve de votre choix sans rien payer de plus jusqu'en 1991.

*L.O.A. sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Cédipar. Exemple pour 10 000 F TTC hors assurances : à la livraison, apport initial de 4 000 F (dépot de garantie de 1 500 F et 1^{er} loyer de 2 500 F) suivi de 18 loyers à 0 F puis 41 loyers à 236 F, option d'achat en fin de location : 2 000 F couverts en partie par le dépot de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 14 176 F.

IL N'Y A PAS DE TEMPS A PERDRE.
C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT EN PROFITER.



صلى الله عليه وسلم

Culture

... Le Monde • Mercredi 6 septembre 1989 1

MODE

Le Salon international de l'habillement masculin

Le souffle de la légèreté

Du 2 au 5 septembre, neuf cent vingt-neuf exposants de vingt-six pays se sont réunis au SIHM (Salon international de l'habillement masculin) à Paris. Une trentaine de créateurs et de couturiers présentaient leur collection de l'été 1990. Une saison placée sous le signe de la légèreté et du naturel.

Elle n'a rien d'exceptionnel, et pourtant c'est sa légèreté qui la rend si originale : une veste K-way qui se

quittes, indécollable (« l'enfant terrible de la mode »), vers une époque qu'il regarde en face. Son été 1990, inspiré par les rappers de Spike Lee dans *Do the right thing*, privilégie le confort et ses mélanges spontanés : ce sont de nouveaux joggings — des pantalons collés en bas qu'on peut dénouer selon les moments, — des T-shirts à capuche portés sous des vestes ultra-légères en albène (90 % des vêtements ne sont pas doublés) ou avec des gilets vide-poches aux couleurs précieuses.

Encore une fois, il détourne les vêtements militaires ou de sport, du blouson de survêtement Adidas au treillis qu'il imprime de rayures tennis en passant par les chaussures de rugby en peau orange souples comme des ballerines de danseur. Il

sait, des revers de vestes évoquant les toiles d'oreillers en lin ajouré d'autrefois, des pantalons dont la cheville s'éclaircit en bas sur quelques centimètres comme si on avait enlevé des fils (Angelo Tiarazzi). Ainsi travaillée, la matière donne parfois des vêtements à la limite de l'existence. Là où le luxe redevient l'ombre, le corps frais qu'on montre tout en le protégeant.

La fin des années carapace

Il y a, bien sûr, les irréductibles : Thierry Mugler, méchamment accroché à un futur de science-fiction (col harpon, revers aileron); Armand Bas, vidant le placard des frères Bogdanov (imprimés, pla-

crayon avant la coupe, le symbole du vêtement, une autre façon de rendre hommage à la technique tailleur... dit-il.

Chez les classiques, sans renier l'incontournable costume (avec trois millions de pièces vendues en 1988, les ventes en France ont progressé de 13 %), on adoucit les formes, on les abrite grâce à des blousons, des salarmanes en lin naturel (Hermès), des gilets droits qui n'étriquent plus la silhouette. Spacieux, le vêtement rend la démarche plus libre grâce à des superbes et longues chemises fleuries tombant sur des pantalons de coton et de soie (Dior), des sarouels, des pyjamas-paros en batik. Chez Yves Saint-Laurent-Rive-gauche, Bernard Sanz propose des marinières en drap framboise, des parkas poids plume, des vestes au dos froissé : « J'ai été les mélanges de matière, les tissus à effet », dit celui qui coupe une veste dans un oxford de coton bleu ciel et montre sous

d'autres, aux couleurs d'aquarelle, des chemises smockées et fleuries de légers pois de senteur.

Car la nature, hier limitée au parcours du golf ou de la promenade sur le port, gagne du terrain. La voici glorifiée par des imprimés gris et rose de jardin (Hermès), des subtils camaïeux d'ocre et de brique (Dior) et, même, par toute une collection dédiée au paradis terrestre par l'Américain Dries Van Noten, avec trois thèmes de couleurs : le lait, le miel (grande veste de charpentier en coton et passementeries de cordes) et les céréales, les épices (jeans pigmentés). Le tout, présenté dans un nouvel espace du SIHM au milieu des bouquets de mimosa, des choux, des céleris chatouillant les espadrilles et les sandales de cuir brut.

Cette authenticité, on la retrouve dans le choix des mannequins, le corps triomphant. Finies les époques où ils avaient besoin d'être laids pour prouver leur intelligence. Cette sai-

son, ils s'appelaient Bob, Yaron, Rani, Brao, Rick, Mouss, beaux gosses aux cheveux courts façon G1 en permission, tatoués du barrio chino, bourlingueurs des tropiques. Comme s'il fallait en finir une bonne fois pour toutes avec les minauderies, les codes, les systèmes à complication et tous les discours. On ne plaisante plus; terminée l'époque du cynisme et des T-shirts Jean-Paul Gaultier : « Goat Yeah », « Hasbeen Akala », Claude Monoton » chez Body Map de Londres. Les petits derniers sont en coton « vierge » avec, imprimée en cinq langues, cette phrase : « La planète meurt, salue-la ». A chaque T-shirt vendu correspond un don de 5 francs à Greenpeace : « La mode euro-bourgeoise, le tou-est stylisme, c'est fini », affirme Clive Briff de Body Map. La décennie Thatcher s'en va. Maintenant, porter un vêtement de créateur, c'est un peu vulgaire... LAURENCE BENAIM.



Un modèle de Yoshi Yamamoto... Un autre, de Dirk Bakkemberg

met en boule quand on voyage, il faut y penser. Jean-Paul Gaultier s'est montré une nouvelle fois le plus moderne, allant au-delà des éti-

s'amuse aussi avec des tricotés de corps à paillettes posées sur un filet, des smokings en lin presque translucide : « J'ai voulu réagir au côté sophistiqué, baroque des dernières saisons en éliminant tout pour ne garder que l'essentiel. L'important, c'était de faire des vestes aussi propres à l'intérieur qu'à l'extérieur, de supprimer des couches. » Ce qui est démodé, selon Jean-Paul Gaultier ? « Les vêtements trop mode, les épaules impressionnantes, la surcharge. »

Cette envie de simplicité, de légèreté, on la retrouve dans de nombreuses collections avec des tissus évoquant le linge qui sèche dans le jardin, les tentes, les moustiquaires; voilà le trousseau de famille en plein air : ce sont des gilets-mouchoirs, des pulls de coton tricotés par maman dont les bords roulent encore (Mat-

nères, fusées...). Pourtant, l'idée du vêtement révolutionnaire pour hommes ne semble plus passionner les stylistes.

Les plus radicaux, comme l'Américain Walter Beirndock, proposent des tenues néo-hippies : pantalons rapiécés industriellement, pulls en coton fuschia et camel où l'on lit en lettres de lurex d'argent : « Fashion is dead ». Les plus sages revendiquent la qualité, l'idée de la belle ouvrage : vestes cousues et non thermocollées, coloris exclusifs pour Jean Touitou (APC) et ses « lumper chicanos » : « L'évolution est technique. Faire un pantalon qui soit plus structuré que le jean mais pas volumineux. Éviter à la fois les jesses plates et les couches-culottes. »

Cette saison, le spectaculaire de Jean-Paul Gaultier, c'est un blouson de Jean Evidé dont il ne reste plus que la structure. « C'est le trait de

Changer la vie, changer de corps

Tout est affaire de décor... Yoshi Yamamoto fait inmanquablement défilé ses garçons dans son atelier blanc, bien trop petit pour le foule qui s'y précipite. Mais ces dimensions presque intimes conviennent aux jeunes sportifs qui avancent d'un pas élastique. Harmonie de couleurs sobres, équilibre des volumes. Une pointe d'humour, toujours et un brin de timidité.

Yoshi Yamamoto n'a pas peur pour mettre en valeur la fragilité des costards qui roulent des mécaniques et cachent leurs mains troussées au fond de grandes poches. On les retrouve une fois encore en pantalon su-dessus des chevilles, dans des vestes aux manches au-dessus des poignets, comme s'ils avaient grandi trop vite. On les aime dans les imperméables mastic courts, serrés à la taille par une fine ceinture ficelle.

Les hommes Yamamoto n'en finissent pas de faire tourner leur jeunesse autour des années 50 dans cet atelier blanc qui, quand il s'est vidé, est calme comme une chapelle.

C'est dans une cathédrale qu'avait eu lieu le défilé de Comme des garçons : le Carreau du Temple. Podium et chaises semblaient perdus dans l'immense architecture tout métal et béton. Couleurs tendres, lin précieux, vestes flottantes sur les épaules bien balancées des mannequins et de quelques stars faisant office. On était bien loin des perfection de gros cuir habituellement sus-

pendus aux quelques stands qui maintiennent en vie ce dernier bastion de la confection à l'ancienne.

Les hommes, ici, sont nonchalants, juste un peu chiffonnés, juste un peu rasés comme s'ils sortaient de la sieste, clignant des yeux au soleil tandis que deux rescapées du vrai Carreau du Temple suivaient, sans comprendre, le rituel sophistiqué de ce qu'on appelle « prêt-à-porter ».

Quant à Issay Miyake, il a invité ses fans dans son nouvel atelier : immense espace blanc en son seul volume, place des Voages. Jardin et verrière. Quand on arrive, de beaux garçons bronzés en débardeurs immaculés attendent autour d'une table de bois lavé, où sont disposés écuelles et gobelets de métal.

Au long du défilé, les garçons vont s'habiller dans des tissus frais et polychromes nusques, aux formes pratiques, qui laissent les corps bien à l'aise. Splendeur de simplicité. Ils vont finir en coton à carreaux, table mise avec de faux poulets dorés, de fausses bières mousseuses. La vie à la ferme en quelque sorte, avec un air de « route au tabac », mais posée par la place des Voages, c'est tout dire.

Tout est affaire de décor : changer la vie, changer de corps... Ce pourrait être le slogan de la mode.

COLETTE GODARD.

A PARTIR DU 8 SEPTEMBRE
ROUFFES PARISIENS
100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
JEAN-CLAUDE BRIALY
CORINNE LE POULAIN
et
ALAIN FEYDEAU
L'illusionniste
de
SACHA GUITRY
Mise en scène
JEAN-LUC MOREAU
EUROPE 1
LOCATION 42 96 60 24

Abonnement 89 90
Brochure gratuite sur demande 42 60 94 27
EX
Centre Georges Pompidou
IRCAM

OPERA DE PARIS GARNIER
SAISON 1989 1990

BALLET DE L'OPERA DE PARIS
DIRECTEUR ARTISTIQUE DE LA DANSE RUDOLF NUREYEV

PROGRAMME JIRI KYLIAN 20 - 29 OCT. / PROGRAMME DIAGHILEV 5 - 16 NOV. / PROGRAMME BALANCHINE - ROBBINS 26 NOV. - 9 DEC. / LABELLEAU BOIS DORMANT 16 - 31 DEC. / PROGRAMME ROLAND PETIT 5 - 14 AVRIL / LE LAC DES CYGNES 21 AVRIL 13 MAI / PROGRAMME CONTEMPORAIN 6 - 16 JUN LA BAYADERE 4 - 14 JUILLET / G.R.C.O.P. 28 SEPT. - 1er OCT. ECOLE DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS 3 FEV. - 27 MARS

COMPAGNIES INVITEES
THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY 23 - 28 JAN. / BALLET CRISTINA HOYOS 7 - 9 FEV. / BALLET DE HAMBURG 13 - 18 FEV. / BALLET DU THEATRE KIROV DE LENINGRAD 27 FEV. - 8 MARS / BEJART BALLET LAUSANNE 13 - 22 MARS

LES GRANDES HEURES DE LA MUSIQUE BAROQUE
SEPT CONCERTS
RENSEIGNEMENTS 47 42 57 50
LOCATION PAR TELEPHONE 47 42 53 71 ENVOI GRATUIT DE LA BROCHURE PROGRAMME SUR DEMANDE OPERA DE PARIS GARNIER 8, RUE SCRIBE 75009 PARIS

T H E A T R E

MOGADOR

SAISON 1989/1990

A partir du 22 septembre
TANGO ARGENTINO
de Claudio SEGOVIA et Hector OREZZOLI

Du 9 janvier au 18 février 1990
ANDROMAQUE
de Jean Racine
Mise en scène de Roger PLANCHON
Une production du T.N.P./Villeurbanne

A partir du 23 février 1990
BARBARA

Renseignements: (1) 48 75 75 15
Location par téléphone: (1) 48 75 75 00
Théâtre Mogador, 25, rue de Mogador, 75009 Paris

**Concerts
Radio France**

<p>14</p> <p>Jeu 14 septembre, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Orchestre National de France Libert - Saint-Saëns Stravinsky Heinrich Schiff, violoncelle Direction : Rafael Frühbeck de Burgos</p>	<p>27</p> <p>Merc 27 septembre, 21 h 00 Châtelet En coproduction avec le Châtelet Orchestre National de France Fauré - Ravel - Beethoven Philippe Entremont, piano Direction : Jeffrey Tate</p>
<p>21</p> <p>Jeu 21 septembre, 20 h 00 Salle Pleyel Orchestre National de France et Chœur de Radio France Poulenc : Dialogues des comédiens, opéra d'après Bernanos B. Lalon - F. Peller - R. Gorr E. Bourdy - N. Denize N. Stutzmann - M.-C. Lanot P. Thou - L. Pazzino G. Gauthier - G. Ramade Direction : Michel Plasson</p>	<p>29</p> <p>Vend 29 septembre, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Musique de Chambre Dvořák - Brahms Weber - Smetana Mendelssohn/Rachmaninov Roumiana Athanassova, piano</p>

Location par téléphone :
RADIO FRANCE 42.30.21.16
PASTEL 42.33.43.00

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
s'associe au
FESTIVAL BERLIOZ, LYON

BENVENUTO CELLINI
les 16, 20, 23, 26 et 28 Septembre 1989
et le 1^{er} Octobre 1989

CHOROS
Création mondiale de Gilbert Amy
et
HAROLD EN ITALIE
les 29 et 30 Septembre 1989

REQUIEM
les 22 et 24 Septembre 1989

SYMPHONIE FANTASTIQUE
le 17 Septembre 1989

ROMEO ET JULIETTE
le 1^{er} Octobre 1989

RESERVATIONS :
LYON 78.60.65.40 - PARIS 42.80.25.78

PATRIMOINE

La nouvelle politique de M. Jack Lang

(Suite de la première page.)

Seize artistes français et étrangers amorcent pour le château d'Oron, en Poitou, une collection spécialement réalisée pour le bâtiment.

En annonçant l'amplification des travaux de restauration et de protection des monuments historiques traditionnels, le ministre insiste sur l'élargissement de la notion de patrimoine. Et de citer, pour exemple, quelques interventions récentes de la rue de Valois pour protéger des « lieux de mémoire » (le Fou-

quet's sur les Champs-Élysées, la piscine Molitor dans le XVI^e arrondissement de Paris, ou le palais de la Méditerranée à Nice), classer des œuvres du vingtième siècle (la cathédrale de Royan de Guillaume Gillet) ou s'attaquer à des secteurs négligés comme les parcs et jardins (30 millions de francs doivent être affectés aux Tuileries aujourd'hui en loques) et même au paysage.

Cet élargissement, estime le ministre, loin de diluer la notion

de patrimoine, pose le problème de l'environnement — rural ou urbain — des monuments classés. L'écologie, faut-il le rappeler, s'applique aux milieux ou vivent les êtres vivants. Les petits oiseaux ne sont donc pas seuls concernés.

En revanche, le sort réservé à l'inventaire général est plus inquiétant. Jack Lang couvre d'éloge « ce remarquable outil scientifique au service de la connaissance et de la préservation de notre patrimoine forgé il y a vingt-cinq ans sous l'impulsion d'André Malraux ». Mais il annonce dans le même moment qu'il cessera d'être général.

On se bornera à accélérer le pré-inventaire qui répertorie les « grosses pièces », en relation avec les collectivités territoriales. L'inventaire, cette méthode de travail qui avait l'ambition, peut-être démesurée, de recenser les richesses de notre pays, canton par canton et qui faisait, par là, l'admiration de l'Europe, ne sera plus qu'un simple système de référence, élargi, il est vrai, à d'autres disciplines comme l'éthnologie.

Attirer le public

Mais il faut bien faire des économies, murmure-t-on du côté de la rue de Valois, et l'inventaire est une entreprise ingrate, pas très médiatique et peu rentable à court terme. Le mariage de l'économie de marché et de la culture incite à de telles impasses. Le patrimoine lui aussi doit attirer un public, créer des emplois et dégager des bénéfices. Et tant pis si l'on casse un instrument patiemment rodé.

En revanche, l'archéologie, si négligée en France en dépit de quelques efforts entrepris rue de Valois à partir de 1982, sera peut-être remise en selle grâce aux efforts conjoints de l'Etat et du secteur privé. C'est ce qui ressort du rapport remis à Jack Lang par Bruno Martin-Laprade (voir encadré) et qui sera rendu public à la fin de ce mois.

Action en profondeur encore : Jack Lang annonce la réforme, ou plutôt la refonte, d'une profession, celle des conservateurs. Les personnels relevant des archives, des musées, de l'inventaire, des monuments historiques et des bibliothèques patrimoniales appartiendront désormais au même corps. Ils seront recrutés à partir d'un concours unique. Celui-ci comportera des épreuves communes à tous les candidats et des épreuves à options selon les spécialités choisies. Tous poursuivront leurs études au sein d'une même école du patrimoine (renouée), mais chacun en approfondissant la filière de son choix.

Ces nouveaux fonctionnaires de la culture pourront passer, ultérieurement, d'une branche à l'autre (des archives aux monuments historiques, par exemple), mais ce passage sera contrôlé par une « commission d'évaluation ». Le personnel recruté par le « tour extérieur » sera également soumis à cette commission.

Le ministère de l'intérieur doit annoncer, ces prochains jours, la création d'un collège indénitablement réservé aux fonctionnaires culturels relevant des collectivités territoriales. Ceux-ci seraient désormais recrutés sur concours (et non plus sur titres) mais auraient l'assurance de trouver un débouché en sortant de l'Ecole du patrimoine (ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui). Enfin la situation matérielle de ces futurs « énarques » de la culture doit être améliorée par un changement d'indice, une plus grande mobilité au sein d'une profession ou l'avancement est particulièrement lent et par la création d'un échelon supérieur, celui d'inspecteur général. « Le conformisme et l'esprit de système, péché originel des élèves de l'ENA sera évité grâce aux spécialisations initiales », affirme un conservateur, chaud partisan de la réforme. On le souhaite.

EMMANUEL DE ROUX.

Archéologie de sauvetage

L'archéologie de sauvetage est à l'archéologie traditionnelle ce que la traumatologie est à la chirurgie, le SAMU de notre mémoire. C'est celle qui s'impose à tous quand les excavateurs vont creuser les fondations d'un immeuble ou les bulldozers attaquer la tranchée d'une future autoroute. Elle nécessite des équipes légères, rapides, prêtes à intervenir pour sauver quelques vestiges menacés et surtout relever des traces qui vont être éternisées irrémédiablement.

Il faudra par la suite que ces travaux soient « publiés » : une fouille non publiée, estime-t-on, est une fouille non effectuée. Or c'est peu de dire que l'archéologie de sauvetage est en crise. Elle est en survie. Grâce aux ballons d'oxygène qui lui sont accordés avec quelques arrières-pensées par les entreprises privées : celles-ci ont intérêt à ce que les fouilles soient le plus rapidement menées.

Actuellement, l'archéologie de sauvetage reçoit 22 millions de francs de l'Etat et 46 millions de francs de sources privées. Or pour que la France soit au niveau de ses voisins immédiats, il faudrait au moins doubler cette somme et revoir les structures de cette branche essentielle de l'archéologie. C'est pourquoi le ministre de la culture a demandé un rapport sur ce sujet à un maître des requêtes du Conseil d'Etat, M. Bruno Martin-Laprade, dont les conclusions sont extrêmement précises : si l'on ne prend pas d'urgence les mesures qui s'imposent, l'archéologie française est condamnée à végéter.

Le rapporteur sera-t-il entendu ? En 1975, le rapport Soustelle avait conduit à la création du Fonds d'intervention pour l'archéologie de sauvetage (FIAS), première mouture de l'actuelle Association pour les fouilles de l'archéologie nationale (AFAN).

Le rapport de Max Querrien, remis en 1982, avait permis le triplement du nombre des archéologues français, passés de plus de 100 à 400 aujourd'hui (mais ils sont entre 800 et 1 000 dans les pays scandinaves, en RFA, en Grande-Bretagne ou en Italie).

Il avait permis à l'AFAN de devenir un outil plus dynamique et de programmer à l'avance les opérations sur le terrain. En dépit de ces efforts, la crise est

Au moment de la fermeture du chantier, on s'est aperçu que l'on n'avait pas de locaux pour stocker les vestiges découverts et surtout qu'aucun plan de publication n'avait été prévu. Aujourd'hui, une bonne partie de l'équipe est dissoute, aucune publication n'a vu le jour. Encore un peu de temps et les résultats du « plus grand chantier d'archéologie urbaine » seront inexploitablement.

Pour que l'Etat puisse accomplir sa mission, Bruno Martin-Laprade propose de faire gérer l'archéologie de sauvetage par un établissement public industriel et commercial. Celui-ci serait subventionné par l'Etat, les entreprises privées et surtout alimenté par une taxe (très faible : 7 % de la taxe locale d'équipement) prélevée sur le montant des travaux. Les ressources de l'archéologie de sauvetage pourraient ainsi doubler.

Le nouvel établissement public pourrait alors recruter trois types de personnels. Des archéologues professionnels, collaborateurs permanents de l'établissement, des étudiants en archéologie, qui auraient des contrats limités et recevraient une formation sur le terrain, et des boursiers qui collaboreraient aux fouilles et surtout suivraient les publications. La parole est maintenant au ministère des finances.

E. de R.

NOCTURNE INDIEN

« Un étrange et beau voyage. Et le plus attachant des guides : Jean-Hugues Anglade. »

STUDIO

« A l'évidence le film le plus personnel de Corneau. Et son plus beau. »

ORISMALEUR

« Original et captivant. »

Le Canard

enchante

« Suivez cette nouvelle route des Indes, c'est le plus beau dépaysement que vous pourriez connaître cet été. »

USO

« Un road-movie sublime de beauté fragile qui donne un violent désir de l'Inde. »

Le Monde

PYRAMIDE

**LE 6 SEPTEMBRE
AU MAX LINDER PANORAMA**

**MYSTERY
TRAIN**

UN FILM ECRIT ET MIS EN SCENE PAR
JIM JARMUSCH

CANNES 1989
PRIX DE LA MEILLEURE
CONTRIBUTION ARTISTIQUE

ON NE FERA JAMAIS
ASSEZ DE PLACE A L'IMAGE

POSSIBILITE DE RESERVATION SUR 30.15 LIBE **7aParis**

صلى الله عليه وسلم

Culture

CINÉMA

Festival de Montréal

Inquiétudes et palmarès

Le Festival de Montréal s'est achevé sur un palmarès trop équilibré. Avec en toile de fond le fameux problème des quotas.

Lundi 4 septembre, quelques heures avant la première - en clôture et en plein air - du *Cinema Paradiso*, de Giuseppe Tornatore, l'annonce par le jury officiel du Festival des films du monde d'un hommage rendu, hors concours, à Vittorio Gassman « pour sa contribution artistique au cinéma » clarifiait d'entrée le jeu : rien ne s'opposait plus à ce que l'Anglais Daniel Day Lewis remporte le prix d'interprétation masculine que le public lui avait sans ambages attribué dès la première projection de *My Left Foot*. Ce fut la récompense la plus applaudie, avec celles des deux meilleures actrices : la Canadienne Danielle Proulx dans *Portion d'éternité* et l'Irlandaise Brenda Fricker meilleure interprète dans un second rôle de *My Left Foot*.

Prénant la tête d'une sélection française comportant entre autres les *Bois noirs*, de Jacques Denay et *Comédie d'été*, de Daniel Vigne, *Nocturne indien*, d'Alain Corneau, reçoit (ex-aequo) le Grand Prix spécial du jury et celui du film le plus populaire. Le Grand Prix des Amériques, pour lequel il partait pourtant favori, a été décerné à *la Liberté, c'est le paradis*, de Sergueï Bodrov (URSS), un film de soixante-quinze minutes à peine - ce qui, selon les canons du cinéma soviétique, en fait presque une bande-annonce. Mais, contrairement à la tradition, cette *Liberté* post-glasnost raconte de manière compacte et sans sentimentalisme aucun l'odyssée d'un délinquant

juvénile qui tente sans cesse d'échapper à son centre de redressement pour revoir au moins une fois son père condamné à huit ans de goulag. De leurs retrouvailles, naît une forme d'espoir...

Pour le reste, les différents jurys ont prouvé, par un abus de « mentions spéciales », qu'ils savaient « judicieusement » répartir leurs récompenses...

Soul, *Portion d'éternité* (l'unique canadien de la compétition) a bousculé les premiers pronostics en recevant entre autres le prix d'interprétation féminine. An travers d'un couple qui s'acharne à avoir un enfant, cinéaste Robert Favreau évoque l'inquiétude croissante que suscitent les bébés-éprouvette, l'insémination *in vitro* et les manipulations génétiques.

L'inquiétude est aussi violente, mais d'un ton différent, dans ce bijou vitriolaire (hors compétition) qu'est *How to get Ahead in Advertising*, du Britannique Bruce Robinson, ancien scénariste de la *Déclivité* de Roland Joffé et réalisateur de *Whimail and I*.

Les quotas

Robinson se révèle être ce qui est arrivé de mieux à l'Angleterre depuis Oscar Wilde. La satire des milieux de la publicité y est joyeusement féroce - mais la colère est vraie, et le cinéaste ne prend pas de gants pour envoyer dire à Margaret Thatcher tout le bien qu'il pense d'elle. Il a la souris carnassière quand il brocarde les absurdités de la vie quotidienne au Royaume-Uni (« la bande de voyous qui dirige le pays y dépense des millions de livres pour vendre... de la pluie ! Sous le label « Pluie, Marque Déposée » »).

« L'Europe de 1993 pourrait porter un coup dur aux œuvres

canadiennes », titraient tant *La Presse* (francophone) que le *Globe and Mail* (anglophone). Pour en débattre, un colloque réunissait pendant deux jours une batterie d'experts québécois, américains et européens, dont le français M. Claude Norek, conseiller technique auprès de Mme Catherine Tassie, ministre déléguée à la Communication. Source du problème : les fameux quotas limitant à 40 % la diffusion des productions extérieures à la Communauté à partir de 1993 (à quoi se superpose, pour la France, la décision de programmer un minimum de 50 % de productions francophones). Fond de la question : la (co-) production canadienne entrera-t-elle dans le quota européen ? Le rapport existant entre les deux pays est tenu pour vivable, bien que déséquilibré. En effet, si le Canada accorde la nationalité à toute coproduction, la France ne tient pour françaises (pouvant donc bénéficier des subventions habituelles) que les productions à financement majoritairement français.

Le résultat fut décevant. Une fois (de plus) ressassée la domination américaine dans l'audiovisuel, on parla de circuits financiers et de séries télévisées, mais peu de cinéma et encore moins de créativité. Maladroitemment, les Québécois ont exhorté la France à leur accorder (par charité ?) une dérogation, ne serait-ce qu'un nom d'une communauté de langue. L'Espagne pourrait en demander autant pour la production d'Amérique latine et le Portugal pour les films brésiliens, a rétorqué M. Norek (personne n'a osé ajouter la Grande-Bretagne pour la production américaine).

Enfin - et plus grave - les participants au colloque de Montréal ont totalement occulté le cinéma canadien anglophone, pourtant majoritaire en volume. Le débat a vite sombré en un affrontement entre les blocs : les États-Unis et une Europe culturellement dominée par la France. Le Canada, lui, paraissait simplement quémander le droit de choisir son suzerain.

HENRI BÉHAR.

Le Grand Prix des Amériques décerné au film « la Liberté, c'est le paradis »

Grand Prix des Amériques (meilleur film) : *La Liberté, c'est le paradis*, de Sergueï Bodrov (URSS).

Grand Prix spécial du jury (ex aequo) : *Nocturne indien*, d'Alain Corneau (France) ; *Mary per contra*, de Marco Risi (Italie).

Prix de la mise en scène : Jiri Menzel (*La fin du bon vieux temps*, Tchecoslovaquie).

Interprétation féminine : Danielle Proulx (*Portion d'éternité*, Canada).

Interprétation masculine : Daniel Day Lewis (*My Left Foot*, Irlande).

Prix du meilleur scénario : Eliseo Subiela (*Dernières images du naufrage*, Espagne-Argentine).

Prix de la meilleure contribution artistique : Rikyu, de Hiroshi Teshigahara (Japon).

Prix du jury (court métrage) : *Sentimental Story* (Boris Baromylin, Tchecoslovaquie).

Mentions spéciales du jury : Sati d'Apame Sen (Inde) ; Vittorio Duse (second rôle masculin, Queen of Hearts) ; Brenda Fricker (second rôle féminin, *My Left Foot*).

Enfin, le jury a rendu un hommage officiel à Vittorio Gassman pour « sa contribution artistique au cinéma ».

Au comble de la complexité

Prénant comme toujours son temps pour installer l'action, les personnages, leurs sentiments, réels à l'épique et quelquefois trop (à cet égard, le tunnel qui occupe le centre du film porte bien son nom), Bertrand Tavernier retrouve avec *la Vie et rien d'autre* la pudeur poignante du quotidien de *la Vieillesse* de Saint-Paul. Vierge iconoclaste de *Coup de torchon*, le souffle épique de *Que la fête commence*. Il se retrouve.

Et aussi, au comble de la complexité et de la complicité, pour la sixième fois, il retrouve Philippe Noiret, dont on nous répète que c'est le centenaire film. Une centaine, ah vraiment, bravo qu'importe !

L'important est que Noiret ne prête pas seulement sa carrure, son cheval, son gobelet en argent, ses bottes de cuir au commandant Delaplaine, il lui donne son âme. Il incarne avec tant de plaisir vrai, de fibre gourmandise, qu'on ne peut être que séduit, ravi, séduits.

Et se mettre au garde-à-vous pour saluer ce grand comédien qui, l'espace d'un rôle en ce massif, rendrait militaire un objet de conscience.

DANIELE HEYMANN.

(1) *La Vie et rien d'autre*, de Jean Cosmos, le livre écrit consécutivement au scénario est publié chez Robert Laffont.

Communication

La grille de rentrée d'Europe 1

La pêche, résolulement

Europe 1, c'est écrit sur tous les murs, « la pêche ». Recondusant son slogan et ses principes de base - le système trois « D » : découvrir, dialoguer, distraire - la station généraliste peaufine pour la rentrée son image de marque en insistant sur trois autres mots-clés : « scoop, bêtise et fou ». L'équipe dirigeante (MM. Franck Ténot, Jacques Lehn, Jean-Pierre Elkabbach, Jean-Pierre Joulain et Patrice Blanc-Francard) souhaite ainsi accentuer l'image dynamique de la station de la « France 1 », et dont on peut entendre la nouvelle version 89-90 depuis le 4 septembre.

Côté information, Europe 1 entend rester résolument jeune. La nouvelle équipe des présentateurs journaux ne dépasse guère trente ans en moyenne. Les concepts d'information évoluent également : les trois journaux du matin ont chacun leur vocation spécifique. Celui de 7 heures, présenté par Sylvain Attal, privilégie le son : reportages, ambiances, témoignages ; à 7 h 30, Jean-François Rabilloud donne la priorité à l'explication et à l'analyse ; enfin à 8 heures, Thierry Bourgeon, transfuge de France-Inter, laissera libre cours à l'humour, aidé en cela par des « signatures » le station depuis 1987, devient rédacteur en chef des journaux du week-end. Enfin, Bernard Rapp continue de faire part de ses « Découvertes », le soir, à 18 h 20.

Côté programmes, Patrice Blanc-Francard joue l'ouverture sur les nouveaux talents « maison » : Jean-

Luc Delarue et son « Top 50 Système D » ; Laurent Boyer est le nouveau locataire des après-midis, Catherine Muller et Jean-Lou Lafont parlent des « Enfants d'abord ». Philippe Aubert prend du galon en obtenant, outre une petite minute à 7 h 19, une demi-heure d'antenne (8 h 30-9 heures) aux côtés de Jean Amadou et Maryse, où il se chargera avec impertinence de digérer l'actualité. Enfin, la chanteuse Lio fera son apparition dans « Sixties », à 17 heures.

À la « pêche » de la maison mère, il convient d'ajouter celle de sa petite

sœur musicale de la bande FM, Europe-2, qui a enregistré, de loin, la plus forte progression des radios musicales, en parts d'audience, l'an passé (+ 72 %, selon l'institut Médiamétrie). Un cumul que n'oublie pas de faire M. Jacques Lehn, le vice-PDG de la station, qui, tableaux et sondages à l'appui, se plaît à répéter que Europe 1 est désormais clairement « la deuxième radio de France » (juste devant France-Inter) et qu'en termes de groupes (avec Europe 2), elle se rapproche progressivement de son grand rival, RTL.

J.-M. Dy.

« Notre station n'est pas à vendre » affirme M. Jean-Luc Lagardère

En s'invitant inopinément à la conférence de presse d'Europe 1, le PDG du groupe Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, n'avait qu'une idée en tête : mettre fin aux rumeurs - « sans aucun fondement » - qui courent à propos de sa branche audiovisuelle. « Très heureux de l'évolution » de sa filiale, M. Lagardère a rappelé avoir réorganisé son groupe en quatre pôles complémentaires. « La société Europe 1 Communication rassemble l'ensemble des activités audiovisuelles du groupe Hachette. Il serait ridicule et en totale contradiction que je me sépare d'Europe 1 ». Exit, donc, la rumeur NRJ, qui se portait, il y a peu, candidate au rachat de la station.

De la même façon, M. Lagardère a démenti son intention de vendre le siège d'Europe 1, rue François-I^{er}, pour lequel 12 millions de francs de travaux viennent d'être engagés afin de rénover les locaux de la rédaction. En revanche, l'immeuble des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), dont Hachette est le principal actionnaire, sera, lui, cédé. « Je tiens, a précisé M. Lagardère, à transfor-

mer les actifs dormants en actifs vivants ».

Soulignant, d'autre part, qu'aucune dissension n'existe entre lui-même et son ami et allié traditionnel M. Daniel Filipacchi, M. Lagardère s'est exprimé publiquement, pour la première fois, sur le renforcement de la participation du groupe par le milliardaire Montagu Management dans le capital d'Hachette (le Monde du 30 août). « Tous les investisseurs savent que le secteur de la communication passera, demain, aussi lourd que l'industrie automobile, hier », a-t-il souligné. « Hachette est le seul groupe français qui ait une véritable notoriété internationale. Il est donc normal que des fonds d'investissement représentent plusieurs pays d'intérêt à Hachette. Ce sont des fonds qui n'ont aucune volonté, ni possibilité d'intervenir dans la gestion d'Hachette, mais que j'accepte volontiers », a déclaré en privé sur l'origine de ces titres nominatifs, donc identifiables, M. Lagardère a indiqué qu'ils provenaient en partie du Moyen-Orient, notamment du Koweït.

Bernard Pivot s'explique sur l'arrêt d'« Apostrophes »

Tenter de nouvelles aventures

Ce fut un véritable hommage au présentateur d'« Apostrophes », dans l'après-midi du 4 septembre, une cinquantaine de journalistes et de photographes, français et étrangers, se pressaient dans les locaux d'Antenne 2 afin d'entendre Bernard Pivot s'expliquer sur sa décision de clore en juin ou juillet 1990 son émission littéraire (*le Monde* date 3-4 septembre). On y vit même la représentante d'un journal littéraire yoposolitaire, « devenu journaliste grâce à Bernard Pivot », sangloter à l'idée que l'émission disparaîsse. Emu, le directeur de la rédaction du mensuel *Lire* a tenu pourtant à préciser qu'« il était très rare qu'il revienne sur une décision qu'il avait prise ».

Deux motifs ont incité Bernard Pivot à clore « Apostrophes ». En 1990, l'émission aura quinze ans et demi, et lui-même entrera dans sa cinquante-cinquième année. « C'est le bon âge pour se lancer dans de nouvelles aventures », a-t-il indiqué. Je pourrais croire, au vu de la lassitude me submergeant, que la routine ne me gène et que la lassitude me submerge. En vieux routier des médias, Bernard Pivot, avec une autre jeune raison, a l'habitude de clore de l'arrêt d'« Apostrophes » : « Si j'ai l'avis fait dans quelques mois, après la nomination du directeur général d'Antenne 2 par M. Philippe Guillemin, personne n'aurait cru à une décision personnelle. La fin de l'émission aurait été considérée comme un effet de cette nomination ».

Interrogé sur la pseudo-concurrence d'un magazine de Patrick Poivre d'Arvor, « Ex libris » sur TF 1, Bernard Pivot a répondu avec humour qu'il avait déjà pensé stopper « Apostrophes » en 1982, « alors qu'il n'y avait pas d'émission concurrente ». Le vocable que lui avait intenté à l'époque Régis Debray, alors conseiller culturel du président de la République, qui accusait « Apostrophes » d'« exorciser une véritable dictature sur le monde du livre », l'avait incité à « ne pas céder et à continuer ».

Les projets futurs de Bernard Pivot sont encore dans les limbes. Il a décliné le poste de directeur général d'Antenne 2 que lui a proposé récemment M. Guillemin. « C'est une proposition flatteuse, mais je n'ai pas les qualités pour diriger une chaîne de télévision », a expliqué l'animateur d'« Apostrophes ». Les télévisions privées qui l'ont parfois intéressé ne brillent plus d'un feu pour lui, et d'ailleurs, aucune d'elles n'a pris contact avec lui depuis l'annonce de la fin d'« Apostrophes ». L'idée de la rédaction d'un livre lui fait pâlir : « Je suis journaliste, pas écrivain. Je ne vais quand même pas raconter mes souvenirs », dit-il. L'ouvrage qu'il a écrit, *Le livre d'Antenne 2*, Bernard Pivot a toujours entretenu une vieille histoire d'amour avec la littérature. Que ce soit dans les pages d'un journal, au micro d'une radio ou à l'écran, Bernard Pivot ne renonce pas à l'idée de renouer avec cette passion. Mais à condition qu'il y trouve de l'intérêt. « J'entreprendrai ce qui me rendra heureux. Mais d'ici là, il reste une quarantaine d'émissions d'« Apostrophes » dont j'espère qu'elles seront éblouissantes », a-t-il conclu.

Cependant, Bernard Pivot, auquel le *Times* et de nombreux autres journaux étrangers ont consacré de longues pages, dont l'émission a inspiré une bande dessinée (*le Disparu d'Apostrophes* de Pétillon) et bientôt une pièce de théâtre (*le Grand Apostrophe*), va bientôt faire quelques sauts de cambouis. Pour un téléfilm dans lequel il tiendra le rôle d'un journaliste du *Monde*. « Mais je ne suis pas certain d'avoir un talent d'acteur », sourit-il en guise de provocation.

YVES-MARIE LABÉ.

EN BREF

● Disparition d'exemplaires du « Meilleur » entre Paris et Besançon. - 5 200 exemplaires de la première édition du *Meilleur* de l'hébdomadaire *le Meilleur*, qui devaient être en kiosque le 2 septembre à Besançon, ont été remplacés par l'édition nationale du journal. M. Alain Aysche, directeur-fondateur de l'hébdomadaire, affirme que les exemplaires ont été volés dans le train entre Paris et Besançon. Ce vol intervient alors que M. Aysche lançait la dix-huitième édition régionale du *Meilleur* à Besançon. Au sommaire, figure une série sur les grandes familles de la ville.

● CBS retransmettra les Jeux olympiques de 1996. - La chaîne américaine CBS, qui détenait déjà les droits de retransmission télévisée et radiodiffusée des Jeux olympiques d'Albertville de 1992, pour 243 millions de dollars (1,8 milliard de

francs), s'obtient, le 23 août, ceux des Jeux d'hiver, qui auront lieu à Lillehammer (Norvège), en 1996, pour 300 millions de dollars (1,9 milliard de francs).

● M. Gilles de Courtivron, directeur général du groupe l'Événement du jeudi. - M. Gilles de Courtivron est nommé directeur du groupe L'Événement du jeudi, qui regroupe l'hébdomadaire du même nom, mais aussi les mensuels *Paroles* et *Musique et Sciences et Technologies*, les deux salles de cinéma Action Christmas et le restaurant Comptoir de l'Événement. M. de Courtivron était entré en 1982 à Bayard-Presses comme directeur commercial du magazine *Notre temps* ; il était, depuis mars 1988, administrateur général de la division « senior » de ce groupe.

à la Grande Arche de la Défense

« Le voyage spectaculaire de la ville et de son temps »

Arrivée le 31 décembre 1989

Spectacles

cinéma

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir de mercredi. Les commentaires concernant les films sont en haut de la sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date de jeudi).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24)

MERCREDI
L'Arche de Noé (1946), de Henry Jacquet, 16 h; Golden Eclair (1965), de Chantal Akerman, 19 h; Rio bravo (1959), de Howard Hawks, 21 h.

LES FILMS NOUVEAUX

LES EAUX PRINTANIÈRES. Film italo-franco-britannique de Jerzy Skolimowski, v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); Pathé Hautes-Fr., 2^e (46-37-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); UGC Montparnasse, 14^e (43-57-94-30); Sept Paranaissiens, 15^e (43-57-94-30); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); v.f. : Rex, 2^e (43-56-83-93); Pathé Française, 3^e (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Fautte, 13^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

Les exclusivités

L'AMI RETROUVÉ (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 6^e (43-59-36-14).
L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.o.) : UGC Ermitage, 8^e (45-63-16-16); v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (43-74-94-94).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

ARIEL (Fr. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts, 3^e (43-26-48-18); Les Trois Balcans, 4^e (45-61-10-40); La Bastille, 11^e (43-42-16-80); Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

L'ARME FATALE 2 (A. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); Bretagne, 6^e (43-22-57-97); UGC Normandie, 8^e (45-63-16-16); v.f. : Rex, 2^e (43-56-83-93); Gaumont Opéra, 3^e (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Fautte, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

ATTENDS-MOI AU CIEL (Esp. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2^e (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Hautes-Fr., 3^e (46-37-79-38); La Pagode, 7^e (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 8^e (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); v.f. : Saint-Lazare-Panorama, 8^e (43-57-35-43); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-30).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHINGHAUSEN (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76); Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

BAL FOUSSIERE (Froidier, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-59-36-14).

Programmes du mercredi 6 au mardi 12 septembre

JÉSUS DE MONTREAL (Can.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); UGC Normandie, 6^e (43-54-94-94).
KICKBOXER (Hong Kong, v.o.) : UGC Normandie, 6^e (43-54-94-94); v.f. : Rex, 2^e (43-56-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); UGC Opéra, 9^e (45-74-94-94); UGC Odéon, 13^e (43-36-22-44).

LA LÉGENDE DU SAINT RUYEUR (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6^e (45-44-57-34); Studio 43, 9^e (47-70-63-40).

LES LIASSONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1^{re} (42-55-42-26); UGC Odéon, 6^e (42-55-42-26); Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23); Les Montparnasse, 15^e (43-57-94-30); v.f. : La Nouvelle Madeleine, 9^e (47-70-72-86).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2^e (42-57-97-52); Lucernaire, 6^e (45-44-57-34).

MANITA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jourvet, 5^e (43-54-30-40); v.f. : Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

MANOLO (Esp., v.o.) : Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47); L'Entrepre, 14^e (45-43-41-63).

MENUS CLUB (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1^{re} (42-55-42-26); George V, 8^e (45-62-41-46).

MEURTRE DANS UN JARDIN (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 9^e (43-36-22-44).

MONSIEUR HIRE (Fr.) : UGC Danton, 6^e (42-55-42-26); UGC Normandie, 6^e (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8^e (45-62-40-40); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); UGC Odéon, 13^e (43-36-22-44).

MORT D'UN COMME VOYAGEUR (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76).

NEW YORK STORIES (A. v.o.) : Clichés, 6^e (46-33-10-82); Elysées Lincoln, 6^e (43-59-36-14).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); UGC Normandie, 6^e (45-74-94-94); UGC Opéra, 9^e (45-74-94-94); UGC Odéon, 13^e (43-36-22-44).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); UGC Normandie, 6^e (45-74-94-94); UGC Opéra, 9^e (45-74-94-94); UGC Odéon, 13^e (43-36-22-44).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); UGC Normandie, 6^e (45-74-94-94); UGC Opéra, 9^e (45-74-94-94); UGC Odéon, 13^e (43-36-22-44).

NOCTUR

(Publicité)

Pourquoi
les Français ne changent-ils pas leurs lunettes
aussi souvent qu'il le faudrait ?

Parce que
l'optique coûte trop cher et pèse lourd
dans le budget familial.

Mammouth lance l'Optique en hypermarché

Le prix des lunettes peut **baissier de 25%**, en moyenne, à qualité égale*.
C'est ce que la chaîne Mammouth démontre aujourd'hui en ouvrant sa première
"unité optique" dans le Mammouth de Montesson (banlieue ouest de Paris),
à l'intérieur même de la surface de vente.
Dirigée par un opticien diplômé, elle vous offre les conseils et toutes les prestations pour
choisir verres et montures parmi une large gamme.
Les lunettes sont garanties et le remboursement par la Sécurité Sociale** et les Mutuelles
est assuré dans les conditions habituelles.

C'est un nouveau combat de Mammouth.

Jean-Jacques FOUGERAT
Directeur Général Mammouth-France



*En France, les opticiens ont l'exclusivité de la vente des verres correcteurs. L'ophtalmologiste, lui, est un médecin. Il est seul compétent
pour examiner vos yeux et délivrer une ordonnance prescrivant les verres qui corrigeront votre vue. Il faut consulter régulièrement.*

* Par rapport aux prix pratiqués (verres + monture) dans des magasins d'optique de la région parisienne au 30 août 1989.
** Agrément en cours.

ONFLEUR
D ZELLER

DU 7 SEPTEMBRE
DELEINE
Compagnie
ERE DESALY

PORT
ROYAL
DE
HENRY
MONTHERLANT

33 65 07 09 ET ASSOCIÉS

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'espace revisité

Après le succès spectaculaire de la sonde Voyager-2, les missions spatiales vont se multiplier. Objectifs : la Lune et Mars, mais peut-être plus tard que prévu.

Ce fut une grande fête spatiale : plus de huit cents scientifiques et ingénieurs du monde entier rassemblés à Pasadena (Californie), pour commémorer d'une même ferveur autour des écrans du JPL (Jet Propulsion Laboratory) où étaient diffusées les images de la sonde américaine Voyager-2.

L'occasion était trop belle, et les politiques ne l'ont pas laissée passer. Le vice-président américain Dan Quayle, qui s'est rendu au JPL pour assister à l'événement, en a profité pour rappeler haut et fort les objectifs définis par George Bush à l'occasion du vingtième anniversaire des premiers pas sur la Lune : retour sur notre satellite et envoi d'astronautes sur Mars. « Nous, les Américains, nous avons ouvert des frontières tout au long de notre histoire, et nous continuerons à le faire, s'est-il écrié. Aujourd'hui, l'espace est la frontière de l'Amérique. »

Les Soviétiques étaient là eux aussi, et Valery Barsukov, membre de l'Académie des sciences d'URSS, a présenté à ses collègues présents à Pasadena les grandes lignes des projets de son pays en matière d'exploration planétaire.

Le succès retentissant du périple de douze ans de Voyager-2 à travers tout le système solaire aurait-il mis fin à la période de vaches maigres qui frappe l'exploration planétaire depuis la fin des années 70 ? On pourrait le croire. Le lancement de la sonde Magellan, le 4 mai dernier, interrompant un gel de dix ans des programmes américains, la dernière mission interplanétaire américaine datant de 1978.

Si tout va bien, Magellan restera huit mois en orbite autour de Vénus, qu'elle atteindra en août 1990. Son rôle : cartographier 90 % du sol vénusien avec une précision de moins de 200 mètres, à l'aide d'un radar capable de percer les épaisses nuages d'acide sulfurique qui couvrent cette planète. Ce programme de 3,3 milliards de francs, auquel participent l'Australie, la France et la Grande-Bretagne, complètera ainsi le travail d'exploration mené sur l'étoile du berger depuis 1961 par une vingtaine

d'engins américains et soviétiques.

Galileo, qui attend sur le pas de tir de Cap Canaveral, devrait suivre le 12 octobre prochain, emmené par la navette Atlantis. Cet engin particulièrement sophistiqué — les ingénieurs du JPL l'ont surnommé « la Rolls des engins spatiaux » — devrait atteindre Jupiter en décembre 1995, après avoir survolé Vénus, photographié la face cachée de la Lune, et ancré (en 1991) la ceinture d'astéroïdes qui séparent les « planètes intérieures » (Mercure, Vénus, Terre et Mars) des « planètes extérieures » (Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune et Pluton). Galileo restera en orbite autour de Jupiter pendant deux ans pour compléter les données recueillies par les sondes Pioneer-10 et 11 (1972 et 1973) et Voyager-2. Après avoir largué un module destiné à étudier l'atmosphère jovienne, elle en analysera et photographiera les couches supérieures, à moins de 1 000 km d'altitude. Elle doit aussi passer au plus près des trois principaux satellites de Jupiter : Io, Ganymède et Europe.

Son départ, s'il a bien lieu à la date prévue, soulagera d'un gros poids les responsables de la NASA et du JPL : des coupes budgétaires, des changements dans la conception de l'engin, puis la catastrophe de la navette Challenger en 1986 ont en effet retardé de sept ans le lancement, fixé au départ pour 1982 !

Autre projet bien engagé : la sonde Cassini qu'une fusée Titan-4 Centaur devrait lancer en avril 1996, si le Congrès américain approuve comme prévu (en principe ce mois-ci) son inscription au budget 1990. Destination : Saturne et son satellite Titan, déjà survolés en 1981 par Voyager-1 et 2. Titan, qui ressemble à la Terre primitive, et pourrait receler des molécules prébiotiques (dernier stade avant la vie), est sans doute l'un des objets les plus passionnants du système solaire. Cassini larguera dans son atmosphère d'azote Huygens, un module de 192 kg, de fabrication européenne. Le projet Cassini comprend une autre sonde baptisée CRAF (Comet Rendez-vous

Asteroid Flyby), qui, lancée en 1995, devrait atteindre en l'an 2000 la comète Kopff pour en analyser la composition.

Au total, trente-cinq missions scientifiques spatiales américaines (interplanétaires, mais aussi d'étude de l'environnement terrestre) sont programmées pour les cinq prochaines années, a indiqué Leonard Fisk, porte-parole de la NASA à Pasadena. L'Europe, qui participe à certaines de ces missions, ainsi qu'à des projets soviétiques, a quand même programmé sa propre sonde. Lancée par la navette américaine (en principe en avril 1990), Ulysses s'élèvera très haut au-dessus du

plan de l'écliptique (qui contient les orbites de la plupart des planètes du système solaire) pour étudier le Soleil à l'aplomb de ses pôles à partir de 1994.

La prochaine mission soviétique est prévue pour 1994, vers Mars, avec une participation française. Un orbiteur devrait lâcher des ballons-sondes dans l'atmosphère de la planète rouge et un véhicule automatique sur son sol. Selon l'hebdomadaire spécialisé américain Aviation Week, des études sont en cours pour simplifier cette mission et en abaisser le

coût. Le véhicule pourrait notamment être remplacé par plusieurs mini-stations fixes.

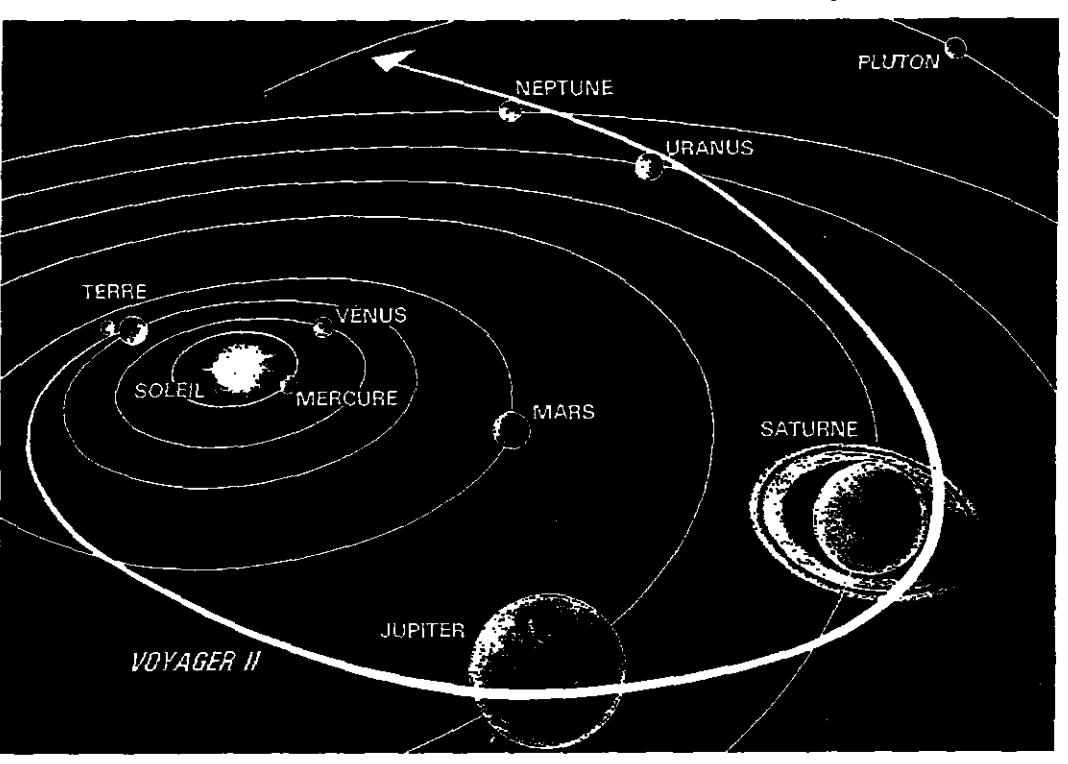
La décision définitive devrait être prise à la fin de cette année. « Mais, estime un expert français, cette mission aura sans doute lieu, tout comme la suivante, prévue pour 1996 vers Phobos, avec un recueil d'échantillons de sol. Pour la suite, c'est une problématique... »

Sont envisagés des atterrissages de sondes automatiques sur Vénus (1998), Mercure (2002-2003), et un recueil d'échantillons de sol martien (2001).

Comme les Américains, les Soviétiques ont dans leur ligne de mire un débarquement d'astro-

nautes sur la Lune, puis sur Mars vers 2010-2020. Mais, à Pasadena, l'académicien Valery Barsukov n'a pas caché sa réticence devant une échéance aussi proche. « Les règles de la perestroïka veulent que, désormais, les budgets soient contrôlés par ceux qui passent les commandes », a-t-il lancé. Et, en URSS, les utilisateurs des engins interplanétaires sont les membres de l'Académie des sciences. De purs scientifiques donc, plus sensibles aux bons résultats obtenus par de petits robots rustiques mais performants et fiables — de type Voyager — qu'aux prestigieuses missions habitées, grosses consommatrices

de crédits, et aux retombées plus médiatiques que réellement scientifiques. En fait, pour des raisons parfois très différentes, les stratégies spatiales des Deux Grands semblent de plus en plus parallèles. Si l'Académie des sciences soviétique s'efforce d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour les missions futures, le Congrès américain rogne avec une belle ardeur les crédits de la future station spatiale Freedom. On peut se demander dans ces conditions si, malgré le battage présidentiel, les débuts américains sur la Lune et sur Mars, infiniment plus ambitieux et chers, pourront bien avoir lieu à l'échéance prévue. « Mes



plan de l'écliptique (qui contient les orbites de la plupart des planètes du système solaire) pour étudier le Soleil à l'aplomb de ses pôles à partir de 1994.

Pas d'euphorie en Union soviétique

Du côté soviétique, l'ambiance semble loin d'être aussi euphorique qu'à la NASA. C'est que — évidemment — Voyager est américain. Et si Phobos-1 et 2, les deux dernières sondes lancées par l'URSS (en juillet 1988), ont pu transmettre des données très intéressantes sur Mars et sur son satellite Phobos, elles n'en ont pas moins été perdues corps et biens

coût. Le véhicule pourrait notamment être remplacé par plusieurs mini-stations fixes.

La décision définitive devrait être prise à la fin de cette année. « Mais, estime un expert français, cette mission aura sans doute lieu, tout comme la suivante, prévue pour 1996 vers Phobos, avec un recueil d'échantillons de sol. Pour la suite, c'est une problématique... »

Sont envisagés des atterrissages de sondes automatiques sur Vénus (1998), Mercure (2002-2003), et un recueil d'échantillons de sol martien (2001).

Comme les Américains, les Soviétiques ont dans leur ligne de mire un débarquement d'astro-

PLUTON « DÉPASSÉ » PAR NEPTUNE

Neptune, atteinte le 25 août par Voyager-2, est actuellement la planète la plus lointaine du système solaire... à titre provisoire, pour vingt ans seulement ! Pluton, qui décline généralement ce titre, tourne en effet autour du Soleil en suivant une orbite particulière, très excentrique et inclinée, dont une partie est plus proche du Soleil que Neptune.

Le périhélie de l'orbite de Pluton, c'est-à-dire le point le plus proche du Soleil, est situé à 4,42 milliards de kilomètres de ce dernier, et son aphélie (point le plus éloigné du Soleil), à 7,37 milliards de kilomètres. Or, Pluton atteint son périhélie en août 1990. Elle se trouve donc « à l'intérieur » de l'orbite neptunienne, qu'elle a croisée (à 4,53 milliards de kilomètres du Soleil) en janvier 1979, et y restera jusqu'à ce qu'elle coupe à nouveau l'orbite de Neptune, en mars 1995. Après cette date, Pluton redeviendra « la dernière planète du système solaire », comme le mentionnent les livres scolaires. Cette curiosité se reproduit tous les deux siècles : elle met en effet deux cent quarante-huit ans à boucler un tour complet du Soleil.

Un entretien avec Félix Guattari

« Il faut casser le caractère uniformément étatique de la psychiatrie française et encourager les associations et les fondations »

A PRES la mort de Franco Basaglia (1980) et de David Cooper (1986), la disparition de Ronald Laing marque-t-elle la disparition de l'antipsychiatrie ? Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le psychanalyste Félix Guattari, principal animateur, avec les docteurs Jean Oury et François Tosquelles, de l'école française de psychiatrie institutionnelle, reconnaît le recul de ce courant, qui, dans les années 70, avait tenté de remettre radicalement en cause la psychiatrie. Il juge sévèrement la situation actuelle de la pratique psychiatrique.

« Avez-vous en 1989 le sentiment d'être un has been ? »

— Un has been, moi ? (rires). Pas du tout. J'ai le sentiment d'un immobilisme, et les quelques lumières que je pense, avec d'autres, avoir sur la nécessité d'une remise en cause profonde de la psychiatrie restent malheureusement toujours d'actualité.

— Vous avez déclaré qu'avec la mort de Ronald Laing c'était « toute une époque qui disparaissait », celle de la remise en cause profonde de la psychiatrie sous son double aspect d'« aliénation sociale » et d'« aliénation sociale ». La remise en cause de la psychiatrie a-t-elle réellement disparu avec Ronald Laing ?

— On ne peut pas traiter cette question de manière globale à l'échelle mondiale ni même à l'échelle européenne. Cette remise en cause de la psychiatrie traditionnelle existe toujours, notamment en Amérique latine et en Italie autour de l'équipe de Trieste qu'anime Franco Rotelli. Cette équipe a complètement renouvelé la remise en question de la pratique psychiatrique en Italie, dominée par les difficultés liées de la loi qui supprimait les hôpitaux psychiatriques sans rien remettre à la place.

L'état d'esprit de l'équipe de Trieste est particulièrement positif et constructif. L'hôpital de Trieste a été transformé en un centre culturel international qui intervient pour la transformation des hôpitaux en Italie, mais aussi en Espagne, en Grèce, etc.

Pour le reste, il existe toujours une prise de conscience collective, mais minoritaire, de la nécessité de transformer profondément la psychiatrie.

— On avait pourtant cru à une époque que cette prise de conscience pourrait rapidement son caractère minoritaire.

— Oui, c'est vrai. Pourtant le mouvement est devenu minoritaire, y compris en Italie et en Angleterre. Il y a en France un courant puissant, mais minoritaire lui aussi, autour de la psychiatrie institutionnelle qu'animent les docteurs Tosquelles et Oury. Il y a aussi des expériences de secteur, vivantes et intéressantes. On aurait tort de penser que tout est revenu à zéro. Mais on peut dire toutefois que le bilan est, pour reprendre une expression commune, globalement négatif. Tout le monde convient, y compris au niveau du ministère de la santé, qu'il y a un recul, un retour à des méthodes traditionnelles, des méthodes franchement asilaires. On voit à nouveau des choses épouvantables dans la psychiatrie française. Et je ne parle même pas ici de la montée de l'idéologie comportementaliste. On observe le recul d'un esprit innovateur chez les travailleurs de la santé mentale. Mise à part la minorité réunie autour de la psychiatrie institutionnelle, il y a une sorte d'effacement de la sensibilité collective de la psychiatrie française.

— Pourquoi ?

— Je pense que les pouvoirs publics portent une large part de responsabilité. Les pouvoirs publics ont autorisé, c'est-à-dire avec la sanction, l'implantation d'une psychiatrie extra-hospitalière (hôpitaux de jour, foyers, appartements thérapeutiques, etc.), on aspirait à une transformation de la psychiatrie.

En réalité, les expériences de secteur sont, pour la plupart, rentrées dans la dépendance de la psychiatrie lourde, c'est-à-dire la psychiatrie asilaire. Plus fondamentalement, on observe une sorte de collusion entre un certain corporatisme (psychiatres, équipes soignantes) et les structures étatiques lourdes qui gèrent la psychiatrie française. Je ne préconise certes pas une privatisation de la psychiatrie. Ce serait absurde. Mais, de la même manière que beaucoup de grandes sociétés industrielles, commerciales, bancaires ont trouvé une sorte de statut mixte, je pense aujourd'hui qu'il est nécessaire de casser le caractère uniformément étatique de la psychiatrie française. Il faut trouver des formules intermédiaires sous forme d'associations ou de fondations. Le pouvoir d'Etat garderait certes un contrôle qui ne serait pas a priori mais a posteriori. Les tentatives d'innovation sociale, d'expériences collectives, pourraient être entre-

prises avec un esprit d'émulation. Aujourd'hui, on tend vers la grisaille généralisée.

— Une telle proposition se heurterait immédiatement à ceux qui y voient un système inégalitaire. La « grisaille » dont vous parlez permet aussi de fournir à l'ensemble des malades mentaux des chances équivalentes de guérison ou d'échec thérapeutique.

— Ne nous méprenons pas. Je ne suis pas un partisan du néolibéralisme ou du marché pour le marché. Je pense malgré tout que c'est seulement s'il y a une concurrence possible, une émulation entre expériences différentes qu'on pourra faire que des partenaires sociaux différents s'associent et prennent conscience ensemble des problèmes qui se posent. S'il y avait en France cette indépendance associative dans la psychiatrie, on verrait, dans certaines régions, apparaître des expériences pilotes. Il y aurait une logique du mouvement, une dialectique de la transformation. Aujourd'hui, il n'y a qu'un fonctionnarisme. L'autre problème qui se pose est l'absence de recherche, l'absence de tout instrument d'évaluation. C'est totalement invraisemblable.

— Aux moments forts de l'anti psychiatrie, pensez-vous que la force, l'originalité des idées, le dynamisme du courant créé permet-

traient de surmonter tous les obstacles que vous décrivez aujourd'hui ?

— Pour ma part, je ne me suis jamais fait d'illusions. J'ai toujours considéré que ce qui a été mis sous l'étiquette d'« antipsychiatrie », une expression lancée de façon un peu imprudente par David Cooper, qui a lui-même ensuite désavoué ce terme, a été essentiellement un mouvement médiatique, un mouvement qui s'appuyait sur des expériences de portée très restreinte, du type Kingsley Hall. Malgré tout, cela a été quelque chose qui a abouti à un résultat notable. Tout cela a réveillé l'opinion, a donné un éclairage sur la situation abusive, répressive qui existe en Europe et dans le monde. Mais dès l'année 1975, nous étions un certain nombre à avoir pris conscience que l'on ne pouvait pas en rester là et que seule une prise en charge de cette problématique par les intéressés eux-mêmes, les travailleurs de la santé mentale, les psychiatres et les différents partenaires sociaux, permettrait d'avancer. En d'autres termes, ce phénomène médiatique ne pouvait pas changer les mentalités. Ce changement ne peut provenir que de transformations sociales d'une tout autre échelle.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 21.)

Les frontières de la cocaïne

La France ne continuera à être épargnée par le crack que si elle parvient à limiter la consommation de cocaïne.

« On ne peut pas saisir 100 ou 200 kilos, quand on sait qu'il y a des centaines de tonnes qui sont produites chaque année, c'est un perpétuel recommencement. Il faut résister au découragement et se dire que les solutions ne sont certainement pas seulement dans notre travail d'interception », que les vraies solutions se trouvent au niveau géopolitique, au niveau des efforts à déployer pour trouver un véritable remède aux problèmes des pays de production. C'est là la vraie donnée du problème de l'offre de la drogue dans le monde ».

S'exprimant ainsi en avril 1988 au cours d'un séminaire international sur « Sida et toxicomanie », le commissaire Bernard Gravel, chef de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants pour la France, ne se doutait évidemment pas que, un peu plus d'un an plus tard, l'Etat colombien déclarerait « la guerre totale » aux trafiquants de cocaïne. Sans préjuger l'issue de cet affrontement et les conséquences qu'il pourrait avoir sur la consommation de cocaïne dans le monde, il est d'ores et déjà possible d'esquisser une sorte de « photographie dynamique » de la diffusion de cette drogue en France.

En hausse constante mais relativement modérée, la consommation de cocaïne en France est préoccupante mais n'atteint pas le niveau alarmant qui prévaut actuellement aux Etats-Unis. Faute d'outil suffisamment fiable, il est relativement difficile d'avancer des chiffres précis.

Les quelques enquêtes réalisées sur ce thème montrent que c'est à partir de 1979-1980 que la consommation de cocaïne a réellement commencé à augmenter en France.

43 % des toxicomanes incarcérés

Du point de vue du nombre d'interpellations, les chiffres demeurent relativement modestes : 419 en 1982, 505 en 1987 (à titre de comparaison, en 1988, 2.442 trafiquants d'héroïne ont été interpellés). La croissance du volume des saisies est sans doute plus significative : 79 kg en 1982, 754 kg en 1987.

Pour autant, de l'avis de plusieurs spécialistes, ces données rendent mal compte de la réalité du phénomène observé en France. En définitive, plus que les études quantitatives, ce sont les études qualitatives, réalisées soit dans la rue (sur un nombre limité de toxicomanes), soit en milieu carcéral, soit encore dans des centres de soins, qui reflètent le mieux les

diverses tendances. Un rapport encore inédit, réalisé par les docteurs François-Rodolphe et Sylvie Ingold (Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance), sur la consommation de cocaïne en France apporte plusieurs données intéressantes.

Ainsi, une étude effectuée en 1982 dans les rues de Paris faisait apparaître que 8 % des toxicomanes étaient des consommateurs réguliers de cocaïne (à l'époque, ces chiffres avaient surpris dans la mesure où l'on croyait que la consommation de cette drogue n'était l'apanage que de quelques groupes de population bien déterminés, comme les artistes).

Une autre étude réalisée cette fois en 1985 à Fleury-Mérogis montrait que 43 % des toxicomanes incarcérés étaient des consommateurs de cocaïne (plusieurs d'entre eux - c'était là un phénomène relativement nouveau - disaient même ne consommer que de la cocaïne). Enfin, une dernière enquête réalisée dans les rues de Paris en 1988 faisait état d'une proportion de 45 % de toxicomanes ayant consommé, occasionnellement ou non, de la cocaïne. Fait notable, aucune de ces enquêtes n'a permis de retrouver la moindre trace de crack.

Ces différentes études mettent en lumière l'aspect dynamique du phénomène. En outre, elles confirment les données policières indiquant que la France n'est pas - pas encore ? - touchée par le crack. Rien à voir donc avec la situation américaine où la cocaïne et surtout le crack font de véritables ravages (outre-Atlantique, la cocaïne, particulièrement depuis qu'elle est consommée par voie intraveineuse, tue par surdose autant que l'héroïne).

Rappelons que le crack, c'est de la cocaïne presque pure mélangée à du bicarbonate de soude, de manière à obtenir une pâte qui, une fois durcie et cassée en petits morceaux, peut être fumée. De ce fait, parce qu'il passe extrêmement vite dans le sang, le crack provoque au niveau cérébral une sensation de jouissance brève mais extrêmement forte. L'asservissement - la dépendance - survient très vite, en général au bout de quelques jours. Ses effets sur l'organisme peuvent être dévastateurs (blocage du système respiratoire ou arrêt cardiaque). Plus souvent, les effets du crack sont sournois - amaigrissement, troubles psychiques, dépression, hallucinations, - aboutissant à une sorte de mort lente, inexorable.

Pourquoi ce produit « tyrannique », bien plus puissant que la cocaïne classique, capable de produire une dépendance foudroyante, n'a-t-il pas encore

envahi l'Europe, et tout particulièrement la France ? « On peut considérer, explique le docteur Ingold, que tant que la disponibilité de la cocaïne n'aura pas atteint un certain seuil, la France restera épargnée par le crack. Il y a donc tout lieu de penser qu'en limitant la consommation de cocaïne, on pourrait parvenir à prévenir l'arrivée du crack ».

Dans le reste de l'Europe, la situation est relativement semblable à celle de la France. Significatif d'une augmentation de la consommation de cocaïne, le volume des saisies est passé de 155 kg en 1978 à 5,5 tonnes en 1988. Mais peut-on craindre pour autant, comme certains observateurs le pensent, que du fait d'une « saturation » du marché américain les trafiquants de cocaïne décident d'investir le marché européen ? « Cette histoire de saturation du marché américain est une vue de l'esprit, affirme le docteur Ingold. Aux Etats-Unis, la consommation de cocaïne est très importante (environ 50 tonnes par an). Et si le prix d'achat a chuté (de 50 000 dollars le kilo à la fin des années 70,

il est aujourd'hui à environ 10 000 dollars), en revanche les prix au détail n'ont pas baissé dans les mêmes proportions et la demande reste très forte ».

Face à cette situation, les Etats commencent à se mobiliser. Le 23 mai dernier, à Londres, les ministres responsables de la lutte contre la drogue de dix-neuf pays du Conseil de l'Europe sont convenus d'intensifier leur action en vue de freiner le trafic de la cocaïne et de prévenir les ravages potentiels de son dérivé mortel, le crack ». Selon les ministres, l'augmentation rapide des saisies de cocaïne démontre que « l'Europe occidentale a été ciblé comme un nouveau débouché à la suite de l'apparente saturation du marché nord-américain ». Plus récemment, au sommet de Paris, les Sept ont également décidé d'intensifier la lutte contre la toxicomanie.

Si c'est au niveau géopolitique que peuvent se régler les problèmes de l'offre de la drogue, c'est plus banalement dans la rue que doivent être abordés les problèmes de consommation. « A cet

égard, résume F.-R. Ingold, le rôle de l'information, sur le terrain, la plus proche possible des gens, est capital ».

Les Hollandais - au prix d'une politique que d'aucuns pourraient juger trop tolérante - sont les premiers à l'avoir bien comprise et mis en pratique. Il suffit de consulter les résultats de leurs programmes de prévention de la toxicomanie et du sida. Ces programmes, mis en place depuis de nombreuses années, avec l'aide des municipalités mais aussi des junkies bond, les « syndicats » de toxicomanes, et permettant d'échanger des seringues usagées contre des nouvelles et de participer à des tentatives de substitution de l'héroïne par la méthadone, ont permis dans une certaine mesure de contenir la consommation de drogues et surtout de maintenir à un niveau relativement modéré la transmission du virus du sida.

Cette prise en charge qui consiste en un « accompagnement » des toxicomanes plutôt qu'en une désintoxication à tout prix, le professeur Charles Kaplan (université Erasmus, Rotterdam) en avait rappelé la philosophie

lors du séminaire « Sida et toxicomanie ». S'agissant des programmes méthadone, il avait expliqué qu'il fallait les concevoir « comme la représentation d'un substitut qui permettrait l'intervention du social. Ce n'est pas, disait-il, la méthadone qui a de l'importance, mais la façon de la donner, le contexte social de sa distribution ». Il s'agit, ajoutait-il, de « mettre en place une psychiatrie sociale, dans la rue, avec les toxicomanes, les travailleurs sociaux ainsi que les sociologues qui travaillent ensemble, et qui se préoccupent des effets secondaires de l'usage des drogues, qui prennent en compte un lent processus de désintoxication. Il y aurait substitution, certes, mais une substitution sociale, une normalisation, si l'on peut dire, du toxicomane et du malade mental ».

FRANCK NOUCH.

(1) Les actes de ce séminaire international peuvent être commandés à l'IREP, 45, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

Surdose suisse

Affrontée à un trafic de drogue sans rapport avec sa petite taille, la Confédération étudie un projet de dépénalisation de la consommation.

F AUT-IL dépénaliser la consommation de drogue ? La question est ouvertement posée en Suisse depuis que la Commission fédérale des stupéfiants l'a elle-même proposée dans un rapport publié en juin dernier. Dans la foulée, elle recommandait de supprimer la pénalisation de la possession et de l'acquisition de petites quantités de drogue destinées à la consommation personnelle. En revanche, la Commission insiste sur le fait que ces propositions ne sauraient « en aucun cas être interprétées comme une libéralisation de la drogue ». Au contraire, cet assouplissement de la réglementation de l'usage des stupéfiants devrait aller de pair avec une répression plus sévère du trafic illégal à des fins de lucre.

A l'origine de ce projet, un constat : pas plus que la prohibition aux Etats-Unis, la répression n'a, jusqu'ici, contribué à résoudre le problème de la drogue. « Dans une large mesure, celle-ci s'est révélée inefficace », remarque le rapport. En fait, et malgré l'interdiction, le trafic n'a jamais été aussi florissant, et le nombre de drogués est en constante progression. Ainsi, les services de

police ont enregistré 205 décès dus à l'abus de drogue en 1988, dont 107 des suites de surdoses d'héroïne, contre 88 au total huit ans auparavant. Durant la même période, les infractions à la loi sur les stupéfiants sont passées de 5 000 à 18 000.

Les saisies de drogue ont connu une évolution analogue : 42,9 kilos d'héroïne et 226,1 kilos de cocaïne en 1988, contre, respectivement, 17 et 14 kilos en 1980. Parallèlement, on a constaté une augmentation continue de la « criminalité d'approvisionnement » (voies à l'arraché, cambriolages et agressions commises par des toxicomanes). Enfin, on a enregistré une multiplication des affaires dans lesquelles des banques suisses sont utilisées pour le recyclage d'argent provenant du trafic de drogue.

« Par rapport à la position que notre pays occupe en Europe du point de vue de sa superficie et de sa population, l'importance de la Suisse en tant que pays de transit est démesurée », note la Commission. Les prix payés pour l'héroïne, la cocaïne et les dérivés du cannabis y étant parmi les plus

élevés du monde, la Confédération est devenue un marché particulièrement intéressant pour les trafiquants étrangers.

La dépénalisation de la consommation de drogue préconisée par la Commission est motivée au premier chef par l'analyse des jugements prononcés : il en ressort que la pratique actuelle des poursuites pénales conduit à sanctionner bien plus souvent la consommation que le trafic de drogue et que les cas relativement bénins sont surreprésentés. De plus, en raison du nombre important des infractions (en Suisse, 15 % à 25 % des jeunes de moins de vingt ans ont déjà consommé du cannabis), les consommateurs ne peuvent plus être poursuivis que dans une proportion infime, ce qui mène à une inégalité choquante devant la loi. Avec la suppression de la pénalisation de la consommation de drogue, la justice et la police pourront utiliser les effectifs ainsi libérés pour mieux combattre le trafic à grande échelle.

Une distribution de seringues

Le rapport préconise enfin une série de mesures afin de prévenir la propagation du sida parmi les toxicomanes (distribution de seringues, traitements ambulatoires, drogues de substitution comme la méthadone). La Commission souhaite d'autre part une

intensification de la lutte contre le trafic pour s'en prendre plus efficacement aux racines du mal : renforcement des contrôles aux frontières, création d'une police fédérale des stupéfiants, révision du code pénal comme il en est question pour mieux réprimer le recyclage d'argent sale.

La publication de ce rapport a donné le coup d'envoi à un vaste débat sur la nécessité d'une modification de la loi sur les stupéfiants selon les propositions de la Commission. Après consultation des cantons et des milieux intéressés, il appartiendra au gouvernement de prendre ou non ces recommandations à son compte en présentant, l'an prochain, un projet définitif. En tout cas, une éventuelle libéralisation de la loi inspirée par les exemples néerlandais et espagnols a déjà fait apparaître de profondes divisions, surtout parmi les plus directement concernés. Paradoxalement, les plus farouches adversaires d'une dépénalisation de la consommation de drogue sont précisément des toxicomanes ou d'anciens drogués eux-mêmes. Ils font valoir que seule la peur de la prison pousse certains d'entre eux à tenter de s'en sortir. « Cessez-vous de poursuivre les voleurs parce qu'il y en a de plus en plus ? », s'exclame M. Pierre Rey, directeur d'un centre de désintoxication à Lausanne.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

HOMMAGE À KARAJAN

ÉTERNEL. Herbert von Karajan a déposé la baguette. Le chef des chefs a rejoint l'Olympe des démiurges en smoking. Dieu, sa vie, son œuvre, ses disques en vingt pages illustrées et détachables.

MYTHIQUE. Novateur, intransigeant, Otto Klemperer sort enfin du purgatoire. Réédités en compacts, les grands enregistrements du disciple de Mahler ressuscitent un génie de la direction. Un dossier.

EXCLUSIF. Nouveau maître à bord du vaisseau fou de l'Opéra-Bastille, le chef coréen Myung-Whun Chung nous a confié ses espoirs, ses craintes et ses plus secrètes aspirations. Une interview.

ELECTRISANT. Instruments branchés par excellence, les pianos numériques ont été mis à la question par nos techniciens. Comment se mettre au courant ?

Et aussi : Nina Berberova ou la musique des mots, Brigitte Lefebvre, déléguée à la Danse, les mémoires d'Henri Sauguet, la résurrection des concerts-radio d'appartement, les chroniques, les petites annonces, les disques du mois.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand
de journaux.

JOURNÉES

Le 1

PROSPECTIVES

LYON

Les 18 et 19
octobre 1989

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne
Renseignements :
48.06.56.67 - Paris
78.37.91.19 - Lyon

LE MONDE ORGANISE
LES 2 EMES JOURNEES
PROSPECTIVES

Le 18 octobre au matin quatre cents dirigeants d'entreprises et professionnels des ressources humaines viendront débattre de la gestion des hommes autour du thème "Capital Humain et Efficacité Industrielle".

Les 18 et 19 octobre plusieurs milliers de cadres, jeunes diplômés et étudiants construiront leur stratégie de carrière avec des entreprises, des cabinets de conseil en recrutement, des universitaires.

صكنا في الامم

SAGA en mer

Après une histoire à éclipses longue de vingt ans, le petit sous-marin de recherches SAGA existe, flotte, navigue... et plonge.

Un bateau bien étrange attirait les regards, le 30 août, dans le port de Monaco : un sous-marin jaune, le SAGA, pas si petit que cela, dont la silhouette et la couleur inhabituelle tranchaient au milieu des luxueux yachts tout blancs et bien banales de la Côte d'Azur. De même, la sortie du port puis la rentrée ont attiré les spectateurs. Et quand nous avons émergé en surface, après une plongée (à 62 mètres) d'une petite heure, nous avons dû susciter bien des interrogations parmi les « commandants » de petits voiliers et de canots à moteur.

Et encore, tous les curieux ne savaient-ils pas que ce bizarre SAGA (sous-marin d'assistance à grande autonomie) de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et de la société maraillaise de travaux sous-marins COMEX est encore plus extraordinaire que sa présence ne l'était dans le port de Monaco. En somme, l'histoire du SAGA fait un peu penser au... serpent de mer. Elle a commencé le 7 novembre 1969, lorsque l'Institut français du pétrole (IFP) et le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEKO), devenu IFREMER en 1984) ont présenté le projet d'un sous-marin expérimental de recherche, l'Argyronète (1), d'un type nouveau :

— Deux habitacles en acier spécial, l'un « sec » ou « atmosphérique » dans lequel un équipage de six hommes vivra à une pression normale ; l'autre « humide », faisant office, pour quatre plongeurs, de caisson pressurisé. Deux sas permettront aux plongeurs de sortir dans la mer. Un troisième sas isolera l'un de l'autre le compartiment « sec », où régnera la pression atmosphérique normale du compartiment « humide », où les plongeurs vivront à la pression régnant à la profondeur du travail sous-marin prévu et dans lequel ils resteront pour leur lente décompression. (Rappelons que, sous l'eau, la pression augmente d'une atmosphère tous les 10 mètres.) Certes, à l'époque, existaient plusieurs sous-marins « crache-plongeurs », mais beaucoup plus petits.

— Avec sa coque d'habillage, l'Argyronète mesurera 27,80 mètres de long et pèsera, dans l'air, 250 tonnes. Il pourra descendre à 600 mètres et faire sortir des plongeurs jusqu'à la profondeur de 300 mètres.

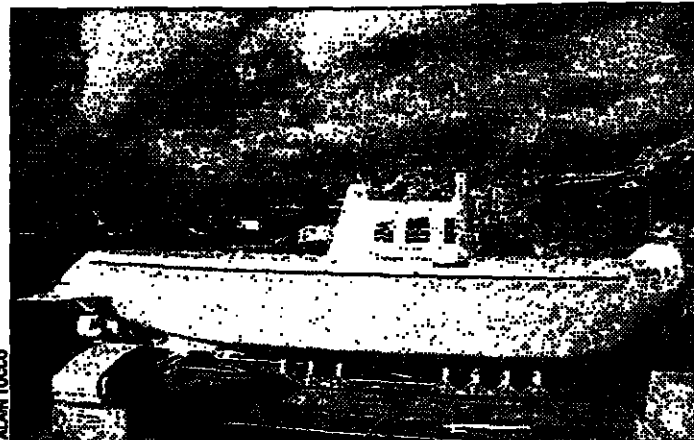
— Doté d'un moteur diesel pour la navigation de surface et de batteries pour la navigation en plongée, l'Argyronète pourra parcourir 700 kilomètres, mais en surface, étant donné la faible quantité d'énergie disponible dans les batteries.

— Le coût de l'Argyronète est estimé à 20 millions de francs, que se partagent également l'IFP et le CNEKO.

La construction de l'Argyronète commence au Centre d'études marines avancées (CEMA) à Marseille, une des associations à but non lucratif (loi de 1901) du groupe Cousteau, dès que la société Neyrho a fabriqué les deux compartiments en acier. Mais le coût de l'engin ne cesse d'augmenter et son utilité n'apparaît pas clairement, en particulier aux compagnies pétrolières travaillant dans l'offshore. En septembre 1971, on en est à 44 millions de francs (dont 12 millions de TVA non prévus), et il est évident que des études technologiques complémentaires sont nécessaires. Le ministère du développement industriel et scientifique décide donc, le 24 septembre 1971, d'arrêter la construction de l'Argyronète.

165 millions de francs

Les deux compartiments d'acier et divers autres éléments sont entreposés à Marseille ou à Toulon, gardiennage et entretien coûtant 300 000 F par an. En 1981, la COMEX rachète les deux coques d'acier (pour 280 000 F comptant, auxquels s'ajoutent 300 000 F par an pendant dix ans, mais seulement à partir du moment où commencera l'exploitation commerciale de l'engin). Et en 1982 la COMEX et le CNEKO décident de s'associer pour reprendre la construction de l'Argyronète en modifiant sensiblement le projet initial. Enfin, en 1984, deux sociétés canadiennes,



International Submarine Engineering et Energy Conversion System, s'associent au projet.

La modification principale — outre le changement de nom du sous-marin — concerne la navigation en plongée (2). Au lieu de batteries, la source d'énergie sera deux moteurs Stirling (fabriqués par la société suédoise Kockums) de 75 kilowatts chacun : la combustion de fuel et d'oxygène liquide chauffe de l'hélium, dont la dilatation puis la contraction en circuit fermé font aller et venir les pistons du moteur. Ainsi, le SAGA, qui est le premier sous-marin civil doté de moteurs Stirling, aura une grande autonomie : 550 kilomètres de navigation en plongée (ce qui soustrait l'engin aux aléas météorologiques) à la vitesse de 9,2 kilomètres à l'heure, auxquels s'ajoutent dix jours de travail sous-marin.

Pour le moment, le SAGA est équipé de moteurs Stirling provi-

soires en aluminium. Il devrait recevoir ses moteurs Stirling définitifs en acier au cours de ce mois de septembre et être opérationnel au printemps prochain.

Il y avait bien un projet de moteur nucléaire que devait étudier et fournir un des associés canadiens. Mais cela coûtait bien cher... Actuellement, le coût du SAGA est de 165 millions de francs (3).

En essais depuis le printemps dernier, le SAGA a déjà fait une démonstration de travail réel : du 21 au 23 août, il a amené à pied d'œuvre, sous 110 mètres d'eau, les quatre plongeurs qui ont enlevé les bouchons provisoires de la conduite qui fait se déverser les eaux sortant de la station d'épuration de la Principauté après un traitement mécanique et biologique très poussé. Il a ensuite, pour mieux tester ses capacités, fait sortir les plongeurs par 185 mètres d'eau.

A quoi le SAGA peut-il servir, étant entendu que le prix de la journée d'utilisation est probablement de l'ordre de 150 000 à 200 000 francs ? Pour M. Pierre Papon, président-directeur général de l'IFREMER, et M. Henri Delauze, président de la COMEX, le SAGA devrait travailler pour le pétrole offshore, même si, pour le moment, le baril à 18 dollars n'incite pas beaucoup à se précipiter sur le pétrole cher (c'est-à-dire des mers profondes). Toutefois, il ne faut pas oublier que le Brésil, pionnier dans ce domaine, exploite déjà des gisements offshore sous 400 mètres d'eau et qu'il va bientôt s'attaquer à des gisements offshore situés sous 500 à 600 mètres d'eau. Le SAGA peut aussi aider les scientifiques et les militaires à poser et récupérer des « objets » au fond de la mer. Il peut servir à tester de nouveaux matériels.

Les deux présidents sont optimistes : le SAGA, unique au monde de son type, est le premier engin qui ouvre la voie à une nouvelle génération de sous-marins.

YVONNE REBEYROL

- (1) L'Argyronète est une araignée aquatique vivant sous l'eau dans une cloche de soie faite par elle et remplie d'air par ses soies.
- (2) Désormais le SAGA est long de 28,06 mètres. En plongée, il déplace 545 tonnes, et son poids dans l'air est de 310 tonnes.
- (3) IFREMER : 50 millions de francs ; COMEX : 32 millions ; Fonds de soutien aux hydrocarbures via le Comité d'études pétrolières et marines : 32 millions ; les deux sociétés canadiennes : 34 millions ; les Communautés européennes : 8 millions. Auxquels s'ajoute le coût d'études menées par la COMEX et Kockums en 1981-1982.

Un entretien avec Félix Guattari

(Suite de la page 19.)

— Comment expliquez-vous que les médias se soient alors passionnés pour ce problème et qu'ils semblent aujourd'hui s'en désintéresser complètement ?

— Ce regard sur la folie était alors corrélat à une tout autre série d'interrogations sociales : regard sur le monde éducatif, sur les prisons, la drogue, la prostitution... Rappelez-vous, ces années-là étaient des années d'intelligence collective et de lucidité. On est revenu, depuis, à des années d'hiver. J'espère que le balancier de l'histoire fera, un jour prochain, son œuvre, et qu'entretemps ce qui aura été conquis restera et permettra des avancées plus substantielles.

— Espérez-vous dans les années 70 que cette « intelligence collective » parviendrait à s'imposer à l'institution psychiatrique ?

— J'ai toujours été assez prudent. Il y a eu dans ces années des mouvements d'effervescence de toute nature qui ont exploité, quelquefois de façon tout à fait démagogique, les thèmes que l'on pouvait développer. Niant, par exemple, l'existence même de

l'aliénation mentale en voulant tout convertir en termes d'aliénation sociale, niant la nécessité et la spécificité des pratiques psychiatriques. Mais, quel qu'il en soit, la psychiatrie française a rendez-vous avec un changement fondamental de son statut, avec une remise en question de ses rapports avec l'Etat. On pourra certes encore continuer comme cela pendant des années, voire des dizaines d'années. Mais on assistera à une inefficacité évidente des structures lourdes, à des coûts invraisemblables et à une démolition des travailleurs de la santé mentale, à commencer par les psychiatres.

Le vrai scandale

— Une démolition que vous avez observée personnellement ?

— Tout à fait. Et de manière courante. Je veux parler des dépressions, des désespoirs, d'un sentiment de « tourner à vide ». On n'imagine pas à quel point les personnels de la santé mentale vivent ces drames, pas seulement au niveau de leur conscience, mais dans leur chair. On crée des



Dessin de BÉRÉNICE CLEEVE

conditions institutionnelles qui rendent impossible la vie, la vie sociale. Or, sans vie sociale, sans activité créatrice, le malade mental se retrouve placé dans des conditions qui finalement sont pires que celles qui l'avaient conduit à son impasse. Les différents ministères de la santé et des affaires sociales ne savent pas comment aborder le problème de la psychiatrie. On tente par exemple d'entamer la loi de 1838 sans y toucher vraiment... Or, contrairement à ce que nous disent certaines émissions de télévision à grand tapage, l'essentiel n'est pas dans les internements arbitraires. Le vrai scandale, c'est l'existence de structures carcérales qui démolissent littéralement les malades mentaux et les personnels qui y travaillent, au lieu de créer des systèmes de vie, de reconstruction du comportement, de l'affectivité et de la subjectivité dans son ensemble.

— Assistez-vous, selon vous, à un véritable déclin de la psychiatrie en tant que thérapeutique ?

— Les thérapeutiques psychanalytiques en tant que telles connaissent, en cabinet individuel, un début de désaffection. Elles se poursuivent dans les centres

médico-psycho-pédagogiques, les dispensaires, etc. En fait, ce qui est en crise, ce sont les bases théoriques de la psychanalyse. Pour moi, les formations de l'inconscient ne sont pas uniquement liées à l'individu, mais aux différentes formations sociales auxquelles l'individu est adjacent ainsi qu'à des phénomènes de société dont Fernand Braudel disait qu'ils relevaient de la « longue durée ». Je veux parler par exemple des transformations liées à l'utilisation de la pilule par rapport à la sexualité, du recours aux neuroleptiques chez les enfants, de la montée des médias, du rôle considérable dans le développement de l'enfant et de l'individu de la télévision et, demain, de la télématique... Ce sont toutes ces choses-là qui font la subjectivité et en particulier la subjectivité inconsciente. Et sur tout cela, la psychanalyse n'a rien à nous dire.

— Pourquoi ?

— Parce que la psychanalyse, y compris le courant structuraliste autour de Jacques Lacan, s'est constituée en chapelles se consacrant à la formation de leurs adeptes.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

LE MONDE ORGANISE
LES 2 JOURNÉES
PROSPECTIVES

Efficacité des produits homéopathiques

Les précisions du professeur Marcel-Francis Kahn

APRÈS la publication des conclusions d'une étude publiée dans le *British Medical Journal* concluant à l'efficacité d'une substance homéopathique dans le traitement d'une maladie rhumatologique (*le Monde* du 11 août), nous avons reçu du professeur Marcel-Francis Kahn (hôpital Bichat, Paris) les précisions suivantes.

« Le diagnostic de l'affection traitée (fibrosité, syndrome polyalgique diffus ou fibromyalgie primitive) utilise des critères actuellement rejetés car beaucoup trop vagues. (...) Le docteur Philippe Belon, directeur de recherche aux laboratoires Botoron, dit que tous les critères utilisés ont été améliorés de façon significative avec *Rhus toxicodendron* 6 CH. Or dans l'article, il est expressément indiqué que

le jugement global du patient (*overall assessment*) n'a pas montré de différence significative pour le traitement « actif » (*which was not significant*). Il faut d'autre part noter que le *British Medical Journal* a accepté les données statistiques sans indication de la dispersion des résultats (écart-type).

Le « censeur impartial », « éminent rhumatologue » (doit-il modestement me reconnaître sous cette appellation ?) fait remarquer qu'il a proposé des études « portant sur l'effet de l'homéopathie sur les maladies organiques » et que ce sont les homéopathes, y compris M. Belon, qui ont finalement répondu que l'homéopathie se prêtait mal (1) au traitement des affections rhumatologiques. »

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire le pont entre vos échéances et les règlements de vos clients.

30 jours

60 jours

Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

BNP

C'est gagner.

CAMPUS

L'anglais par l'ordinateur

Pour Claude Henry, professeur d'anglais à l'université Rennes-II, le point faible de l'enseignement traditionnel des langues est la compréhension orale. Il estime que la maîtrise de l'anglais oral ne peut s'acquérir qu'à partir d'une familiarisation avec les formes et les structures spontanément utilisées par les anglophones. Afin d'aider les élèves à travailler cet aspect de l'apprentissage de l'anglais, il a mis au point, avec le concours du CNET, un système de compréhension orale assistée par ordinateur. Réalisé par Systèmes Grenet, une petite entreprise de Lannion, ce logiciel a été la vedette du dernier salon Expolangues.

Baptisé Voxane, le programme propose actuellement dix leçons, au cours desquelles l'élève écoute des extraits d'interviews sélectionnées à partir des archives sonores de la BBC. « On dit vite ainsi les énoncés au ralenti ou surajoutés qui ne facilitent en définitive que la compréhension d'une langue artificielle », affirme Claude Henry. Après avoir écouté un énoncé de deux ou trois minutes en continu, l'élève entre dans le détail grâce à un découpage en séquences qui peuvent être facilement répétées. Il juge par lui-même de sa compréhension et progresse à son rythme. En cas de difficulté, des aides écrites apparaissent à l'écran du micro-ordinateur. En fin de parcours, une récapitulation permet d'écouter à nouveau la totalité de l'entraînement ou de reprendre une partie de la leçon. Le logiciel fonctionne sur tout ordinateur PC doté d'un disque dur, avec une carte et un moniteur EGA.

J.-J. B.

Pour tout renseignement sur les aspects pédagogiques : Claude Henry, Rennes-II, tél. : 99-33-51-31. Sur les aspects techniques : Systèmes Grenet, tél. : 96-48-95-18.

Animation

L'Institut national de la jeunesse propose, à partir de novembre, une formation au diplôme d'études supérieures de l'animation (DESA) et au diplôme des hautes études des pratiques sociales (DHEPS). Le DESA est un diplôme de second cycle délivré par l'université Paris-III et s'adressant aux titulaires d'un diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation, ainsi qu'aux licenciés ayant une expérience de trois ans dans le domaine de l'animation. Le DHEPS est un diplôme de deuxième cycle délivré par Paris-III.

Institut national de la jeunesse, département de la formation, Val Flory, 78160 Marly-le-Roi. Tél. : 39-58-48-11 poste 476.

Bourses pour MBA

Le Crédit lyonnais offre deux bourses d'études commerciales ou scientifiques destinées à suivre un MBA avec spécialisation dans

le domaine financier dans une université américaine.

Pour tous renseignements, s'adresser à la commission franco-américaine d'échanges universitaires et culturels, 2, rue Chancery, 75016 Paris. Tél. : 45-20-49-54.

Travaux publics au Texas

Un accord de coopération vient d'être signé entre l'Ecole spéciale des travaux publics et Texas A & M University (USA). Identique à celui qui fonctionne depuis sept ans entre cette école et Northwestern University (Chicago), il prévoit notamment que des élèves de l'ESTP effectuent leur troisième année dans l'université américaine sous la forme d'un Master of Science. L'ESTP a déjà conclu des accords de coopération similaires avec les universités de Birmingham (G-B), Munich (RFA), KTH Stockholm (Suède) et Valencia (Espagne).

(ESTP, 57, boulevard Saint-Germain, 75240 Paris cedex 06. Tél. : 46-34-21-99.)



- Le Centre de Formation pour l'Audiovisuel
- L'Ecole du Cinéma et de la Télévision

Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989, à 14 h 30
APARTEMENT à PARIS (20^e)
48, rue des Vignes, 5-7, rue Michel de Bourges
d'une pièce principale, entrée, w.-c., salle d'eau et cuisine
MISE A PRIX : 225 000 F
S'adresser à M^e Evelyne DIEZ-GARTNER, avocate à PARIS (9^e)
10, rue de Paroisse - Tél. : 45-26-06-87

Vente au Palais de justice de PARIS, le MARDI 13 SEPTEMBRE 1989, à 14 h 30
UNE PROPRIÉTÉ au VESINET
(Yvelines), 7, rue Henri-Clopet
composant bâtiment principal à usage d'habitation
annexes, jardin
MISE A PRIX : 2 400 000 F
S'adresser pour tous renseignements à la S.C.P. P. et A. JOHANET
Avocats, 39, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES (78000).
Tél. : 30-21-46-46 et à tous avocats du Barreau de VERSAILLES.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Naissances

- Reth MARSHALL
et
Willy ROZENBAUM,
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Miriam Jade ROZENBAUM.

le 18 août 1989, à Paris.

100 ter, avenue de Saint-Mandé,
75012 Paris.

- Geneviève
GOETZINGER-DORVILLE
et
Jérôme DORVILLE
ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas,

le 1^{er} septembre 1989.

14 bis, rue Oudinot,
75011 Paris.

Mariages

- Yves NORDMANN
et
Josette KADARA-THOMAS,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 21 juillet 1989, dans la plus stricte intimité.

- M. Henri PHILIPPE et M^{me},
née Anne-Marie Lacroix,
M. Raymond d'ARCO et M^{me},
née Renée Maury,

sont heureux de faire part de leur mariage de leurs enfants

Marie-Amélie et Dominique,

le samedi 9 septembre 1989, en l'église
Sainte-Cécile de Boulogne.

Décès

- Cheray (Oleron).

M. et M^{me} Pierre-André Bois
et leurs enfants,

M. et M^{me} Claude Bois
et leurs enfants,

M. et M^{me} Pierre-André Bois,
M. Jean-Jacques Bois,
M. et M^{me} Jean-Pierre Bois
et leurs enfants,

M^{me} Anne Bois,
Les familles Bois, Arson, Deyrolle et
Faber,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert BOIS,

leur mère, grand-mère, belle-sœur et
tante.

Leur décès a eu lieu le 2 septembre 1989, dans sa
soixante-dix-neuvième année, à Saintes.

Les obsèques religieuses ont été célébrées
le mardi 5 septembre, en l'église
de Saint-Laud, à Angers, dans l'intimité, et suivies de l'inhumation au cimetière de l'Est.

Une messe sera dite le dimanche
10 septembre, à 11 heures, en l'église
Saint-Georges d'Orléans.

- M^{me} Roger Duchemin,
Petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger DUCHEMIN,
directeur général adjoint honoraire
de la Société générale,
chevalier de la Légion d'honneur,
rappelé à Dieu, le 3 septembre.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 6 septembre, à 15 h 30, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue
du Rond-Point, à Neuilly-sur-Seine.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
17, rue Gutenberg,
92100 Boulogne.

- Jean-Claude et Michel Elias,
Anne-Marie des Grotes-Elias,
Marcelle, Manuel et Léonard Elias,
Ses parents,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Hélène ELIAS,
née Almay,

survenue le 1^{er} septembre 1989, dans sa
soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
auront lieu le vendredi 8 septembre,
à 10 h 45, au cimetière communal de
Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

LOTOSPORT

RÉSULTATS COMPLETS 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

Le Carnet du Monde

Naissances

- M. et M^{me} Guy Girardon,
M. et M^{me} Marc Girardon,
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

M^{me} Ursula

GUTMANN-GIRARDON,

survenue le 3 septembre 1989.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Jacques Godechot,
née Ariette Lambert,

Débat et Monique Godechot,
Thierry et Marie-Danielle Godechot,
Yves et Chantal Godechot,
Eveline et Dominique Mouries,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques GODECHOT,
doyen honoraire
de la faculté des lettres
et sciences humaines de Toulouse,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier du mérite
de la République italienne,
membre correspondant
de l'Accademia dei Lincei,

survenue le 24 août 1989, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la
stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Antoine-Mercier,
31000 Toulouse.

1945 le 2 janvier 1907, à Lunelville
(Maritime-et-Meuse), Jacques Godechot
était agrégé d'histoire et docteur en lettres.
Après avoir été professeur au lycée Fédor
de Strasbourg (1933-1934), puis à l'Ecole
normale, il est nommé en 1945 à la faculté
des lettres de Toulouse, où il enseigne l'histoire
moderne et contemporaine. Il sera
doyen de cette faculté de 1961 à 1971, puis
directeur de l'unité d'enseignement et de
recherche de l'université de Toulouse-Le
Mirail de 1971 à 1980. Jacques Godechot
était l'un des meilleurs spécialistes de la
révolution et du dix-neuvième siècle. D'une
œuvre féconde et soignée, il a écrit, en
collaboration avec la revue de la France sous
la direction de l'Empire (1962), la Grande
Histoire (1968) et une Histoire générale de la
France (1968-1970).

- M. et M^{me} Pierre Hauteville,
M. et M^{me} Philippe Hauteville,
M. et M^{me} Claude Hauteville,
M. et M^{me} Yves Le Bourdelle,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edouard HAUTEVILLE,
née Agnès Van Der Meer.

Elle s'est éteinte dans sa quatre-vingt-
neuvième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le
25 août 1989, dans la plus stricte intimité
familiale.

- Le 2 septembre 1989, au soir,

Maurice MANIFICAT,
docteur en lettres,
directeur du Collège coopératif,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
a quitté les siens.

Roger et Cécile Manificat
et leurs enfants,
Bernard et Anne-Marie Manificat
et leurs enfants,
M^{me} Feid,
M^{me} Ferrier
et les diocèses de Savoie,
Ses parents
Et ses amis,
demandent de vous unir aux célébrations
qui marqueront leur su-retour,

le mercredi 6 septembre, à 10 h 30, en la
chapelle du Val-de-Grâce, 1, place
Alphonse-Laveran, Paris-5^e.

Le jeudi 7 septembre, à 10 heures, en
l'église Notre-Dame de Chambéry.

« Une rose seulement
en marais tous dormans »

CARNET DU MONDE

Renseignements :
42-47-95-03

ont la douleur de faire part du décès de

Hélène ELIAS,
née Almay,

survenue le 1^{er} septembre 1989, dans sa
soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
auront lieu le vendredi 8 septembre,
à 10 h 45, au cimetière communal de
Bagneux.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
17, rue Gutenberg,
92100 Boulogne.

- Jean-Claude et Michel Elias,
Anne-Marie des Grotes-Elias,
Marcelle, Manuel et Léonard Elias,
Ses parents,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Hélène ELIAS,
née Almay,

survenue le 1^{er} septembre 1989, dans sa
soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
auront lieu le vendredi 8 septembre,
à 10 h 45, au cimetière communal de
Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

LOTOSPORT

RÉSULTATS COMPLETS 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

LOTOSPORT 1989

Naissances

- Le Collège coopératif de Paris,
M. Henri Desroches,
fondateur,
M. Guy Matzeu,
président,
M. Christian Hermelin,
directeur des études,
Le conseil d'administration,
Les enseignants
Et les étudiants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice MANIFICAT,

directeur du Collège coopératif de Paris,
chevalier
dans l'Ordre national du Mérite.

Une messe sera célébrée mercredi
6 septembre 1989, à 10 h 30, en la cha-
pelle du Val-de-Grâce, à Paris.

Collège coopératif,
rue du 11-Novembre,
92120 Montrouge.

- Le Collège coopératif Rhône-
Alpes,
M. Guy Avanzini,
président,
M. Pierre Picot,
directeur,
Le conseil d'administration,
Les enseignants
Et les étudiants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice MANIFICAT,
fondateur
du Collège coopératif Rhône-Alpes,
directeur de recherches
à l'université Lyon-II.

Une messe sera célébrée jeudi 7 sep-
tembre 1989, à 10 heures, en l'église
Notre-Dame, à Chambéry.

Collège coopératif Rhône-Alpes,
34, rue du Bœuf,
69005 Lyon.

- Le président,
Le conseil d'administration,
La direction
Et le personnel de l'AMF,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean PAILET,
vice-président de l'AMF,
trésorier principal honoraire
des finances,
chevalier de la Légion d'honneur.

survenue le dimanche 3 septembre 1989,
à Châteauroux (Indre).

Les obsèques seront célébrées le jeudi
7 septembre.

On se réunira à l'église Saint-André,
place Voltaire, à Châteauroux.

L'inhumation aura lieu à Ardenes
(Indre), à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Angers.

M. et M^{me} Jean Papet,
leurs enfants et leur petit-fils,
Le colonel (e.r.) et M^{me} Michel Papet
et leur fils Edouard,
Les familles Papet, Thabault, Mallet
et Thouin,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Victor PAPET,
née Madeleine Thabault,

survenue à Saint-Sébastien-de-Morsent
(Eure), le 2 septembre 1989, dans sa
quatre-vingt-quinzième année.

La dépouille mortelle reposera au
cimetière de la commune, 6, avenue Van-
bun à Angers (Maine-et-Loire), le mar-
credi 6 septembre, de 11 h 30 à
14 heures ; parents et amis pourront
venir se recueillir.

Une cérémonie religieuse sera célé-
brée le mercredi 6 septembre, à
17 heures, en l'église Saint-Barnabé de
Mazères-en-Gâtine (Deux-Sèvres), sui-
vie de l'inhumation dans la caveau de
famille.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

3, rue Sacré,
55220 Souilly,
4, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

- La famille
Et les amis de

Amie FEYRE,
maître de conférences à l'ENSAT,

ont la douleur de faire part de son décès,
survenue accidentellement à Toulouse, le
28 août 1989, à l'âge de quarante-neuf
ans.

Les obsèques ont eu lieu à An-
dernes (Ariège).

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

Anniversaires

- Il y a deux ans, le 2 septembre

1987,

Alain PASGRIMAUD

était emporté par la maladie.

Pour ce deuxième anniversaire, une
messe est demandée à tous ceux qui
l'ont estimé ou aimé.

Avis de messes

- L'abbé Pierre dira une messe le

12 octobre 1989, à 18 h 15, à Saint-
Philippe-de-Roule, à la mémoire de

Georges LILLAZ,

décédé le 8 juillet 1989.

BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevalières gravées

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris

ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Métro : Montparnasse-Bienvenue

صلى الله عليه وسلم

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECRUTE SON

RESPONSABLE DES ASSURANCES VIE
H/F

A la tête d'une équipe de qualité, vous serez l'interlocuteur privilégié pour la Société Générale en matière d'assurance vie.

Diplômé d'Etudes Supérieures, parlant l'anglais, vous êtes un technicien confirmé de l'assurance vie (collectives, prévoyance, retraite). Une formation en actuariat serait un atout supplémentaire.

Vous possédez une connaissance technique solide en statistiques et actuariat et bénéficiez d'un excellent sens du contact humain et de la négociation.

L'enjeu que ce secteur représente pour nous permet de vous offrir un poste très évolutif.

Vous souhaitez en savoir plus, alors.

Merci d'écrire, sous réf. RAV, à
Anne LAHAYE - Service du Recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

**Auprès de notre Directeur des Affaires Sociales...
Consultant interne en Développement Social**

Nous sommes un Groupe international à vocation industrielle et commerciale (+ de 100.000 pers.), n°1 mondial dans notre domaine, aux activités très diversifiées et au fort développement. Nous pensons avoir de quoi séduire les jeunes potentiels : par notre organisation très dynamisée, par notre management des hommes, qui privilégie développement personnel, polyvalence et autonomie.

Au cœur de cette culture d'entreprise, notre Directeur des Affaires Sociales joue avec son équipe un rôle actif et développe une politique avancée de Ressources Humaines. Participez auprès de lui au

MANAGEMENT DEVELOPPEMENT

en intervenant sur les systèmes de rémunération (au sens large du terme), les audits sociaux préalables à une décision de rachat de sociétés, le recrutement, divers projets, etc... Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, 3 à 5 ans d'expérience en ressources humaines, vous ont permis une première approche des techniques (informatique, évaluations de postes, si possible par la méthode Hay, etc...) un vécu de l'environnement industriel, de préférence dans un contexte international... d'autant plus qu'il vous faudra être parfaitement opérationnel en langue anglaise.

Le poste, basé à Paris, au sein de la filiale française, vous paraîtra une opportunité d'autant plus intéressante qu'il est évolutif. Nous cherchons un véritable potentiel !

Michèle DUCHER, notre conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. NMD/LM, RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 Paris.



Raymond Poulain Consultants

**L'AGRO-ALIMENTAIRE ET L'EUROPE**

1er producteur Européen de volailles, 3 300 salariés.
C.A. en produits finis de 4 milliards réalisés à 90 % sur les marchés extérieurs à la France. Production : 1 million 300 000 poulets par jour.
20 établissements industriels (France, Hollande, Allemagne, Espagne).
Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : production d'œufs et de poussins, nutrition animale, produits dérivés, élevage, abattage et transformation des volailles, commercialisation, transport terrestre et maritime.

Notre politique de croissance connaît de nouveaux développements sur l'Europe, symbolisée par le rachat de plusieurs sociétés. Pour la soutenir, nous recherchons de

JEUNES INGENIEURS
INA, CENTRALE, A & M

Débutant ou possédant une 1ère expérience, vous avez entre 24 et 30 ans environ. Au terme d'années d'études bien remplies, vous souhaitez vous orienter vers des fonctions de responsable de fabrication, de Direction d'usine, de Direction de production, que ce soit en AMONT ou en AVANT de la filière. Dans votre recherche, vous mettez au 1er plan l'idée de vous voir confier un rôle réel, en prise directe sur la réalité, en animant des équipes engagées dans une aventure marquée depuis des années par le développement ou la conquête de nouveaux marchés. Nous pouvons vous proposer des postes situés dans l'OUEST de la France ou en Europe (ALLEMAGNE, ESPAGNE) à la mesure de votre ambition.

Envoyer CV + lettre + photo à DOUX SA, Secrétariat Général
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

Consultant
Ingénieur Grande Ecole**Donnez un nouveau tournant à votre carrière**

Conseils en Management, notre objectif de croissance nous amène à étoffer notre équipe de Consultants. Tout comme eux, vous deviendrez expert dans le domaine de l'organisation et de la gestion des entreprises : production, logistique, maintenance, systèmes d'information...

Vous saurez saisir la spécificité de l'entreprise, comprendre sa stratégie et sa culture, favoriser la participation des différents interlocuteurs à l'élaboration de projets, concevoir les solutions les mieux adaptées à l'entreprise, intervenir de façon pragmatique, sans perdre de vue le résultat à atteindre.

Votre réussite vous permettra d'accéder vers des fonctions plus élargies.

Vous avez une formation grande école, une expérience d'environ 5 ans dans le consulting ou en Entreprise. Vos capacités aux plans commercial et technique et de responsabilités de projets, font que vous évoluerez au top niveau dans un métier passionnant, formateur, à la pointe des techniques et des technologies.

Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et prétentions sous la référence 3351



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

RESPONSABLE
ANIMATION COMMERCIALE

Banque - 250.000 F

Metz - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche son responsable animation commerciale. Basé au siège de la banque, il aura une autorité fonctionnelle sur le marketing et études commerciales. Il aura par ailleurs la responsabilité hiérarchique du réseau (60 agences) et des animateurs commerciaux. Il prendra en charge la politique de formation commerciale, participera à la définition des objectifs. Ce poste conviendrait à un cadre bancaire, âgé de 30

ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ESC...) ou ITB, CESB. Ce poste s'adresse à un directeur d'agence, ou à un animateur commercial ayant de réelles capacités à manager des équipes importantes. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9595M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

CHEF DES VENTES EXPORT

Salles de bains - Notre groupe, qui a huit ans d'existence, rassemble 120 personnes et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs (20 % à l'export) dans la fabrication et la commercialisation de baignoires en matériaux synthétiques. Nous sommes le numéro 1 en France et faisons partie des cinq premiers en Europe. Il y a chez nous une philosophie d'entreprise : micro-unités, maxi-responsabilités. Nous recherchons, afin d'intensifier notre croissance, un chef des ventes export. Rattaché à la direction générale, il aura pour mission de développer et d'animer la structure existante (des filiales ou des agents dans la plupart des pays européens) et de créer une

organisation là où nous ne sommes pas encore présents. Ce poste s'adresse à un jeune cadre diplômé d'une école supérieure de commerce, âgé d'au moins 25 ans, parlant anglais couramment (si possible allemand) et ayant une première expérience à l'exportation. Mais outre ces critères, c'est surtout la mentalité d'entrepreneur actif qui nous intéresse. La rémunération annuelle de départ, liée en partie aux résultats, pourrait être de l'ordre de 240.000 francs. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence A/S8449M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

INGENIEUR DE LABORATOIRE
Région de Rouen

Lubrifiants automobiles - Cette société qui fabrique et commercialise des huiles moteurs haut de gamme recherche un ingénieur pour son laboratoire. En charge d'une équipe composée de trois personnes, il est placé sous l'autorité du directeur technique et a pour mission de définir l'organisation et les méthodes qui permettront d'assurer la mise au point des produits nouveaux et le développement de la gamme existante. Ce poste, qui suppose une certaine autonomie, s'adresse à un candidat

diplômé de l'enseignement supérieur (type ingénieur chimiste + si possible ENSPM) et justifiant d'une expérience professionnelle de trois années au moins dans un laboratoire relevant du secteur pétrolier. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R 9580M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

EUROFORUM

Filiale indépendante du groupe anglais International Business Communications, l'activité d'Euroforum consiste à développer et à organiser des séminaires et des cours sur des thèmes d'actualité : Droit, Finance, Management, Marketing, Technologie, etc.

Dans le cadre de son implantation en France, EUROFORUM recherche des

SEMINAR MANAGERS

De formation supérieure générale (bac + 5), de type Sciences Po, ESC ou Universitaire, à 25-35 ans vous avez quelques années d'expérience et vous aimez une grande ouverture d'esprit, une autonomie et une polyvalence à un tempérament d'entrepreneur et de commercial.

Après une période de formation spécifique, vous aurez la responsabilité intégrale des séminaires et des cours : déceler les besoins du marché, générer de nouveaux thèmes, identifier et établir des contacts permanents avec des orateurs de haut niveau.

Vous bénéficierez du support logistique d'Euroforum et de l'assistance d'une secrétaire personnelle qui s'occupera de l'administration et de l'organisation pratique.

Si démarrer une telle activité en France vous séduit, merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, s/réf. 60.2494 LM.

Mercuri Urval

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Groupe Pharmaceutique Français en Développement
Spécialiste de l'imagerie Diagnostique
Leader en France 650 MF de CA (+ de 50 % à l'export)
520 personnes dont 140 en Recherche.

Guerbet recherche pour son Service Etudes et Suivi de Production le

RESPONSABLE DE COORDINATION DE PRODUCTION

Dans le cadre de ce Service assurant la coordination de la fabrication entre les Usines GCA (GUERBET CHIMIE AULNAY), le professionnel qui nous rejoindra sur le site d'AULNAY sous BOIS assurera le Plan Annuel de Fabrication et le Programme Mensuel.

Il assurera le suivi de la fabrication en particulier à travers l'utilisation de tableaux de bord.

Il sera amené à faire évoluer ses méthodes et outils de travail afin d'optimiser la coordination inter-usines des fabrications, dans le souci de servir les clients de GCA dans les délais, au moindre coût et dans les meilleures conditions de travail et de qualité.

Formé dans une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez acquis une expérience de quelques années en Développement de Fabrication.

Vos compétences techniques et vos qualités d'animation alliées à votre sens des contacts humains vous permettront de réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV détaillé), sous référence AU-19890, à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP 15 - 93801 AULNAY SOUS BOIS Cedex.



CRÉDIT AGRICOLE
EVREUX

En Normandie, à la fois proche de PARIS et de
NORMAN, la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel de l'Eure, dans le cadre de son
développement recherche un :

RESPONSABLE ETUDES MARKETING H/F

Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 4/5 (DESS, ENSAE, IESEG).

Vous avez :

- un esprit logique et méthodique
- une grande rigueur intellectuelle
- une réelle capacité d'assimilation
- une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans
- un esprit commercial.

Vous contribuerez à la mise en oeuvre du Plan Marketing.

Vous rechercherez et exploiterez toutes les informations sur :

- l'évolution du marché.
- les produits bancaires et techniques de marketing, et procédez à cet effet aux études marketing nécessaires.

Adressez candidature manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations à Monsieur le Chef du Département Personnel - C.R.C.A.M. DE L'EURE - 5, rue de la Rochette - 27004 EVREUX CEDEX.

Une carrière dans le bon sens



Groupe Pharmaceutique Français en Développement
Spécialiste de l'imagerie Diagnostique
Leader en France 650 MF de CA (+ de 50 % à l'export)
520 personnes dont 140 en Recherche.

Guerbet recherche pour son

RESPONSABLE DE GESTION INDUSTRIELLE

Vous avez le goût des contacts, vous êtes rigoureux, vous aimez travailler en Equipe. Alors, venez rejoindre, sur le site d'Aulnay sous Bois, le Service Etudes et Suivi de Production de GCA (GUERBET CHIMIE AULNAY), Filiale Chimie du Groupe.

Dans ce cadre, vous assurerez l'analyse et le suivi des informations budgétaires afin d'optimiser la gestion des moyens de production GCA.

Vous animerez les résultats auprès des Responsables d'Usine et vous les conseillerez dans leurs prévisions de budgets.

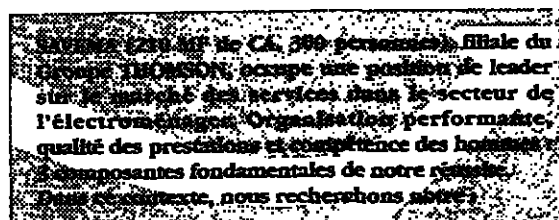
Enfin, en étroite relation avec la DAF du Groupe, vous ferez évoluer les outils et méthodes de gestion industrielle.

Formé dans une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez 2 ou 3 années d'expérience en Contrôle de Gestion.

Une expérience sur site de production sera considérée comme un plus...

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV détaillé), sous référence AU-19890, à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP 15 - 93801 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

Jeune diplômé, votre formation au service de la nôtre



RESPONSABLE EMPLOI-FORMATION

Directement rattaché au Chef du Personnel, vous prenez en charge :

- la gestion et l'organisation du plan de formation,
- la mise en place de moyens de gestion prévisionnelle et de développement social.

A 25 ans environ, de formation commerciale (ESC, Sciences Po...) vous vous êtes spécialisé dans la gestion des ressources humaines en suivant un DESS.

Vos qualités de rigueur, votre sens du contact et de l'analyse vous permettront de donner un rôle moteur à cette fonction.

Votre potentiel vous permettra d'évoluer à moyen terme vers des responsabilités plus larges au sein du Groupe.

Poste basé près de Cergy-Pontoise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence DS/HD à Henri de DUMAST - SAVEMA S.A.E. 5/7 Avenue des Béthunes - 95310 Saint Ouen l'Aumône.



Le Conseil général du Val-d'Oise organise un concours externe sur épreuves de conservateur de l'inventaire général et des fouilles archéologiques
OPTION FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

- Les épreuves écrites se déroulent le mardi 31 octobre 1989. La date de clôture des inscriptions est fixée au 30 septembre 1989, délai de rigueur.
- Nombre de postes à pourvoir : 1.
- Niveau de diplômes requis : licence.

Les candidats doivent être inscrits au :
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Direction du personnel et de l'action sociale
Bureau du recrutement, 2, Le Campus - 95032 CERGY CEDEX
Pour tous renseignements, tél. : 34-25-30-39

BESANCON Grands dossiers régionaux Chargé(e) de mission

- Diplômé Sciences Eco., Sciences Pol., Droit Public,
- Un deuxième diplôme (Grande Ecole) ou une réelle expérience professionnelle (programme et actions régionales, administration publique, collectivités).
- Bilingue anglais.
- Capacité contacts et rigueur dans les synthèses.



CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE FRANCHE-COMTE
Envoyer CV et présentations à M. le Secrétaire Général
131, rue de Belfort, 25043 Besançon Cedex

Les Magnolias centre de gérontologie pilote

recherche

UN ANIMATEUR

Responsable de l'équipe d'animation, sérieuses références demandées dans le secteur personnes âgées
Convention collective octobre 1981

Adressez lettre de candidature et CV.

à Madame le Directeur général
Les Magnolias, BP 132, 91161 LONGJumeau CEDEX

PARIS

Groupe français d'importation et de distribution de biens d'équipements grand public (CA : 1,5 milliards de francs), filiale d'un important groupe allemand international leader sur son marché. Pour faire face à notre forte expansion et le prochain déploiement de notre activité sur l'Europe, nous souhaitons renforcer nos moyens logistiques.

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

optimiser notre distribution et assurer un service de haute qualité

La trentaine, vous animerez une équipe très structurée de 8 personnes et superviserez l'activité du personnel de notre entrepôt sous douane situé dans l'Est de la France. Responsable de l'optimisation de la chaîne logistique, vous développerez le contrôle et la qualité du service client dans un souci de diminution des coûts et préparerez la vocation européenne de notre plateforme de distribution.

Rigoureux et affirmé, vous avez déjà prouvé vos qualités de contact, le sens de la négociation et le goût de l'organisation. Vous êtes un utilisateur averti des outils informatiques et maîtrisez bien l'allemand.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 909/02/M, à Monique Herbet - Arthur Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris La Défense 2.

ARTHUR YOUNG
CONSEIL
GROUPE HSD

ESIGELEC

Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Génie Electrique (ROUEN)
recrute pour la rentrée 89

ENSEIGNANTS VACATAIRES

Cycle préparatoire : expression, mathématiques, physique.
Cycle ingénieur : culture générale.

Formation souhaitée : Agrégation, CAPES, DOCTORAT...

Adressez lettre de candidature + C.V. + photo à ESIGELEC
58, rue Médiennne - BP 1012 - 76171 ROUEN Cedex.

Ville de Valence (Drôme)

(80 000 habitants)

recrute

UN RESPONSABLE POUR LA MISSION LOCALE

Service municipal

PROFIL : expérience des problèmes d'insertion sociale et professionnelle, connaissance des problèmes de formation et de gestion
FORMATION : niveau licence

Adressez candidature, CV et photo, à M. le Maire de Valence
Direction du personnel - Secteur 11 - Place de la Liberté
26000 Valence, avant le 30 SEPTEMBRE 1989, dernier délai.

McKinsey & Company

Cabinet de conseil international
recherche pour son bureau de Paris

Chargé(e) d'études

dans le secteur biens de consommation pour assister nos consultants dans leurs analyses

Formation Bac + 5, DESS ou DEA d'économie ou de gestion (ou niveau équivalent), maîtrise parfaite de l'anglais

Adressez votre candidature (C.V. + lettre) à Anna Wright
McKinsey & Company, 29, rue de Bassano, 75008 Paris



GROUPE BOURGOIN

89770 CHAILLEY

Avec 2,5 milliards de chiffre d'affaires dont 35 % à l'exportation, nous sommes LEADER EUROPEEN dans le secteur production et commercialisation produits frais de volailles auprès des circuits de la grande distribution.

Pour accentuer notre part de marché, nous recrutons :

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT (R.F.A.) PRODUITS FRAIS maîtrisant parfaitement l'allemand

Vous serez directement rattaché au Directeur Commercial Export et vous assurerez l'encadrement d'une équipe d'attachés commerciaux.

Vos atouts : une première expérience réussie dans une activité similaire et la connaissance du secteur grande distribution en R.F.A.

Le poste est basé à VERDUN (55)

Adressez votre lettre de motivation avec CV et photo à

B.S.A. Groupe BOURGOIN
Direction du Personnel 56560 GUISSIERF



EN MORBIHAN

1ère marque française de produits de beauté, 6000 personnes, 5 Milliards de CA, recherche pour un de ses sites industriels, le

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Rattaché au Directeur de l'établissement (300 personnes), il a pour mission :

- d'animer les hommes (200) et la structure dans une démarche de progrès,
- d'assurer la flexibilité des productions en garantissant le respect de la qualité et du budget,
- de tirer le meilleur de l'outil industriel, et de le faire évoluer.

Un ingénieur de 30 ans, animateur de tempérament, ayant une expérience significative de la fabrication, trouvera, ici, une occasion d'intense implication dans un environnement participatif, et une carrière rapidement évolutive.

Merci d'adresser sous identification 1070 C, un CV complet et motivé, avec photo et indication de salaire au CEIP :

CEIP
Conseil d'Entreprises
56270 PLOEMEUR.

صدا من الامم

DIRECTEUR COMMERCIAL

300 KF +

Groupe de Presse basé à Montpellier recrute son DIRECTEUR COMMERCIAL.

NOUS VOUS DEMANDONS

- Une très grande disponibilité et une très grande mobilité.
- La maîtrise parfaite de l'anglais parlé et écrit et de bonnes connaissances d'allemand.
- Une expérience marketing et communication et la pratique de relations à haut niveau avec les dirigeants d'entreprises.

NOUS VOUS OFFRONS

- Un poste de responsabilité, motivant.

VOTRE TACHE consistera à

- Promouvoir les abonnements, les petites annonces et le portefeuille de publicité de 6 médias professionnels, dont 1 hebdo, dans le secteur équipement de la cuisine, équipement de la salle de bains.
- Assurer le développement de la Convention européenne des fabricants et négociants de ce secteur.

Lettre manuscrite + photo + rémunération actuelle, prétentions et date de disponibilité à Havas 34063 Montpellier Cedex, Réf. 196 343, qui transmettra.

2 JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Bienvenue dans un monde d'innovation et de développement

Notre Groupe est l'un des plus grands de la chimie dans le monde (65 milliards de FF) et entend relever de nouveaux défis par un renforcement de ses positions mondiales.

Nous recherchons :

- un **INGENIEUR CHIMISTE** pour intégrer notre équipe chargée de commercialiser les intermédiaires organiques auprès d'industries variées (agrochimie, pharmaceutique, cosmétique...).
- un **INGENIEUR GENERALISTE** (type Arts et Métiers + IAE, CESMA...) pour le département Plastiques Techniques aux applications multiples dans les industries de pointe telles que automobile, aérospatial, informatique...

Réf. M 18 Y

Réf. M 18 Z

Après formation sur le terrain à nos produits et nos techniques de vente par des professionnels, nous vous confierons la responsabilité du développement et du suivi d'un portefeuille de clients industriels.

Vous deviendrez rapidement l'interlocuteur capable d'analyser les besoins techniques de vos clients, de contribuer à la création des produits adaptés à leurs besoins, de les conseiller... et de négocier.

Dynamique et ambitieux, vous souhaitez intégrer une fonction alliant technique et négociation commerciale dans un Groupe International qui saura vous donner les moyens de votre réussite.

Postes à pourvoir sur Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence choisie à notre Conseil :

ARCO - 18, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.



L'avance

Réussir à Perpignan comme chargé d'actions commerciales H/F

La Banque Populaire des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Arriège renforce sa Direction du Développement et de la Communication. Votre mission : seconder le responsable pour le lancement d'actions et de nouveaux produits, concevoir, mettre en œuvre, gérer les supports de communication. Votre profil : diplômé d'enseignement supérieur (École de Commerce, DESS option Marketing), une première expérience bancaire serait un atout. Esprit créatif, organisateur, à l'aise en communication écrite, votre candidature nous intéresse. Merci d'adresser votre CV avec photo et lettre manuscrite à la Direction du Personnel, BPPOA, 36-38 Bd Georges Clémenceau, 66000 Perpignan.



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

De l'informatique scientifique à la direction informatique.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société GEOSTOCK, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, réalise la moitié de son chiffre d'affaires en ingénierie de stockage sur les cinq continents. Dans un environnement intellectuel et technique de haut niveau, il va de soi que l'informatique scientifique tient une place de choix. Le reste de notre activité concerne essentiellement la gestion de centres de stockage en France.

Outre votre formation supérieure, votre expérience, d'au moins cinq ans, réussie en calculs scientifiques, vous permettra de trouver rapidement vos marques auprès de nos ingénieurs et scientifiques (vous travaillerez sur MICRO VAX et collaborerez avec eux grâce à un ensemble de PS IBM). Vous participerez également activement à la refonte de notre informatique de gestion que nous avons décidée. La comptabilité de 12 sociétés, la gestion des immobilisations et des stocks, la paie, la gestion des affaires et des projets, la liaison informatique entre le siège et les centres de stockage... tout ceci se fera, pour début 1991, sur un nouveau matériel (a priori AS 400) et avec de nouveaux logiciels. Les développements bureautiques relèvent aussi du service informatique.

Vous aurez là l'opportunité de diversifier votre expérience informatique et d'exercer une responsabilité sur une équipe de quatre personnes déjà habituée à faire appel à la sous-traitance. Pour ce poste, basé à Rueil, Claude des Reix, associé du Cabinet Sirca, étudiera personnellement votre dossier. Adressez-lui un résumé de carrière en précisant dans votre lettre de motivation votre rémunération et votre niveau d'anglais, au 64, rue La Boétie - 75008 sous référence A 008 716.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

CRÉDOC

L'entreprise de recherche

Le CRÉDOC, • Centre d'études et de recherche créée en 1953. • Une notoriété incontestée et une position de premier plan dans le secteur de la recherche. • Un professionnalisme reconnu par toutes les entreprises aussi bien privées que publiques. Recherche dans le cadre de son développement, des hommes ayant le goût des études et de la recherche, attirés par une mission variée allant des compétences tant en Statistique qu'en Sociologie ou économie. Plusieurs postes sont à pourvoir :

Vous avez une formation ingénieur grande école avec une formation complémentaire ou un doctorat, vous avez permis d'utiliser les méthodes quantitatives. Votre mission au sein du CRÉDOC sera passionnante et variée. Nous vous confierons la responsabilité des secteurs « études d'opinion » ou « évaluation des politiques publiques ». Pour cela vous devrez diriger 5 chargés d'études, gérer un portefeuille de contrats (entreprises privées et publiques) et participer à la prospection de nouveaux contrats.

Ingénieur grande école ou universitaire 3ème cycle accompli dans les disciplines des sciences humaines et sociales. Première expérience souhaitée. Vous bénéficierez de toute l'autonomie souhaitée afin de mener à bien les contrats d'études et de recherche (issus d'entreprises privées et publiques) que nous vous attribuerons.

De niveau DEA-DESS avec une sérieuse expérience informatique. Vous assisterez les directeurs de recherche et les chargés d'études dans toutes leurs fonctions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CRÉDOC - 142, rue du Chevaleret - 75013 PARIS. A l'attention du Directeur du CRÉDOC ou 161 40 77 85 18. Confidentialité assurée.

Pilotez des équipes de traduction technique.

Nous recherchons pour notre Centre de TRADUCTION à Paris des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

dont la première mission sera de piloter des équipes de traduction technique en veillant à la restitution d'un français clair et soutenu (brochures techniques et logiciels). Leur carrière évoluera ensuite vers les activités technico-commerciales de nos agences à Paris et en Province. Bonne connaissance de l'anglais.

Très bonne rédaction en français.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme scientifique Bac + 4 minimum.



Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV et photo à : Michel Peras - IBM France - Service 3424, 1, place Jean-Baptiste Clément 93164 Noisy-le-Grand. (sous référence Z 61)



DES RESPONSABLES DE GESTION DU PERSONNEL FRANCE ET ÉTRANGER

La formation préalable est assurée en alternance avec un poste en entreprise et permet d'obtenir un MASTER délivré par l'École supérieure de gestion.

Elle peut être gratuite et rémunérée pour les candidats de moins de 26 ans. Sélection des dossiers reçus le 12 septembre 1989.

Renseignements :

E.S.G. - 25, rue Saint-Ambroise, 75011 PARIS. Tél. 43-55-73-11.

Le Département FORMATION CONTINUE d'une ÉCOLE D'INGENIEURS (PARIS) recherche un

CADRE

ayant une première expérience de l'animation et le sens commercial, pour développer l'activité. De formation minimum BAC + 2 ou équivalent, anglais indispensable, connaissances informatiques et BTP souhaitées.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 6254 à Lévi Tournay/Asscom, 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE RECRUTEMENT/ GESTION DES CARRIERES

Valorisez votre première expérience du recrutement et de la gestion du personnel dans un contexte motivant.

La Direction du Personnel de notre société, filiale d'un important groupe pharmaceutique international, vous propose un poste de

Vos missions seront :

- d'assister et conseiller les responsables opérationnels dans leurs décisions de recrutement,
- d'apporter conseil aux collaborateurs dans leurs projets de développement professionnel,
- de participer avec l'équipe en place au développement et à la mise en œuvre des outils de gestion prévisionnelle.

Le candidat retenu pour ce poste possèdera une formation supérieure BAC + 4 complétée par une spécialisation en gestion du personnel.

Il possèdera une première expérience du recrutement qu'il souhaite valoriser dans un contexte motivant.

Merci d'adresser lettre + C.V. sous référence 3736 à
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo
75001 PARIS, qui transmettra.

LA VILLE DE MARSEILLE

recrute pour son Ecole d'Art

1° PAR CONCOURS

1 PLASTICIEN MULTI-MÉDIA

à prédominance moyens audiovisuels et vidéo, intervenant dans le cadre « communication »

1 PLASTICIEN GRAPHISTE

ayant une compétence des divers supports et médias de la communication, intervenant dans le cadre de l'option « communication »

2° PAR VOIE DE MUTATION

UN PROFESSEUR TITULAIRE

artiste de haut niveau ayant une pratique confirmée de la sculpture, pouvant intervenir dans le cadre du cursus de l'option « Art »

S'adresser, pour tous renseignements, à la :

DIRECTION GÉNÉRALE DU PERSONNEL
SERVICE « EXAMENS ET CONCOURS »
90, boulevard des Dames
13002 MARSEILLE
Tél. : 91-55-39-73

Société du secteur tertiaire en pleine
expansion recherche un

CADRE pour son Service Clients

Directement rattaché au Chef de Service il sera chargé d'effectuer des missions de suivi et de contrôle des prestations offertes.

Ce poste requiert le goût du terrain, une grande aptitude aux contacts humains, le sens de l'observation, de la rigueur, ainsi que de bonnes capacités de rédaction. De nombreux et fréquents déplacements en Province (Régions Centre et Pays de la Loire) sont à prévoir. Les candidats doivent posséder un niveau BAC + 2 ainsi que 5 années d'expérience minimum dans un poste similaire.

Il est nécessaire d'être titulaire du permis de conduire. Si vous êtes intéressé, envoyer votre candidature avec CV et prêt, sous réf. 89/09/93 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra.

L'atelier de chargement de salbris (Loir et Cher)
Etablissement de production (580 Pers.) du
groupement industriel des armements terrestres,
recherche son :

FUTUR CHEF DE SERVICE ACHATS

MISSION : Il assure dans toutes ses missions le chef de service chargé de l'élaboration de la stratégie locale des achats et responsable de sa mise en œuvre. Pour un candidat de valeur, le remplacement du chef de service est envisageable d'ici un ou deux ans.

PROFIL : Homme de communication, le candidat sera réceptif aux problèmes des services clients. Rigueur intellectuelle, esprit d'initiative, capacité d'analyse et de synthèse seront ses principales qualités.

UN DIPLOME D'INGÉNIEUR EST NECESSAIRE.

Vous êtes débutant ou mieux, vous avez déjà une expérience réussie. Vous êtes dynamique et avez envie de réussir dans un grand groupe, alors envoyez une lettre manuscrite, votre CV et une photo à :

J.L. GODARD, Service des Ressources Humaines, atelier de chargement - 41300 SALBRIS.

FBO
CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

Notre société est spécialisée dans le conseil auprès des établissements de crédits, des sociétés de bourse et des institutions financières.

Afin d'accompagner notre développement dans nos spécialités.

SCHEMAS DIRECTEURS INFORMATIQUE, SYSTEMES FINANCIERS
D'INFORMATION, ORGANISATION DE BACK-OFFICE,
nous souhaitons nous adjoindre :

UN DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT SYSTEMES D'INFORMATION

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ayant 10 ans d'expérience réussie dans la conduite et la réalisation de grands projets ou de projets titres et bourse.

DES CONSULTANTS EN SYSTEMES D'INFORMATION

Diplômés d'une grande école d'ingénieur ou de commerce avec une expérience de 3 ans dans le domaine financier.

Nous vous offrons une réelle opportunité de développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à
Bernard Nicolas, FBO S.A., 34 bd Hausmann, 75009 PARIS.

Mensuel scientifique d'audience internationale
recherche

CHEF DE RUBRIQUE EN PHYSIQUE

Les candidats retenus devront satisfaire aux conditions suivantes :

- niveau : thèse de 3^e cycle en physique,
- aptitude à la communication, aisance, rapidité en rédaction,
- aptitude à l'autonomie et au travail collectif,
- anglais parlé et écrit impératif,
- disponibilité immédiate,
- la pratique de « l'editing » serait un plus.

Envoyer lettre de candidature + CV + prétentions sous le n° 6016
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

DES OPPORTUNITÉS

24 h sur 24 - 365 jours sur 365



JURISTE, RESPONSABLE ADMINISTRATION ET SERVICES GÉNÉRAUX

TOURNAINE

Notre groupe d'électronique professionnelle jouit d'une excellente notoriété nationale et internationale.

Renforçant nos structures, nous recherchons un juriste de formation, qui fort d'une riche et polyvalente expérience va se montrer efficace dans le secrétariat juridique, la tenue des assemblées, les services généraux.

Il est assisté par une collaboratrice et fait preuve d'une extrême logique, de rigueur, de méthode : ce sont les qualités qu'apprécieront le secrétaire général dont il dépendra.

Notre conseil vous donnera plus d'informations sur cette opportunité.

Ecrivez lui en précisant vos prétentions sous référence 89/402 M. AXOME, 5 rue du Helder 75009 PARIS.

AXOME

CREDIT NATIONAL
recherche pour sa
Direction des
Ressources
Humaines
Paris

Gestionnaire de Personnel

Vous possédez :

- un diplôme d'études supérieures : école de commerce, Sciences Po, université ;
- une expérience minimum de 3 ans de la fonction personnel acquise de préférence dans le secteur tertiaire.

Nous vous offrons :

- une activité diversifiée : recrutement, études générales et juridiques, gestion de personnel ;
- une rémunération compétitive et des perspectives de carrière au sein d'un groupe en expansion.

Crédit National



Notre Groupe pétrolier international recherche un :

JURISTE Droit Social

Il tiendra un rôle de conseil interne en Gestion du Personnel France et Expatriés, assistera le Directeur des Relations Sociales et les présidents de C.E. dans leurs relations avec les partenaires sociaux.

Vous êtes certainement le candidat que nous recherchons si vous possédez un DEA en Droit Social et une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire.

Sens de la communication, disponibilité et rigueur sont les qualités indispensables pour mener à bien ces missions. Votre réussite annoncera une large ouverture sur notre société et sa fonction Personnel.

Pour ce poste riche et évolutif, merci d'adresser votre candidature sous référence LM2 à notre Conseil : Alliance RH, 39 rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

Laiterie du
Val d'Ancenis

Filière laitière
du Groupe CANA
(CA 5 milliards de F)
nous recherchons un

LE GOÛT DE LA VIE

INGÉNIEUR AGRO-ALIMENTAIRE

RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

De formation Grandes Ecoles (ENSAIA, ENSIA, ENITIAA, UTC) ou universitaire (MST), débutant ou première expérience, vous êtes polyvalent dans les technologies agro-alimentaires.

Créatif et organisé, vous aimez le travail d'équipe et souhaitez évoluer dans un environnement industriel. Votre mission : « établir, mettre en place et piloter les programmes de mise au point de produits nouveaux sous forme sèche. » Participer à la conception en laboratoire, aux essais pilotes et au cahier des charges de mise en fabrication. « Travailler au sein d'une équipe fortement motivée, en coordination avec des instituts de recherche, en bénéficiant des équipements d'une usine de pointe récemment mise en service. »

Une bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique est indispensable. L'allemand serait un atout.

Poste basé à proximité de NANTES.
Merci d'adresser C.V. + photo sous réf. LM 111 à Marie-Amélie DARGNIES - LAITERIE DU VAL D'ANCENIS - B.P. 102 - 44157 Ancenis Cedex, qui vous assure de sa discrétion.

TROUVAY ET CAUVIN

Groupe International leader sur son marché,
basé au Havre

offre poste de

JURISTE D'ENTREPRISE

5 ans d'expérience

Sous l'autorité du Directeur Financier, il prendra en charge la fonction juridique en relation étroite avec la Direction Générale. Il aura la responsabilité de tout dossier traitant du droit des sociétés pour la France et l'étranger, des contrats, des assurances, de la propriété industrielle, de la distribution, du droit bancaire et du droit du travail.

Cette fonction large, responsabilisante, où vous pourrez réellement vous investir, vous permettra d'épanouir de façon durable votre solide potentiel. Si vous avez envie de travailler beaucoup, sans sacrifier votre qualité de vie, si vous êtes titulaire d'un DESS en Droit, ou équivalent, rejoignez-nous.

Adressez votre lettre de candidature, CV + photo en indiquant votre dernière rémunération, sous référence 8601, à :

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

صلى الله عليه وسلم

Ingénieurs commerciaux confirmés



Votre profil : Diplômé d'une école d'ingénieur ou de commerce, vous avez acquis une solide expérience commerciale (3 ans minimum) dans la vente de services informatiques auprès de constructeurs ou de SSI.

Votre pratique : des secteurs Banque, Assurance, Administration ou Distribution constitue un atout supplémentaire. Votre bonne connaissance de l'informatique de gestion et vos qualités personnelles sont les facteurs de votre réussite.

Votre mission : Au sein de la Direction Marketing et Développement, vous serez chargé d'approcher les grands comptes et de conclure des projets d'envergure en vous appuyant sur l'expertise et les produits d'UNICIELS. Notre challenge est de multiplier par 4 notre chiffre d'affaire en 3 ans.

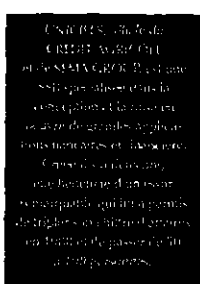
Cette mission, très autonome, doit vous conduire très rapidement vers des responsabilités de management et de gestion de centre de profit (Direction régionale, ligne de produit, centre de compétence).

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS, dans le SUD-EST, le CENTRE, l'OUEST, le NORD.

Uniciels

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite en précisant la référence UM64 à Virginie MAYOLLE, UNICIELS, 5 rue Louis Lejeune 92126 MONTROUGE CEDEX

Ne laissez pas
Uniciels
grandir sans vous



Débat

EDF-GDF : une énergie commerciale, une énergie marketing à découvrir !



Jeunes HEC, ESSEC, ESCP, ESCL, ESCAE,...

Vendre plus, vendre mieux, c'est le défi relevé chaque jour par les 100 centres de distribution d'énergie d'EDF-GDF, véritables entreprises au service de leurs clients.

Si vous êtes passionné à la fois par les fonctions commerciales et marketing, après une solide formation à nos produits, vous mettrez en œuvre au sein de l'un de nos centres, tout votre potentiel pour optimiser nos parts de marché dans un univers énergétique très concurrentiel.

Votre mission, riche et fortement impliquante, sera de :

- concevoir et mettre en œuvre une politique de développement de nos ventes dans les différents marchés (industriel, tertiaire, résidentiel...);
- analyser et anticiper les besoins de vos clients et leur proposer des solutions énergétiques complètes, performantes, évolutives;
- développer des actions de partenariat avec les entreprises et nos prescripteurs (installateurs, promoteurs, architectes, bureaux d'études...);
- réussir une politique de communication dynamique sur le plan interne ainsi qu'avec nos partenaires extérieurs (élus et acteurs économiques);
- animer une équipe de chargés d'affaires commerciaux.

Si l'esprit d'initiative, la créativité, l'implication personnelle, le sens des contacts sont vos qualités premières, nous vous donnerons tous les moyens d'évoluer et de réaliser un métier passionnant.

Pour ces postes à pourvoir dans le Nord de la France, adressez votre dossier de candidature (sous réf. 59/MD8) à EDF-GDF, Daniel Brunier, Département Recrutement, 16, rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.



INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES



COTIBA MANAGEMENT, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, classée au TOP 100 des cent plus belles entreprises de France, nous sommes l'un des leaders de la conduite de projets (Bâtiment, Industrie, Espace, Informatique, Loisir/Tourisme).

Pour nous, rencontrer des hommes et des femmes de talent c'est le meilleur moyen d'aller jusqu'au bout de l'exigence de notre métier, de nos clients.

Donner un code à la RÉUSSITE, c'est la façon la plus rapide de parler ensemble d'avenir.

Grâce à nos activités nationales et internationales, nous offrons de nombreuses opportunités pour des Ingénieurs de grandes écoles (Centrale, Pont, ESTP, INSA...) : - Directeur Prospective de grands projets - Directeur de Projets Bâtiment - Ingénieur coordonnateur - Ingénieur Planning - Ingénieurs Débutants...

24 h sur 24, 365 jours par an, vous saurez tout sur notre métier, notre philosophie, nos propositions.

Si comme nous vous pensez que la RÉUSSITE n'attend pas, présentez votre candidature en tapant 36.16 COTIBA.

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE recherche

UN JEUNE CADRE

Rattaché à la Direction Comptabilité, vous aurez pour fonction d'assister un de ses responsables dans l'organisation et le contrôle de différents services.

Vous interviendrez dans diverses missions d'audit interne et réaliserez des travaux destinés à la Direction Générale.

De formation supérieure (École Supérieure de Commerce, MSTCF, DESCF...), vous avez le sens des contacts humains et de l'encadrement ainsi que de très bonnes capacités d'organisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 2361 CI/JL à Madame Imbert, Groupe VICTOIRE - Division des Ressources Humaines - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

Abeille
ASSURANCES



CONTESSE



L'Assureur Vie des Constructeurs

Une entreprise en pleine expansion : 313 millions en 1988. Une progression de 45 % en 1 an et des objectifs encore plus ambitieux pour l'avenir recherche un

CHARGE D'ETUDES TECHNIQUES

Niveau Bac + 4 (Maths - Economie - Sciences...)

La Poste

- Développement et élaboration de produits nouveaux
- Analyse des résultats du portefeuille et ajustement de notre politique de tarification. Etude des produits de la concurrence
- Prise en charge des statistiques.

Une première expérience en Assurance Vie serait un atout appréciable.

Ce poste implique l'utilisation de la micro-informatique. Il s'adresse à un candidat rigoureux, novateur et dynamique, capable de s'intégrer dans une petite équipe, tout en faisant preuve d'autonomie.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous réf. CET à SMA-Vie-BTP - Service Recrutement 114, av. Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15.

winterthur
assurances

étrangère opérant en France le potentiel de son Département

10 JURISTES DEBUTANTS

Titulaires d'un diplôme d'études juridiques supérieures (licence, maîtrise), vous abordez pour la première fois la vie professionnelle.

WINTERTHUR vous offre une formation complète d'un an à l'issue de laquelle vous serez proposé une fonction alliant vos aspirations et aptitudes aux exigences de cette structure.

Dès votre entrée, vous bénéficierez d'une rémunération motivante devant s'inscrire dans une perspective d'évolution de carrière.

Un concours est ouvert pour la sélection des candidats : nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV+photo), sous référence JUR-89, à J.C. DIDON, Tour WINTERTHUR Cedex 18, 92085 PARIS-LA DEFENSE.

ALDIA-STYTH

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



FAITES CONNAÎTRE NOS RICHESSES AUX ENTREPRISES

Nous sommes le partenaire des entreprises régionales, véritable associé de leur développement.

Si le Lot et Cher est riche par la présence d'entreprises, au nom souvent prestigieux, il l'est également par les très grandes potentialités de ses PME/PMI. Nombre d'entre elles sollicitent nos conseils dans toutes les fonctions clés de l'entreprise : production, qualité, gestion, commercial, organisation, formation...

Chargé de la promotion de nos produits et de leur évolution, vous aurez à faire connaître l'ensemble de nos services auprès des dirigeants d'entreprise.

Après un diagnostic de leur besoins, vous élaborerez une recommandation juste, rigoureuse, professionnelle et entretenez un courant d'affaires régulier.

De préférence **INGÉNIEUR** de formation, vous êtes âgé de 35 ans environ et avez eu de réelles responsabilités en entreprise, ce qui vous permet d'en appréhender toutes les fonctions. Votre sens du contact et de la communication sera votre atout.

Si ce poste vous intéresse, envoyez votre dossier, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 89/502/1 à notre Conseil Régional GALAMPOIX, AXOME, 3 rue du Helder 75009 PARIS.

AXOME

UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER A VOCATION SOCIALE

(+ de 42 000 clients, volume d'activité + de 7 milliards de francs, leader sur ses marchés : Retraites et Prévoyance)

recherche

LE (LA) RESPONSABLE PUBLICATIONS ET REALISATIONS GRAPHIQUES

(rattaché(e) à la Direction du Développement et des Relations Extérieures)

• **Votre mission :**
- conception, élaboration et réalisation des publications d'informations et de promotions destinées aux entreprises clientes et aux assurés : revues, lettres, plaquettes...

• **Votre profil :**
- des compétences techniques en matière de réalisations graphiques, une connaissance du secteur Retraite et Prévoyance complémentaires, une grande rigueur dans la tenue du poste (impératifs de délais et de respect des coûts de réalisation), de sérieuses qualités de rédaction, une capacité d'adaptation permanente et un esprit créatif.

Merci d'adresser sous réf. M C08, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à CONCERTATION - 63 bis, rue Joutroy - 75017 PARIS.

Nous sommes une des plus importantes et des plus prestigieuses sociétés d'édition d'ouvrages d'enseignement. Nous recherchons un

Angliciste

RESPONSABLE D'EDITION

pour prendre en charge notre département et assurer l'édition de tous les livres d'enseignement de langues étrangères du cycle scolaire complet.

En relation avec les auteurs, vous concevez les ouvrages et en assurez la réalisation en coordonnant l'activité d'une équipe de trois personnes.

De formation supérieure, vous avez enseigné des langues étrangères et vous avez une approche concrète de l'édition. Vous maîtrisez impérativement l'anglais et si possible une autre langue. Votre aptitude à juger un texte, votre sens du commandement et votre goût pour l'innovation éditoriale seront déterminants. Nous vous formerons aux aspects techniques de notre métier.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil sous réf. LM/451 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

olnicar

3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris

LES PAPETERIES MOUGEOT

(490 personnes - CA = 800 MF.)
recherchent

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

Niveau ESC ou équivalent
Allemand courant indispensable
3 à 5 ans d'expérience
dans la vente de produits industriels

Mission : prospecter, créer et développer une clientèle dans le secteur de l'imprimerie par contacts de vente à niveau élevé, à partir de produits nouveaux à forte croissance.

Poste à large autonomie et évolutif, exigeant des qualités de vendeur authentique au sein d'une entreprise particulièrement dynamique.

Poste basé indifféremment à PARIS ou dans les VOSGES.

Déplacements 60% du temps.

Rémunération élevée + voiture de fonction.

Adresser C.V. en précisant la rémunération actuelle à :

Monsieur Jean-Maurice DUSSAPT
PAPETERIES MOUGEOT - B.P. n° 6 - 88600 BRUYERES

LA NORME DE L'INDUSTRIE Pendant plus d'un siècle

Cytemp Specialty Steel, un leader reconnu dans la fabrication des alliages pour utilisation à haute température et applications critiques, recherche des candidats pour un poste de ventes en Europe.

Les candidats intéressés doivent avoir une connaissance approfondie des alliages à haute température ainsi qu'une connaissance solide du marché et des sous-traitants.

Veuillez envoyer votre Curriculum Vitae à :
Robert D. Newcombe, Director, Employment and Human Resources Programs.

**Cytemp
Specialty Steel**



Cytemp Specialty Steel Division

Cyclops Corporation

P.O. Box 247

Titusville, Pennsylvania 16354

Un employeur sans préjugés



GROUPE FACE/M

CONSULTANTS

Société de Conseil et de Formation recherche

3 CONSULTANTS

FORMATEURS EXPERIMENTES

REF. A - MANAGEMENT DES STRUCTURES ET DES RESSOURCES HUMAINES

REF. B - FORMATION ET ORGANISATION COMMERCIALES

REF. C - ORGANISATION ET METHODOLOGIE MARKETING

Les candidats doivent avoir déjà une expérience de ces fonctions acquise en cabinet, être diplômés de l'enseignement supérieur et rapidement disponibles. Prévoir de courts et fréquents déplacements. En fonction des résultats, les candidats se verront confier des postes de Directeur de Département.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. Christian LOVITON,
72 rue Notre Dame des Champs 75006 PARIS.

Important Organisme Professionnel National basé à Paris
(MUTUALITE AGRICOLE - 140 organismes adhérents -
30 000 collaborateurs) recherche un

Jeune Juriste

Pour le Département chargé des problèmes de personnel à la

**DIRECTION DES
RESSOURCES HUMAINES.**

Intégré au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous serez plus particulièrement associé aux travaux d'études concernant l'évaluation des salaires et de la classification des emplois.

Vous aurez également un rôle de conseil et d'information auprès des organismes adhérents.

Avec un troisième cycle en Droit, vous désirez vous impliquer dans une équipe qui saura apprécier vos qualités de rigueur et de réflexion.

Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. GGP89.09 à :
U.C.C.M.A., Direction des Ressources Humaines, Département G.G.P., 8/10 rue d'Asorg, 75413 PARIS CEDEX 08.



Le 1er Assureur Français de la Construction

CA + 2 milliards - Effectif : 1.500 personnes
recherche un

CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES

(diplômé ENSAE, ISUP ou de formation universitaire correspondante).

Débutant ou ayant une première expérience, il participera, au sein d'une équipe existante, à l'étude et à la surveillance de risques, à la conception et à la production de tableaux de bord ainsi qu'à l'évolution du système d'information.

Connaissance A.P.L. appréciée.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous réf. CES à SMA BTP - Service Recrutement
114 avenue Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15

BANQUE PRIVEE
recherche pour ses succursales de
CANNES, BORDEAUX, TOULOUSE et LILLE

EXPLOITANTS CONFIRMES

CLASSE V OU VI

SECTEUR ENTREPRISES

Vous serez chargé de suivre et de développer un portefeuille de PME-PMI. Pour mener à bien cette mission, vous possédez une bonne qualification technique et justifiez d'une expérience de plusieurs années dans des fonctions similaires.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 6240, à

MEDIA PA 50-54, rue de Sully
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX
qui transmettra.

L'IMPRIMERIE NATIONALE

recrute par voie de concours :

3 CORRECTEURS ADJOINTS

(fonctionnaires techniques de l'Etat)

Les candidat(e)s doivent être âgé(e)s de plus de 18 ans et de moins de 45 ans (sauf recours de limite d'âge autorisée)

Diplômes requis : BAC ou équivalent.

Date de clôture des inscriptions : 18 septembre 1989.

Epreuves écrites d'admissibilité : 16 et 17 octobre 1989.

— Adresser CV, photocopies de la CNI et diplômes au service du personnel et des affaires sociales.

IMPRIMERIE NATIONALE
27, rue de la Convention,
75732 Paris Cedex 15.

L'IMPRIMERIE NATIONALE

recrute par voie de concours :

1 CHEF MÉCANICIEN

(fonctionnaire technique de l'Etat)

Les candidat(e)s doivent être âgé(e)s de plus de 25 ans et de moins de 45 ans (sauf recours de limite d'âge autorisée)

Diplômes requis : BAC + 2.

Date de clôture des inscriptions : 13 septembre 1989.

Epreuves écrites d'admissibilité : 9 et 10 octobre 1989.

— Adresser CV, photocopies de la CNI et diplômes au service du personnel et des affaires sociales.

IMPRIMERIE NATIONALE
27, rue de la Convention,
75732 Paris Cedex 15.

**VOUS ÊTES CADRE SUPÉRIEUR
AUTONOME - HOMME DE CONTACT**
(en recherche d'emploi)

DEVENEZ CONSULTANT

et

CRÉEZ VOTRE CABINET

en suivant une formation rémunérée de 4 mois organisée par Consultac et l'ESG, avec des experts en Communication, Marketing, Conseil, Finances, Fiscalité...

Début le 25 septembre 1989 à PARIS

Env. lettre de motivation + CV + photo à : ESG FORMATION CONTINUE
19, rue Erard, 75012 PARIS - 43-43-34-00

مكتبة الامم

Merci d'envoyer votre C.V. avec photo et prétentions à :
INSTITUT DES ENTREPRISES FORMATION - 6, rue Marcenno - 42300 ROANNE.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR DU CAVILAM H/F

VICHY

Un des centres les plus importants d'apprentissage des langues, une démarche pédagogique originale, des structures d'enseignement de pointe en étroite association avec l'Université de Clermont-Ferrand : autant d'atouts, qui sont à l'origine du succès de notre CENTRE AUDIOVISUEL DE LANGUES MODERNES.

Nous accueillons actuellement chaque année plus de 2 300 étudiants venus du monde entier, qui occupent souvent des postes de haute responsabilité.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent. Bilingue anglais, vous parlez peut-être même une autre langue. Votre tempérament solide et créatif et votre expérience de la Direction, de la Gestion et de l'Exploitation Commerciale d'un établissement d'enseignement et de formation font de vous un excellent gestionnaire, un bon administrateur ainsi qu'un homme de marketing.

Votre connaissance de l'enseignement à distance et/ou avec le support de méthodes audiovisuelles serait un atout supplémentaire.

Diriger, gérer et animer le CAVILAM, telle sera la mission essentielle que vous assurerez en liaison étroite avec la ville de Vichy et l'Université de Clermont-Ferrand II. Par ailleurs, vous devrez :

- superviser les programmes de recherche, en tirer parti et trouver de nouveaux débouchés sur les marchés individuels ou institutionnels,
- assurer les relations publiques et extérieures,
- entretenir ou établir des réseaux à l'échelon national ou international.

Si le développement et le rayonnement de notre établissement constituent un défi qui vous tente, adressez dès maintenant votre dossier de candidature, *shéf. 6243/LM, à*

MEDIA PA 50-54, rue de Sully
92514 BOULOGNE BILLANCOURT qui transmettra

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

**Nouveaux marchés financiers :
faire vivre le nouvel indice CAC...**

Le Département "Statistiques" de la Société des Bourses Françaises a élaboré le nouvel indice le "CAC 40" qui sert de support aux contrats à terme et aux options négociables cotés sur le MATIF et le MONEP. Maintenant, il s'agit de le faire vivre. Pour cela, nous adjoignons à notre équipe un

Statisticien H/F

qui possèdera une formation de type ISUP, DEA de Maths/Stat... Il suivra dans le quotidien l'évolution du marché continu sur le système CAC et en évaluera la qualité par le biais d'analyses statistiques. Au-delà de cette activité "au jour le jour" interviendront des études portant sur l'évolution des différents marchés. De la méthodologie donc, de la rigueur, mais aussi une aptitude et une volonté à utiliser des chiffres comme un moyen... et non comme une fin ! Passionnant, non ? Au sein d'un milieu en pleine évolution. A bientôt !

Notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/STA/LM.

RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

LES RESSOURCES HUMAINES N'ONT PLUS DE FRONTIÈRES

Quand le leader mondial s'implante en France, il y a du nouveau dans la Communication en Ressources Humaines...

Aujourd'hui en France comme partout où votre entreprise doit s'imposer, AUSTIN KNIGHT, leader mondial de la Communication en Ressources Humaines, vous donne de nouveaux moyens pour recruter et motiver les femmes et les hommes d'exception dont vous avez besoin pour réussir.

En choisissant AUSTIN KNIGHT FRANCE pour partenaire, vous disposez ainsi d'un ensemble inégalé d'expériences et de solutions éprouvées par les sociétés internationales les plus performantes. Grâce à un réseau de 22 agences spécialisées, de la Grande-Bretagne à l'Australie, du

Canada aux Pays-Bas en passant par les États-Unis, vous profiterez aussi d'une synergie unique pour vous informer sur des marchés de l'emploi que la mobilité croissante des hommes rend stratégiques pour votre entreprise. En somme, avec AUSTIN KNIGHT, les Ressources Humaines ne connaissent plus de frontières : voilà un fait nouveau dont vous devez tenir compte.

AUSTIN KNIGHT : UN GROUPE...
Grande-Bretagne - Australie - Canada - Pays-Bas - U.S.A. - France.
... ET DES RÉFÉRENCES INTERNATIONALES.
Pour tous renseignements, contactez Ramid LAMRANI au (1) 40 70 01 11
AUSTIN KNIGHT FRANCE 8, rue Magellan
75008 Paris. Télécopie : (1) 40 70 09 21.

**Austin
Knight**

ATTACHE DE PRESSE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Un Groupe Français et International de tout premier plan recherche (PARIS) un ATTACHE DE PRESSE (H/F) économique et financier

Vous avez :

- 35 ans environ,
- un Diplôme d'Enseignement Supérieur axé sur l'Economie et la Finance (Sciences Po - Eco. FL - Grande Ecole Commerciale, etc.), Formation journalistique et internationale appréciée,
- une expérience de la presse économique et financière française et étrangère,
- la pratique courante de la langue anglaise (la connaissance d'autres langues européennes serait également un atout).

Vous êtes :

- un homme d'idées, rodé à l'analyse des problèmes économiques et financiers, avec une large ouverture internationale et d'excellentes qualités rédactionnelles,
- mais aussi un homme de communication, capable d'entretenir, tant à l'intérieur du Groupe que sur le plan externe, des relations harmonieuses.

Vous aurez :

- à assurer, dans le cadre de la Direction de la Communication du Groupe, l'information de la presse française et internationale, plus particulièrement sur les aspects économiques et financiers de la stratégie du Groupe,
- à faire preuve d'une grande mobilité (déplacements à l'étranger) et de beaucoup de disponibilité.

* Veuillez adresser votre curriculum vitae, avec lettre manuscrite, photo et indication de vos préférences, à Michel MORACCHINI, Conseil en Recrutement (Réf. 8990)

22 bis, rue des Belles-Feuilles - 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue

Société (siège social Paris), filiale grande groupes, en pleine expansion, intervenant dans un secteur très porteur de l'assurance recrute :

SON RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL

Le candidat, de préférence de formation juridique supérieure, pourra attester d'une première expérience commerciale significative éventuellement dans le domaine de l'assurance ou de l'assistance.

Associé étroitement à la définition de notre nouvelle politique commerciale, il sera l'interlocuteur privilégié de nos intermédiaires, animera une équipe de commerciaux et d'administratifs, participera activement à l'élaboration de nouveaux produits.

Fin négociateur, bon rédacteur, organisateur sont les qualités essentielles requises du candidat.

Poste à pourvoir immédiatement.

SON RESPONSABLE DU SERVICE RECouvreMENT DE CREANCES

Dans le cadre de la réorganisation de notre service juridique, nous créons un poste de responsable du service recouvrement de créances.

Ce poste s'adresse à un candidat très motivé, de formation juridique supérieure (niveau maîtrise) ayant acquis une expérience en recouvrement d'au moins trois ans de préférence en étude d'huisier de justice.

Chargé dans un premier temps d'assurer la gestion des dossiers en cours, le titulaire aura rapidement à organiser le développement du service dans tous ses aspects avec une large autonomie.

Poste évolutif à pourvoir immédiatement.

SON JURISTE

Au sein d'une équipe jeune et performante, le titulaire du poste assurera la gestion de dossiers contentieux d'une grande diversité et animera un réseau régional de correspondants. Ce poste implique nécessairement une expérience d'au moins deux ans en cabinet d'avocat ou en étude d'avoué ou d'huisier.

A pourvoir immédiatement.

Ecrire au journal qui transmettra (lettre + C.V. avec photo + rémunération actuelle) à/n° 9480, Le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS



La région d'Ile-de-France

recrute

par contrat ou suivant statut pour fonctionnaires

2 AUDITEURS

pour sa Direction
du développement économique et social

Fonctions : Contrôle du budget de la formation professionnelle (1 milliard de francs par an).
Etablissement de normes de productivité.
Suivi et réforme du système des aides aux entreprises.

Profil :

- 1^{er} POSTE : Maîtrise, DEA droit/Science économique, expérience de cinq ans dans le secteur considéré.
- 2^e POSTE : Auditeur niveau diplôme d'études comptables supérieures, expérience de deux à quatre ans demandée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo
à la région d'Ile-de-France
Direction de l'administration générale
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

La ville de Lorient

recrute

DIRECTEUR GENERAL DE L'ACTION CULTURELLE

MISSIONS ESSENTIELLES

- Contribuer à la définition et mise en œuvre de la politique culturelle de la ville.
- Assurer la coordination entre les différents services et établissements culturels de la ville.
- Développer des relations et une coordination avec l'ensemble des partenaires de la ville dans le domaine culturel.
- Promouvoir les activités et manifestations culturelles soutenues par la ville.

QUALITES REQUISES

- Bonnes connaissances des différents milieux culturels et intérêt personnel pour ce secteur d'activité.
- Bonne expérience administrative.
- Sens des relations publiques et de la négociation.
- Une expérience dans le secteur public local serait appréciée.
- Niveau d'études minimum : Bac + 4.

Le poste sera pourvu soit dans les conditions statutaires, soit à titre contractuel.

Adresser candidature et C.V. détaillé à
M. le député-maire de Lorient
BP 244 - 56321 LORIENT CEDEX
pour le 15 septembre 1989 dernier délai.

Important GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE VAL DE LOIRE, 3 000 salariés, 6 milliards de C.A. renforce son département PRODUCTIONS VEGETALES par un

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE RECHERCHE/DEVELOPPEMENT H/F

Mission : A partir des grandes cultures végétales, vous recherchez et mettez au point de nouveaux produits, vous en vérifiez l'intérêt économique, vous développez les procédés de fabrication sur un site industriel muni d'outils pilotes.

Profil : Vous êtes Ingénieur Agro-Alimentaire, de formation ENSIA/ ENSAIA ou équivalent, débutant ou première expérience. Vous disposez d'un fort esprit de créativité et d'une bonne capacité d'autonomie.

Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Poste à pourvoir proximité NANTES.

Merci d'adresser candidature

(CV + prétentions) à :

J.M. DEBRAY - Recrutement LA CANA
B.P. 102 - 44157 ANGENIS Cedex

Tél. 40.98.91.46 - Discretion assurée.



Les produits de nos terres.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir
l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent
et de restituer aux intéressés les documents qui
leur ont été confiés.**

صكا من الامل

**MARKETING BANCAIRE : Pour une stratégie offensive...
De "conquête" des Particuliers !...**

Nous sommes, sur la Côte d'Azur, un établissement financier performant, affilié à un très grand réseau à forte notoriété et à l'image de marque enviable. Cependant, nous souhaitons progresser encore dans la satisfaction de notre clientèle de Particuliers. Aussi, notre Directeur Commercial attend-il de son futur Chef du Service

MARKETING

qu'il crée, organise, et mette en place, avec une petite équipe, des actions offensives en direction de la cible pré-cisée. Réaliser et contrôler les plans Marketing, de Communication et Publicitaires de l'Entreprise, initier, conduire et développer les études Marketing sous-jacentes, participer à la création de nouveaux canaux de distribution axés sur la VENTE DIRECTE, etc., voilà en quelques mots votre nouveau challenge.

Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, après une "première incursion significative" dans le Marketing Bancaire, orienté vers les Particuliers, vous souhaitez mettre votre acquis méthodologique au service de l'action ? Prêt à nous rejoindre ? A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/ARK/LM.

RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

**Juriste d'entreprise
Droit des sociétés et fiscalité**

Deuxième pôle français en communication d'entreprise (7300 personnes, plus de 4,4 milliards de francs de C.A.), déjà présente sur tous les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TELEPHONIE (postes), COMMUNICATION ET RESEAUX D'ENTREPRISE (autocoms électroniques), COMMUNICATION ECRIT ET IMAGE (terminaux télématiques, télécopie) et RADIOTELEPHONIE (systèmes, réseaux et mobiles).

Rattaché à notre Secrétaire Général, vous serez notamment chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des structures juridiques adaptées à l'évolution du Groupe (fusions, acquisitions, prises de participations en France et à l'Etranger). Votre domaine d'intervention comprendra également le respect de la législation des affaires dans toutes les activités du Groupe et le règlement des litiges. De formation supérieure juridique en Droit des sociétés, votre compétence s'appuie sur au moins 3 à 5 ans d'expérience acquise de préférence dans un groupe industriel. Anglais nécessaire. De la rigueur juridique associée à une réelle capacité de la communication favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JE/M à Nicole Kamezac - MATRA COMMUNICATION - BP 28 - rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

MANAGERS

Vous désirez aujourd'hui élargir vos responsabilités et valoriser à la fois votre formation supérieure (école de commerce) et votre expérience d'encadrement d'équipes de vente.

Véritable organisateur d'un réseau de centres de profit, vous en assurez le développement et le contrôle par votre action commerciale et par l'animation de vos équipes que vous recrutez et formez.

Des postes sont à pourvoir dans les principales grandes villes de France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence LM 12 - à ECCO, Notre DÉPÔT - 4, rue Louis Guérin - 69620, VILLEURBANNE CEDEX. Les entretiens se dérouleront dans la ville la plus proche de votre lieu de résidence.



ECCO - N° 1 du Travail Temporaire
- 200 agences dans toute la France
- 1988 : 5,5 milliards de FF



**Caisse d'Epargne Ecureuil
D'ANGERS SAUMUR**

poursuit son expansion et sa mutation.
Elle renforce son équipe de développement
et recherche immédiatement :

**UN CHEF DE SERVICE
ETUDES COMMERCIALES**

Agé d'au moins 30 ans, titulaire d'une formation supérieure adaptée, le candidat retenu aura une première expérience réussie dans des fonctions liées au marketing bancaire. Rapportant au Directeur du Développement, il sera en charge :

- de conduire toutes les études liées sur la connaissance des besoins de la clientèle, les produits et services nouveaux, l'optimisation de l'activité de notre Réseau ;
- d'élaborer et de faire vivre un système de suivi de l'activité commerciale ;
- de tester les produits et techniques de commercialisation en développement ;
- de gérer la communication externe de l'entreprise.

A la tête d'une équipe spécialisée, il prendra une part active à l'élaboration des objectifs commerciaux. Homme de contact, il devra être capable de collaborer avec tous les éléments de l'entreprise dans un esprit permanent de service à la clientèle. La maîtrise de l'utilisation de l'outil informatique sera un plus. Adresser candidature manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération actuelle à :

Frank DE BUCY Directeur des Ressources Humaines,
Caisse d'Epargne d'ANGERS SAUMUR, 5 boulevard Foch
49024 ANGERS CEDEX



"Pour votre carrière, nous préconisons Elf Antargaz"

Ingénieur

Région EST

Vous animerez votre équipe technico-commerciale, assisterez la Direction Régionale de Nancy pour trouver des solutions aux problèmes techniques de notre clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques), et mènerez également démarches et négociations commerciales. A terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions à notre développement international.

Vous êtes ingénieur diplômé ENSI, A et M, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent et bénéficiez d'au moins 2 ans d'expérience commerciale : adressez votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo et prétentions) à ELF ANTARGAZ - DRS/Recrutement - Tour ELF - Cedex 45 92078 Paris La Défense.



Le gaz plein de ressources.



chargé d'affaires entreprises

UN CHALLENGE : renforcer le leadership du CAM auprès des clientèles entreprises, développer le portefeuille confié.

DES MOYENS : le CAM vous offre une logistique importante et une large délégation de décision pour proposer et conseiller à notre clientèle une vaste gamme de produits et de services.

UN PROFIL : vous possédez une formation supérieure de type ingénieur BAC + 5, orientation finance et gestion.

Au cours de votre première expérience réussie (emploi ou stage), vous avez acquis la maîtrise de l'analyse financière et de l'appréciation du risque. Vous avez su aussi démontrer vos capacités de négociation commerciale et de conseil.

Si ce challenge vous intéresse, veuillez envoyer votre lettre de candidature, CV et photo à : C.R.C.A.M. de la SOMME, Service du Personnel, B.P. 0921 - 80009 AMIENS CEDEX

**JEUNES DIPLOMES DE L'UNIVERSITE
OU D'ECOLE DE GESTION**

**QUAND LES PRODUITS
SONT NOBLES !**

Tout devient forcément plus motivant... Quand en outre ils concernent la protection sociale des salariés, ils impliquent des contacts au plus haut niveau. Et quand enfin ils portent nos couleurs, ils sont les garants d'une fidélité exemplaire de la part de nos clients (les entreprises de tous les secteurs, dans toute la France).

De nombreux marchés sont encore à développer. Vous en serez les acteurs et pour y réussir avec brio, nous investissons sur vous (formation commerciale de plusieurs mois).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 734 LM à notre Conseil.

DEPARTEMENT MARKETING VENTE
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

SODERHU

TOSHIBA LEADER MONDIAL DES MICRO-ORDINATEURS PORTABLES
INFORMATIQUE 38 % du marché français conquis en 2 ans, recherche :

RESPONSABLE DE LA FORMATION

De formation supérieure (Grande Ecole ou Universitaire), vous avez une solide expérience de la mise en place et de l'animation de séminaires de formation dans un contexte informatique (constructeur, SSII...).

Nous vous confierons la responsabilité de notre formation commerciale et à terme la création de notre "école de vente" destinée à nos collaborateurs et à nos partenaires.

Dans ce cadre, vous prendrez en charge la sélection de jeunes diplômés pour les former à nos techniques de vente et à nos produits.

Organisé, doté de qualités pédagogiques, vous souhaitez évoluer dans un groupe international... votre maîtrise de l'anglais vous le permet.

Vous participerez à notre stratégie de développement ambitieuse et rapide, et jouerez votre équipe en conséquence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil (ref. DF-LM) à l'attention de Laurence CORJON

TRIANGLE

4, rue de la PYRAMIDE - 92100 BOULOGNE



COLGATE-PALMOLIVE

3,7 mds de F de CA,

2000 personnes.

Des produits leaders :

Soupline, Ajax,

Cléopatra,

Axion2,

Cadum, Ultra Brite,

Javel Lacroix...

CHARGE DE RECRUTEMENT

Vous avez obtenu un DESS de Psychologie du Travail, d'Ergonomie, de Gestion du Personnel ou équivalent, et vous voulez mettre en pratique vos connaissances en vous voyant confier des missions concrètes.

Intégré au service recrutement, nous vous confierons le suivi complet de plusieurs missions. Très autonome, vous travaillerez en liaison directe avec les demandeurs internes.

Vous interviendrez également comme interface entre les principaux interlocuteurs concernés par les conditions de travail. Cela vous permettra d'acquiescer une première expérience dans les relations sociales.

Ce poste, dans lequel vous développerez sens de la communication et esprit de rigueur, vous permettra de prendre beaucoup d'initiatives et d'avoir une large ouverture sur la société et la fonction personnel.

Si cette mission d'un an vous intéresse, adressez rapidement votre dossier de candidature sous référence SN2 à COLGATE PALMOLIVE, Sophie Normand - 55 Bld de la Mission Marchand - 92401 COURBEVOIE cedex.

AUDITEUR

Nous sommes une Société Internationale de services leader européen sur son marché.

Vous êtes bilingue anglais plus une troisième langue, rompu à l'outil informatique, vous avez déjà acquis une première expérience en tant qu'auditeur.

VOS DOMAINES D'INTERVENTION :
l'Organisation, les Procédures, la Comptabilité, la Gestion, l'informatique, le Reporting, le Service...

Motivé, vos qualités d'analyse, de rigueur et votre sens pratique nous intéressent.

Très convivial, vous savez vous adapter à vos interlocuteurs.

Fort de ces diverses compétences, vous souhaitez vous investir dans des missions spécifiques et variées : audit du holding et des sièges étrangers, de notre réseau d'opérations.

Vous contribuerez donc, au sein de notre équipe, à l'amélioration de la performance de notre groupe par le renforcement du contrôle interne et du processus de qualité totale. Nous vous proposons de saisir l'opportunité d'un poste d'audit polyvalent dans une entreprise en pleine croissance.

Pour nous rejoindre adressez votre lettre manuscrite, CV et prétentions à l'attention de Christopher JAMES, sous ref. 6271, à

MEDIA PA 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex qui transmettra.

LE MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE RECRUTE PAR CONCOURS

• **270 Inspecteurs**
pour ses services commerciaux et administratifs

Niveau requis : Etudes supérieures

ÉPREUVES les 18 et 19 octobre 1989 CLÔTURE des inscriptions le 12 septembre 1989

INFORMEZ-VOUS

• en téléphonant aux

NUMERO VERT
05.34.05.34

NUMERO VERT
05.05.66.77

• dans votre bureau de poste.

LA POSTE

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche

JURISTE CONSEIL

Véritable conseil auprès de notre département bancaire et de notre réseau, il sera sollicité sur toute question touchant au droit privé et au contentieux y afférant. Il devra également connaître le droit bancaire (fonctionnement des comptes en numéraires, en valeurs mobilières, etc.).

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un professionnel justifiant d'une expérience d'environ 5 ans au sein d'un cabinet ou d'une banque et d'une formation supérieure en droit privé (3ème cycle).

JURISTE DE BANQUE

Ce spécialiste du contentieux et du droit bancaire rédigera et suivra des actes de caution, des contrats de prêts et sera chargé des consultations juridiques concernant la gestion des prêts.

Il collaborera de plus aux montages financiers mis en place par l'Etablissement.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation juridique supérieure (3ème cycle), ayant 2 à 3 ans d'expérience au sein du service juridique d'une banque.

Ces deux postes requièrent d'excellentes qualités rédactionnelles et un goût prononcé pour les contacts. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs, informaticiens, ingénieurs commerciaux...

Pour cette rentrée, votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE est publié dans un supplément en pile séparée

Aujourd'hui : 37 pages d'offres d'emploi

La ville de Rennes (Ille-et-Vilaine)

recrute

pour une opération « Développement Social des Quartiers »

UN CHEF DE PROJET

Cadre territorial supérieur, au profil d'animateur de développement :

- capacité à animer une équipe interpartenariale ;
- expérience de la concertation avec la population ;
- aptitude à envisager le développement social urbain dans toute sa complexité (bâti, social, économique...) permettant d'assurer un travail de programmation, d'assistance technique, de recherche de financements... ;
- expérience souhaitée dans une opération de même ordre.

Envoyer lettre de candidature, C.V. détaillé + photographie

avant le 15 septembre 1989 à :

Monsieur le maire de Rennes,
BP 26 A, 35031 Rennes Cedex.

COMITÉ D'ENTREPRISE

situé à Paris

recherche dans le cadre de son développement

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

(poste référence CE1)

Définition de poste :

Conception et mise en œuvre de la politique de communication multimédia à l'égard des salariés de l'entreprise, dans le cadre d'un budget défini.

Responsabilité globale : recherche de l'information (en particulier, entretiens individuels et de groupes), élaboration du contenu, des formes et du style de la communication, animation de réunions d'information avec les salariés de l'entreprise.

Formation : bac + 4, expérience réussie (3 ans minimum) de journaliste, chef de publicité ou rédacteur-concepteur, par exemple.

Profil : créatif, rigoureux, mobile, autonome, passionné de relations publiques, capable de s'intégrer dans une équipe de cadres.

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

(poste référence CE2)

Définition de poste :

Analyse des documents économiques, financiers et sociaux concernant l'entreprise (budget, bilan, rapports CHSCT et médecine du travail, projets de développement de l'entreprise) ; études ponctuelles.

Communication des études aux salariés de l'entreprise sous une forme simple, concrète, accessible à tous.

Formation : Sup de Co Paris, ESCAE, DEA de sciences économiques ; expérience réussie dans la recherche (2 ans minimum) concernant l'entreprise.

Profil : rigoureux, goût pour le monde de l'entreprise, passionné de pédagogie.

RESPONSABLE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

(poste référence CE3)

Définition de poste :

Conception et mise en œuvre de la politique culturelle (bibliothèques et médiathèques, animations et expositions culturelles, programmation des spectacles, etc.), sportive (convention avec les prestataires d'installations sportives, relations avec l'association sportive du Comité d'entreprise, animation sportive) et de loisirs (fêtes et animations diverses) dans le cadre d'un budget défini.

Formation : bac + 4, expérience professionnelle réussie (3 ans minimum).

Profil : dynamique, créatif, rigoureux, disponible et mobile, désireux de s'investir dans un travail passionnant, convaincu de la nécessité de la participation active des salariés à la vie de leur Comité d'entreprise.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

(poste référence CE4)

Définition de poste :

Secrétariat des élus et du directeur ; rédaction de rapports et de comptes rendus de réunions, suivi de groupes de travail.

Formation : BTS de secrétariat de direction, connaissance confirmée en traitement de texte et micro-informatique, bonne orthographe, aptitude à la rédaction, expérience professionnelle réussie (3 ans minimum).

SECRÉTAIRE

(poste référence CE5)

Définition de poste :

Gestion d'un fichier informatique, facturation, dactylographie et traitement de texte (sous la responsabilité du chef comptable).

Formation : BTS, connaissance confirmée en traitement de texte et micro-informatique, bonne orthographe.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo à

Cabinet de recrutement ADITES

Bourse Nationale du Travail

263, rue de Paris

93516 MONTREUIL Cedex

مكتبة الامم

FORMATION PROFESSIONNELLE

ETUDIANT ou PROFESSIONNEL

ISERPA

Les ENTREPRISES recherchent des spécialistes en PRODUCTION

L'Institut Supérieur d'Enseignement et de Recherche en Production Automatisée vous offre une année de Formation de Haut Niveau dans les domaines suivants:

- 1- Intelligence Artificielle et Productique
- 2- Gestion de Production Assistée par Ordinateur (G.P.A.O.)
- 3- Automatisation de la Production/Communication Productique

RECRUTEMENT BAC + 4.5 Options 1 et 2
NIVEAUX BAC + 2 Options 2 et 3
(ou expérience professionnelle équivalente)

ISERPA - Raymond BITEAU - Tél. 41.44.49.44
122, rue de Frémur - B.P. 305 - 49003 ANGERS CEDEX

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE
STAGES 1989 - 1990
Ouverts aux demandeurs d'emploi et salariés, possibilité de rémunération.

INFORMATIQUE	GESTION ET DROIT
DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES : Responsable de projet, petits et moyens utilisateurs (1200 heures). Tél. : 40 97 78 64. • Licence de Technologie Universitaire : Structure et fonctionnement des ordinateurs - PASCAL - COBOL - ALGOL - MERISE - C - ORACLE - BASES DE DONNEES - Réseaux et relationsnelles - Aspects juridiques de l'informatique de gestion. ANALYSTE UNIX (1 200 heures). Tél. : 40 97 78 64. • Licence de Technologie Universitaire : Système d'exploitation UNIX - PASCAL - LANGAGE C - APPLI SYSTEME - BASES DE DONNEES - Réseaux et relationsnelles - assembleur 68000. SYSTEME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT - Tél. : 40 97 78 64. Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires en Informatique (BAC + 4, 900 heures de janvier à septembre 90). • Techniques mathématiques - Systèmes d'exploitations - Micro-informatique - Systèmes experts - Conduite de projet. COMMUNICATION CONCEPTEUR MEDIATIQUE Tél. : 40 97 78 64. • Licence de Technologie Universitaire : EAO - Télématique - vidéomatique - infographie - méthodologie de l'interactivité. (1 200 heures) CONCEPTION ET REALISATION AUDIOVISUELLES Tél. : 40 97 78 96 (1 200 heures) • Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau licence) • Formation à l'audiovisuel de commande.	CADRE COMMERCIAL Tél. : 40 97 77 77 • Stage professionnel : 220 heures • Licence de Technologie Universitaire : 440 heures • Licence d'Etat de Sciences Economiques : 720 heures • Méthodes de marketing et de la vente. GESTION DU PERSONNEL Tél. : 40 97 77 77 • Licence de Technologie Universitaire • Formation de cadres de la fonction "personnel". GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES Tél. : 40 97 78 66 • Licence et Maîtrise en droit • DESS d'Administration Publique • Diplômes d'Etat aménagés pour la gestion de la décentralisation. CHEF DE PROJET - COMMERCE INTERNATIONAL Tél. : 40 97 78 58 • Licence de Technologie Universitaire • Formation de cadres export • 3 stages combinables par trimestre. GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME Tél. : 40 97 77 77 • Licence de Technologie Universitaire. GESTION DES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE Tél. : 40 97 78 64 • Licence de Technologie Universitaire (secteurs coopératif, associatif et mutualiste). ANGERS Tél. : 40 97 78 66 • Cours hebdomadaires.

200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex
Informations Nantier : 47 29 00 66 puis 2700

SYSTEMIA La liaison permanente entre les Entreprises
ÉCOLE DES MINES D'ALÈS et l'Enseignement Supérieur

MASTRE SPECIALISÉ à Aix-en-Provence
Systèmes d'Information et Intelligence Artificielle

Un an de formation de haut niveau aux nouvelles technologies de l'informatique

Programme :

- architectures et conception des systèmes d'information,
- systèmes d'aide à la décision,
- technologies de la production,
- réseaux-télécommunication.

Carrières :

- architecte de systèmes d'information, concepteur, chef de projet, cognéticien.

Admission :

- diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs, de Gestion ou d'Université (Bac + 5),
- sur dossier, entretien et jury d'admission.

Financement partiel des études avec la participation d'entreprises offrant une possibilité d'embauche.
Deuxième session : 20 octobre 1989.

Renseignements : Catherine PARET - (16) 42-24-24-84
SYSTEMIA
Domaine Saint-Hilaire, Pichauray, Les Milles, 13290 Aix-en-Provence

CEPRIM CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

DEMAIN... INGÉNIEUR MANAGER
UN PROFIL RECHERCHÉ PAR L'ENTREPRISE

INGÉNIEUR ou SCIENTIFIQUE, vous pouvez élargir vos perspectives de carrière, tout en continuant à exercer votre activité.

Le CEPRIM a conçu pour vous une formation générale au Management donnant lieu à la délivrance d'un diplôme.

De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.

Nombre de places limité.

Renseignements et documentation : auprès du :
CENTRE DE PRÉPARATION DE L'INGÉNIEUR AU MANAGEMENT
2, rue Camille - 75141 PARIS Cedex 03
Téléphone : (1) 40.27.25.59

POUR DEVENIR RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT
IPREX. Cycle intensif de Commerce International.
Durée : 15 semaines.
Prochaines sessions : le 16 octobre 89 et le 19 mars 90.
Sélection : 15 jours avant le début de la session
Rémunération : par l'Entreprise ou par l'Etat.

Renseignements & Inscription :
Nicole LEVEQUE
CDM - Groupe ESC Lyon
23, avenue Guy de Collongue
B.P. 174
69132 ECULLY cedex
Tél. 72 20 25 21

CDM
Centre de Management
Groupe ESC Lyon
DIPLOME DE COMMERCE INTERNATIONAL

☐ Je désire recevoir un dossier d'inscription : 11.
NOM, PRENOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____

Important groupement de librairies-papeteries recrute :

ADJOINTS ET FUTURS RESPONSABLES PONTS DE VENTE

H ou F de formation BTS action commerciale ou DEUG de gestion des entreprises, ils seront en mesure d'intégrer des équipes jeunes, dynamiques, évolutives après un STAGE de un an en contrat de qualification.

Qualités requises : mobilité, imagination, rigueur, souhait de s'intéresser fortement au Livre et à la Papeterie (dégage des OM).

Envoyer CV + photo à : Direction Générale Majuscule,
15, rue Brantôme, 75003 Paris.

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS TOUTE L'ANNÉE
ANGLAIS COURANT.
ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

COURS PARTICULIERS TOUTES LANGUES
Test gratuit.
1, rue de la Pépinière, 75008 Paris (face gare Saint-Lazare).
Tél. 45-22-61-18.

CADRES, JEUNES DIPLOMES, DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE DE FORMATION

IBIA
vous propose une formation de :

MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION

Objectif : maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique.
Durée : 20 semaines (dont stage en entreprise).
Conditions d'admission : BAC + 2 minimum.
Recrutement immédiat.

Contactez Claire FAYARD au 47 66 84 22
63, Av. de Villiers 75017 PARIS 5ème étage.

POUR DEVENIR RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT
IPREX.
Cycle intensif de Commerce International.
Durée : 15 semaines.
Prochaine session : le 16 octobre 89.
Rémunération : par l'Entreprise ou par l'Etat.

CDM Renseignements & Inscriptions :
Nicole LEVEQUE
CDM - GROUPE ESC Lyon
23, avenue Guy de Collongue, BP 174
69132 ECULLY Cedex
Tél. 72 20 25 21

☐ Je désire recevoir un dossier d'inscription.
NOM, PRENOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE VOUS PROPOSE
4 stages de formation en Gestion du Personnel de 7 mois 1/2, rémunérés :

- 1. ASSISTANT DIRECTEUR DU PERSONNEL
- 2. INFORMATIQUE ET GESTION DU PERSONNEL
- 3. MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
- 4. DIRECTION DU PERSONNEL ET FORMATION A LA GESTION SOCIALE

Participants : Etudes Supérieures (Bac + 4) - expérience d'entreprise exigée pour les deux derniers.

Début des stages : Septembre - octobre 1989

Recrutement immédiat
Envoyer lettre de motivation + CV + photo
IGS 120, rue Danton - 92300 LEVALLOIS
pour convocation à une réunion d'information.

GROUPE IGS

CYCLE HAUT NIVEAU PARIS

Maîtres d'ouvrage "logements" et leurs partenaires

Confortez et confrontez vos compétences juridiques, financières, fiscales, administratives et commerciales.
34 jours (2 jours par quinzaine).
Programme disponible au 45.22.50.10

CEFLU
Centre d'Etude et de Formation pour le logement et l'urbanisme
5, rue de Vienne 75008 PARIS
(1) 45.22.50.10

PROMOTEURS MAITRES D'OUVRAGE

OPTIMISEZ votre rentabilité financière. CONSTITUEZ de nouveaux tours de table.

Cycle de spécialisation à **L'INGENIERIE FINANCIERE (immobilier)**
24 jours - 2 jours par quinzaine-

Programme disponible au 45.22.50.10
5, rue de Vienne 75008 PARIS

CEFLU

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

est une des compétences fondamentales de la stratégie de développement des entreprises.

HAUTE TECHNOLOGIE

A Paris, le cabinet de conseil en propriété industrielle intervient pour valoriser les inventions (notamment en TELECOM ET TÉLÉMATIQUE) auprès des sociétés et centres de recherche pratiquant.

INGÉNIEUR ÉLECTRONIEN

débuteur ou 1^{re} expérience

qu'il formera aux aspects techniques et juridiques des brevets d'invention. Cet ingénieur sera par ailleurs intervenu en tant que consultant dans des domaines techniques diversifiés. Langue anglaise pratiquée, allemande lue.

Merci d'adresser CV, photo, références 5088 à : GALLOS & ASSOCIÉS, 116, Champs-Élysées, 75008 Paris.

INGÉNIEURS, INFORMATICIENS, INGÉNIEURS COMMERCIAUX. Pour cette rentrée votre rendez-vous SECTEURS DE POINTS en public dans un environnement et plus séparé.

Aujourd'hui : 37 pages et offres d'emploi.

VILLE DE ROUBAIX (Nord) 100 000 habitants

selon conditions statutaires un DIRECTEUR TERRITORIAL.

Fonctions : Ce directeur sera responsable de l'Animation, des Relations publiques et des Relations avec les Associations.

Il sera chargé d'assurer le suivi budgétaire et financier des activités de la Direction des sports et de la culture.

fonctionnelles rattachées : - le Jumeage, les Relations publiques, la Vie associative, le Protocole, les Relations publiques, l'Animation (ville et quartier) en liaison avec les Directions des sports et de la culture.

Profil souhaité : - Grande expérience - Sens de l'organisation - Qualités relationnelles - Une expérience dans un emploi similaire serait appréciée.

Adresser candidature avec curriculum vitae et photo à : Monsieur le Secrétaire-Maire de Roubaix, B.P. 731, 59008 Roubaix Cedex 1.

STUDIO, Paris 2^e avec photocopieuse intégrée recherche

MAQUETTISTE/EXE

Rough, maquette, exécution. Connaissance Aéro/Labo

Poste disponible IMMÉDIATEMENT

Tél. pour RV, 45-08-02-14 ou écrire HYPERBOLE, 104, rue Rémur, 75002 Paris.

L'Institut JEAN-GODINOT (Centre Antidrogue de Reims) recrute

UN INGÉNIEUR

pour son service DE MÉDECINE CLINIQUE

Le domaine d'activité est la diagnostic et la recherche médicale. La formation souhaitée est un doctorat de médecine physique ou un diplôme d'ingénieur.

Une compétence dans la conception de circuits et analyse numérique est souhaitée. Une expérience de la recherche est indispensable. La rémunération sera fixée en fonction de l'expérience.

Ecr. à l'INSTITUT JEAN-GODINOT, 1, rue de Cal-Lévy, 51008 Reims Cedex.

PHARMACIE (B1) recherche

ASSISTANT(E)

Poste stable

Ecrire sous le n° 5000, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

secrétaires

GME de distribution et de fournitures d'accessoires automobiles, leader sur son marché.

recherche pour son siège à Cligny

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

assistante du PDG et de la DG

Anglais intermédiaire. Expérience 17X souhaitée

Adresser CV avec photographie et photo sous le n° 5400, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PMI ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS INFORMATIENS

débuteur ou première expérience

niveau BTS, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micro.

Envoyer CV à M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

PUBLICATION SOCIALE HEBDOMADAIRE PARIS

recherche

RÉDACTEUR/TRICE DOCUMENTATION JURIDIQUE

spécialisée : Sécurité sociale, Protection sociale, Relations publiques, Affaires rédactionnelles.

Contrat à durée déterminée jusqu'au 31 mai 1990.

Adresser CV et photo à : A.D. Direction, réf. HM, 141, boulevard Montmartre, 75002 Paris.

POTIERS EXPERT-COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR

comptable, dynamique, motivé. Rémunération en rapport.

Envoyer CV et photo à : M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

MÉDECIN RADIOLOGUE EUROPEEN

parlant français

recherché par hôpital chirurgical MONTECAU-LES-MINES en BOURGOGNE, FRANCE

spécialité : radiologie, scanner.

Tél. : 86-67-18-10, direction.

LA CAISSE DES ÉCOLES de la ville de Cligny-la-Sarène

recherche

UN DIRECTEUR(Trice)

possédant le BAFO et expérience pour encadrer classe maternelles à Vazzy (Nivernais) du 19 septembre au 21 octobre 1989.

Se présenter à la Caisse des écoles, 98, rue de la République, 52110 CLIGNY-la-Sarène (Nivernais) le 19 septembre 1989 à 10 h 45.

SUCRERIE DE VIERZY RECHERCHE ADJOINT CHIEF AU LABO. DE CONTR.

Ingénieur chimiste débutant

Barre à CFS VIERZY 02210 Oulchy-le-Château.

CLIGNY-la-Sarène (Nivernais) le 19 septembre 1989 à 10 h 45.

INDIGO PUBLICATIONS

recherche

pour une de ses lettres d'informations.

RÉDACTEURS EN CHEF

Journaliste confirmé (5 ans d'exp. min.)

Bonne pratique de l'anglais

Expérience de l'Afrique souhaitée

Adresser CV à : Indigo Publications, 38, rue de Sèvres, 75002 Paris.

Sté française performance fabricant de matériel de chromatographie

recherche

technicien chromatographe

pour PARIS et REG. PARIS.

Avec ou sans première expérience professionnelle (23 à 30 ans environ).

Avant niveau DUT à maîtrise chimie ou biochimie avec de bonnes connaissances en HPLC et CPG. Salaire base + % sur CA en volume de fonction fixés.

Tél. pour RV au 43-00-67-57 et demander M. Dumas. A partir du 5 sept. 89.

LABORATOIRE SCIENCE DES MATÉRIAUX DE GRENOBLE

offre pour préparer une thèse

avec bourse de haut niveau

avec personnel industriel

Ingénieur chimiste d'IDEA, Tél. : 76-52-95-55.

GME de distribution et de fournitures d'accessoires automobiles, leader sur son marché.

recherche pour son siège à Cligny

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

assistante du PDG et de la DG

Anglais intermédiaire. Expérience 17X souhaitée

Adresser CV avec photographie et photo sous le n° 5400, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PMI ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS INFORMATIENS

débuteur ou première expérience

niveau BTS, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micro.

Envoyer CV à M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

PUBLICATION SOCIALE HEBDOMADAIRE PARIS

recherche

RÉDACTEUR/TRICE DOCUMENTATION JURIDIQUE

spécialisée : Sécurité sociale, Protection sociale, Relations publiques, Affaires rédactionnelles.

Contrat à durée déterminée jusqu'au 31 mai 1990.

Adresser CV et photo à : A.D. Direction, réf. HM, 141, boulevard Montmartre, 75002 Paris.

POTIERS EXPERT-COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR

comptable, dynamique, motivé. Rémunération en rapport.

Envoyer CV et photo à : M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

MÉDECIN RADIOLOGUE EUROPEEN

parlant français

recherché par hôpital chirurgical MONTECAU-LES-MINES en BOURGOGNE, FRANCE

spécialité : radiologie, scanner.

Tél. : 86-67-18-10, direction.

LA CAISSE DES ÉCOLES de la ville de Cligny-la-Sarène

recherche

UN DIRECTEUR(Trice)

possédant le BAFO et expérience pour encadrer classe maternelles à Vazzy (Nivernais) du 19 septembre au 21 octobre 1989.

Se présenter à la Caisse des écoles, 98, rue de la République, 52110 CLIGNY-la-Sarène (Nivernais) le 19 septembre 1989 à 10 h 45.

SUCRERIE DE VIERZY RECHERCHE ADJOINT CHIEF AU LABO. DE CONTR.

Ingénieur chimiste débutant

Barre à CFS VIERZY 02210 Oulchy-le-Château.

CLIGNY-la-Sarène (Nivernais) le 19 septembre 1989 à 10 h 45.

INDIGO PUBLICATIONS

recherche

pour une de ses lettres d'informations.

RÉDACTEURS EN CHEF

Journaliste confirmé (5 ans d'exp. min.)

Bonne pratique de l'anglais

Expérience de l'Afrique souhaitée

Adresser CV à : Indigo Publications, 38, rue de Sèvres, 75002 Paris.

Sté française performance fabricant de matériel de chromatographie

recherche

technicien chromatographe

pour PARIS et REG. PARIS.

Avec ou sans première expérience professionnelle (23 à 30 ans environ).

Avant niveau DUT à maîtrise chimie ou biochimie avec de bonnes connaissances en HPLC et CPG. Salaire base + % sur CA en volume de fonction fixés.

Tél. pour RV au 43-00-67-57 et demander M. Dumas. A partir du 5 sept. 89.

LABORATOIRE SCIENCE DES MATÉRIAUX DE GRENOBLE

offre pour préparer une thèse

avec bourse de haut niveau

avec personnel industriel

Ingénieur chimiste d'IDEA, Tél. : 76-52-95-55.

GME de distribution et de fournitures d'accessoires automobiles, leader sur son marché.

recherche pour son siège à Cligny

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

assistante du PDG et de la DG

Anglais intermédiaire. Expérience 17X souhaitée

Adresser CV avec photographie et photo sous le n° 5400, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PMI ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS INFORMATIENS

débuteur ou première expérience

niveau BTS, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micro.

Envoyer CV à M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

PUBLICATION SOCIALE HEBDOMADAIRE PARIS

recherche

RÉDACTEUR/TRICE DOCUMENTATION JURIDIQUE

spécialisée : Sécurité sociale, Protection sociale, Relations publiques, Affaires rédactionnelles.

Contrat à durée déterminée jusqu'au 31 mai 1990.

Adresser CV et photo à : A.D. Direction, réf. HM, 141, boulevard Montmartre, 75002 Paris.

POTIERS EXPERT-COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR

comptable, dynamique, motivé. Rémunération en rapport.

Envoyer CV et photo à : M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

MÉDECIN RADIOLOGUE EUROPEEN

parlant français

recherché par hôpital chirurgical MONTECAU-LES-MINES en BOURGOGNE, FRANCE

spécialité : radiologie, scanner.

Tél. : 86-67-18-10, direction.

LA CAISSE DES ÉCOLES de la ville de Cligny-la-Sarène

recherche

UN DIRECTEUR(Trice)

possédant le BAFO et expérience pour encadrer classe maternelles à Vazzy (Nivernais) du 19 septembre au 21 octobre 1989.

Se présenter à la Caisse des écoles, 98, rue de la République, 52110 CLIGNY-la-Sarène (Nivernais) le 19 septembre 1989 à 10 h 45.

SUCRERIE DE VIERZY RECHERCHE ADJOINT CHIEF AU LABO. DE CONTR.

Ingénieur chimiste débutant

Barre à CFS VIERZY 02210 Oulchy-le-Château.

CLIGNY-la-Sarène (Nivernais) le 19 septembre 1989 à 10 h 45.

INDIGO PUBLICATIONS

recherche

pour une de ses lettres d'informations.

RÉDACTEURS EN CHEF

Journaliste confirmé (5 ans d'exp. min.)

Bonne pratique de l'anglais

Expérience de l'Afrique souhaitée

Adresser CV à : Indigo Publications, 38, rue de Sèvres, 75002 Paris.

Sté française performance fabricant de matériel de chromatographie

recherche

technicien chromatographe

pour PARIS et REG. PARIS.

Avec ou sans première expérience professionnelle (23 à 30 ans environ).

Avant niveau DUT à maîtrise chimie ou biochimie avec de bonnes connaissances en HPLC et CPG. Salaire base + % sur CA en volume de fonction fixés.

Tél. pour RV au 43-00-67-57 et demander M. Dumas. A partir du 5 sept. 89.

LABORATOIRE SCIENCE DES MATÉRIAUX DE GRENOBLE

offre pour préparer une thèse

avec bourse de haut niveau

avec personnel industriel

Ingénieur chimiste d'IDEA, Tél. : 76-52-95-55.

GME de distribution et de fournitures d'accessoires automobiles, leader sur son marché.

recherche pour son siège à Cligny

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

assistante du PDG et de la DG

Anglais intermédiaire. Expérience 17X souhaitée

Adresser CV avec photographie et photo sous le n° 5400, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PMI ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS INFORMATIENS

débuteur ou première expérience

niveau BTS, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micro.

Envoyer CV à M. LÉVESY, 8, rue Copérn, 75015 Paris.

PUBLICATION SOCIALE HEBDOMADAIRE PARIS

recherche

RÉDACTEUR/TRICE DOCUMENTATION JURIDIQUE

spécialisée : Sécurité sociale, Protection sociale, Relations publiques, Affaires rédactionnelles.

Contrat à durée déterminée jusqu'au 31 mai 1990.

Adresser CV et photo à : A.D. Direction, réf. HM, 141, boulevard Montmartre, 75002 Paris.

POTIERS EXPERT-COMPTABLE

recherche

COL

Economie

SOMMAIRE

- Unique candidat, M. Jean-Louis Giral, président de l'entreprise de travaux publics Desquenne et Giral, a été nommé lundi 4 septembre à la tête de la commission sociale du CNPF (lire page 37).
- Les apports nets de ressources des pays riches en direction des pays endettés ont diminué en 1988, d'après l'OCDE (lire ci-dessous).
- Dans la bataille autour du groupe d'assurances Victoire, M. Vernes et Suez ont conclu un accord (lire page 38).
- Les Picards mènent une véritable guérilla administrative et juridique pour que le TGV-Nord passe par Amiens (lire ci-dessous).

Le rapport du plan sur « Vie quotidienne et cadres de vie »

L'Etat doit réagir contre la « fragilisation » de certaines villes et régions

En présence de MM. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, et Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, M. Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur général des finances, président de la banque Worms, a rendu public le 5 septembre le rapport de la commission sur « la vie quotidienne et les cadres de vie » qu'il présidait et dont il a conduit les travaux d'octobre 1988 à juillet 1989. Décentralisation, finances locales, aménagement du territoire dans le cadre d'une Europe élargie, environnement et partenariat sont les thèmes qui ont été au centre des réflexions de la commission.

« Malgré son apparente centralité géographique, la France demeure en marge de l'épine dorsale du développement européen qui court de Londres à Milan en passant par le Rhin, écrit en préambule les experts. La constitution d'un vaste espace unique européen risque donc de faire perdre les préoccupations, un temps passées au second plan, de développement de l'ouest du territoire. »

Reprenant une idée avancée il y a trois ans par M. Olivier Guichard, qui avait à l'époque souligné des problèmes passés, les membres de la commission Bloch-Lainé constatent qu'en France, à l'exception de ce que l'on note en Grande-Bretagne, « le développement de la capitale s'est opéré au détriment des métropoles régionales. La seconde ville française, Lyon, ne se place qu'au vingtième rang européen et les autres mé-

tropoles, à l'exception peut-être de Toulouse et de Strasbourg, possèdent un très faible rayonnement en Europe », et les rapporteurs n'ont pas tort de mettre en avant pour les condamner « les compétitions fratricides entre villes qui mènent à chaque protagoniste », citant par exemple Rennes et Nantes ou Bordeaux et Toulouse. Ils auraient pu y ajouter Nancy et Metz, Rouen, Le Havre et Caen ou Tours et Orléans.

Le statut de ville européenne ne se décrète pas : les métropoles qui prétendent à ce titre doivent s'appuyer sur un arrière-pays correctement inséré. De ce point de vue, la commission Bloch-Lainé prend sans ambages le parti de renforcer l'échelon régional (notamment les moyens financiers) par rapport aux communes et aux départements.

Le parti de la décentralisation

Mais elle évacue la délicate question du redécoupage des régions qu'elle qualifie « de traumatisme » même si elle déplore « l'excès d'émiettement des structures administratives en France, notamment dans les communes, par rapport aux pays européens voisins ».

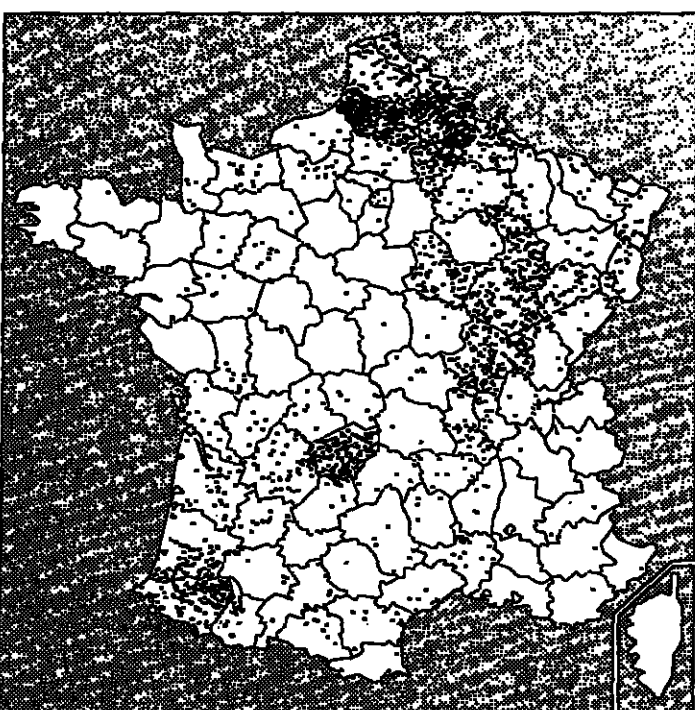
Mettant l'accent sur les phénomènes géographiques de fragilisation, de fractures, d'inégalité ou d'exclusion observés ou prévisibles « qui appellent des réponses d'ordre institutionnel », la commission s'interroge en conclusion sur les limites ou la justification des interventions de l'Etat dans une France qui « heureusement a pris le parti de la décentralisation ».

L'Etat ne doit pas, selon elle, s'abstenir d'exercer ses rôles traditionnels « de régulation, d'arbitrage et d'impulsion. Que le contrat, dans l'ordre des façons d'intervenir prenne demain le pas sur le décret, c'est sans doute ce que l'avenir commande. Mais le progrès veut aussi que l'Etat

tienne son rôle et fasse dans l'ordre de la persuasion et de la décision ce que nulle autre collectivité publique ou privée ne peut faire à sa place et notamment aider les métropoles régionales à s'associer utilement, dans la perspective européenne ».

F. Gr.

Communes sinistrées



Parmi les annexes publiées avec le rapport, cette carte inédite des communes sinistrées, en fonction de quatre critères : les ouvriers non qualifiés, les chômeurs, les employés non qualifiés du secteur tertiaire, les personnes au chômage depuis au moins un an et enfin le pourcentage de chômeurs qui reçoivent 0 à 2500 F par mois.

Une étude de l'OCDE

Les flux financiers vers le tiers-monde se stabilisent

Stabilisation des flux publics, nouvelle baisse des prêts bancaires, l'évolution des ressources dont ont disposé en 1988 les pays en développement confirme l'urgence qu'il y avait, pour les nations industrielles, à s'attendre sur une nouvelle stratégie de réduction de la dette, indique l'OCDE dans son rapport annuel sur le financement des pays en développement et la dette extérieure publié mardi 5 septembre.

Le total des paiements sur un encours de 1 240 milliards de dollars (8 000 milliards de francs) ont représenté, l'an dernier 178 milliards, soit 21,5 milliards de plus qu'en 1987. Face à cette somme impressionnante, les pays en développement ont reçu 102,9 milliards de dollars, contre 96,9 milliards en 1987. Plus encore que ces grandes masses, le détail des flux financiers dont le tiers-monde a bénéficié témoigne d'une « impasse grandissante » face à la crise.

Les financements publics au développement ont certes augmenté, de 8 % en termes nominaux, de 1 % si l'on tient compte de l'évolution des prix et des taux de change. Avec 67 milliards de dollars, ils assurent désormais 65,1 % de l'apport financier total au tiers-monde contre 55,5 % en 1980. Cette montée en puissance était devenue indispensable compte tenu de l'écroulement des crédits bancaires, passés en huit ans de 49 milliards de dollars à 4,7 milliards. Ce mouvement de bascule s'étant révélé insuffisant, il aura fallu arriver à un consensus à des principes plus industriels (le plan Brady) pour que les milieux

bancaires étudient à nouveau le dossier, et admettent la réalité d'un « surendettement ».

Parmi les autres points marquants de l'année 1988, l'OCDE souligne que, pour la première fois depuis 1985, le montant des crédits à l'exportation a été positif. Les auteurs du rapport s'empressent toutefois de préciser que cette remontée tient à l'accumulation d'arriérés de paiement des débiteurs. Par contre, le montant net des investissements directs a connu une hausse sensible, pour atteindre 20,2 milliards de dollars en 1987 et 19 milliards l'année suivante.

Par groupes, les pays « à faible revenu », vaste catégorie réunissant l'Indonésie, le Maroc comme le Mali ou les Maldives, et dont le point commun est de disposer d'un PNB par habitant inférieur à 700 dollars, se sont vu consacrer 55 % des flux financiers globaux en 1988. Encore faudrait-il faire la distinction entre les pays d'Afrique sub-saharienne, confrontés à un endettement chronique, et ceux d'Asie, qui, à l'exception des Philippines, vivent mal mais peu endettés. Plus homogène, le groupe des « pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure », enregistrés sous le nom barbare de « PRITL » (PNB de 700 à 1 300 dollars par habitant), ont bénéficié, de la Côte-d'Ivoire à la Thaïlande, de 13 % de l'apport total de ressources provenant des nations industrielles. Restent les « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure » ou « PRITS » (au-delà de 1 300 dollars par habitant), qui compte la plupart des surendettés du tiers-monde et se sont partagés 24 % des apports globaux.

Les apports nets de ressources vers les pays en développement

	(En milliards de dollars courants)									
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	
I. Financement public du développement	45,6	45,6	44,3	42,4	47,7	49	56,1	62	67	
II. Crédits à l'exportation	16,5	17,6	13,7	4,6	6,2	4	0,6	-0,7	3	
III. Apports privés	66,2	74,5	58,3	48,1	31,7	30,8	28,2	35,6	32,9	
Total des apports nets de ressources	169,4	188,9	163,5	134,1	123,4	119,4	96,3	96,9	96	

Source : OCDE.

INSOLITES

Prévoit passe par Chronopost

« La floraison de filiales (des PTT) ne va pas sans inconvénients bien connus : concurrence avec certains services de la Poste ou de France Télécom, difficulté d'en assurer le contrôle... », écrit M. Hubert Prévot, dans son rapport sur la réforme des PTT.

Rendu public le 30 août dernier, ce document de 130 pages est arrivé en masse dans les rédactions parisiennes, acheminé par... Chronopost, une des

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS

Dossier

PDG : la tentation héréditaire

Et aussi

- L'aéronautique civile saisie par la fièvre
- Il court, il court, le dollar
- Courrèges griffe et ne meurt pas

EN KIOSQUE

TRANSPORTS

Guerre de tranchées autour du TGV-Nord

La bataille d'Amiens

Les Amiénois du comté de Kent ne veulent pas du TGV sur leur gazon. Les Amiénois, si ! MM. Chirac et Méhaignerie ont eu beau dire, en 1987, que le train à grande vitesse passerait au large (40 km) et à l'est d'Amiens, mais que la desserte autoroutière de la capitale de la Picardie serait améliorée. MM. Rocard et Delors ont bien tenté de leur promettre un « barreau » à grande vitesse, mais pour plus tard. Rien n'y a fait : l'association TGV-Picardie-Normandie veut que le TGV-Nord passe par Amiens, et tout de suite. Elle mène contre le gouvernement, la SNCF et le chantier en instance une bataille de tranchées, une guerre microcholine qui mobilise les foules.

L'argumentaire amiénois est impeccable. La ligne la plus droite pour se rendre de Paris au tunnel sous la Manche passe par Amiens. Selon les calculs de l'association qui regroupe les conseils régionaux de Haute-Normandie et de Picardie, les conseils généraux de la Somme et de la Seine-Maritime, la ville et la chambre de commerce d'Amiens, on y gagnerait vingt-cinq minutes de trajet à 300 kmh, 2,3 millions de voyageurs supplémentaires et 3 milliards de francs de dépenses en moins.

Pourquoi les décideurs ne se sont-ils pas laissés convaincre par cette solution de bon sens ? Pourquoi ont-ils choisi un tracé plus long, plus coûteux et qui passe en plein dans le champ de bataille d'Abbeville, farci d'obus non explosés ?

Les responsables non amiénois incriminent d'abord feu Pierre Salvi, alors président du conseil général du Val-d'Oise, qui ne voulait pas des nuisances du TGV. Ensuite, ils gardent un chien de leur chienne à M. Pierre Mauroy, le puissant maire de Lille, qui, lui, tenait absolument à accueillir le

TGV dans sa ville. Ils en veulent aussi à la SNCF, trop pressée pour revoir ses plans lorsqu'il fut évident que les trains à grande vitesse insistent aussi bien à Londres qu'à Bruxelles, seule métropole classée à l'origine. Ils ne tarissent pas de critiques de l'endroit de la corporation des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées qui se serrent les coudes, de projet en rapport et en contre-expertise, pour jurer que le tracé conçu par l'un d'eux est le meilleur, même si c'est faux.

Guérilla

Pour tenter désespérément de détourner le TGV-Nord, Amiens fait donc de la résistance. Son stratège ? M. Joseph Gouranton, directeur technique à la chambre de commerce, secrétaire général de l'association TGV-Normandie-Picardie et, au demeurant, très obstiné. Il avait déjà dans l'idée de faire acheter, par des contreparties, des parcelles de terrain sur le tracé bonni (Le Monde daté 28-29 mai 1989) : 12 000 mètres carrés de terrain ont été acquis par 4 600 personnes, y compris des étrangers « pour rendre la situation inextricable ».

Une heureuse issue ayant peu de chances d'advenir, l'association bombarde, de constat d'huissier en constat d'huissier, la SNCF qui, sans attendre la déclaration d'utilité publique, piquette les terrains qu'elle convoite et y apporte matériaux et matériels.

Pendant les travaux, la bataille continue.

ALAIN FAUJAS.

L'URSS signe une importante commande avec deux chantiers navals ouest-allemands

L'URSS a officiellement signé, le 1^{er} septembre, un contrat d'une valeur de 1,2 milliard de marks (5 milliards de francs) avec deux chantiers navals ouest-allemands pour la livraison de six navires porte-conteneurs de grande taille, à savoir, le 4 septembre, auprès des chantiers Bremer Vulkan AG et Howaldtswerke-Deutsche Werft (HDW) à Kiel.

Le contrat a été signé, du côté soviétique, par la compagnie de marine marchande Sovcomflot. Cette commande, qui avait été dévoilée à la mi-août, prévoit également une option d'achat sur quatre autres navires du même type. Sovcomflot doit se prononcer sur cette option d'ici à novembre prochain.

Chaque chantier naval construira trois navires. Jusqu'à maintenant, l'URSS faisait surtout construire ses navires dans ses propres chantiers, en Pologne, en Extrême-Orient et surtout en Finlande, où le grand groupe diversifié Wärtsilä a décidé d'abandonner sa branche « chantier naval » gravement déficitaire.

La commande soviétique illustre une volonté à la fois de renouvellement et d'expansion de la flotte russe ainsi que d'ouverture économique vers les pays occidentaux, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent dans le domaine des chantiers navals. La France, notamment, n'a pas construit depuis très longtemps de navire pour l'URSS.

• Geo-Alsthom vend quinze locomotives au Mozambique. — Après le succès remporté par ses locomotives électriques aux Pays-Bas, où il en a placé trente-huit exemplaires (Le Monde du 28 juillet), le groupe Geo-Alsthom a signé un nouveau contrat avec le Mozambique qui porte sur la livraison de quinze locomotives diesel électriques. Le montant du contrat s'élève à 218 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIDOT-BOTTIN
fondé en 1798

La Société DIDOT-BOTTIN vient de créer la « FINANCIÈRE DIDOT-BOTTIN » au capital de 220 millions de francs dans la perspective de prendre des participations d'actionnaire de référence dans des affaires moyennes occupant une position reconnue dans leur secteur et où le groupe est appelé à agir comme opérateur.

La Société DIDOT-BOTTIN, actionnaire principal, a souscrit 35 % du capital de la FINANCIÈRE DIDOT-BOTTIN au côté de groupes privés amis et d'institutions financières.

Le Conseil est composé de :

Président : M. Vincent HOLLARD ; vice-présidents : MM. Guy Duval-Lemaunier et François de Sures d'Aulan ; administrateurs : MM. Bertrand Flury, Eric Licoys (groupe Barclay), Jean-Pierre d'Araquy (Groupe Compagnie de Navigation Mixte), Alain de Vogue, Philippe Bataillon, Gabriel Malmenayde, Jean Lery, Pierre Fournier, Alfred Marchal, Jean-Jacques Bauer.

Valeo

VALEO RACHÈTE BLACKSTONE

Valeo et la société américaine Mark IV Industries Inc. viennent de signer un accord de rachat par Valeo de la totalité du groupe international Blackstone. Cet accord deviendra effectif le 5 octobre 1989, après procédures et formalités usuelles en la matière aux États-Unis.

Le prix d'achat s'élève pour Valeo à 1,5 milliard de francs (230 millions de dollars).

Blackstone réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 2,3 milliards de francs (350 millions de dollars) en Amérique du Nord et en Europe. Le groupe est un équipementier majeur dans le contrôle thermique du moteur et de l'habitacle automobile ; il sert la plupart des principaux constructeurs automobiles et poids lourds sur les deux continents.

Son activité aux États-Unis, au Canada et au Mexique représente un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard de francs (150 millions de dollars), et comprend cinq sites industriels et un effectif de mille huit cents personnes.

En Europe, le chiffre d'affaires annuel de Blackstone est de 1,3 milliard de francs (200 millions de dollars). Ses implantations comprennent dix sites industriels avec un effectif de deux mille deux cents personnes, notamment en Suède et en Italie.

L'acquisition de Blackstone constitue une étape majeure dans l'acquisition de la présence industrielle de Valeo en Amérique du Nord, et renforce globalement ses activités du même domaine en Europe. Les branches thermiques de Valeo totaliseront un chiffre d'affaires mondial de 7,5 milliards de francs, après l'adjonction de Blackstone et les récentes acquisitions effectuées en Grande-Bretagne (Delasair) et au Brésil.

Blackstone permet aussi à Valeo de consolider une stratégie de partenariat vis-à-vis des constructeurs européens de poids lourds ; ceux-ci détiennent une position prédominante en Europe, mais aussi en Amérique et au Brésil.

Mark IV est un groupe industriel diversifié dont le siège est à Buffalo (New-York).

Valeo est le second équipementier européen automobile et poids lourds ; son siège est à Paris. Son chiffre d'affaires consolidé a été de 16,5 milliards de francs en 1988. Il est estimé à 19 milliards pour l'exercice 1989, avant l'acquisition de Blackstone.

Du fait des résultats de la société acquise, des effets de synergie et des moyens de financement dont s'est précédemment doté Valeo à des conditions favorables (OBSA et MOF), le bénéfice net consolidé par action de Valeo devrait au minimum atteindre le niveau escompté pour l'exercice en cours avant l'acquisition de Blackstone.

ACTUALITÉ

LA FACE CACHÉE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

PARADIS FISCAL

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

« UN FORMIDABLE POLAR »
LE NOUVEL OBSERVATEUR

« UN CRI D'ALARME »
LE MONDE

« LES SURPRISES NE MANQUENT PAS »
LE POINT

« LES MILLIARDS INAVOUABLES »
LE NOUVEL ÉCONOMISTE

« UN CONSTAT INQUIÉTANT »
LES ÉCHOS

COLLECTION ACTUALITÉ ÉCONOMIE MONDIALE

HATIER

Économie

AFFAIRES

La quatrième conférence annuelle « Young Business »

Une nouvelle race de PME européennes

Une cinquantaine de jeunes créateurs d'entreprise allemands, belges, britanniques, danois, espagnols, français, irlandais, italiens et néerlandais, ont participé, du vendredi 1^{er} au dimanche 3 septembre, à Randers, au Danemark, à la conférence annuelle de « Young Business », une association destinée à multiplier les contacts entre jeunes entreprises européennes.

RANDERS (Danemark)
de notre envoyée spéciale

L'une a monté une agence de casting, l'autre un centre d'interprétation, le troisième une société d'information de pointe... Ils étaient une cinquantaine, représentant autant de projets différents. Leurs points communs ? Leur jeunesse, leur ambition et leur goût de l'aventure.

Certains d'entre eux n'ont pas pris de vacances depuis deux ans, depuis le jour où ils se sont lancés, seuls, sans patrimoine familial, avec pour seul « moteur » leur énergie. Leurs soucis communs ? Trouver des financements, grandir sans se faire « manger » et non seulement survivre à l'échéance 1993, mais en profiter pour s'étendre.

Créer une entreprise est une chose. La faire croître en est une autre. Quelques-uns le reconnaissent : le risque, c'est que le quotidien (soixante heures de travail par semaine) leur permette d'exploiter

une bonne idée, mais pas d'en développer d'autres, sine qua non de l'expansion. « Il y a beaucoup de jeunes entrepreneurs qui ne sont pas vraiment intéressés par leur société ; ils l'ont créée pour gérer leur produit », estime l'un d'entre eux, « nous on gère notre société comme un projet ». Une absence de taille. Entre ceux qui considèrent l'entreprise comme un outil au service de leur produit, et ceux pour lesquels le produit n'est qu'un prétexte, les seconds semblent être les plus « battants » ou du moins les plus susceptibles de réussir.

Créer des réseaux

Embarqués dans leur galère, que ce soit à Liverpool, à Barcelone ou à Poitiers, ils croient jusqu'à vivre une expérience unique. A raison. Qui peut se targuer d'avoir monté à vingt-quatre ans une société de marketing sur le point de s'étendre au niveau européen ? Qui peut se vanter d'exporter au Japon, dans le domaine du jouet, à moins de trente ans ? Qui a le courage de créer un espace culturel d'avant-garde, sous forme d'entreprise, contre vents et marées ?

Autant d'expériences uniques en leur genre, mais vécues par des centaines de jeunes européens puisque, même si les domaines diffèrent, les problèmes sont les mêmes, à savoir, essentiellement : comment se développer sans perdre le contrôle de

l'entreprise ? Selon un rapide sondage, à la question « Préférez-vous détenir 10 % des parts d'une grande entreprise ou 90 % des parts d'une petite ? », ils préfèrent majoritairement la seconde hypothèse : la société est leur « enfant », pas question de perdre la paternité ! Comment être compétitif à un haut niveau dans ces conditions ? La seule alternative semble être la création de réseaux de petites entreprises qui peuvent coopérer, d'abord au niveau national, puis au niveau européen.

Young Business, qui réunit chaque année quelques dizaines de jeunes créateurs d'entreprises pendant trois jours, n'a pas d'autre ambition : faire savoir aux entrepreneurs qu'ils ont d'éventuels partenaires, quelque part en Europe, et que la survie passe par l'expansion au niveau européen. Et même si ce n'est pas là que le jeune Belge qui a créé un jeu de société européen trouvera le distributeur français de ses rêves, si ce n'est pas là que la jeune Britannique qui a monté une entreprise de cosmétiques trouvera des solutions miracle à l'exportation, toutes les deux, comme les autres, savent maintenant qu'elles ne sont pas seules à se battre.

Mais, au fait, pourquoi se battent-ils, ces jeunes créateurs d'entreprise. « Le fric, j'en ai rien à faire, dit l'un, ma société, c'est un jeu ». Et un autre de rétorquer : « Ce qui m'intéresse ? Surprendre, surprendre sans arrêt ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

Le pari d'Eurocréation-Finance

Eurocréation, une association qui aide les jeunes entreprises à vocation européenne, a créé il y a un an une structure unique en Europe, Eurocréation-Finance, (1) une société de micro capital-risque. L'idée ? Apporter à de jeunes entrepreneurs 10 % à 40 % du capital dont ils ont besoin et les conseiller non seulement avant, mais aussi après le lancement de leur activité.

Quatre sociétés (dans les domaines de la monnaie, de la presse hebdomadaire, des réseaux numériques et de la régie de murs d'images) ont d'ores et déjà été partiellement financées par Eurocréation-Finance, pour un montant total de 1,5 millions de francs.

Seules les candidatures des entrepreneurs à vocation européenne, innovantes et dirigées par des moins de trente-cinq ans

sont retenues. M. Eric Grimaldi, directeur des projets à Eurocréation, choisit avec précaution ses « poulains » : la personnalité du dirigeant de l'entreprise est le critère de sélection le plus décisif. « Il est hors de question qu'Eurocréation-Finance ne soit pas rentable », dit-il en expliquant que l'objectif est de sortir du capital des sociétés dans un laps de temps compris entre deux et dix ans. Eurocréation-Finance s'engage d'ailleurs moralement à ne pas laisser la place à un prédateur.

L'affaire étant lancée, reste à étendre le réseau de partenaires, qui comprend notamment la Caisse des dépôts et consignations, la CFE (BRED) deux SOFERI (Caisse d'épargne), le groupe touristique MELIA, l'IDES, le groupe financier luxembourgeois Interpart et l'Événement du Jeudi. Leurs motivations

varient. Ceux qui sont liés à un groupe bancaire compensent ainsi l'absence de structure interne similaire, d'autres se servent d'Eurocréation-Finance comme d'un outil de communication ou comme d'un laboratoire, dans la perspective de reprendre une des sociétés financées ou de se lancer eux-mêmes dans le capital-risque.

Eurocréation-Finance cherche à faire passer son capital, de 3,175 millions de francs actuellement, à 20 millions de francs d'ici au 1^{er} janvier 1992. « Si on échoue dans le recrutement d'actionnaires extérieurs on va mourir », estime Eric Grimaldi, ce serait d'autant plus frustrant que ça marche. »

(1) Eurocréation-Finance, 3, rue Debelleyne, 75003 Paris.

Subissant de lourdes pertes dans l'automobile

Saab confirme qu'il négocie avec Ford

STOCKHOLM
de notre correspondant

Huit cents millions de couronnes de pertes pour le premier semestre (autant de francs français) et selon toutes probabilités le double à attendre pour la fin de l'année ; une baisse des ventes de 15 % sur le marché américain, le plus important et le plus rentable, avec une légère reprise cependant ces deux derniers mois : La direction de Saab Scania ne paraît pas de crise mais d'« aggravation des résultats » de sa division voitures, suffisante en tout cas pour faire chuter de 30 % l'ensemble des résultats du groupe. Des trois divisions, seule celle des camions et des autobus progresse véritablement. L'aéronautique se porte bien, mais reste lourdement handicapée par l'accident, survenu au printemps dernier, du prototype de l'avion de chasse et d'attaque JAS-39 GRIFFON.

Ces chiffres n'auraient pas dû être communiqués avant le 20 octobre, mais l'intervention vendredi 1^{er} septembre du directeur de la Bourse de Stockholm, M. Bengt Rydén, qui demandait des informations précises pour couvrir court à d'alarmantes rumeurs, a précipité la publication. Lors de la conférence de presse donnée lundi à Stockholm, M. Georg Karmund, le PDG du groupe, dont la sphère Wallenberg contrôle 27 % des voix, confirmait par ailleurs que des négociations sérieuses étaient en cours avec Ford en vue d'une « coopération plus étroite » dont il n'a pas révélé la nature. Il a toutefois précisé qu'il n'était pas question de vendre la division voitures aux Américains. Il a également confirmé l'existence de négociations avec Volvo en 1988 qui n'ont pas apporté la solution recherchée puisque : « une coopération avec un partenaire suédois risque de conduire à d'importantes réductions de production et à des compressions de personnel », alors que deux mille départs sont déjà nécessaires d'ici à 1991.

FRANÇOISE NIETO.

« M. Lee Iacocca en retrait chez Chrysler ? ». Le patron du constructeur américain d'automobiles Chrysler, Lee Iacocca, quitterait l'entreprise à la fin de 1991, à l'expiration de son mandat de quatre ans, selon le New York Times du lundi 4 septembre. L'intéressé a indiqué qu'aucune décision n'était prise. Il pourrait en tout état de cause rester à un poste de contrôle sans plus être la personne qui presse les boutons » chez Chrysler.

30 milliards de francs investis jusqu'en 1992

L'Exposition universelle de Séville transformera le visage de l'Andalousie

Le 20 avril 1992 s'ouvrira l'Exposition universelle de Séville, la ville natale du premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Cette manifestation permettra à l'Andalousie, l'une des provinces les plus pauvres de l'Espagne, de poursuivre sa modernisation et son ouverture sur l'extérieur. Les préparatifs de l'exposition modifieront déjà l'environnement économique des 7 millions d'Andalous.

MADRID
correspondance

L'Andalousie, cet extrême sud de l'Europe, revient de loin. On s'était habitué au chômage dans cette région profondément traditionnelle. Le secteur agricole emploie 20 % de la population active ; la main-d'œuvre a longtemps été entretenue artificiellement : soixante jours de travail permettaient d'obtenir 75 % d'un salaire minimum.

C'est dans cette atmosphère, où subsistent localement des poches de misère, que s'inscrit le grand projet de l'Exposition universelle de Séville de 1992. Tous les records de participation des nations seront battus. La France jouera un rôle considérable puisque elle figure au tout premier rang des investisseurs. La concurrence est vive. Puisque l'on fêtera le cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, les Japonais ont proposé de refaire le voyage de Christophe Colomb vers les îles avec les mêmes caravelles. Le géant Fujitsu en a profité pour découvrir

Malaga, pas très loin de Séville, où il implantera une usine de matériel électronique.

Séville doit rattrapper le temps perdu, effacer le souvenir de sa première exposition universelle, en 1929, vite oubliée à cause du krach. Pour moderniser ses infrastructures, ses routes, ses aéroports, ses voies de chemin de fer, l'Andalousie va dépenser, en trois ans, 600 milliards de pesetas (30 milliards de francs). On allonge les pistes et on agrandit les aéroports de Séville, Malaga et Jerez.

Trouver des prolongements

Entre Madrid et Séville, trois heures suffisent en train à grande vitesse. Une route à quatre voies viendra des Pyrénées, contournera Madrid et permettra de rejoindre l'autoroute qui existe déjà sur la Costa del Sol, en passant par Grenade et Malaga. Du nord de l'Europe au sud de l'Espagne, on pourra se déplacer sans jamais quitter l'autoroute.

L'Andalousie reçoit chaque année près de neuf millions de touristes ; on attend vingt millions de visiteurs sur l'île de la Charteuse, au milieu du fleuve Guadalquivir, dès l'ouverture de l'exposition le 20 avril 1992. En période de pointe, la troisième ville d'Espagne aura besoin de cinq mille chambres d'hôtel supplémentaires et de deux mille logements pour des séjours de longue durée.

Une ville-expo sera construite avec des appartements de une à trois chambres pour les représentants de

sociétés ou pour des familles de techniciens expatriés. Le plan de logement a été co-signé par le Banco Bilbao Vizcaya (BBV), qui a pris de gros risques quant à l'exploitation future de ces logements. Car les loyers pratiqués ne seront pas à la portée de tous en Andalousie.

Selon des chiffres publiés dans la brochure officielle de l'exposition, la journée dans une chambre d'hôtel cinq étoiles serait facturée 2 500 F. Un mois de location dans un immeuble de standing coûterait entre 22 000 F et 30 000 F.

Ce modèle de monde moderne à conserver en peu de temps sur un espace de 215 hectares doit, pour que la région en tire profit, accepter des projets qui trouvent sur place un prolongement. IBM Espagne a montré le chemin en acceptant d'être non seulement fournisseur et sponsor officiel de l'Exposition universelle de 1992, mais aussi « membre associé ». Son centre de technologie restera implanté sur l'île et poursuivra après les fêtes de clôture ses activités de recherche en informatique. Le centre IBM travaillera, entre autres, sur des projets liés à l'élaboration d'un système de communication orale avec les ordinateurs. Un comité d'experts, présidé par le Prix Nobel de médecine, le professeur Severo Ochoa, veillera à ce que tous ces problèmes s'articulent entre eux.

Après l'exposition, à quoi pourraient servir les cent trente-cinq télescopes et les six trains monorails surélevés fournis par une entreprise suisse, dont la première fonction sera de promener pendant six mois les visiteurs, entre les bras du fluv-

dalquivir ? On oublie que l'Andalousie, c'est aussi le ski et les sports d'hiver dans la Sierra Nevada, toute proche ; ces équipements y seront les bienvenus.

350 000 arbres plantés

Le sous-sol de Séville est percé de galeries, comme un gruyère. Les chantiers du métro, interrompus par manque de crédits, seront bientôt rouverts. Il y aura certainement des marchés à prendre. Autour de la ville, le paysage change aussi. A 30 kilomètres, on peut visiter des cultures intensives de riz, de primeurs, de fleurs. Beaucoup d'exploitations se tournent vers l'exportation de produits vers les marchés de la CEE, qui ne sont pas encore trop saturés. On a distribué des primes à l'arrachage des oliviers, avant même de savoir par quoi les remplacer.

Sur le site même de l'exposition, on construit et on reboise : trois cent cinquante mille arbres importés du monde entier devraient créer une harmonie entre ce qui est bâti, les pavillons des nations, la Charteuse restaurée et les deux bras du fleuve. Les écologistes n'auront pas manqué de faire remarquer que les arbres ne poussent pas en trois ans mais qu'ils seront indispensables dans cette contrée où les températures estivales dépassent les 40 °C.

Dans leur pavillon, les Norvégiens ont annoncé qu'ils feraient redécouvrir autrement la fraîcheur : ils feront passer leurs visiteurs dans une « cathédrale » en glace pure !

(Indépendant.)

صلى الله عليه وسلم

Économie

Succédant à M. Pierre Guillen

M. Jean-Louis Giral a été nommé président de la commission sociale du CNPF

Le conseil exécutif du CNPF a désigné, le jeudi 4 septembre, M. Jean-Louis Giral à la présidence de la commission sociale, où il succède à M. Pierre Guillen, démissionnaire. M. Giral avait été auparavant coopté vice-président du CNPF, M. Michel Masny-Larivière ayant pour cela volontairement quitté ses fonctions de vice-

président. M. Giral devrait présenter sa nouvelle équipe lors d'une réunion du conseil exécutif, en octobre.

Il n'est pas sûr que M. Yves Lemoine, qui avait espéré un temps succéder lui-même à M. Guillen, souhaite conserver ses fonctions de vice-président de la commission sociale.

Homme d'entreprise d'abord

Patron « de choc » ? Brillant capitaine d'industrie ? Il y a sans doute un peu de l'un et de l'autre chez M. Jean-Louis Giral. Avec son élégance et son langage très britanniques, et sa voix qu'on juge parfois légèrement gouailleuse, M. Giral offre d'abord l'image d'un patron qui a réussi. Né le 25 août 1934 en Moselle, il fait des études d'ingénieur et entre à vingt-huit ans chez Desquenne et Giral, entreprise créée par son père à la fin de la guerre.

Il démarre modestement comme conducteur de travaux, gravit assez vite les échelons et prendra la direction de l'entreprise en 1971. En 1975, cette dernière se hisse au premier rang dans la pose de voies ferrées. Dix ans plus tard, il réussit à doubler son chiffre d'affaires en achetant la société Intrafor Cofor. En juillet dernier, consécration : Desquenne et Giral a fait son entrée sur le second marché. M. Giral sait aussi faire face — avec une fermeté qui contribue à asseoir son image de patron soucieux de ses prérogatives — aux turbulences sociales.

En 1980, il affronte ainsi une grève de plus de quatre mois des poseurs de voies, à Noyen, dans la Sarthe. Les grévistes de la voie Le Mans-Angers se battent pour leurs conditions de travail et pour des augmentations de salaires. M. Giral dénonce le caractère « illégal » des grèves thromboches et minoritaires.

Un interlocuteur coriace

Homme d'entreprise, M. Giral est aussi un familier de l'appareil patronal. En 1978, il prend la responsabilité de la commission sociale de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). C'est de là que date son amitié, très fidèle, pour M. Yvon Chotard. En 1987, il succède à la présidence de la FNTP — qu'il occupera avec autorité jusqu'en mars 1989 — et devient aussi vice-président du CNPF. Il se

montrera particulièrement sévère pour la politique « de rigueur » du gouvernement socialiste qui a « conduit à asphyxier notre secteur ». Même s'il accueille favorablement la création du Fonds spécial de grands travaux, qui devait être supprimé en 1986.

Au sein du monde patronal, M. Giral se distingue par ses écarts. En octobre 1985, il démissionne de la vice-présidence du CNPF. Il reproche pêle-mêle au président d'alors, M. Gattaz, son manque de concentration, son autoritarisme, sa complaisance à l'égard du gouvernement socialiste en le trouvant « politiquement mou ». Il est vrai que M. Giral, partisan de l'engagement des chefs d'entreprise « dans la politique », ne cache pas ses préférences. Conseiller régional d'Ile-de-France, rattaché au RPR, il prend, en 1988, publiquement position en faveur de M. Chirac. Un choix qui ne facilitera sans doute pas, au départ, ses relations avec l'actuel pouvoir politique... et qui a suscité quelques réticences dans le monde patronal.

Lors de la bataille de la succession de M. Gattaz, il prend fait et cause pour M. Chotard, n'hésitant pas à affirmer que « la candidature de Périgot risque de conduire à l'éclatement du CNPF ». Une fois élu, M. Périgot, écroulé, amorce une réconciliation en lui demandant un rapport sur la protection sociale en France qui se révélera ultra-libéral. Le CNPF prendra alors quelques distances. M. Guillen qualifiant son rapport d'« œuvre forte », même, ajoutait-il, « si on ne le suit pas mécaniquement ».

Mais c'est sur l'avenir de la politique contractuelle que M. Giral, qui sait fort bien utiliser les médias, est surtout attendu. Souhaitant que les entreprises disposent d'une « totale liberté de gestion », il déclarait en 1986 au *Quotidien de Paris* : « Je pense qu'à l'avenir on ira vers moins

de grandes masses sociales ». Cette même année, il avait exclu la FNTP du champ de la négociation de l'accord sur les procédures de licenciement afin de conclure un texte plus favorable et plus adapté à la profession. Mais, sous sa présidence, la FNTP a mené une politique contractuelle particulièrement active en signant huit accords en sept ans, notamment sur les licenciements, le temps de travail et les classifications ouvrières.

M. Giral, aujourd'hui président de la Fédération de l'industrie européenne de la construction, jouera-t-il principalement la carte des branches et des entreprises pour la politique contractuelle (1) ? Les syndicats savent qu'ils auront en face d'eux un interlocuteur coriace, habitué à la négociation. Un interlocuteur qui pense que les syndicats doivent « essayer d'obtenir que les profits qui sont réalisés par l'entreprise soient plus équitablement partagés entre le capital et les salariés ». Cela donnera peut-être du grain à moudre.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) M. Giral a réaffirmé aux *Echos* du 28 août qu'il revient au CNPF de fixer les grandes orientations pour cadrer les négociations de branches ou d'entreprises.

La rationalisation des caisses de sécurité sociale

Regroupement de plusieurs « sociétés de secours minières »

Un regroupement de plusieurs « sociétés de secours minières » (qui gèrent à la base l'assurance-maladie et décès des mineurs, des anciens mineurs et de leurs familles) est décidé par plusieurs textes publiés au *Journal officiel* du 1^{er} septembre. Le CGT a dénoncé, le 4 septembre, ce regroupement, estimant que l'objectif du gouvernement est de « faire disparaître un à un les régimes particuliers ». Elle envisage un recours en Conseil d'Etat.

Dans le Nord, le nombre de sociétés est ramené de douze à cinq. En Provence, les deux sociétés existantes sont regroupées en une seule, de même que dans l'Ouest. La composition des conseils d'administration est aussi modifiée pour tenir compte du déclin des exploitations : des élections doivent avoir lieu en novembre.

Ce regroupement vise à rationaliser l'implantation des organismes, à réduire leur empiètement, à améliorer leur fonctionnement et à limiter (en partie) leur déficit.

« Suréquipement »

En effet, malgré la baisse du nombre des mineurs actifs, et même des retraités, les transformations de l'exploitation et celui de l'habitat des bénéficiaires du régime, l'organisation de celui-ci n'a guère changé. Dans le Nord-Pas-de-Calais, en particulier, comme l'a mis en évidence en 1988 le rapport présenté au ministre des affaires sociales par un conseiller à la Cour des comptes, M. Pierre Cortesse, le découpage administratif reste calqué sur les anciennes concessions minières, qui ne correspondent plus ni aux exploitations, ni à l'habitat (certaines couvrent une ville en deux), et les œuvres sociales, les prestations supplémentaires et l'organisation informatique peuvent varier à quelques kilomètres de distance.

Pourtant, les sociétés minières du Nord-Pas-de-Calais ont continué à accroître l'effectif de leurs salariés au cours des années 80 (alors que celui des assurés a baissé de 10 % rien qu'entre 1986 et 1988). En revanche, elles n'arrivent plus à recruter des agents de direction (la moitié des postes sont vacants), voire des administrateurs : le moyen âge des présidents est de soixante-six ans.

Les regroupements devraient faciliter la gestion administrative et financière, les nouvelles sociétés devant compter entre 30 000 et 50 000 assurés (sauf dans l'Ouest). Mais ils ne constituent qu'un début de réorganisation. Ainsi dans certains secteurs, surtout dans le Nord, apparaît un « suréquipement » et un sous-emploi des médecins : dans cette région, M. Cortesse avait souligné qu'on réduise à trois le nombre des sociétés afin de leur assurer « une durée de vie suffisante ».

La transformation ne sera pas facile, en raison d'intérêts contradictoires. Les mineurs et leurs syndicats sont attachés au système actuel (même si les regroupements prévus ont été acceptés par une bonne partie des organisations syndicales). Le régime assure non seulement la gratuité des soins (en échange de l'absence de liberté de choix du médecin), mais il permet aussi une bonne prise en charge de la population.

M. Claude Bvin, ministre de la Solidarité, s'est engagé à maintenir les droits des assurés du régime minier et la qualité des soins et des œuvres sociales.

A l'inverse, l'ouverture des œuvres sociales (notamment des cliniques) aux autres assurés sociaux, plusieurs fois envisagée, se heurte à la résistance des médecins libéraux, qui ont bloqué une première convention expérimentale, conclue entre la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés et deux sociétés de secours minières en 1987.

G. H.

• Plan emploi : les syndicats seront consultés. — A la demande du premier ministre, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, avait annoncé qu'il engagerait, le 5 septembre, une concertation sur le contenu du prochain plan emploi avec les syndicats. En fait, la consultation aura lieu le 12 septembre à 15 h 30 dans le cadre d'une réunion exceptionnelle du comité supérieur de l'emploi, en présence de l'ensemble des organisations syndicales. Le deuxième plan emploi du gouvernement Rocard sera présenté le 13 septembre en conseil des ministres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Septembre 1989

Emprunt à taux fixe de 1,4 milliard de Francs		Emprunt à taux fixe de 500 millions de Francs	
soit 280 000 obligations de 5 000 F		soit 100 000 obligations de 5 000 F	
Emprunt assimilable à l'emprunt 9 ^e d'Octobre 1988		Emprunt assimilable à l'emprunt 8,80 % de Février 1989	
Prix d'émission : 5 025 F		Prix d'émission : 4 997,50 F	
Taux nominal :	9,00 %	Taux nominal :	8,80 %
Taux de rendement actuariel brut :	8,75 %	Taux de rendement actuariel brut :	8,46 %
1 ^{er} coupon payable le 20 Novembre 1990 pour un montant de 450 F		1 ^{er} coupon payable le 13 Mars 1990 pour un montant de 109,55 F	
Durée : 14 ans et 63 jours		Durée : 7 ans et 176 jours	
Date de jouissance : 20 Novembre 1989		Date de jouissance : 18 Septembre 1989	
Amortissement en totalité le 20 Novembre 2003		Amortissement en totalité le 13 Mars 1997	

Modalités communes aux deux emprunts :
Date de règlement : 18 Septembre 1989
Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Epargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (via C.O.B. N° 89-372 du 28/08/89) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 153.07 - 75326 Paris Cedex 07 et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans pévén.



Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.


ACTIONNAIRES DE SUEZ, voici pourquoi nous avons lancé une OPA.

Il y a trois semaines, Suez a décidé de lancer une Offre Publique d'Achat sur la Compagnie Industrielle, assortie d'un maintien de cours sur sa filiale, le groupe d'assurances Victoire. Aujourd'hui, les autorités compétentes ayant fait connaître leurs positions et la Compagnie Industrielle n'ayant pas lancé de contre-OPA, il est temps de vous exposer clairement les raisons de notre action. Nous avons pris la décision de cette OPA afin de préserver vos intérêts dans la gestion de Victoire et d'assurer une stratégie porteuse d'avenir pour le Groupe Suez. Suez est depuis près de vingt ans partenaire du Groupe Victoire. Nous y détenons 41,96 du capital, soit directement, soit indirectement, à travers la Compagnie Industrielle.

La Compagnie Industrielle a trois actionnaires principaux, dont Suez. A la suite du départ du président de la Compagnie Industrielle, l'équilibre entre ces actionnaires menaçait d'être rompu à notre détriment. Suez ne pouvait accepter de se laisser marginaliser. Nous le pouvions d'autant moins que l'assurance fait partie depuis longtemps de notre stratégie de développement en tant que groupe industriel et financier européen. Une stratégie au nom de laquelle nous sommes prêts à assurer l'important financement que nécessite le formidable rapprochement de Victoire avec Colonia, le deuxième assureur allemand. A la condition pourtant de ne pas y jouer un rôle mineur.

Face à ces enjeux, Suez a souhaité prendre le contrôle du Groupe Victoire, dans le respect de la politique menée par ses dirigeants et pour collaborer encore plus activement à son développement. Elle a donc offert à tous les actionnaires de la Compagnie Industrielle de lui apporter leurs titres, à des conditions claires et financièrement attractives. Le financement de l'OPA sera assuré par Suez, sans nouvel appel à l'actionnariat et ces sommes investies dans le cadre de notre stratégie européenne seront porteuses de croissance dans les années à venir, pour tous les actionnaires de Suez.



Pour tout complément d'information : Direction de la Communication
1, rue d'Asstorg 75008 Paris. Tél. (1) 40.06.64.00. 

Une note d'information qui a obtenu le visa C.O.B. n° 89-363 en date du 21 août 1989 est tenue à la disposition du public chez les intermédiaires financiers. Le document de référence sur la Compagnie Financière de Suez ainsi que la note d'information peuvent être obtenus à son siège social 1, rue d'Asstorg 75008 PARIS.

سكاي المال

Marchés financiers

BOURSE DU 5 SEPTEMBRE

Règlement mensuel										Cours relevés à 14h20									
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS
3820	C.N.E. 35	3783	3780	3783	- 2.21	1180	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1170	C.N.E. 35	1170	1170	1170	- 0.34	1160	C.N.E. 35
1180	C.N.E. 35	1181	1182	1181	- 0.34	1160	C.N.E. 35	1160	1160	1160	- 0.34	1150	C.N.E. 35	1150	1150	1150	- 0.34	1140	C.N.E. 35
1170	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1140	C.N.E. 35	1140	1140	1140	- 0.34	1130	C.N.E. 35	1130	1130	1130	- 0.34	1120	C.N.E. 35
1160	C.N.E. 35	1181	1180	1180	- 0.34	1130	C.N.E. 35	1130	1130	1130	- 0.34	1120	C.N.E. 35	1120	1120	1120	- 0.34	1110	C.N.E. 35
1150	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1120	C.N.E. 35	1120	1120	1120	- 0.34	1110	C.N.E. 35	1110	1110	1110	- 0.34	1100	C.N.E. 35
1140	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1110	C.N.E. 35	1110	1110	1110	- 0.34	1100	C.N.E. 35	1100	1100	1100	- 0.34	1090	C.N.E. 35
1130	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1100	C.N.E. 35	1100	1100	1100	- 0.34	1090	C.N.E. 35	1090	1090	1090	- 0.34	1080	C.N.E. 35
1120	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1090	C.N.E. 35	1090	1090	1090	- 0.34	1080	C.N.E. 35	1080	1080	1080	- 0.34	1070	C.N.E. 35
1110	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1080	C.N.E. 35	1080	1080	1080	- 0.34	1070	C.N.E. 35	1070	1070	1070	- 0.34	1060	C.N.E. 35
1100	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1070	C.N.E. 35	1070	1070	1070	- 0.34	1060	C.N.E. 35	1060	1060	1060	- 0.34	1050	C.N.E. 35
1090	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1060	C.N.E. 35	1060	1060	1060	- 0.34	1050	C.N.E. 35	1050	1050	1050	- 0.34	1040	C.N.E. 35
1080	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1050	C.N.E. 35	1050	1050	1050	- 0.34	1040	C.N.E. 35	1040	1040	1040	- 0.34	1030	C.N.E. 35
1070	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1040	C.N.E. 35	1040	1040	1040	- 0.34	1030	C.N.E. 35	1030	1030	1030	- 0.34	1020	C.N.E. 35
1060	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1030	C.N.E. 35	1030	1030	1030	- 0.34	1020	C.N.E. 35	1020	1020	1020	- 0.34	1010	C.N.E. 35
1050	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1020	C.N.E. 35	1020	1020	1020	- 0.34	1010	C.N.E. 35	1010	1010	1010	- 0.34	1000	C.N.E. 35
1040	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1010	C.N.E. 35	1010	1010	1010	- 0.34	1000	C.N.E. 35	1000	1000	1000	- 0.34	990	C.N.E. 35
1030	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	1000	C.N.E. 35	1000	1000	1000	- 0.34	990	C.N.E. 35	990	990	990	- 0.34	980	C.N.E. 35
1020	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	990	C.N.E. 35	990	990	990	- 0.34	980	C.N.E. 35	980	980	980	- 0.34	970	C.N.E. 35
1010	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	980	C.N.E. 35	980	980	980	- 0.34	970	C.N.E. 35	970	970	970	- 0.34	960	C.N.E. 35
1000	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	970	C.N.E. 35	970	970	970	- 0.34	960	C.N.E. 35	960	960	960	- 0.34	950	C.N.E. 35
990	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	960	C.N.E. 35	960	960	960	- 0.34	950	C.N.E. 35	950	950	950	- 0.34	940	C.N.E. 35
980	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	950	C.N.E. 35	950	950	950	- 0.34	940	C.N.E. 35	940	940	940	- 0.34	930	C.N.E. 35
970	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	940	C.N.E. 35	940	940	940	- 0.34	930	C.N.E. 35	930	930	930	- 0.34	920	C.N.E. 35
960	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	930	C.N.E. 35	930	930	930	- 0.34	920	C.N.E. 35	920	920	920	- 0.34	910	C.N.E. 35
950	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	920	C.N.E. 35	920	920	920	- 0.34	910	C.N.E. 35	910	910	910	- 0.34	900	C.N.E. 35
940	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	910	C.N.E. 35	910	910	910	- 0.34	900	C.N.E. 35	900	900	900	- 0.34	890	C.N.E. 35
930	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	900	C.N.E. 35	900	900	900	- 0.34	890	C.N.E. 35	890	890	890	- 0.34	880	C.N.E. 35
920	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	890	C.N.E. 35	890	890	890	- 0.34	880	C.N.E. 35	880	880	880	- 0.34	870	C.N.E. 35
910	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	880	C.N.E. 35	880	880	880	- 0.34	870	C.N.E. 35	870	870	870	- 0.34	860	C.N.E. 35
900	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	870	C.N.E. 35	870	870	870	- 0.34	860	C.N.E. 35	860	860	860	- 0.34	850	C.N.E. 35
890	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	860	C.N.E. 35	860	860	860	- 0.34	850	C.N.E. 35	850	850	850	- 0.34	840	C.N.E. 35
880	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	850	C.N.E. 35	850	850	850	- 0.34	840	C.N.E. 35	840	840	840	- 0.34	830	C.N.E. 35
870	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	840	C.N.E. 35	840	840	840	- 0.34	830	C.N.E. 35	830	830	830	- 0.34	820	C.N.E. 35
860	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	830	C.N.E. 35	830	830	830	- 0.34	820	C.N.E. 35	820	820	820	- 0.34	810	C.N.E. 35
850	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	820	C.N.E. 35	820	820	820	- 0.34	810	C.N.E. 35	810	810	810	- 0.34	800	C.N.E. 35
840	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	810	C.N.E. 35	810	810	810	- 0.34	800	C.N.E. 35	800	800	800	- 0.34	790	C.N.E. 35
830	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	800	C.N.E. 35	800	800	800	- 0.34	790	C.N.E. 35	790	790	790	- 0.34	780	C.N.E. 35
820	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	790	C.N.E. 35	790	790	790	- 0.34	780	C.N.E. 35	780	780	780	- 0.34	770	C.N.E. 35
810	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	780	C.N.E. 35	780	780	780	- 0.34	770	C.N.E. 35	770	770	770	- 0.34	760	C.N.E. 35
800	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	770	C.N.E. 35	770	770	770	- 0.34	760	C.N.E. 35	760	760	760	- 0.34	750	C.N.E. 35
790	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	760	C.N.E. 35	760	760	760	- 0.34	750	C.N.E. 35	750	750	750	- 0.34	740	C.N.E. 35
780	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	750	C.N.E. 35	750	750	750	- 0.34	740	C.N.E. 35	740	740	740	- 0.34	730	C.N.E. 35
770	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	740	C.N.E. 35	740	740	740	- 0.34	730	C.N.E. 35	730	730	730	- 0.34	720	C.N.E. 35
760	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	730	C.N.E. 35	730	730	730	- 0.34	720	C.N.E. 35	720	720	720	- 0.34	710	C.N.E. 35
750	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	720	C.N.E. 35	720	720	720	- 0.34	710	C.N.E. 35	710	710	710	- 0.34	700	C.N.E. 35
740	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	710	C.N.E. 35	710	710	710	- 0.34	700	C.N.E. 35	700	700	700	- 0.34	690	C.N.E. 35
730	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	700	C.N.E. 35	700	700	700	- 0.34	690	C.N.E. 35	690	690	690	- 0.34	680	C.N.E. 35
720	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	690	C.N.E. 35	690	690	690	- 0.34	680	C.N.E. 35	680	680	680	- 0.34	670	C.N.E. 35
710	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	680	C.N.E. 35	680	680	680	- 0.34	670	C.N.E. 35	670	670	670	- 0.34	660	C.N.E. 35
700	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	670	C.N.E. 35	670	670	670	- 0.34	660	C.N.E. 35	660	660	660	- 0.34	650	C.N.E. 35
690	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	660	C.N.E. 35	660	660	660	- 0.34	650	C.N.E. 35	650	650	650	- 0.34	640	C.N.E. 35
680	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	650	C.N.E. 35	650	650	650	- 0.34	640	C.N.E. 35	640	640	640	- 0.34	630	C.N.E. 35
670	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	640	C.N.E. 35	640	640	640	- 0.34	630	C.N.E. 35	630	630	630	- 0.34	620	C.N.E. 35
660	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	630	C.N.E. 35	630	630	630	- 0.34	620	C.N.E. 35	620	620	620	- 0.34	610	C.N.E. 35
650	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	620	C.N.E. 35	620	620	620	- 0.34	610	C.N.E. 35	610	610	610	- 0.34	600	C.N.E. 35
640	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	610	C.N.E. 35	610	610	610	- 0.34	600	C.N.E. 35	600	600	600	- 0.34	590	C.N.E. 35
630	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	600	C.N.E. 35	600	600	600	- 0.34	590	C.N.E. 35	590	590	590	- 0.34	580	C.N.E. 35
620	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	590	C.N.E. 35	590	590	590	- 0.34	580	C.N.E. 35	580	580	580	- 0.34	570	C.N.E. 35
610	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34	580	C.N.E. 35	580	580	580	- 0.34	570	C.N.E. 35	570	570	570	- 0.34	560	C.N.E. 35
600	C.N.E. 35	1180	1180	1180	- 0.34														

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les élections en Afrique du Sud. 4 Vingt ans de parti unique au Togo. 5 Le mouvement de grève en Azerbaïdjan. 6 La question des réfugiés est-allemands. - Ministre chinois litigieux.	7 M. Jospin à «L'heure de vérité». 8 Le plan du gouvernement en faveur des harkis. DÉBATS 2 Enseignement : il faut casser la pyramide, par Louis Bailion.	9 Carnet d'Auschwitz : les raisons du silence papal. 10 Un lundi ordinaire au tribunal correctionnel de Versailles. 12 La sida aux Antilles et en Guyane. - SPORTS : l'Open de tennis des États-Unis.	13 Mode : le souffle de la légèreté. 14 Patrimoine : la nouvelle politique de M. Jack Lang. 15 Cinéma : le palmarès du Festival de Montréal. - COMMUNICATION : la grille de rentrée d'Europe 1.	35 Guerre de tranchées autour du TGV Nord. 36 La nomination de Jean-Louis Giral à la présidence de la commission sociale du CNPF. 37 Une nouvelle race de PME européennes. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 23 à 34 Campus 22 Météorologie 18 Mors croisées 18 Radio-télévision 18 Spectacles 18	Tout sur la Bourse 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tazes LM

Cinq membres présumés des Brigades rouges italiennes arrêtés à Paris

Cinq membres présumés des Brigades rouges italiennes ont été interpellés, samedi 2 septembre, à Paris, dans le douzième arrondissement. Des armes, des munitions, des documents et des traces ont été découverts par les policiers. Il s'agit, selon les enquêteurs, d'une opération « très importante », les interpellés étant, selon eux, en train de reconstituer, à partir de la France, une branche « internationaliste » des Brigades rouges italiennes, par opposition à une branche « nationaliste » jugée moins extrémiste. Les cinq personnes arrêtées — trois hommes et deux femmes — étaient, selon les policiers, en train de recruter un « comité exécutif » et une « cellule d'action ». L'une des deux femmes interpellées, Carla Vendetti, serait membre de ce « comité exécutif ».

L'opération parisienne, qui aurait permis de mettre au jour trois « implantations » de ce groupe, a pour origine l'interpellation, vendredi 1^{er} septembre, en Italie, d'un autre membre présumé de ce « comité exécutif », Giuseppe Armatte, qui résidait en France. Les arrestations parisiennes ont été menées par les services de la préfecture de police de Paris, dans « une parfaite collaboration ». Les renseignements généraux sont à l'origine de l'information et les arrestations ont été faites par la brigade criminelle et la brigade de recherche et d'intervention du quai des Orfèvres. Interrogés par les policiers de la brigade criminelle, durant les quatre jours de garde à vue prévus en matière de terrorisme, les cinq personnes devaient être déferées à la quatorzième section du parquet de Paris dans l'après-midi du mardi 5 septembre. Aucun Français ne semble, dans l'immédiat, impliqué.

LA MESURE AU PRIX DU PRÊT-A-PORTER DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PANTALONS 800 F VESTONS 1 400 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-71
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

fondation saint-simon

SEMINAIRES 1989/1990

- **Echanges et conflits entre les générations**
Animateur général : Hervé Le Bras
- **Individualisme libéral et justice sociale**
Animateur général : Jean-Pierre Dupuy
- **Bio-éthique et démocratie**
Animateurs généraux : Michèle Barzach et Luc Ferry
- **La crise de l'école : Que penser ? Que faire ?**
Animateurs généraux : Philippe Raynaud et Paul Thibaud
- **Les pays de l'Est et nous**
Animateurs généraux : Pierre Grémion et Pierre Hassner
- **L'avenir de l'ingénieur**
Animateurs généraux : Michel Bauer et Georges Y. Kervenn

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par un enseignement pluridisciplinaire de haut niveau consacré aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :
fondation saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42.22.38.52 et (1) 42.22.29.95

LIBAN

Nouvel attentat à la voiture piégée à Beyrouth-Est

An moins deux personnes ont été tuées et neuf blessées mardi matin 5 septembre dans un attentat à la voiture piégée dans la banlieue nord-est chrétienne de Beyrouth. L'explosion s'est produite dans un marché aux légumes, au rond-point de Mikallès, à un moment de forte affluence. Il s'agit de la deuxième explosion d'une voiture piégée dans

BEYROUTH
de notre correspondant

Une fois de plus, le Liban oscille entre la paix — plus exactement une trêve précaire — et la guerre qui, elle, est franche et totale. L'explosion à la voiture piégée qui a eu lieu ce matin à Beyrouth-Est, et dont le bilan n'est encore que provisoire, renforce le sentiment général qu'avant de parvenir à un vrai cessez-le-feu plus d'un soubresaut à coups de bombes se produira.

En pays chrétien s'ajoute une déception particulière, localisée sur le désengagement américain qu'une phrase de l'homme fort du réduit chrétien, le général Aoun, résume : « Les États-Unis ont vendu le Liban à la Syrie ».

Les journaux du camp chrétien, y compris les plus modérés, exposent en long et en large les dessous vrais ou présumés du désengagement de Washington au Liban. Ainsi An-

Nahar rapporte, dans sa dernière édition, des propos du sous-secrétaire d'État pour le Moyen-Orient, M. John Kelly, soulignant que, dans ses occupations, et malgré ses sentiments personnels — il fut ambassadeur à Beyrouth — « le Liban ne représente qu'un quart d'heure sur vingt-quatre ». Et, à propos de la France, que « la flotte mise en œuvre répond à un sentiment affectif et humanitaire, mais n'est pas suffisante pour une action militaire ».

Citant une source diplomatique, l'*Orient-Le Jour* écrit, de son côté : « Washington craint qu'un arrangement au Liban ne complique les choses sur le plan palestinien [...] ». Le président Bush prête une oreille complaisante au groupe influent qu'anime encore au sein de l'administration républicaine l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger. L'équipe de ce dernier prône le statu quo de crise au Liban en attendant un règlement régional qui convienne à Israël. Donc, d'ici là, le Liban doit

être « gardé en otage » politique, et ce d'autant plus sévèrement que la sécurité israélienne se trouve plus menacée que jamais par l'intifada.

A l'appel du général Aoun, des manifestations et des sit-in devaient se dérouler mardi devant l'ambassade américaine, site dans le réduit chrétien, où elle s'est installée après que son siège ait été détruit par un camion-suicide en secteur musulman.

Que de complications en perspective. Notamment au sud, où, d'ailleurs, un front insurrectionnel s'est ouvert ce lundi : le grand bourg chiite de Nabatieh, qui, depuis plusieurs années, connaît une ère de paix, en marge des innombrables guerres qui secouent le Liban, et de prospérité grâce aux fonds de ses émigrés en Afrique, a été le théâtre d'un échange d'artillerie avec l'armée du Liban sud, inféodée à Israël, qui a fait 19 blessés parmi sa population.

LUCIEN GEORGE.

Malgré la grève des pompiers

La CGT ne parvient pas à paralyser les aéroports de Paris

Les aéroports de Paris ne devaient pas être paralyés par la grève des pompiers d'Orly et de Roissy-Charles-de-Gaulle, comme l'espérait la CGT.

Mais le mardi 5 septembre, le trafic n'était pas perturbé. Le refus d'assurer le service minimum obligatoire de neuf pompiers par aéroport était destiné à contraindre la direction à négocier sur les effectifs, la prévoyance et le déroulement des carrières. Avec l'approbation du ministère des transports, la direction d'Aéroports de Paris (ADP) avait contre-attaqué sur-le-champ en faisant savoir qu'elle engagerait des procédures disciplinaires. Un vote des pompiers présents sur les lieux de travail avait confirmé, dans la soirée de lundi, leur volonté de respecter le service minimum, par 44 voix contre 30. La CGT affirmait mardi en fin de matinée que les pompiers assureraient « le service minimum à la lettre ».

Le point d'achoppement entre les deux parties est la demande des syndicats de passer les 186 pompiers d'aéroport dans la catégorie « maîtrise ». Ils travaillent un jour sur cinq, et leur temps de sommeil est compté comme temps de travail. Ils touchent de 10 000 F à 14 000 F par mois brut, auxquels s'ajoutent l'indemnité de 200 000 F de départ à la retraite. « Nous sommes prêts à discuter de toutes les revendications, mais pas leur classement dans la maîtrise », nous a déclaré M. Jean-Pierre Besson, directeur général d'ADP. « Ils n'ont pas des tâches d'exécution à réaliser, et si nous céditions, nous serions contraints de placer en maîtrise 2 500 autres agents sur les 3 000 que compte ADP ».

La catastrophe aérienne de la Havane. — Le bilan de la catastrophe de l'Iluyouchine-62 tombé, le 3 septembre, à La Havane (Cuba) s'alourdit. Outre les cent vingt-six passagers et membres d'équipage qui ont trouvé la mort, les autorités cubaines font état de quatorze victimes parmi les habitants des maisons sur lesquelles est tombé l'avion. D'autre part, le Boeing-737 de la compagnie brésilienne Varig, transportant 48 passagers et 8 membres d'équipage, qui assurait la liaison São-Paulo-Bélem, disparu le 4 septembre (le Monde du 5 septembre), en Amazonie, n'avait toujours pas été retrouvé le 5 septembre. — (AFP, AP, Reuters.)

LIEU-DIT atelier floral
Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs des champs... et de ville
à l'atelier ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris
Tél. : 42.22.25.94

Sur le vif

Génération sacrifiée

— Allô, c'est toi ? C'est Mirella. Ah! dit donc, on s'en souviendra de cette rentrée scolaire. Là, Jean-Noël entré en sixième, je viens de le conduire au collège pour la première fois. Il était dans un état ! Je te raconte pas, il serait convulsivement ma menotte dans sa grosse pette, il léchait les larmes qui coulaient sur son début de moustache, il...

— Pauvre chat! Ça lui fait quel âge déjà ?
— Treize ans, bientôt quatorze. Il a redoublé le CE2 après son année et le CM1 parce qu'il était nul en linguistique. J'essayais de lui expliquer le trajet, il a une correspondance à Châtelet et trois stations après. Pas évident. On en parlait avec les autres mères, comme ils savent ni lire ni compter, ils sont complètement paumés. Tu nous aurais vues, on demandait toutes à entrer dans le couloir pour les aider à trouver leur classe : système C, porte 3.

— Mais pourquoi il sait pas lire, Jean-Noël ?
— Parce qu'on lui a pas appris.

— Qu'est-ce que tu racontes ? Apprends son alpha-

bat et à compter sur ses dix doigts, à la maternelle, c'est absolument interdit, je sais, mais à la grande école, quand même...

— Ouais, mais c'est un peu les programmes... Surcharge. Et puis alors là, maintenant, avec l'anglais... Ils avaient pas le temps. La preuve qu'ils le faisaient pas, c'est qu'ils vont le faire. Pour réduire l'échec scolaire on va se mettre à l'écriture, à la lecture et au calcul avant le secondaire. Mais bon, pour Jean-Noël et toute sa génération, trop tard, c'est râpé.

— Remarque, Jospin l'a promis, il redoublait plus, c'est déjà ça. Quand je pense qu'ils vont supprimer cette année le certificat d'études, vu que plus personne n'est capable de le passer, et qu'ils espèrent avoir 80 % de recrus au bac!

— De ce côté-là, pas de problème. Simplement, comme les candidats savent pas lire leur nom, leurs parents vont voir les résultats à leur place. D'ailleurs, s'ils sont de plus en plus nombreux à se bousculer devant les listes affichées dans les centres d'examen, chérie pas, c'est pour ça.

CLAUDE SARRAUTE.

PDG du numéro un du bâtiment et des travaux publics

M. Francis Bouygues démissionne au profit de son fils Martin

M. Francis Bouygues, fondateur et PDG de l'entreprise qui porte son nom, numéro un du bâtiment et des travaux publics en France, avec 50 milliards de chiffre d'affaires en 1988 et 65 000 employés, démissionne au profit de son fils cadet, Martin, déjà vice-président directeur général.

Cette décision ne constitue pas tout à fait une surprise. Il y a onze mois, le 13 octobre 1988, M. Francis Bouygues, faisant précisément nommer vice-PDG ce même fils Martin, affirmait bien haut, toutefois, que « sa succession n'était pas ouverte », qu'il était président du groupe et qu'il restait bien le patron. Mais, au mois de mai 1988, il avait confié à notre confrère le *Moniteur* : « Je suis attaché à une succession familiale parce que, pour la société Bouygues, avoir un leader qui porte ce nom, c'est un plus. C'est un nom un peu difficile à prononcer, mais il a une valeur internationale : le jour où le groupe aura à sa tête un Dupont ou un Durand, il perdra une partie de son identité ».

Parmi les raisons qui ont pu pousser le vieux lion à abdiquer au profit d'un de ses fils (l'autre, Nicolas, a repris sa liberté en quittant le groupe), on peut d'abord mettre en avant l'âge : M. Francis Bouygues, né le 5 décembre 1922, aura soixante-sept ans à la fin de l'année. De plus, en 1976, victime d'un cancer, il a subi l'ablation d'un poulmon, opération très bien supportée mais qui peut inciter un jour à la retraite. Peut-être estime-t-il qu'il vaut mieux passer la main à temps avant de trop vieillir, à l'inverse de Marcel Dassault, autre fondateur d'empire, qui avait refusé de déléguer avant son décès à quatre-vingt-quatre ans.

A vrai dire, que reste-t-il à prouver à un homme qui, jeune ingénieur

de l'Ecole centrale, après cinq années d'apprentissage dans le bâtiment travaux publics, se lança à trente ans dans la grande aventure, avec, en poche, les 100 000 F 1989 prêtés par sa famille et remboursés six ans après, pour créer le premier empire mondial dans sa profession, avec, au bilan de ses réalisations, le stade du Parc des Princes, le Palais des congrès et le Forum des Halles à Paris, le complexe olympique à Téhéran, l'aéroport de Roissy, trois centrales nucléaires, l'énorme contrat (2 milliards de dollars, 14 milliards de francs) de l'université de Ryad, en Arabie saoudite, et, suprême consécration, le chef-d'œuvre de technique qu'est l'Arche de la Défense.

Il a pu, enfin, en 1987, se payer, pour 1 milliard et demi le contrôle de la chaîne de télévision TF1. Le rêve d'un homme devenu public, que ses admirateurs et ses détracteurs, aussi nombreux les uns que les autres, surnommèrent l'« imperator ». Sans doute son fils Martin, âgé de trente-sept ans, et donc né en même temps que l'entreprise, seul des trois fils Bouygues à ne pas posséder un diplôme d'enseignement supérieur, peut-il paraître bien tendre auprès de certains, les banquiers par exemple. Mais son père fait valoir qu'il est entré dans le groupe il y a quinze ans, d'abord comme gestionnaire puis comme directeur de travaux sur le chantier des Halles de Paris, avant de gravir tous les échelons jusqu'à la vice-présidence l'an dernier. Par ailleurs, le groupe dispose d'un état-major musclé qui, sans doute, épaulera le nouveau et jeune président. Mais ce dernier devra faire ses preuves, car il ne sera pas facile de succéder à Francis Bouygues.

FRANÇOIS RENARD.

Naissance d'un géant dans les services

Les groupes suisses ADIA et Inspectorate vont fusionner

Après un rapprochement en janvier dernier, quand les deux sociétés avaient réalisé des prises de participation croisées, les groupes suisses ADIA et Inspectorate ont annoncé, le 4 septembre, leur volonté de fusionner d'ici à la fin de l'année.

Un géant mondial de la prestation de services sera ainsi constitué. ADIA est actuellement le numéro deux du travail temporaire dans le monde derrière Manpower avec 2,5 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires (9,7 milliards de francs) et a réalisé en 1988 un bénéfice net de 95,5 millions de francs suisses (372 millions de francs), en progression de 27,7 % par rapport à 1987.

Sensiblement le même taille, Inspectorate, qui est spécialisée dans le conseil technique, l'inspection de sécu-

rité et l'ingénierie, a réalisé 2,4 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires (9,3 milliards de francs) avec un bénéfice net de 108,6 millions de francs (423,5 millions de francs), en augmentation de 84 % sur 1987. Ensemble, les deux groupes emploient 13 600 personnes, sans compter bien entendu les intérimaires. ADIA est implanté dans douze pays et Inspectorate dans une cinquantaine.

En janvier 1989, Inspectorate avait pris le contrôle d'ADIA-Invest, qui détenait 40 % des voix et 20 % du capital d'ADIA. De son côté, ADIA avait acquis une minorité « importante » du capital d'Inspectorate. Pour réaliser la fusion, il est proposé aux actionnaires un échange de titres, et la nouvelle société s'appellera ADIASA.

COPIES COULEURS Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O. AVEC VENTURA ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
39, AV. DAUMESNIL - 43.47.21.32

1^{er} GROUPE DE COMMUNICATION INTERNATIONAL
COMMUNICATION externe et interne, Relations publiques, Attaché de presse, Publicité, marketing.

MEDIA Journalisme, INSTITUTE animation radio/TV
PUB BTS Communication et INSTITUTE Actions publicitaires

DU BAC AU 3^e CYCLE
Stages en entreprises fournis
Huit langues vivantes au choix
INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION
DE PUBLICITÉ ET DE MEDIA DE PARIS
Etablissements d'enseignement supérieur, privé et technique, 7, rue d'Artois - 75008 Paris.
Tél. : 42-25-26-28

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1989 a été tiré à 545 398 exemplaires

A B C D E F G H

صلى الله عليه وسلم